

Guide statistique de la fiscalité directe locale 2022

37^{ème} édition / mars 2024

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ET DES STATISTIQUES LOCALES



Le «**Guide statistique de la fiscalité directe locale 2022**»
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales
de la Direction générale des collectivités locales
par Nesheen SOLANKI pour l'introduction et par Julien DESCLODURE pour les annexes

Directrice de la publication : Cécile RAQUIN

Mars 2024

Sommaire

	Pages
1 - Évolution des composantes de la fiscalité directe locale	6
1-A Les taxes « ménages » sont toutes affectées au bloc communal	6
1-B Le produit des impôts économiques ne varie presque pas entre 2021 et 2022	10
1-C Les taxes annexes et additionnelles : le produit de la TEOM est toujours aussi dynamique en 2022	11
Plan des annexes	
Glossaire	17
Annexe 1 : Indicateurs de référence de la fiscalité des communes	20
A1.1 Données de cadrage des communes	20
A1.2 Bases nettes par habitant des communes	22
A1.3 Taux moyens des communes	38
A1.4 Produits par habitant des communes	50
A1.5 Évolution des bases nettes des communes	82
A1.6 Évolution des taux moyens des communes	92
A1.7 Évolution des produits des communes	104
A1.8 Décomposition de l'évolution des produits des communes en effet base et effet taux	124
A1.9 Compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes	132
Annexe 2 : Indicateurs de référence de la fiscalité des Groupements à fiscalité propre (GFP)	136
A2.1 Données de cadrage des GFP	136
A2.2 Bases nettes par habitant des GFP	138
A2.3 Taux moyens des GFP	154
A2.4 Produits par habitant des GFP	166
A2.5 Évolution des bases nettes des GFP	196
A2.6 Évolution des taux moyens des GFP	206
A2.7 Évolution des produits des GFP	218
A2.8 Décomposition de l'évolution des produits des GFP en effet base et effet taux	240
A2.9 Compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des GFP	248
Annexe 3 : Indicateurs de référence de la fiscalité des départements	252
A3.1 Produits des impôts économiques des départements	252

A3.2	Compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des départements	261
A3.4	Synthèse de la fiscalité directe locale des départements	262
	Annexe 4 : Indicateurs de référence de la fiscalité des régions et des CTU	264
A4.1	Produits des impôts économiques des régions et des CTU	264

GUIDE STATISTIQUE

DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE 2022

Le présent ouvrage constitue la trente-septième édition du *Guide statistique de la fiscalité directe locale* portant sur l'exercice 2022. Il fournit des indicateurs sur :

- **les taxes « ménages »** : taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), y compris la majoration sur les résidences secondaires, taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), taxe sur le foncier bâti (FB) et non bâti (FnB), y compris la taxe additionnelle ;

- **les impôts économiques** : cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;

- **la taxe d'enlèvement des ordures ménagères** (TEOM), y compris la part incitative ;

- **les taxes annexes** : taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) et taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

L'introduction décrit la situation générale des différents niveaux de collectivités en matière de recettes fiscales. Cette introduction reprend les différents éléments publiés par DESL dans son Bulletin d'information statistique (Bis) N°175 de mai 2023.

L'**annexe 1** donne les indicateurs de référence pour les **communes**, et l'**annexe 2**, ceux sur les **Groupements à Fiscalité Propre (GFP)** : bases, taux, produits, en niveau et en évolution, effets base et effets taux, ventilés selon la région de localisation et croisés respectivement par la taille de la commune ou du groupement. L'**annexe 3** donne des indicateurs de référence sur la fiscalité des **départements** ; ceux des **régions et des Collectivités Territoriales Uniques (CTU)** quant à eux, figurent dans l'**annexe 4**.

Les résultats statistiques de ce guide sont des données définitives, issues des fichiers du Recensement des éléments d'impositions (REI) de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Le Département des études et des statistiques locales (DESL) de la Direction générale des collectivités locales (DGCL) la remercie pour cette contribution.

1 - Évolution des composantes de la fiscalité directe locale

L'année 2022 est la deuxième année d'application du nouveau schéma de financement des collectivités locales avec notamment la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), la baisse des impôts de production et leurs compensations respectives. Elle marque donc une continuité par rapport à 2021 : la structure du panier de ressources des collectivités reste stable.

Globalement, le produit de la fiscalité directe locale augmente de +4,2 % en 2022 (+6,5 % si l'on inclut les fractions de TVA transférées par l'État en compensation des réformes fiscales introduites dès 2021). Il s'élève à 68,3 Md€ cette année, contre 65,6 Md€ l'année précédente Avec la prise en compte des fractions de TVA, le produit de fiscalité atteint 104,5 Md€ en 2022, contre 98,1 Md€ en 2021.

Le produit des taxes « ménages » explique en grande partie cette croissance : il atteint 41,0 Md€ en 2022, soit en hausse de +5,5 %. Les recettes de la taxe foncière sur le foncier bâti (TFPB) sont en effet dynamiques, avec une progression de +5,6 %, passant de 34,3 Md€ en 2021 à 36,2 Md€ en 2022. Le produit des impôts économiques est quant à lui, plutôt stable : +0,2 %, soit +34 M€ en 2022. La CVAE reste sur sa dynamique décroissante à la suite des réformes des impôts de production entrées en vigueur l'année précédente (-3,3 % en 2022, soit -315 M€), mais ce recul s'accompagne d'une hausse du produit de la CFE qui augmente de +3,6 %, soit +249 M€ entre 2021 et 2022.

Selon les données issues du recensement des éléments d'imposition (REI), le produit de la fiscalité directe locale s'élève à 68,3 Md€ en 2022. Il augmente de +2,8 Md€, soit +4,2 %, par rapport à l'année précédente, alors qu'il diminuait de -33,0 % entre 2020 et 2021 à la suite de la refonte du schéma de financement des collectivités locales. En incluant les transferts de fraction de TVA, les ressources des collectivités s'élèvent à 104,5 Md€ en 2022, en hausse de +6,5 % (tableau 1).

Traditionnellement, l'on distingue, d'une part, les taxes versées principalement par les ménages, d'autre part, les impôts dits « économiques » car plus spécifiquement payés par les entreprises, les taxes annexes telles que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), les taxes additionnelles telles que la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) ainsi que la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) perçue au profit de la région Île-de-France.

Globalement, la structure du panier des ressources issu de la fiscalité directe locale des collectivités ne change pas : les départements et les régions bénéficient essentiellement des transferts de TVA en compensation des réformes fiscales de 2021 (respectivement 80 % et 94 % de leurs paniers de ressources) et le secteur communal bénéficie des taxes « ménages »¹ (graphique 1).

A - Les taxes « ménages » sont toutes affectées au bloc communal

En 2022, le produit des taxes « ménages » augmente de +5,5 %, après la baisse de -35,5% de 2021. Il représente 41,0 Md€ et est perçu depuis l'année dernière par le secteur communal uniquement. Pour les communes, il constitue même la presque totalité des recettes fiscales : 37,6 Md€ sur un total de 39,4 Md€ (graphique 1).

En revanche, pour les groupements à fiscalité propre (GFP), le produit des taxes « ménages » ne représente que 10 % des recettes de fiscalité directe locale (3,2 Md€ sur un total de 32,6 Md€, y compris fraction de TVA) ; cette proportion atteint 13 % si les transferts de TVA sont exclus du total qui serait alors à 23,9 Md€ en 2022. La taxe sur le foncier bâti (TFPB) y constitue les deux tiers des taxes « ménages » : 2,1 Md€ en 2022, contre 1,8 Md€ en 2021, soit en hausse de +18,1 %.

¹ Seules les taxes de la fiscalité directe locale sont prises en compte ici (TH, TFPB, CFE, CVAE, etc.). Les impôts et taxes tels que la TICPE, les DMTO, TSCA, etc. ne sont pas traités dans cette publication.

Tableau 1 - Fiscalité directe locale et transferts de TVA en 2022 : montants et évolutions

Exercice 2022 Montants des produits, en M€	Communes	Syndicats	GFP ^(d)	Secteur communal	Départements	Régions et CTU	Toutes collectivités
Taxe d'habitation (TH) ^(a)	1 967	20	835	2 822			2 822
Taxe d'habitation sur les logements vacants (TH-LV)	81	0,1	2	83			83
Taxe sur le foncier bâti (FB)	33 945	154	2 127	36 225			36 225
Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)	697			697			697
Effet coefficients correcteurs - versements (FB)	3 940			3 940			3 940
Effet coefficients correcteurs - prélèvements (FB)	-3 242			-3 242			-3 242
Taxe sur le foncier non bâti (FNB) ^(b)	904	7	250	1 160			1 160
Ensemble des taxes « ménages »	37 593	181	3 214	40 988	0	0	40 988
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	544	3	6 555	7 102			7 102
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	623		4 978	5 600	3 692	32	9 324
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	82		643	725	330	639	1 694
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	25		822	847			847
Ensemble des impôts « économiques »	1 273	3	12 998	14 274	4 022	671	18 967
Sous-total contributions directes	38 866	184	16 212	55 262	4 022	671	59 955
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ^(c)	517	60	7 341	7 918			7 918
dont part incitative à la TEOM				40			40
Taxes annexes (GEMAPI et TASA)			378	378		77	455
TOTAL fiscalité directe locale	39 384	243	23 930	63 557	4 022	748	68 327
Réformes fiscales - Fraction de TVA	745		8 685	9 430	15 842	10 894	36 166
TOTAL yc Fraction de TVA	40 128	243	32 615	72 987	19 864	11 642	104 493

2022 / 2021 Évolution des produits, en %	Communes	Syndicats	GFP ^(d)	Secteur communal	Départements	Régions et CTU	Toutes collectivités
Taxe d'habitation (TH) ^(a)	+3,1%	-33,7%	+1,8%	+2,3%			+2,3%
Taxe d'habitation sur les logements vacants (TH-LV)	+1,2%	-6,1%	+2,6%	+1,3%			+1,3%
Taxe sur le foncier bâti (FB)	+4,9%	+12,3%	+18,1%	+5,6%			+5,6%
Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)	+20,0%			+20,0%			+20,0%
Taxe sur le foncier non bâti (FNB) ^(b)	+3,5%	+8,6%	+5,4%	+3,9%			+3,9%
Ensemble des taxes « ménages »	+5,0%	+4,2%	+12,3%	+5,5%			+5,5%
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	+0,8%	+17,2%	+3,9%	+3,6%			+3,6%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	-4,2%		-3,1%	-3,2%	-3,4%	-0,7%	-3,3%
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	+4,5%		+5,7%	+5,5%	+5,2%	-1,1%	+2,9%
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	-2,8%		+7,0%	+6,7%			+6,7%
Ensemble des impôts « économiques »	-1,6%	+17,2%	+1,4%	+1,1%	-2,8%	-1,1%	+0,2%
Sous-total contributions directes	+4,8%	+4,3%	+3,4%	+4,4%	-2,8%	-1,1%	+3,8%
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ^(c)	+2,9%	-89,3%	+15,2%	+6,5%			+6,5%
dont part incitative à la TEOM				+9,8%			+9,8%
Taxes annexes (GEMAPI et TASA)			+37,3%	+37,3%		+0,3%	+29,2%
TOTAL fiscalité directe locale	+4,7%	-66,7%	+7,2%	+4,8%	-2,8%	-0,9%	+4,2%
TOTAL yc Fraction de TVA	+4,8%	-66,7%	+9,3%	+6,0%	+6,8%	+8,8%	+6,5%

(a) Y compris majorations de TH sur les résidences secondaires (168 M€) et hors produit de la THRP perçue par l'État (2,9 Md€).

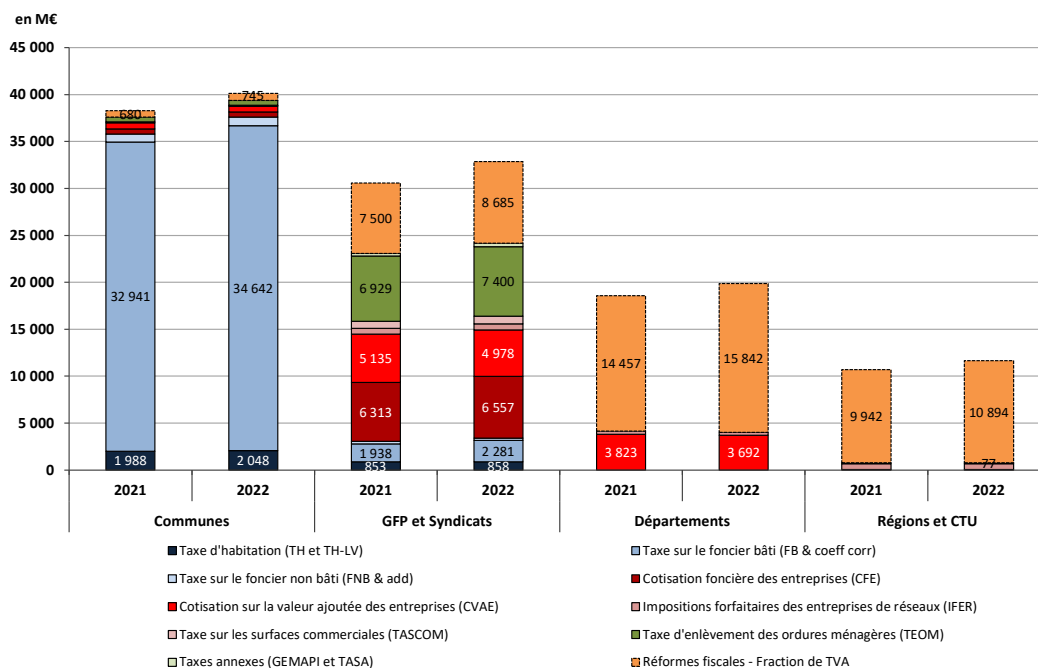
(b) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti (89 M€).

(c) Par collectivité réellement bénéficiaire, après reversement des GFP aux syndicats.

(d) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont assimilés aux GFP.

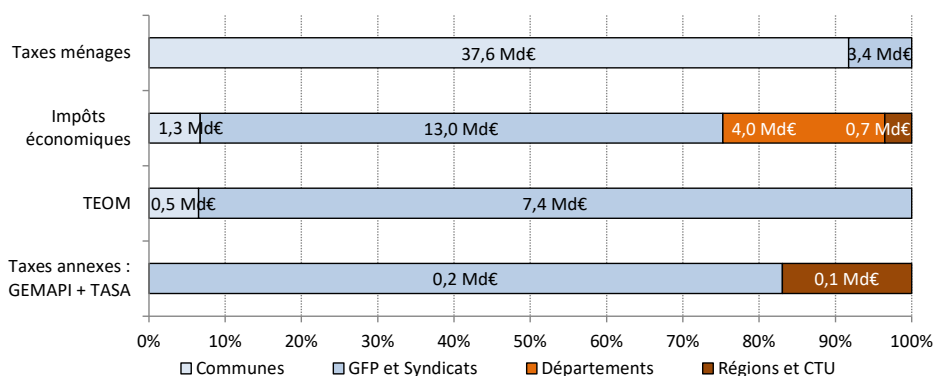
Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

Graphique 1 - Produits de la fiscalité directe locale et montants des transferts de TVA, selon le niveau de collectivité bénéficiaire, en 2021 et 2022



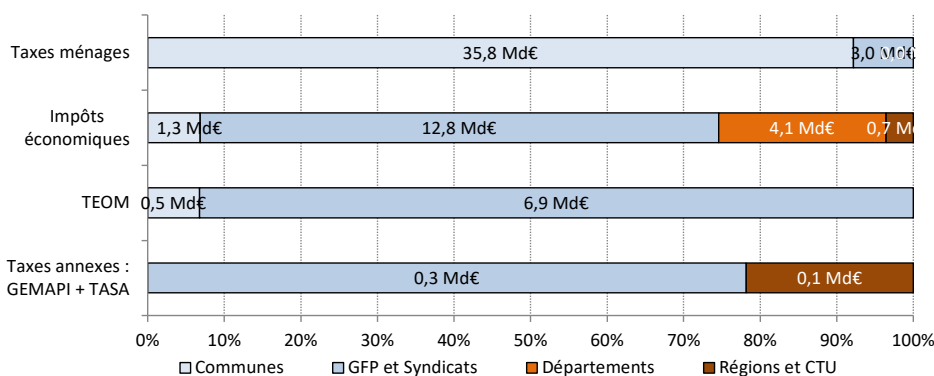
Lecture : en 2022, le produit de la TFPB communale s'élève à 34,6 Md€, y compris le montant de l'effet net des coefficients correcteurs. Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

Graphique 2 - Répartition des produits de la fiscalité directe locale, selon le niveau de collectivité bénéficiaire, en 2022



Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

Graphique 3 - Répartition des produits de la fiscalité directe locale, selon le niveau de collectivité bénéficiaire, en 2021



Source : DGCL. Données DGFIP, REI ; Banatic.

Les départements et les régions ne perçoivent plus de taxes « ménages » depuis 2021. L'année 2022 est la deuxième année de mise en œuvre du nouveau schéma de financement des collectivités locales, prévu à l'article 16 de la loi de finances pour 2020². La suppression de la THRP se poursuit : les abattements dont bénéficiaient les 20 % des ménages qui l'acquittaient encore ont logiquement augmenté, comme l'exonération partielle fixe qui est passée de 30 % à 65 %³. La THRP est définitivement supprimée en 2023. Comme en 2021, le produit de la TH payé par ces ménages est affecté à l'État : il s'élève à 2,9 Md€ en 2022 (contre 5,5 Md€ l'année précédente). Les collectivités continuent en revanche de conserver le bénéfice du produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), ainsi que les éventuelles majorations y afférentes, la part syndicale de la TH y compris sur les résidences principales des foyers restants redevables jusqu'en 2023, ainsi que la TH sur les logements vacants (THLV).

L'augmentation progressive des exonérations de THRP citée précédemment explique la forte baisse de la base d'imposition des syndicats : -37,8 % entre 2021 et 2022, passant de 3,7 Md€ à 2,3 Md€ (tableau 2). Suite à sa réforme, la base de la TH des communes et des GFP ne porte plus que sur les résidences secondaires. Les valeurs locatives des résidences secondaires sont revalorisées en 2022 de 3,4 % soit l'application d'un coefficient de 1,034⁴. Celles afférentes à l'habitation principale ne sont pas revalorisées en raison de la suppression progressive de la THRP. Aussi, la base de la THRS des communes et des GFP augmente de +1,9 % entre 2021 et 2022 (tableau 2). Elle passe de 11,3 Md€ à 11,5 Md€ pour les communes, et de 9,8 Md€ à 10,0 Md€ pour les GFP.

Par ailleurs, le taux moyen de la THRS augmente légèrement en 2022 (+0,10 point). Notons que l'article 16 précité prévoit le gel des taux de la TH aux niveaux de 2019 pour les trois niveaux de collectivité du secteur communal. Le produit total de la TH, y compris les majorations de TH sur les résidences secondaires et la THLV, s'élève quant à lui, à 2,9 Md€ en 2022, en hausse de +2,3 % par rapport à l'année précédente (tableau 1). Depuis deux ans, la TH ne représente donc plus que 4 % de la fiscalité directe locale des collectivités, alors qu'elle en constituait le quart jusqu'en 2020 (en incluant les dégrèvements 2020 pris en charge par l'État).

C'est désormais la TFPB qui constitue la taxe locale la plus importante depuis 2021 puisqu'elle représente 54 % des recettes de la fiscalité directe locale, y compris l'effet net des coefficients correcteurs (coco) (graphique 5). Son produit s'élève à 36,2 Md€, en hausse de +5,6 % par rapport à l'année précédente.

Pour la part communale de la TFPB, l'augmentation du produit est de +4,9 %, contre une hausse sensible de +18,1 % pour la part intercommunale (tableau 3). L'effet base, c'est-à-dire la part de la variation du produit imputable à l'évolution des bases, s'élève à +4,1 % pour la TFPB communale, avec un effet taux à hauteur de +0,8 %. La hausse du produit de la TFPB des communes s'explique donc en majeure partie par la hausse des bases d'imposition. A contrario, l'effet taux l'emporte très largement pour la part intercommunale de la TFPB, à hauteur de +13,3 %, contre +4,2 % « seulement » pour l'effet base. Autrement dit, c'est la croissance des taux qui explique majoritairement la hausse de +18,1 % du produit de la TFPB intercommunale (tableau 3).

En outre, la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TFNB), affectée elle aussi, au seul bloc communal, ne représente que 2 % des recettes fiscales des collectivités locales. Elle dépasse tout juste 1 Md€ en incluant la taxe additionnelle et augmente de +3,9 % en 2022, après +0,9 % en 2021. Son taux moyen progresse relativement peu : +0,32 point, mais à rapporter à un taux moyen plus élevé que celui des autres taxes « ménages » (graphique 7).

² Article 16 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 :

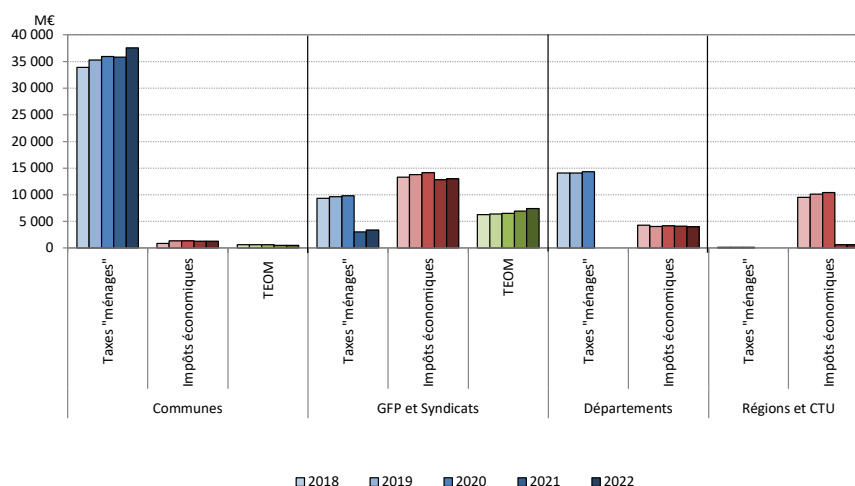
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000046196852/2022-08-18

³ Voir la « Brochure pratique des impôts locaux 2022 », publiée par la Direction Générale des Finances Publiques, page 93 :

<https://www.impots.gouv.fr/node/4745>

⁴ « Brochure pratique des impôts locaux 2022 », DGFIP, pages 7 et 90.

Graphique 4 - Produits de la fiscalité directe locale, selon le niveau de collectivité, de 2018 à 2022



Lecture : en 2022, le produit des taxes « ménages » perçues par les communes s'élève à 37,6 Md€, y compris le montant de l'effet net des coefficients correcteurs.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

B - Le produit des impôts économiques ne varie presque pas entre 2021 et 2022

Les impôts dits « économiques », car payés par les entreprises, variaient sensiblement d'une année sur l'autre jusqu'en 2021. En 2022, leur produit est quasiment stable, avec une hausse de +0,2 %, après une forte décroissance en 2021 à la suite des réformes des impôts de production.

Le bloc communal continue de percevoir les trois quarts de leur produit, comme en 2021, contre un peu plus de la moitié en 2020. Les régions et les collectivités territoriales uniques (CTU) en perdent la quasi-totalité, puisque seulement 4 % du produit des impôts économiques leur est désormais destiné, alors qu'elles en percevaient 35 % en 2020. Elles bénéficient, en compensation, d'un transfert de TVA à hauteur de 10,9 Md€ (graphique 1).

Les départements quant à eux, perçoivent 21 % du produit des impôts économiques en 2022, quasiment la même proportion qu'en 2021 (graphique 2 et graphique 3).

Par ailleurs, les recettes de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) continuent de diminuer : elles passent de 9,6 Md€ à 9,3 Md€ en 2022, soit -3,3 % (après -50,5 % entre 2020 et 2021). Cet impôt constitue 14 % des recettes de la fiscalité directe locale cette année, et 15 % l'année dernière, contre près du cinquième en 2020 (graphique 5). La répartition de son produit entre les collectivités reste en outre inchangée par rapport à 2021 : la CVAE est affectée au bloc communal et aux départements, à hauteur, respectivement, de 53 % et 47 %. Pour les régions,

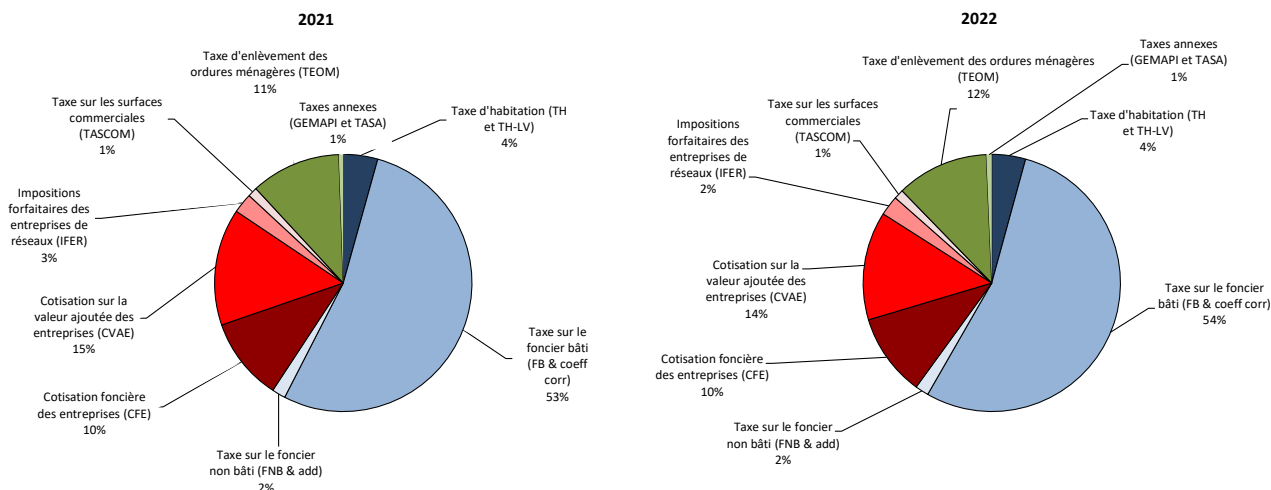
sa suppression est compensée par une fraction de TVA d'un montant de 10,9 Md€ en 2022, en hausse de +8,8 % (tableau 1).

Par ailleurs, les bases de la contribution foncière des entreprises (CFE) dont le produit est destiné au bloc communal sont en hausse de +3,4 % en 2022, alors qu'elles étaient en net recul l'année précédente suite aux nouvelles modalités de calcul des valeurs locatives des établissements industriels : -14,0 % pour les bases communales et -18,2 % pour celles des groupements en 2021. Le taux moyen conserve en revanche la tendance constatée depuis 2018 : il reste stable en 2022 (+0,07 point) et s'établit à 26,55 %, contre 26,48 % en 2021 (tableau 2). En toute logique, le produit de la CFE augmente donc sous l'effet des bases (+3,6 %, après -17,1 % en 2021), pour atteindre 7,1 Md€ en 2022 (contre 6,9 Md€ en 2021) (tableau 3).

Le produit des impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) s'élève à 1,7 Md€, soit 2 % des recettes fiscales locales. Il augmente de manière continue : +2,9 % en 2022, après +1,8 % en 2021, et +3,9 % en 2020. Le tarif des recettes versées aux régions marque le recul habituel : -1,1 % cette année, contre -2,7 % l'année précédente, alors que celui des départements demeure en hausse sensible : +5,2 % en 2022, +4,7 % en 2021, et +3,4 % en 2020.

Enfin, la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) à destination du secteur communal uniquement, s'élève à 847 M€ en 2022, contre 794 M€ en 2021, en progression donc de +6,7 %, après -0,6 % en 2021.

Graphique 5 - Produits de la fiscalité directe locale, selon le type de taxes, en 2021 et 2022



Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

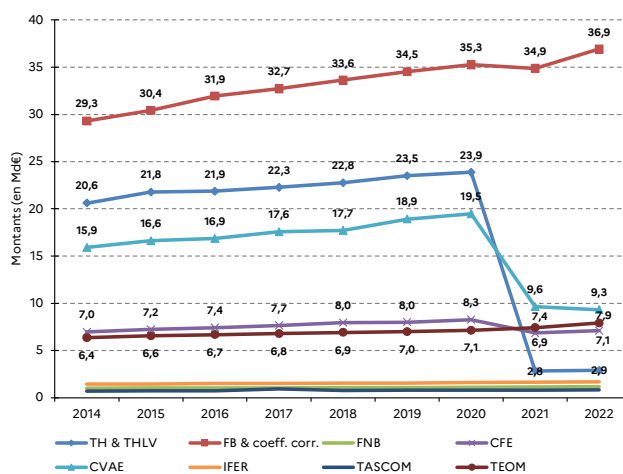
C - Les taxes annexes et additionnelles : le produit de la TEOM est toujours aussi dynamique en 2022 qu'en 2021

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), perçue par le seul bloc communal, atteint 7,9 Md€ en 2022 (12 % de la fiscalité directe locale), en progression de +6,5 %, après +4,1 % en 2021. Comparée aux années précédentes, cette progression est relativement forte et s'explique dans un premier temps par l'évolution des bases d'imposition. Ces dernières progressent en effet de +4,3 %, induisant un effet base de même niveau (+4,4 %). L'évolution des taux moyens d'imposition constitue la seconde explication : ces derniers augmentent de +0,19 point (après +0,17 point en 2021), induisant un effet taux à hauteur de +2,1 % (tableau 2, tableau 3 et graphique 7).

La répartition du produit de la TEOM entre les communes et les groupements est en revanche plutôt stable : un peu moins de 7 % au profit des communes et environ 93 % pour les groupements.

Les autres taxes annexes que sont la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA), perçue au profit de la région Île-de-France, et la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), affectée au bloc communal, représentent en 2022 respectivement 77 M€ (stable par rapport à 2021) et 378 M€ (contre 275 M€ en 2021, sensiblement dynamique donc pour la deuxième année consécutive, avec une croissance de +37,3 %, après +34,6 % en 2021) (tableau 1)

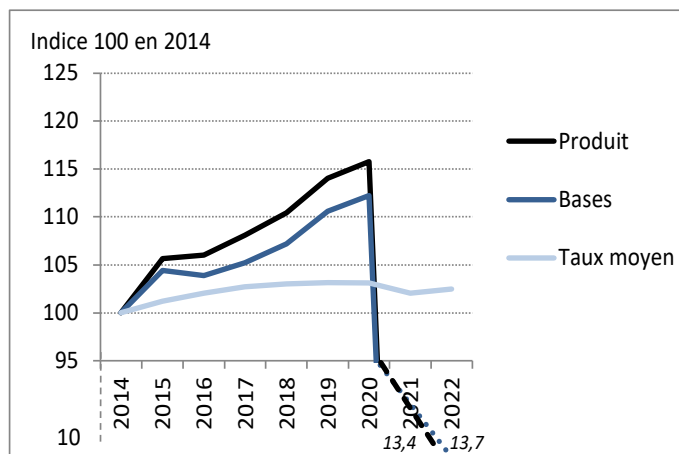
Graphique 6 - Produits de la fiscalité directe locale, selon le type de taxes, de 2014 à 2022



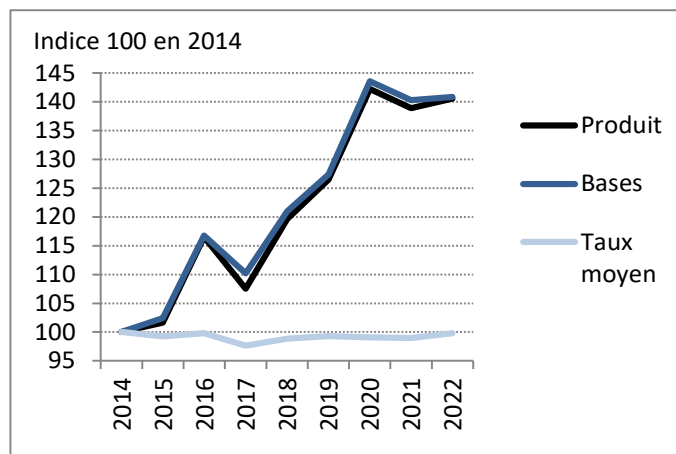
Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

Graphique 7 - Évolution des produits, des bases et des taux moyens des différentes taxes directes locales, de 2014 à 2022

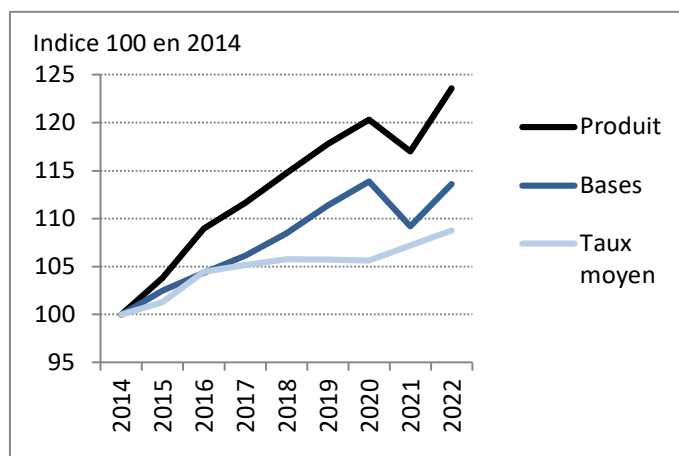
Taxe d'habitation (TH)



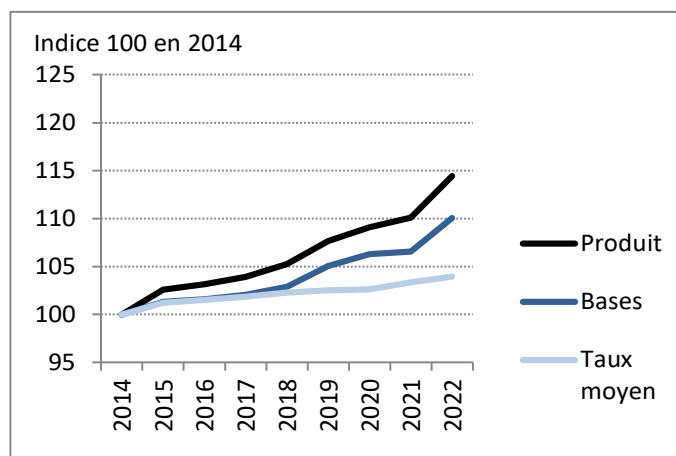
Taxe d'habitation sur les logements vacants (TH-LV)



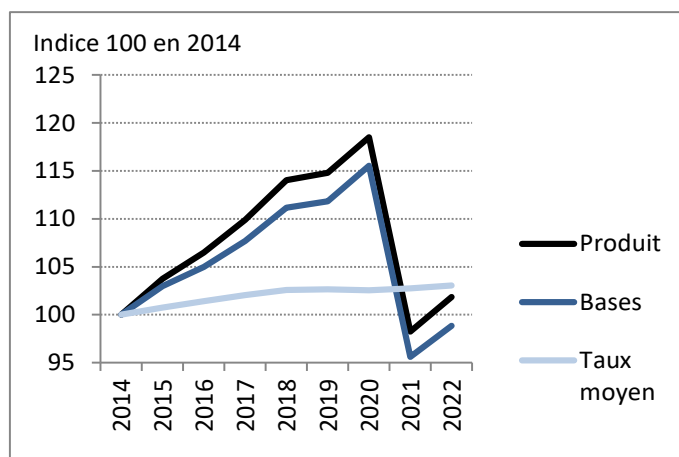
Taxe sur le foncier bâti (FB)



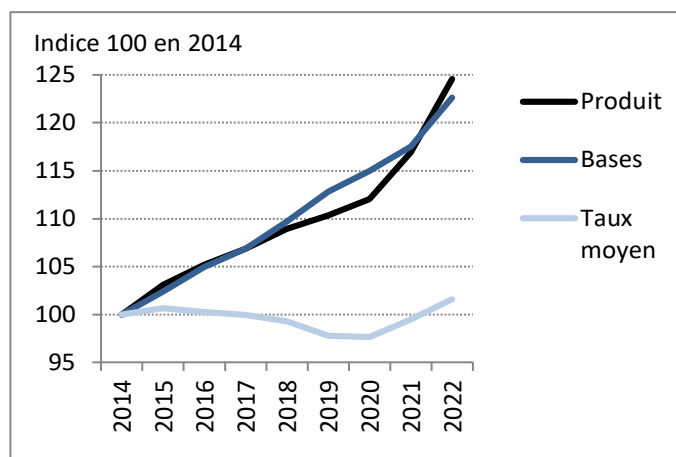
Taxe sur le foncier non bâti (FNB)



Contribution foncière des entreprises (CFE)



Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)



Pour chaque taxe, le champ retenu est l'ensemble des collectivités bénéficiaires.
Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

Tableau 2 - Bases nettes et taux moyens d'imposition en 2022

Type de taxe et de base	Bases nettes		Taux moyens « statistiques » ^(d)	
	Montants 2022 en millions €	Évolution	Taux 2022 en %	Évolution
Taxe d'habitation (THRS et THRP)^(b)				
bases THRS communales (et taux moyen)	11 501	+1,9 %	17,10	+0,20 pt
bases THRP et THRS syndicales (et taux moyen)	2 281	-37,8 %	0,88	+0,05 pt
bases THRS intercommunales ^(a) (et taux moyen)	10 014	+1,9 %	8,34	-0,01 pt
<i>Secteur communal</i>	<i>11 501</i>	<i>+1,9 %</i>	<i>24,54</i>	<i>+0,10 pt</i>
Taxe d'habitation sur les logements vacants (TH-LV)				
bases communales (et taux moyens)	454	+0,4 %	17,83	+0,15 pt
bases syndicales (et taux moyen)	nc	nc	nc	nc
bases intercommunales ^(a) (et taux moyen)	21	+3,4 %	9,86	-0,08 pt
<i>Secteur communal</i>	<i>454</i>	<i>+0,4 %</i>	<i>18,31</i>	<i>+0,16 pt</i>
Taxe foncière sur les propriétés bâties (FB)				
bases communales (et taux moyen)	94 597	+4,1 %	35,88	+0,29 pt
bases syndicales (et taux moyen)	9 427	+5,1 %	1,63	+0,11 pt
bases intercommunales ^(a) (et taux moyen)	62 103	+8,0 %	3,43	+0,29 pt
<i>Secteur communal</i>	<i>94 597</i>	<i>+4,1 %</i>	<i>38,29</i>	<i>+0,56 pt</i>
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (FNB)				
bases communales (et taux moyens)	2 124	+3,3 %	42,54	+0,08 pt
bases syndicales (et taux moyen)	113	+0,4 %	6,23	+0,47 pt
bases intercommunales ^(a) (et taux moyen)	2 094	+3,5 %	11,92	+0,21 pt
<i>Secteur communal</i>	<i>2 124</i>	<i>+3,3 %</i>	<i>54,62</i>	<i>+0,32 pt</i>
Cotisation foncière des entreprises (CFE)				
bases communales (et taux moyens)	3 084	+1,1 %	17,65	-0,05 pt
bases syndicales (et taux moyen)	54	-6,0 %	5,02	+0,99 pt
bases intercommunales ^(a) (et taux moyen)	24 726	+3,5 %	26,51	+0,08 pt
<i>Secteur communal^(c)</i>	<i>26 750</i>	<i>+3,4 %</i>	<i>26,55</i>	<i>+0,07 pt</i>
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)				
bases communales (et taux moyens)	8 309	+3,0 %	6,22	-0,00 pt
bases syndicales et intercommunales ^(a) (et taux moyen)	76 151	+4,5 %	9,72	+0,21 pt
<i>Secteur communal</i>	<i>84 460</i>	<i>+4,3 %</i>	<i>9,37</i>	<i>+0,19 pt</i>
Taxes annexes				
GEMAPI (secteur communal)	100 828	+15,2 %	0,37	+0,06 pt
TASA (Région IdF)	34 518	+3,2 %	0,22	-0,01 pt

(a) Y compris la métropole de Lyon.

(b) Base nette de la THRS pour les communes et les GFP. Base nette de la TH tous types de locaux pour les syndicats.

(c) La base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

(d) Pour chaque type de collectivité, les taux moyens "statistiques" sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme des bases. Les produits réellement perçus intègrent les « gains et pertes », les lissages depuis 2017, et les produits des taxes additionnelles et des majorations. Ils peuvent donc différer des taux votés.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

Tableau 3 - Décomposition de l'évolution des produits de la fiscalité directe locale en 2022 (en %) : effet base et effet taux

Collectivités selon le type de fiscalité (y compris les syndicats à contributions fiscalisées)	Communes			EPCI à FP (y compris MGP)			Secteur communal	
	Ensemble	Membres d'un EPCI à FA	Membres d'un EPCI à FPU	Ensemble	à FA	à FPU		
Taxe d'habitation (TH) ^(a)	Évolution du produit	+3,1	+4,5	+3,0	+1,8	+4,6	+1,7	+2,3
	Effet base*	+1,4	+4,5	+1,1	+1,8	+4,6	+1,7	+1,5
	Effet taux*	+1,7	+0,0	+1,8	-0,0	+0,0	-0,0	+0,7
TH sur les logements vacants (THLV)	Évolution du produit	+1,2	-4,9	+1,5	+2,6		+2,6	+1,3
	Effet base*	+1,2	-4,9	+1,5	+2,4		+2,4	+1,3
	Effet taux*	+0,0	+0,0	+0,0	+0,2		+0,2	+0,0
Taxe sur le foncier bâti (FB)	Évolution du produit	+4,9	+4,6	+4,9	+18,1	+7,2	+19,5	+5,6
	Effet base*	+4,1	+4,3	+4,1	+4,2	+4,1	+4,2	+4,1
	Effet taux*	+0,8	+0,4	+0,8	+13,3	+2,9	+14,6	+1,4
Taxe sur le foncier non bâti (FnB) ^(b)	Évolution du produit	+3,5	+3,8	+3,5	+5,4	+6,7	+5,2	+3,9
	Effet base*	+3,3	+3,5	+3,3	+4,0	+3,5	+4,0	+3,3
	Effet taux*	+0,2	+0,3	+0,2	+1,3	+3,1	+1,1	+0,6
Ensemble des 3 « Taxes ménages »	Évolution du produit	+4,8	+4,6	+4,8	+12,3	+6,7	+12,9	+5,3
	Effet base*	+3,9	+4,2	+3,9	+3,5	+4,1	+3,4	+3,9
	Effet taux*	+0,8	+0,3	+0,8	+8,5	+2,5	+9,2	+1,4
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Évolution du produit	+0,8			+3,9			+3,6
	Effet base*	+0,7			+3,5			+3,4
	Effet taux*	+0,1			+0,4			+0,2
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ^(c)	Évolution du produit							+6,5
	Effet base*							+4,4
	Effet taux*							+2,1

*Lorsqu'un groupement instaure une taxe qui n'existait pas l'année précédente, cette instauration est intégralement comptée dans l'effet taux. On considère que la base préexistait, mais qu'elle était affectée d'un taux nul.

FA : fiscalité additionnelle ; FPU : fiscalité professionnelle unique.

(a) Y compris majoration de TH sur les résidences secondaires.

(b) Y compris la taxe additionnelle au foncier non-bâti.

(c) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI (données 2022 prévisionnelles) ; Banatic.

Encadré - Actualisation des coefficients correcteurs des sur ou sous-compensations de la TH en 2022

La suppression de la THRP est compensée pour les communes par le transfert de la part départementale de la TFPB perçue sur leurs territoires à partir de 2021. Or, ce produit supplémentaire ne coïncide quasiment jamais avec la recette à compenser ; sans ajustement, certaines communes se seraient donc retrouvées surcompensées quand d'autres seraient sous-compensées. L'article 16 de la loi de finances pour 2020 a introduit un coefficient correcteur (Coco) permettant d'égaliser les produits avant et après la réforme. L'article 29 de la loi de finances pour 2021 complète en outre les modalités de calcul de ce coefficient, afin d'y intégrer les compensations dues au titre de la baisse des impôts fonciers des locaux industriels.

Les Coco permettent de prélever à la source le montant trop perçu de TFPB pour les communes surcompensées (Coco inférieurs à 1), et réciproquement, d'en verser un complément pour les communes sous-compensées (Coco supérieurs à 1). Les communes dont la surcompensation est inférieure ou égale à 10 000 € en conservent le bénéfice ; leurs Coco sont ramenés à 1.

La sur et sous-compensation sont définies pour chaque commune à partir des écarts entre le panier des ressources supprimées et celui des ressources transférées.

Ressources supprimées

$$\begin{aligned} &= (\text{Base THRP communale 2020} \times \text{Taux TH communal 2017}) \\ &+ (\text{Compensations d'exonérations TH 2020}) \\ &+ (\text{Moyenne annuelle des rôles supplémentaires THRP 2018, 2019 et 2020}) \end{aligned}$$

Ressources transférées

$$\begin{aligned} &= (\text{Base TFPB départementale 2020} \times \text{Taux TFPB départemental 2020}) \\ &+ (\text{Compensations d'exonérations TFPB 2020}) \\ &+ (\text{Moyenne annuelle des rôles supplémentaires TFPB 2018, 2019 et 2020}) \end{aligned}$$

Les rôles supplémentaires de TFPB départementale émis en 2021 au titre des années antérieures n'étaient pas pris en compte dans le calcul 2021 des Coco. Par ailleurs, la mise à jour des bases d'imposition de 2020 a été affectée dans certains territoires par la crise sanitaire. En conséquence, l'article 41 de la loi du 30 décembre 2021 de finances pour 2022⁵ actualise la définition des paniers des ressources supprimées et transférées. D'un côté, les rôles supplémentaires de THRP émis jusqu'au 15 novembre 2021 au titre de 2020, date à laquelle a pris fin la campagne de rattrapage de mise à jour des bases d'imposition, sont directement inclus dans la base communale de THRP, et donc dans le panier des ressources supprimées. Du côté des ressources transférées, et pour les mêmes raisons de prise en compte directe des rôles supplémentaires dans les bases, la formule de calcul ne contient plus de moyenne annuelle des rôles supplémentaires de TFPB départementale. Cette modification concerne 2 119 communes en 2022 et fait bénéficier ces dernières de 674 M€ supplémentaires.

⁵ Article 41 de la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/IORFARTI000044637693

ANNEXES

Glossaire

Abattements : diminution pratiquée sur le montant de l'assiette imposable.

Bases nettes : bases imposables brutes diminuées des abattements et exonérations.

Communauté d'agglomération (CA) : créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, c'est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes-centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

Communauté de communes (CC) : créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, c'est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

Communauté urbaine (CU) : depuis la loi du 16 décembre 2010, regroupe plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 peuvent avoir des effectifs inférieurs à ce seuil. Forme de coopération plus intégrée que la CA, la CU dispose de compétences plus larges que celle-ci.

Compensations : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc des décisions nationales. Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales ne sont pas comptabilisées dans les compensations.

Contributions de l'État : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

Contribution économique territoriale (CET) : impôt créé en 2010 qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité propre. La CFE est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : impôt dont le produit est partagé à partir de 2011 entre toutes les collectivités : 26,5 % pour le secteur communal, 48,5 % pour les départements et 25 % pour les régions. À compter de 2017, ce partage est modifié pour accompagner la nouvelle répartition des compétences entre les collectivités issue de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) : 26,5 % pour le secteur communal, 23,5 % pour les départements et 50 % pour les régions. Cette répartition est modifiée de nouveau en 2021 : le secteur communal en bénéficie 53 % et les départements 47 %.

Dégrèvements législatifs : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État verse l'intégralité du produit correspondant au coût des dégrèvements aux collectivités locales.

Effet base / effet taux : l'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à périmètre constant) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : désignent les différentes formes de coopération à personnalité morale existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines (CU), les communautés d'agglomération (CA), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN, supprimés par la loi NOTRe), les communautés de communes (CC) et les métropoles (autres que la métropole de Lyon).
- les syndicats de communes, sans fiscalité propre, financés par les contributions des communes qui en sont membres, dont les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU) et les syndicats intercommunaux à vocation

multiple (SIVOM), regroupés sous la dénomination de syndicats de communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris sont une forme particulière de syndicat intercommunal.

Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales, les EPCI et les syndicats mixtes fermés et certains syndicats mixtes ouverts (ceux visés à l'article L. 5721-8 du CGCT), les pôles métropolitains, les pôles d'équilibre territorial et rural (PETR), les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

GEMAPI : Taxe Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, instaurée en 2015, suite à la loi MAPTAM, au profit des communes et des EPCI. C'est une taxe facultative permettant de répondre aux dépenses d'investissements liées à la prévention contre les inondations et à la protection des biens et des personnes. Elle est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière aux entreprises. Elle est plafonnée à 40 € par habitant et par année.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER) : impôts qui taxent les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et de transports. Leur produit est perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation suivantes :

- les éoliennes et les hydroliennes ;
- les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme ;
- les installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique ;
- les installations de production d'électricité d'origine géothermique (à partir de 2020) ;
- les transformateurs électriques ;
- les stations radioélectriques ;
- les installations d'acheminement et de stockage du gaz naturel ;
- le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs ;
- le matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs d'Île-de-France pour des opérations de transport de voyageurs. Le produit de cette composante de l'IFER est affecté à la Société du Grand Paris ;
- les répartiteurs principaux de téléphonie.

Impôts économiques : sont regroupées sous cette appellation la contribution économique territoriale, composée de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux et la taxe sur les surfaces commerciales.

Majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : afin d'inciter à l'affectation des locaux d'habitation à la résidence principale de leurs occupants dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, l'article 31 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 a institué la possibilité pour les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 du code général des impôts (CGI) de majorer de 20 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation des logements meublés non affectés à l'habitation principale. Les personnes contraintes de disposer d'un deuxième logement proche de l'endroit où elles exercent leur activité professionnelle bénéficient d'un dégrèvement. Il en est de même des personnes de condition modeste qui s'installent durablement dans une maison de retraite ou un établissement de soins de longue durée et qui bénéficient, pour leur ancienne résidence principale, en application de l'article 1391 B bis du CGI ou de l'article 1414 B du CGI, du maintien des allègements de taxe foncière ou de taxe d'habitation ainsi que, plus généralement, de toute autre personne établissant qu'elle ne peut, pour une cause étrangère à sa volonté, affecter son logement à un usage d'habitation principale. Cette majoration de taxe d'habitation est codifiée à l'article 1407 ter du CGI et peut être instituée à compter de 2015.

Métropole : créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1^{er} janvier 2015, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1^{er} janvier 2016. La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

Part des recettes fiscales prises en charge par l'État : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe.

Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) : instaurée en 2015, au profit de la région Île-de-France, elle permet de financer les dépenses d'investissements en faveur des transports en commun de la région. Cette taxe prend la forme de deux taxes additionnelles : une due à la taxe foncière sur les propriétés bâties et une à la cotisation foncière des entreprises. Elle est ainsi due par toutes les personnes assujetties à la taxe sur le foncier bâti et à la CFE.

Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) : impôt perçu au profit des collectivités du secteur communal à compter de 2011. Jusqu'en 2010, cette taxe était perçue au profit de l'État. Elle est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m² de surface de vente. Elle peut faire l'objet d'une modulation de coefficients à partir de 2012.

Taux d'imposition moyen : les « taux statistiques moyens » rapportent le produit réellement reçu aux bases. Ainsi, les produits comprennent le cas échéant les « gains et pertes », le lissage depuis 2017, et ils intègrent divers produits supplémentaires : majoration sur les résidences secondaires pour la TH, taxe additionnelle sur le non-bâti, part incitative de la TEOM. Le taux moyen qui en résulte diffère donc légèrement du taux moyen calculé par l'administration fiscale pour déterminer les taux plafonds, et qui se rapproche de la « moyenne des taux de taxe ». Contrairement à cette approche réglementaire, les taux statistiques publiés ici permettent le bouclage entre les bases, les produits et les taux.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM est destinée à pourvoir aux dépenses du service de collecte et de traitement des ordures ménagères. À partir de 2014, certaines collectivités locales ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) : perçue par le bloc communal, elle est due par l'occupant, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, d'un immeuble au titre de sa résidence secondaire, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire.

Taxe d'habitation des logements vacants (THLV) : impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. À compter de 2012, ce dispositif est étendu aux EPCI à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

Taxe foncière sur les propriétés bâties (FB) : impôt direct qui était, jusqu'en 2020, perçu au profit du bloc communal, des départements et des CTU. Son produit est désormais affecté au seul bloc communal, suite à la suppression de la taxe d'habitation. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition et est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée des éventuels abattements.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (FnB) : impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (hors la Ville de Paris) et tous les EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, et à partir de 2011 au profit du seul secteur communal. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

Taxe additionnelle au foncier non bâti (TaFnB) : impôt direct, créé en 2011, perçu au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle résulte du transfert de produit de TFNB des régions et départements vers le secteur communal. Son taux est définitivement fixé en 2011 à partir des taux 2010 votés par les départements et les régions. Seules les bases évoluent.

Taxes « ménages » : sont regroupées sous cette appellation la taxe d'habitation et les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties car ce sont essentiellement les ménages qui en sont redevables, par opposition aux impôts économiques acquittés en majorité par les entreprises.

Annexe 1 - Indicateurs de référence de la fiscalité des communes

A1.1 - Données de cadrage des communes

Structure des communes en 2022

en nombre de communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	889	744	1 628	349	136	177	62	34	4	6	4 029
Bourgogne-Franche-Comté	1 738	855	897	102	39	46	11	10		2	3 700
Bretagne	51	136	584	201	103	90	31	6	3	2	1 207
Centre-Val de Loire	376	446	701	109	47	44	22	9	1	2	1 757
Corse	225	39	63	19	5	6	1	1	1		360
Grand-Est	2 229	1 057	1 343	232	87	102	48	16	2	5	5 121
Hauts-de-France	1 142	880	1 218	228	99	119	63	30	7	2	3 788
Normandie	719	700	941	131	65	52	30	10	1	3	2 652
Nouvelle Aquitaine	1 162	1 021	1 571	272	93	117	38	26	7	2	4 309
Occitanie	1 954	842	1 117	238	103	128	47	17	4	4	4 454
Pays de la Loire	103	184	529	194	78	93	32	15	4	3	1 235
Provence-Alpes-Côte d'Azur	230	136	247	92	59	89	51	30	8	4	946
France Métropolitaine hors Île-de-France	10 818	7 040	10 839	2 167	914	1 063	436	204	42	35	33 558
Île-de-France	101	177	440	111	65	111	89	129	40	5	1 268
France Métropolitaine	10 919	7 217	11 279	2 278	979	1 174	525	333	82	40	34 826
Guadeloupe			4	2	2	10	8	5	1		32
Martinique			7	2	6	8	8	2	1		34
Guyane	3		4	2	2	3	3	4	1		22
La Réunion						7	4	7	4	2	24
Mayotte						7	8	1	1		17
Outre-mer	3		15	6	10	35	31	19	8	2	129
France entière	10 922	7 217	11 294	2 284	989	1 209	556	352	90	42	34 955

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Structure des communes en 2022

en nombre de communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2020											
Communauté d'agglomération	1 063	1 298	3 046	807	360	457	248	194	47	6	7 526
à fiscalité professionnelle unique	1 063	1 298	3 046	807	360	457	248	194	47	6	7 526
Communauté urbaine	71	98	250	91	36	65	25	12	2	8	658
à fiscalité professionnelle unique	71	98	245	86	32	62	24	12	2	7	639
à fiscalité additionnelle			5	5	4	3	1			1	19
Communauté de communes	9 772	5 800	7 803	1 272	508	487	144	11			25 797
à fiscalité professionnelle unique	7 352	4 754	6 785	1 157	459	443	135	11			21 096
à fiscalité additionnelle	2 420	1 046	1 018	115	49	44	9				4 701
Métropole yc la métropole de Lyon	16	19	194	114	84	200	139	135	41	28	970
à fiscalité professionnelle unique	16	19	194	114	84	200	139	135	41	28	970
Communes isolées		2	1		1						4
Groupement à fiscalité professionnelle unique	8 502	6 169	10 270	2 164	935	1 162	546	352	90	41	30 231
Groupement à fiscalité additionnelle	2 420	1 046	1 023	120	53	47	10			1	4 720

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A1.2 - Bases nettes par habitant des communes

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	600	419	293	293	200	151	85	77	55	93	187
Bourgogne-Franche-Comté	275	182	125	67	100	69	64	75		93	118
Bretagne	329	210	223	286	307	172	140	219	121	76	202
Centre-Val de Loire	266	205	140	87	76	71	57	62	79	80	103
Corse	1 046	808	1 140	863	397	353	1 733	137	226		626
Grand-Est	111	68	55	45	56	43	36	51	57	64	55
Hauts-de-France	95	62	57	78	167	43	40	42	43	65	61
Normandie	226	167	146	233	391	93	68	60	55	76	146
Nouvelle Aquitaine	336	220	183	179	297	239	316	162	97	99	200
Occitanie	486	328	249	169	240	259	197	221	114	96	215
Pays de la Loire	190	134	117	199	244	125	317	132	74	72	155
Provence-Alpes-Côte d'Azur	940	1 245	1 065	624	671	424	405	314	687	128	403
France Métropolitaine hors Île-de-France	313	222	194	202	247	165	164	137	193	93	175
Île-de-France	204	194	139	91	61	58	60	71	110	389	149
France Métropolitaine	311	221	192	196	234	154	146	111	153	170	170
Guadeloupe			149	233	211	128	203	217	193		193
Martinique			131	109	207	194	119	131	124		142
Guyane	71		55	136	68	0	43	59	80		58
La Réunion						77	33	32	36	67	46
Mayotte						139	85	92	88		97
Outre-mer	71		115	158	181	126	116	92	76	67	96
France entière	311	221	191	196	234	154	144	110	146	168	168

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Seules les bases de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes en 2022

<i>en euros / hab.</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	268	180	127	162	218	163	182	144	180	80	160
à fiscalité professionnelle unique	268	180	127	162	218	163	182	144	180	80	160
Communauté urbaine	83	72	57	67	111	104	99	45	56	83	79
à fiscalité professionnelle unique	83	72	58	66	122	107	100	45	56	83	80
à fiscalité additionnelle			26	82	24	38	58			83	72
Communauté de communes	318	233	221	239	269	185	172	63			224
à fiscalité professionnelle unique	328	238	201	216	252	177	178	63			211
à fiscalité additionnelle	284	207	363	466	425	267	91				324
Métropole yç la métropole de Lyon	644	129	244	74	109	75	55	71	114	188	129
à fiscalité professionnelle unique	644	129	244	74	109	75	55	71	114	188	129
Communes isolées		2 167	1 133		2 708						2 449
Groupement à fiscalité professionnelle unique	319	223	176	182	221	150	145	110	146	169	162
Groupement à fiscalité additionnelle	284	207	360	451	397	253	89			83	304

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Seules les bases de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,8	1,6	3,0	4,3	4,7	5,1	8,5	6,1	11,4	8,7	5,6
Bourgogne-Franche-Comté	1,4	2,1	3,9	4,4	12,2	9,6	5,0	18,7		22,6	8,2
Bretagne	0,7	2,3	2,9	3,4	2,1	4,8	6,2	18,8	10,9	10,3	5,6
Centre-Val de Loire	2,4	2,5	4,2	5,0	7,7	7,0	9,7	19,5		31,6	9,6
Corse	5,0	2,5	14,5	22,5		8,5					7,5
Grand-Est	1,9	1,7	3,0	4,9	4,6	9,8	11,7	14,8	9,4	21,9	8,8
Hauts-de-France	1,7	1,5	3,5	5,8	7,8	6,8	6,3	12,3	6,7	12,5	6,8
Normandie	1,1	1,0	2,0	3,7	8,4	6,6	9,9	7,4	13,4	31,7	8,2
Nouvelle Aquitaine	2,0	1,9	3,8	4,2	5,1	10,2	9,0	17,1	12,3	8,2	7,7
Occitanie	2,0	2,0	5,0	6,7	8,2	9,9	12,5	12,4	33,9	4,0	8,3
Pays de la Loire	2,7	3,8	2,4	2,5	1,8	3,0	5,3	2,7	5,2	5,0	3,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	4,4	9,3	9,0	17,2	5,8	5,0	5,0	8,3		4,9
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,8	1,9	3,6	4,9	6,4	7,1	8,2	10,8	11,0	10,1	6,9
Île-de-France	1,3	2,6	3,5	3,0	2,7	1,5	1,6	0,4			0,7
France Métropolitaine	1,8	1,9	3,6	4,8	6,2	6,5	7,0	6,8	5,6	7,5	5,7
Guadeloupe					40,2	33,8	51,3	91,3	171,7		76,5
Martinique					11,5	44,4	36,2	93,9			36,7
Guyane							5,0	32,1			15,8
La Réunion						7,3	14,4	18,9	28,4	45,4	29,0
Mayotte											
Outre-mer					15,0	22,0	26,0	44,5	31,3	45,4	33,6
France entière	1,8	1,9	3,6	4,8	6,3	7,0	8,1	8,9	7,9	8,4	6,6

Source : DGCL. Données DGFIPI, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	2,1	2,3	3,1	4,0	5,5	7,3	10,2	14,6	15,1	30,3	10,2
à fiscalité professionnelle unique	2,1	2,3	3,1	4,0	5,5	7,3	10,2	14,6	15,1	30,3	10,2
Communauté urbaine	2,0	1,0	1,8	2,0	3,6	5,5	4,7	4,7	11,9	18,5	9,7
à fiscalité professionnelle unique	2,0	1,0	1,8	2,0	3,8	5,3	4,6	4,7	11,9	18,0	9,2
à fiscalité additionnelle			1,3	1,5	1,6	9,0	7,9			21,4	16,3
Communauté de communes	1,8	1,8	3,8	5,7	7,7	8,8	8,4	9,9			5,4
à fiscalité professionnelle unique	1,8	1,9	3,7	5,5	7,5	8,9	8,2	9,9			5,4
à fiscalité additionnelle	1,8	1,4	4,5	7,6	9,2	8,2	12,2				5,3
Métropole y compris la métropole de Lyon	13,3	6,5	5,0	2,6	2,4	2,6	4,7	1,3		5,0	3,2
à fiscalité professionnelle unique	13,3	6,5	5,0	2,6	2,4	2,6	4,7	1,3		5,0	3,2
Communes isolées											
Groupement à fiscalité professionnelle unique	1,8	2,0	3,5	4,7	6,1	7,0	8,1	8,9	7,9	8,2	6,6
Groupement à fiscalité additionnelle	1,8	1,4	4,5	7,3	8,6	8,3	11,9			21,4	6,1

Source : DGCL. Données DGFI, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 122	1 143	1 166	1 416	1 467	1 473	1 494	1 465	1 395	1 655	1 415
Bourgogne-Franche-Comté	849	867	1 022	1 254	1 273	1 333	1 308	1 462		1 434	1 166
Bretagne	742	690	810	1 014	1 121	1 202	1 349	1 384	1 528	1 245	1 130
Centre-Val de Loire	877	770	913	979	1 081	1 219	1 303	1 313	1 425	1 383	1 108
Corse	1 358	1 223	1 587	1 591	1 204	1 333	2 919	875	1 200		1 367
Grand-Est	743	776	978	1 204	1 210	1 263	1 248	1 321	1 189	1 383	1 149
Hauts-de-France	667	655	807	960	960	920	936	1 009	980	1 218	923
Normandie	694	790	825	986	1 221	1 197	1 359	1 212	1 167	1 426	1 079
Nouvelle Aquitaine	893	820	942	1 072	1 295	1 317	1 552	1 393	1 454	1 635	1 213
Occitanie	984	918	1 005	1 042	1 225	1 308	1 402	1 474	1 344	1 436	1 236
Pays de la Loire	655	635	703	881	1 088	1 083	1 334	1 338	1 388	1 282	1 099
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 471	1 793	1 770	1 666	1 653	1 538	1 695	1 624	1 936	1 385	1 595
France Métropolitaine hors Île-de-France	865	852	971	1 133	1 236	1 271	1 364	1 372	1 410	1 433	1 215
Île-de-France	1 553	1 475	1 565	1 780	1 615	1 764	1 661	1 808	2 121	3 461	2 195
France Métropolitaine	872	867	995	1 164	1 261	1 318	1 417	1 540	1 756	1 965	1 398
Guadeloupe			718	707	906	797	1 086	1 310	1 122		1 100
Martinique			1 145	691	842	857	953	1 263	1 450		1 085
Guyane	6 149		157	1 371	222	49	198	499	649		469
La Réunion						625	717	916	883	1 242	976
Mayotte						336	280	258	523		356
Outre-mer	6 149		744	923	736	621	727	909	911	1 242	876
France entière	874	867	994	1 164	1 256	1 297	1 377	1 505	1 679	1 946	1 381

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	883	841	993	1 162	1 257	1 287	1 377	1 426	1 409	1 283	1 286
à fiscalité professionnelle unique	883	841	993	1 162	1 257	1 287	1 377	1 426	1 409	1 283	1 286
Communauté urbaine	958	1 039	1 021	1 254	1 185	1 324	1 451	1 302	1 146	1 383	1 304
à fiscalité professionnelle unique	958	1 039	1 028	1 252	1 180	1 337	1 462	1 302	1 146	1 388	1 305
à fiscalité additionnelle			765	1 289	1 226	1 023	1 133			1 351	1 279
Communauté de communes	871	870	988	1 149	1 239	1 258	1 306	988			1 087
à fiscalité professionnelle unique	886	853	964	1 124	1 206	1 232	1 295	988			1 072
à fiscalité additionnelle	825	947	1 163	1 395	1 543	1 526	1 452				1 204
Métropole yç la métropole de Lyon	1 537	983	1 179	1 265	1 368	1 402	1 434	1 668	2 005	2 085	1 834
à fiscalité professionnelle unique	1 537	983	1 179	1 265	1 368	1 402	1 434	1 668	2 005	2 085	1 834
Communes isolées		1 691	1 359		2 495						2 268
Groupement à fiscalité professionnelle unique	887	854	979	1 151	1 240	1 289	1 376	1 505	1 679	1 955	1 388
Groupement à fiscalité additionnelle	825	947	1 160	1 391	1 521	1 495	1 425			1 351	1 210

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux d'habitation des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	930	908	930	1 049	1 052	1 044	1 038	1 038	891	1 148	1 026
Bourgogne-Franche-Comté	763	750	817	900	896	941	932	1 020		1 084	886
Bretagne	656	612	705	850	915	925	983	1 039	1 134	945	891
Centre-Val de Loire	734	698	704	737	740	859	918	949	1 058	1 054	824
Corse	1 053	1 031	1 360	1 291	989	958	2 209	698	926		1 089
Grand-Est	593	648	738	792	829	847	873	915	812	981	817
Hauts-de-France	574	563	606	661	699	602	629	701	618	815	645
Normandie	614	581	622	765	904	778	845	850	904	1 044	773
Nouvelle Aquitaine	790	740	781	869	1 033	1 034	1 186	1 095	1 080	1 247	965
Occitanie	840	797	838	881	964	1 016	1 068	1 064	998	1 038	961
Pays de la Loire	597	562	590	712	797	775	1 026	922	983	960	825
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 143	1 493	1 525	1 418	1 423	1 260	1 240	1 226	1 530	1 066	1 250
France Métropolitaine hors Île-de-France	736	720	777	869	933	929	977	996	1 025	1 048	912
Île-de-France	1 009	1 065	1 102	1 057	1 091	1 180	1 216	1 223	1 304	2 158	1 425
France Métropolitaine	739	729	790	878	944	953	1 020	1 083	1 161	1 339	1 008
Guadeloupe			624	615	749	697	894	967	834		864
Martinique			522	640	732	762	831	841	1 066		852
Guyane	88		137	340	187	44	164	390	483		338
La Réunion						521	637	664	713	1 009	773
Mayotte						301	218	185	210		228
Outre-mer	88		441	532	631	543	614	661	680	1 009	680
France entière	738	729	789	877	941	941	997	1 060	1 117	1 331	997

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux d'habitation des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	731	711	765	862	946	938	1 019	1 044	1 038	980	955
à fiscalité professionnelle unique	731	711	765	862	946	938	1 019	1 044	1 038	980	955
Communauté urbaine	704	719	750	854	870	922	1 044	931	794	1 034	943
à fiscalité professionnelle unique	704	719	753	859	885	930	1 057	931	794	1 043	947
à fiscalité additionnelle			631	762	743	742	690			973	898
Communauté de communes	739	732	796	885	930	930	934	738			845
à fiscalité professionnelle unique	749	740	785	872	916	917	933	738			839
à fiscalité additionnelle	707	698	875	1 016	1 064	1 069	951				887
Métropole yç la métropole de Lyon	942	848	956	913	991	977	1 009	1 114	1 223	1 404	1 226
à fiscalité professionnelle unique	942	848	956	913	991	977	1 009	1 114	1 223	1 404	1 226
Communes isolées		1 525	1 216		2 254						2 047
Groupement à fiscalité professionnelle unique	747	734	782	870	933	937	998	1 060	1 117	1 336	1 002
Groupement à fiscalité additionnelle	707	698	874	1 006	1 041	1 049	929			973	888

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	193	236	236	367	415	429	457	427	504	507	389
Bourgogne-Franche-Comté	85	117	205	355	377	392	376	442		350	280
Bretagne	86	78	105	164	207	277	367	345	393	299	238
Centre-Val de Loire	143	72	210	241	341	359	385	364	367	329	284
Corse	305	192	227	299	215	375	710	177	273		278
Grand-Est	150	129	239	412	382	416	375	405	377	402	333
Hauts-de-France	93	91	201	300	261	318	307	308	362	403	278
Normandie	80	208	203	221	317	420	515	361	263	382	306
Nouvelle Aquitaine	103	80	161	202	263	284	366	299	374	388	248
Occitanie	143	121	168	161	261	293	334	410	346	398	275
Pays de la Loire	59	73	113	169	292	308	308	415	404	322	274
Provence-Alpes-Côte d'Azur	328	301	245	249	231	278	455	398	406	319	344
France Métropolitaine hors Île-de-France	129	132	194	263	303	342	386	376	385	385	303
Île-de-France	544	410	464	723	524	584	445	585	817	1 303	770
France Métropolitaine	133	139	204	286	318	365	397	457	595	625	390
Guadeloupe			94	92	158	100	192	343	288		236
Martinique			623	51	110	96	121	421	384		233
Guyane	6 061		20	1 031	36	5	34	109	167		132
La Réunion						104	80	253	171	233	203
Mayotte						35	62	74	313		128
Outre-mer	6 061		303	391	105	78	113	248	231	233	196
France entière	136	139	205	286	316	356	381	445	562	616	384

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	152	130	227	300	311	349	358	381	371	303	331
à fiscalité professionnelle unique	152	130	227	300	311	349	358	381	371	303	331
Communauté urbaine	254	320	271	401	315	402	407	372	352	350	360
à fiscalité professionnelle unique	254	320	274	394	295	407	406	372	352	345	359
à fiscalité additionnelle			135	527	483	281	444			378	382
Communauté de communes	132	138	192	264	308	328	372	250			242
à fiscalité professionnelle unique	137	113	179	252	290	316	363	250			233
à fiscalité additionnelle	118	249	287	379	480	457	501				317
Métropole yc la métropole de Lyon	596	136	223	352	377	425	425	554	782	681	608
à fiscalité professionnelle unique	596	136	223	352	377	425	425	554	782	681	608
Communes isolées		166	143		241						221
Groupement à fiscalité professionnelle unique	141	120	197	281	306	353	378	445	562	619	386
Groupement à fiscalité additionnelle	118	249	286	385	480	446	497			378	322

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	159,1	105,4	50,3	24,8	18,0	12,4	6,7	4,7	3,7	3,4	23,9
Bourgogne-Franche-Comté	235,3	141,0	74,8	35,5	27,5	14,5	6,3	6,0		2,5	63,5
Bretagne	139,5	131,3	78,0	51,6	41,3	26,3	12,9	7,7	5,5	2,8	37,4
Centre-Val de Loire	328,7	211,1	98,8	46,1	37,0	19,6	7,9	6,2	9,0	3,0	58,9
Corse	1,4	3,2	6,3	6,1	4,0	3,5	26,2	0,7	2,6		4,4
Grand-Est	271,7	128,7	64,3	26,1	27,1	12,0	6,6	5,9	6,6	3,6	44,5
Hauts-de-France	232,8	145,8	68,7	29,6	17,5	12,0	6,8	4,1	3,0	4,2	34,9
Normandie	273,7	158,6	88,7	58,5	47,9	37,5	15,4	4,5	5,6	3,4	60,9
Nouvelle Aquitaine	154,7	112,7	70,5	35,2	25,5	20,2	9,9	6,1	4,1	2,1	39,1
Occitanie	90,9	65,4	42,1	24,8	20,5	14,5	12,9	6,1	10,7	2,9	23,5
Pays de la Loire	335,1	233,0	116,8	61,7	44,5	43,2	32,8	19,3	8,1	3,3	48,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	63,8	64,7	44,4	39,5	29,2	21,4	15,9	10,5	13,2	3,8	15,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	202,1	129,2	69,1	36,6	28,8	19,7	11,9	7,1	6,8	3,3	36,9
Île-de-France	204,0	125,5	53,2	23,0	14,9	9,3	5,8	4,6	5,4	3,2	8,2
France Métropolitaine	202,1	129,1	68,5	35,9	27,9	18,7	10,8	6,1	6,1	3,3	31,5
Guadeloupe			3,3	15,6	11,8	7,1	9,4	6,4	3,1		7,2
Martinique			18,2	22,8	12,5	11,3	9,8	9,5	8,6		10,4
Guyane	6,3		4,7	18,7	13,2	0,3	6,8	13,3	7,5		9,8
La Réunion						5,5	6,2	5,7	6,5	7,2	6,4
Mayotte						38,7	60,6	65,5	110,8		71,0
Outre-mer	6,3		10,2	19,1	12,5	13,5	21,4	11,2	20,5	7,2	15,5
France entière	202,0	129,1	68,4	35,9	27,8	18,5	11,4	6,4	7,4	3,4	31,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	178,8	118,3	59,1	32,8	24,2	16,8	10,9	7,4	9,6	4,9	22,9
à fiscalité professionnelle unique	178,8	118,3	59,1	32,8	24,2	16,8	10,9	7,4	9,6	4,9	22,9
Communauté urbaine	269,5	161,8	70,2	30,4	22,5	16,4	10,2	3,7	2,4	4,8	17,9
à fiscalité professionnelle unique	269,5	161,8	69,9	30,2	21,3	16,6	10,0	3,7	2,4	4,6	18,2
à fiscalité additionnelle			80,3	32,2	33,4	11,9	16,9			6,4	13,2
Communauté de communes	204,4	131,4	73,5	39,9	33,3	24,2	17,6	12,4			64,9
à fiscalité professionnelle unique	198,5	126,9	72,9	40,5	34,1	25,1	18,1	12,4			62,0
à fiscalité additionnelle	223,6	152,3	77,2	34,0	25,4	14,6	11,2				86,4
Métropole yç la métropole de Lyon	81,4	39,7	28,2	17,9	12,1	9,7	6,5	4,8	5,3	3,0	5,3
à fiscalité professionnelle unique	81,4	39,7	28,2	17,9	12,1	9,7	6,5	4,8	5,3	3,0	5,3
Communes isolées		28,1	34,0		17,3						20,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	196,3	125,3	67,6	36,0	27,9	18,7	11,4	6,4	7,4	3,3	28,9
Groupement à fiscalité additionnelle	223,6	152,3	77,2	33,9	25,9	14,5	11,7			6,4	80,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	38,9	138,7	45,9	69,1	66,6	40,1	42,3				37,1
Bourgogne-Franche-Comté	22,8	21,5	18,4	5,0	40,5	6,8					13,0
Bretagne		2,9	0,8	0,5		5,6					1,3
Centre-Val de Loire	16,6	14,8	33,6	8,1	1,8	13,3	16,1				14,6
Corse	155,2	67,1	103,5	63,4	84,2	204,7					70,8
Grand-Est	78,9	44,6	59,5	44,6	81,6	80,1	24,7				42,9
Hauts-de-France	59,1	33,5	39,3	22,0	25,9	14,5	3,5				17,3
Normandie	29,4	180,8	22,6	16,4	27,5	13,7	14,1				27,5
Nouvelle Aquitaine	16,2	13,0	16,2	9,0	18,5						7,5
Occitanie	26,2	22,0	40,5	7,0	3,7	12,4					12,3
Pays de la Loire			4,9	13,1	37,0	8,2	4,6			89,6	21,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,0	16,6	8,0	1,7							0,7
France Métropolitaine hors Île-de-France	40,3	52,6	31,6	23,6	30,2	21,3	11,4			7,6	19,7
Île-de-France	33,3	14,8	10,0	9,2	14,0	6,2				759,2	163,5
France Métropolitaine	40,2	51,7	30,7	22,9	29,2	19,8	9,4			204,6	46,5
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	40,2	51,7	30,7	22,8	28,9	19,2	8,8			199,5	45,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes en 2022

<i>en euros / hab.</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			7,0	28,8	58,6	12,2	6,5			49,4	25,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>			292,9	536,7	553,3	285,4	186,3			384,8	384,0
Communauté de communes	45,4	64,6	45,3	39,1	51,4	46,5	35,0				45,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>	193,4	363,3	365,9	426,8	529,9	529,3	530,8				391,6
Métropole yç la métropole de Lyon										238,7	101,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>										238,7	101,8
Communes isolées		234,6	218,0		315,9						295,2
Groupement à fiscalité professionnelle unique										196,8	30,5
Groupement à fiscalité additionnelle	193,4	363,3	365,4	431,1	531,5	514,7	501,8			384,8	391,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des communes en 2022

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en euros / hab.</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes											
Bourgogne-Franche-Comté	5,7	1,5	3,8		24,7	32,7					6,7
Bretagne		20,4									0,3
Centre-Val de Loire	6,0	4,4			19,4						1,8
Corse											
Grand-Est		1,2	0,7		8,1			55,1			5,3
Hauts-de-France											
Normandie											
Nouvelle Aquitaine											
Occitanie											
Pays de la Loire											
Provence-Alpes-Côte d'Azur											
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,1	1,0	0,4		2,8	1,4		4,2			1,0
Île-de-France										3 123,9	666,9
France Métropolitaine	1,1	1,0	0,4		2,6	1,3		2,6		819,0	125,3
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	1,1	1,0	0,4		2,6	1,2		2,4		798,4	121,3

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	2,3	2,4	0,4		4,5			4,4			1,5
à fiscalité professionnelle unique	2,3	2,4	0,4		4,5			4,4			1,5
Communauté urbaine											
à fiscalité professionnelle unique											
à fiscalité additionnelle											
Communauté de communes	1,0	0,2	0,4		1,9	3,1					0,9
à fiscalité professionnelle unique	1,3	0,3	0,4		2,1	3,4					1,0
à fiscalité additionnelle											
Métropole yç la métropole de Lyon										982,2	419,0
à fiscalité professionnelle unique										982,2	419,0
Communes isolées		1 675,0									160,8
Groupement à fiscalité professionnelle unique	1,4	0,7	0,4		2,8	1,3		2,4		809,9	126,4
Groupement à fiscalité additionnelle											

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A1.3 - Taux moyens des communes

Les taux moyens des trois taxes « ménages » sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme des bases.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes en 2022

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	10,79	12,48	15,73	17,56	14,46	15,75	16,06	17,50	20,19	26,47	16,48
Bourgogne-Franche-Comté	11,56	11,62	12,82	12,63	15,59	14,56	16,06	18,02		23,17	13,88
Bretagne	12,23	14,89	12,39	13,17	13,32	15,09	18,48	19,63	17,25	21,46	14,64
Centre-Val de Loire	12,42	12,99	13,50	14,83	14,21	16,78	17,34	18,93	19,01	21,69	15,15
Corse	18,74	16,72	18,61	18,72	14,87	21,26	28,89	29,70	31,03		20,81
Grand-Est	13,00	13,68	14,82	14,44	15,97	18,38	16,36	19,99	18,11	19,59	16,32
Hauts-de-France	12,65	13,17	13,86	14,93	18,10	18,90	19,96	24,64	26,58	27,41	18,48
Normandie	8,28	8,63	9,61	11,84	12,92	12,52	16,00	17,17	16,36	19,53	11,98
Nouvelle Aquitaine	11,34	11,00	11,55	11,50	11,48	15,28	16,91	25,02	26,98	31,61	15,39
Occitanie	10,66	10,87	12,81	13,29	14,93	14,74	14,90	22,71	14,72	24,57	15,08
Pays de la Loire	14,07	15,20	15,70	14,91	16,74	17,66	16,21	16,16	23,98	22,42	16,86
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,84	11,29	13,52	13,78	16,69	16,53	18,53	22,79	23,00	33,00	19,56
France Métropolitaine hors Île-de-France	11,45	11,76	13,62	14,51	14,72	15,85	17,37	21,75	22,89	26,84	16,52
Île-de-France	10,55	10,19	10,32	12,57	14,86	16,13	17,68	21,28	21,43	19,80	19,56
France Métropolitaine	11,44	11,73	13,53	14,47	14,72	15,86	17,39	21,63	22,38	22,63	17,01
Guadeloupe			26,98	18,41	37,70	18,43	21,57	21,01	21,30		21,33
Martinique			15,87	23,63	23,11	15,31	18,65	22,34	23,95		19,81
Guyane	9,07		24,46	18,28	27,17	28,68	20,21	24,88	26,54		24,63
La Réunion						19,20	16,65	24,52	24,06	20,68	21,94
Mayotte						30,40	25,70	19,00	15,71		23,68
Outre-mer	9,07		21,10	19,59	26,77	19,85	21,27	22,13	22,37	20,68	21,61
France entière	11,44	11,73	13,54	14,48	14,81	15,95	17,57	21,66	22,38	22,61	17,10

Source : DGCL. Données DGFiP, REL.

(a) : Y compris la majoration sur les résidences secondaires

Seuls les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes en 2022

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	10,05	10,74	12,37	13,10	15,04	15,49	17,11	21,57	21,94	20,36	17,37
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	10,05	10,74	12,37	13,10	15,04	15,49	17,11	21,57	21,94	20,36	17,37
Communauté urbaine	11,90	12,17	11,37	12,27	15,91	15,37	14,90	17,94	29,25	18,85	16,89
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	11,90	12,17	11,35	12,33	15,94	15,34	14,76	17,94	29,25	19,09	16,90
<i>à fiscalité additionnelle</i>			12,63	11,37	14,65	16,80	21,42			17,19	16,85
Communauté de communes	11,58	11,87	13,86	15,15	14,45	16,14	18,34	19,80			14,35
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	10,71	11,41	12,84	14,10	14,42	15,54	18,30	19,80			13,71
<i>à fiscalité additionnelle</i>	14,88	14,28	17,86	19,94	14,65	20,31	19,61				17,48
Métropole yç la métropole de Lyon	11,94	8,86	12,77	13,82	14,06	17,36	18,73	22,21	22,90	22,93	21,97
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	11,94	8,86	12,77	13,82	14,06	17,36	18,73	22,21	22,90	22,93	21,97
Communes isolées		25,40	23,43		25,35						25,24
Groupement à fiscalité professionnelle unique	10,64	11,30	12,72	13,74	14,66	15,67	17,55	21,66	22,38	22,65	17,06
Groupement à fiscalité additionnelle	14,88	14,28	17,86	19,88	14,65	20,28	19,71			17,19	17,47

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la majoration sur les résidences secondaires

Seuls les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes en 2022

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	9,14	10,42	12,16	13,54	13,64	12,89	14,22	17,50	19,18	20,53	15,96
Bourgogne-Franche-Comté	11,32	11,92	12,48	12,89	17,11	14,64	17,27	17,15		23,11	17,37
Bretagne	12,55	13,30	13,87	14,71	14,79	15,94	19,19	20,78	16,85	21,99	18,11
Centre-Val de Loire	13,46	14,17	14,56	15,70	13,98	17,16	15,90	18,53		21,75	18,17
Corse	18,72	23,25	22,50	18,61		19,00					20,07
Grand-Est	12,60	13,18	14,16	14,21	14,81	17,19	16,26	18,95	18,15	17,56	16,86
Hauts-de-France	13,66	13,73	14,84	16,67	18,73	21,04	19,94	23,68	23,95	17,97	20,21
Normandie	8,36	8,81	11,47	11,82	14,04	15,39	17,52	19,03	16,44	20,63	17,74
Nouvelle Aquitaine	10,34	11,69	13,09	12,93	14,29	14,76	14,37	17,68	24,08	19,48	16,67
Occitanie	10,55	11,59	12,82	13,92	14,95	15,25	14,49	18,05	15,74	29,33	16,30
Pays de la Loire	16,00	14,57	15,70	17,51	16,43	15,53	16,67	19,70	20,49	17,19	17,17
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,49	11,28	13,59	13,15	16,79	15,07	15,37	19,54	20,49		16,84
France Métropolitaine hors Île-de-France	11,78	12,30	13,59	14,44	15,63	15,88	16,11	19,18	19,72	20,43	17,31
Île-de-France	8,71	11,63	10,46	10,74	13,49	19,42	15,97	21,43			15,66
France Métropolitaine	11,76	12,27	13,47	14,33	15,57	15,96	16,11	19,24	19,72	20,43	17,27
Guadeloupe					16,88	16,85	16,84	21,05	21,30		19,90
Martinique					22,98	18,70	18,33	22,16			20,18
Guyane							21,07	23,62			23,51
La Réunion						24,30	16,47	23,63	22,74	20,09	21,49
Mayotte											
Outre-mer					19,75	18,27	17,47	22,15	21,97	20,09	20,72
France entière	11,76	12,27	13,47	14,33	15,67	16,18	16,36	20,05	20,52	20,38	17,83

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes en 2022

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	12,69	11,59	12,03	13,83	14,51	16,52	16,65	20,07	20,18	21,57	18,61
à fiscalité professionnelle unique	12,69	11,59	12,03	13,83	14,51	16,52	16,65	20,07	20,18	21,57	18,61
Communauté urbaine	17,57	14,37	14,17	13,96	15,40	14,78	14,48	21,09	27,93	19,26	19,14
à fiscalité professionnelle unique	17,57	14,37	14,19	14,03	15,15	14,80	14,05	21,09	27,93	19,62	19,39
à fiscalité additionnelle			13,07	12,41	20,25	14,49	21,42			17,19	17,15
Communauté de communes	11,52	12,50	13,93	14,56	16,30	16,27	16,85	18,59			15,35
à fiscalité professionnelle unique	10,39	11,87	13,36	14,04	15,82	16,07	16,32	18,59			14,96
à fiscalité additionnelle	15,02	16,41	17,26	18,36	19,94	18,55	21,93				18,45
Métropole yc la métropole de Lyon	15,51	8,11	13,96	14,29	15,04	14,19	14,70	20,12		20,26	18,82
à fiscalité professionnelle unique	15,51	8,11	13,96	14,29	15,04	14,19	14,70	20,12		20,26	18,82
Communes isolées											
Groupement à fiscalité professionnelle unique	10,90	11,78	13,02	13,98	15,33	16,08	16,21	20,05	20,52	20,50	17,81
Groupement à fiscalité additionnelle	15,02	16,41	17,25	18,31	19,94	18,29	21,90			17,19	18,19

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties ^(a) en 2022

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	31,88	32,27	31,16	31,02	31,58	33,77	35,52	38,16	38,91	35,09	33,97
Bourgogne-Franche-Comté	32,38	33,99	35,50	37,39	39,26	42,49	45,54	45,17	47,49	47,49	39,90
Bretagne	34,98	35,79	35,97	36,59	36,69	39,03	40,19	45,19	39,18	43,73	39,09
Centre-Val de Loire	32,68	34,58	37,12	41,55	42,11	43,61	45,29	47,51	45,98	45,83	42,40
Corse	23,70	24,32	23,41	24,23	23,67	27,70	28,85	36,63	30,69		27,05
Grand-Est	30,44	29,90	29,45	29,79	30,50	32,31	32,22	38,66	38,94	37,34	32,81
Hauts-de-France	38,65	39,33	40,44	42,42	45,09	46,08	49,70	50,31	51,51	48,95	46,20
Normandie	34,02	35,21	39,32	43,45	45,51	48,90	49,47	53,31	46,29	51,75	45,95
Nouvelle Aquitaine	31,80	34,61	36,00	39,31	39,49	42,37	41,79	48,29	46,00	43,96	41,38
Occitanie	37,53	38,63	41,52	43,13	45,83	45,84	47,29	52,90	56,21	43,74	45,38
Pays de la Loire	35,99	37,61	37,41	36,65	36,39	38,17	38,08	39,00	43,79	45,45	39,69
Provence-Alpes-Côte d'Azur	32,77	36,51	32,45	31,40	32,00	36,47	37,47	39,30	34,48	38,07	36,60
France Métropolitaine hors Île-de-France	33,43	34,65	35,32	36,34	37,74	39,60	40,89	43,98	42,79	41,17	39,36
Île-de-France	26,88	29,02	29,97	34,23	33,53	35,82	37,05	33,51	29,27	15,34	26,80
France Métropolitaine	33,31	34,42	34,99	36,19	37,38	39,11	40,09	39,24	34,84	29,24	35,68
Guadeloupe			51,47	65,64	70,10	54,19	60,45	45,18	53,36		52,71
Martinique			35,63	51,00	49,39	45,28	42,64	44,44	48,99		45,41
Guyane	45,56		49,55	49,18	62,81	59,24	61,83	61,91	67,33		62,28
La Réunion						43,51	38,81	47,05	46,46	38,53	43,17
Mayotte						15,21	18,66	26,09	9,21		14,85
Outre-mer	45,56		40,75	53,77	55,21	44,95	47,55	47,58	46,80	38,53	45,74
France entière	33,35	34,42	35,00	36,23	37,48	39,20	40,31	39,52	35,43	29,39	35,88

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) À partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Cette part départementale est incluse dans le calcul des taux moyens présentés ici.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes^(a) en 2022

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	33,66	35,40	35,85	37,09	38,66	39,99	40,93	42,21	41,54	41,97	40,20
à fiscalité professionnelle unique	33,66	35,40	35,85	37,09	38,66	39,99	40,93	42,21	41,54	41,97	40,20
Communauté urbaine	34,28	34,01	35,71	36,33	40,53	42,89	41,08	37,62	48,93	46,08	42,46
à fiscalité professionnelle unique	34,28	34,01	35,80	36,71	41,44	43,09	41,22	37,62	48,93	47,69	43,03
à fiscalité additionnelle			31,23	29,77	33,13	36,93	36,26			34,80	34,54
Communauté de communes	33,31	34,22	34,73	35,73	36,83	38,26	39,66	46,68			36,29
à fiscalité professionnelle unique	33,65	34,32	34,73	35,98	37,28	38,83	40,30	46,68			36,66
à fiscalité additionnelle	32,10	33,83	34,71	33,71	33,59	33,44	31,53				33,76
Métropole yc la métropole de Lyon	30,75	30,22	31,65	35,58	35,39	38,51	39,70	36,13	30,31	27,15	31,22
à fiscalité professionnelle unique	30,75	30,22	31,65	35,58	35,39	38,51	39,70	36,13	30,31	27,15	31,22
Communes isolées		36,76	33,65		33,70						33,92
Groupement à fiscalité professionnelle unique	33,65	34,52	35,03	36,41	37,76	39,45	40,47	39,52	35,43	29,34	35,96
Groupement à fiscalité additionnelle	32,10	33,83	34,69	33,56	33,56	33,58	31,85			34,80	33,82

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) A partir de 2022, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Cette part départementale est incluse dans le calcul des taux moyens présentés ici (cf. Encadré - Les principaux changements de la fiscalité locale en 2022).

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes en 2022

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	53,28	47,42	49,94	53,95	53,02	54,79	57,98	63,64	51,05	38,26	51,23
Bourgogne-Franche-Comté	25,45	29,78	34,06	38,06	42,86	50,15	53,75	47,16		61,32	31,64
Bretagne	56,62	51,96	49,15	48,97	48,26	51,79	55,50	53,53	60,77	37,35	49,87
Centre-Val de Loire	30,44	33,44	38,17	44,16	43,07	48,03	56,01	48,10	39,23	39,93	37,66
Corse	60,96	72,75	73,78	88,38	71,65	87,49	110,24	63,02	46,23		81,25
Grand-Est	17,22	23,50	32,08	39,56	37,72	44,40	51,00	55,31	47,25	49,27	27,83
Hauts-de-France	28,82	33,27	38,72	48,09	55,92	62,17	65,93	57,13	63,74	15,75	39,22
Normandie	20,44	24,09	30,04	31,36	30,70	36,07	39,70	49,02	39,87	28,43	28,42
Nouvelle Aquitaine	44,45	49,20	51,37	56,45	57,39	58,89	63,89	66,66	57,91	77,68	52,17
Occitanie	67,18	73,22	78,34	78,41	79,61	81,57	90,52	89,56	71,99	65,22	76,76
Pays de la Loire	30,23	35,79	38,68	42,41	44,02	43,45	43,81	52,77	50,64	49,80	41,16
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50,41	53,37	49,73	57,47	54,34	56,33	49,86	44,24	45,33	23,07	49,30
France Métropolitaine hors Île-de-France	30,75	36,61	43,07	48,80	48,83	52,95	56,26	56,27	53,31	40,30	42,59
Île-de-France	32,76	38,23	47,09	56,67	62,35	67,29	68,26	55,68	38,67	20,66	48,31
France Métropolitaine	30,77	36,65	43,20	49,05	49,32	53,63	57,41	56,10	47,02	35,32	42,87
Guadeloupe			91,16	83,66	151,55	72,15	68,27	57,54	64,63		69,07
Martinique			20,56	26,53	20,75	17,84	19,35	34,04	24,72		22,69
Guyane	16,86		70,50	27,02	74,33	90,55	85,23	56,17	71,10		61,36
La Réunion						39,92	38,35	40,24	33,84	20,21	31,37
Mayotte						8,22	7,97	9,58	4,23		6,56
Outre-mer	16,86		33,67	41,93	56,11	21,83	19,82	36,22	14,09	20,21	22,26
France entière	30,77	36,65	43,19	49,04	49,35	52,93	53,33	54,15	38,77	34,51	42,54

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes en 2022

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	32,83	37,32	44,53	50,32	52,05	54,12	55,96	54,88	38,37	37,96	46,59
à fiscalité professionnelle unique	32,83	37,32	44,53	50,32	52,05	54,12	55,96	54,88	38,37	37,96	46,59
Communauté urbaine	18,62	22,11	29,58	38,64	46,60	53,94	58,59	52,00	61,47	36,52	36,62
à fiscalité professionnelle unique	18,62	22,11	29,92	39,14	48,72	54,25	58,21	52,00	61,47	34,52	36,56
à fiscalité additionnelle			17,74	30,32	35,23	44,28	64,89			46,25	37,73
Communauté de communes	30,69	36,81	43,17	48,71	47,91	51,57	49,78	64,50			40,98
à fiscalité professionnelle unique	33,38	38,88	43,98	48,61	47,45	50,45	49,49	64,50			42,54
à fiscalité additionnelle	22,89	28,84	37,76	49,94	53,65	71,59	56,39				32,44
Métropole yc la métropole de Lyon	34,89	43,49	46,79	54,11	50,97	55,79	53,31	50,95	38,91	33,54	45,74
à fiscalité professionnelle unique	34,89	43,49	46,79	54,11	50,97	55,79	53,31	50,95	38,91	33,54	45,74
Communes isolées		97,07	42,19		112,77						95,26
Groupement à fiscalité professionnelle unique	33,12	38,22	43,78	49,03	49,16	52,41	53,26	54,15	38,77	34,18	43,71
Groupement à fiscalité additionnelle	22,89	28,84	37,61	49,20	51,97	70,24	57,43			46,25	32,51

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes en 2022

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	24,44	30,30	31,29	27,70	27,27	25,56	22,06				27,81
Bourgogne-Franche-Comté	14,84	15,17	16,81	24,46	22,23	13,71					17,30
Bretagne		25,64	22,52	19,84		19,06					19,74
Centre-Val de Loire	19,88	19,56	22,76	18,99	20,59	23,18	12,11				20,92
Corse	17,27	12,83	15,04	17,33	7,99	13,68					14,65
Grand-Est	13,20	15,29	14,21	16,67	16,14	18,30	16,72				15,79
Hauts-de-France	15,50	14,45	15,92	15,66	18,10	17,89	24,46				16,39
Normandie	12,47	8,32	15,55	15,50	16,11	18,39	22,88				12,51
Nouvelle Aquitaine	17,71	18,57	18,74	17,60	21,02						18,86
Occitanie	22,57	31,27	16,42	21,47	27,07	25,79					20,20
Pays de la Loire			11,76	12,60	16,88	16,90	22,19			15,85	15,83
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,88	23,02	26,21	15,18							23,93
France Métropolitaine hors Île-de-France	16,23	18,05	19,81	21,83	20,73	20,88	20,23			15,85	19,72
Île-de-France	15,01	16,44	18,35	19,85	16,98	19,09				16,55	16,56
France Métropolitaine	16,22	18,04	19,79	21,79	20,61	20,83	20,23			16,53	17,65
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	16,22	18,04	19,79	21,79	20,61	20,83	20,23			16,53	17,65

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes en 2022

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			9,49	12,60	14,75	16,90	22,19			15,85	15,55
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
			9,49	12,60	14,75	16,90	22,19			15,85	15,55
Communauté de communes	16,22	18,03	19,85	22,27	21,00	20,96	20,17				20,02
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
	16,22	18,03	19,85	22,27	21,00	20,96	20,17				20,02
Métropole yc la métropole de Lyon											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
										16,55	16,55
Communes isolées											
		25,64	29,33		25,51						25,89
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
										16,55	16,55
Groupement à fiscalité additionnelle											
	16,22	18,03	19,79	21,79	20,54	20,83	20,23			15,85	19,68

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des communes en 2022

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes											
Bourgogne-Franche-Comté	7,66	6,05	6,56		6,44	6,15					6,38
Bretagne		27,69									27,69
Centre-Val de Loire	9,57	14,04			9,59						10,24
Corse											
Grand-Est		16,33	15,00		12,00			8,12			8,81
Hauts-de-France											
Normandie											
Nouvelle Aquitaine											
Occitanie											
Pays de la Loire											
Provence-Alpes-Côte d'Azur											
France Métropolitaine hors Île-de-France	8,08	18,44	8,32		9,08	6,15		8,12			8,44
Île-de-France									6,21		6,21
France Métropolitaine	8,08	18,44	8,32		9,08	6,15		8,12	6,21		6,22
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	8,08	18,44	8,32		9,08	6,15		8,12	6,21		6,22

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Les taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des communes en 2022

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	9,57	14,91	11,78		10,66			8,12			8,96
à fiscalité professionnelle unique	9,57	14,91	11,78		10,66			8,12			8,96
Communauté urbaine											
à fiscalité professionnelle unique											
à fiscalité additionnelle											
Communauté de communes	7,66	6,05	6,73		6,44	6,15					6,40
à fiscalité professionnelle unique	7,66	6,05	6,73		6,44	6,15					6,40
à fiscalité additionnelle											
Métropole yc la métropole de Lyon										6,21	6,21
à fiscalité professionnelle unique										6,21	6,21
Communes isolées		27,69									27,69
Groupement à fiscalité professionnelle unique	8,08	12,39	8,32		9,08	6,15		8,12		6,21	6,22
Groupement à fiscalité additionnelle											

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

A1.4 - Produits par habitant des communes

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	64,7	52,2	46,1	51,5	28,9	23,8	13,7	13,4	11,1	24,7	30,7
Bourgogne-Franche-Comté	31,8	21,2	16,1	8,5	15,6	10,1	10,2	13,4		21,6	16,4
Bretagne	40,3	31,2	27,7	37,6	40,9	25,9	25,9	43,0	20,9	16,2	29,6
Centre-Val de Loire	33,1	26,7	18,9	12,9	10,8	12,0	10,0	11,7	15,0	17,3	15,5
Corse	196,1	135,2	212,1	161,6	59,0	75,1	500,6	40,7	70,2		130,3
Grand-Est	14,4	9,3	8,1	6,5	9,0	7,9	5,9	10,3	10,3	12,6	9,0
Hauts-de-France	12,0	8,1	7,9	11,6	30,2	8,2	8,1	10,4	11,6	17,8	11,3
Normandie	18,7	14,4	14,1	27,6	50,5	11,6	10,9	10,4	9,0	14,8	17,5
Nouvelle Aquitaine	38,1	24,2	21,2	20,6	34,1	36,5	53,5	40,4	26,2	31,1	30,8
Occitanie	51,8	35,7	31,9	22,5	35,8	38,1	29,3	50,2	16,7	23,7	32,4
Pays de la Loire	26,7	20,4	18,4	29,7	40,9	22,1	51,4	21,2	17,8	16,1	26,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	92,5	140,6	144,0	85,9	112,0	70,0	75,0	71,5	158,1	42,3	78,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	35,8	26,1	26,4	29,3	36,3	26,1	28,5	29,7	44,2	24,9	28,9
Île-de-France	21,5	19,8	14,3	11,4	9,1	9,3	10,6	15,0	23,6	77,0	29,1
France Métropolitaine	35,6	25,9	25,9	28,4	34,5	24,5	25,3	24,0	34,2	38,5	29,0
Guadeloupe			40,3	42,9	79,6	23,6	43,7	45,5	41,1		41,1
Martinique			20,9	25,7	47,8	29,7	22,2	29,2			28,1
Guyane	6,4		13,5	24,8	18,6	0,1	8,7	14,6	21,3		14,4
La Réunion						14,8	5,4	7,8	8,6	13,8	10,1
Mayotte						42,3	21,8	17,5	13,8		22,9
Outre-mer	6,4		24,2	31,1	48,5	25,1	24,7	20,4	17,0	13,8	20,8
France entière	35,6	25,9	25,9	28,4	34,6	24,5	25,3	23,8	32,6	37,9	28,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la majoration sur les résidences secondaires

Seuls les produits la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	26,9	19,3	15,7	21,2	32,7	25,2	31,2	31,1	39,5	16,2	27,8
à fiscalité professionnelle unique	26,9	19,3	15,7	21,2	32,7	25,2	31,2	31,1	39,5	16,2	27,8
Communauté urbaine	9,8	8,8	6,5	8,3	17,7	16,0	14,7	8,1	16,4	15,6	13,4
à fiscalité professionnelle unique	9,8	8,8	6,6	8,2	19,4	16,4	14,8	8,1	16,4	15,8	13,5
à fiscalité additionnelle			3,3	9,3	3,5	6,4	12,5			14,3	12,1
Communauté de communes	36,8	27,6	30,7	36,1	38,9	29,8	31,6	12,5			32,1
à fiscalité professionnelle unique	35,2	27,2	25,9	30,4	36,4	27,5	32,5	12,5			28,9
à fiscalité additionnelle	42,3	29,5	64,8	92,9	62,2	54,1	17,9				56,6
Métropole yç la métropole de Lyon	76,8	11,4	31,1	10,2	15,3	13,0	10,4	15,8	26,2	43,0	28,2
à fiscalité professionnelle unique	76,8	11,4	31,1	10,2	15,3	13,0	10,4	15,8	26,2	43,0	28,2
Communes isolées		550,4	265,5		686,6						618,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique	33,9	25,1	22,4	25,0	32,5	23,5	25,4	23,8	32,6	38,2	27,6
Groupement à fiscalité additionnelle	42,3	29,5	64,4	89,6	58,1	51,3	17,5			14,3	53,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la majoration sur les résidences secondaires

Seuls les produits la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,2	0,2	0,4	0,6	0,6	0,7	1,2	1,1	2,2	1,8	0,9
Bourgogne-Franche-Comté	0,2	0,2	0,5	0,6	2,1	1,4	0,9	3,2		5,2	1,4
Bretagne	0,1	0,3	0,4	0,5	0,3	0,8	1,2	3,9	1,8	2,3	1,0
Centre-Val de Loire	0,3	0,4	0,6	0,8	1,1	1,2	1,5	3,6		6,9	1,8
Corse	0,9	0,6	3,3	4,2		1,6					1,5
Grand-Est	0,2	0,2	0,4	0,7	0,7	1,7	1,9	2,8	1,7	3,8	1,5
Hauts-de-France	0,2	0,2	0,5	1,0	1,5	1,4	1,3	2,9	1,6	2,2	1,4
Normandie	0,1	0,1	0,2	0,4	1,2	1,0	1,7	1,4	2,2	6,5	1,4
Nouvelle Aquitaine	0,2	0,2	0,5	0,5	0,7	1,3	1,3	3,0	3,0	1,6	1,3
Occitanie	0,2	0,2	0,6	0,9	1,2	1,5	1,8	2,2	5,3	1,2	1,3
Pays de la Loire	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,5	0,9	0,5	1,1	0,9	0,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,3	0,5	1,3	1,2	2,9	0,9	0,8	1,0	1,7		0,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,1	1,3	2,1	2,2	2,1	1,2
Île-de-France	0,1	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,2	0,1			0,1
France Métropolitaine	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,1	1,3	1,1	1,5	1,0
Guadeloupe					6,8	5,7	8,6	19,2	36,6		15,2
Martinique					2,7	8,3	6,6	20,8			7,4
Guyane							1,0	7,6			3,7
La Réunion						1,8	2,4	4,5	6,5	9,1	6,2
Mayotte											
Outre-mer					3,0	4,0	4,5	9,9	6,9	9,1	7,0
France entière	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,1	1,3	1,8	1,6	1,7	1,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	0,3	0,3	0,4	0,6	0,8	1,2	1,7	2,9	3,0	6,5	1,9
à fiscalité professionnelle unique	0,3	0,3	0,4	0,6	0,8	1,2	1,7	2,9	3,0	6,5	1,9
Communauté urbaine	0,4	0,1	0,3	0,3	0,6	0,8	0,7	1,0	3,3	3,6	1,9
à fiscalité professionnelle unique	0,4	0,1	0,3	0,3	0,6	0,8	0,6	1,0	3,3	3,5	1,8
à fiscalité additionnelle			0,2	0,2	0,3	1,3	1,7			3,7	2,8
Communauté de communes	0,2	0,2	0,5	0,8	1,2	1,4	1,4	1,8			0,8
à fiscalité professionnelle unique	0,2	0,2	0,5	0,8	1,2	1,4	1,3	1,8			0,8
à fiscalité additionnelle	0,3	0,2	0,8	1,4	1,8	1,5	2,7				1,0
Métropole yç la métropole de Lyon	2,1	0,5	0,7	0,4	0,4	0,4	0,7	0,3		1,0	0,6
à fiscalité professionnelle unique	2,1	0,5	0,7	0,4	0,4	0,4	0,7	0,3		1,0	0,6
Communes isolées											
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,2	0,2	0,5	0,7	0,9	1,1	1,3	1,8	1,6	1,7	1,2
Groupement à fiscalité additionnelle	0,3	0,2	0,8	1,3	1,7	1,5	2,6			3,7	1,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes^(a) en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	358	369	363	439	463	497	531	559	543	581	481
Bourgogne-Franche-Comté	275	295	363	469	500	566	595	660	681	681	465
Bretagne	259	247	291	371	411	469	542	625	599	544	442
Centre-Val de Loire	287	266	339	407	455	531	590	624	655	634	470
Corse	322	298	372	385	285	369	842	320	368		370
Grand-Est	226	232	288	359	369	408	402	511	463	516	377
Hauts-de-France	258	257	326	407	433	424	465	508	505	596	426
Normandie	236	278	324	428	556	586	672	646	540	738	496
Nouvelle Aquitaine	284	284	339	421	512	558	649	673	669	719	502
Occitanie	369	355	417	450	562	600	663	780	756	628	561
Pays de la Loire	236	239	263	323	396	413	508	522	608	583	436
Provence-Alpes-Côte d'Azur	482	655	574	523	529	561	635	638	668	527	584
France Métropolitaine hors Île-de-France	289	295	343	412	466	503	558	603	603	590	478
Île-de-France	418	428	469	609	542	632	616	606	621	531	588
France Métropolitaine	290	299	348	421	471	516	568	604	612	574	499
Guadeloupe			370	464	635	432	657	592	599		580
Martinique			408	352	416	388	406	561	710		493
Guyane	2 801		78	674	140	29	122	309	437		292
La Réunion						272	278	431	410	478	421
Mayotte						51	52	67	48		53
Outre-mer	2 801		303	496	407	279	346	433	426	478	401
France entière	292	299	348	422	471	508	555	595	595	572	496

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) A partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Cette part départementale est incluse dans les produits par habitant présentés ici.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes^(a) en 2022

<i>en euros / hab.</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	297	298	356	431	486	515	563	602	585	539	517
à fiscalité professionnelle unique	297	298	356	431	486	515	563	602	585	539	517
Communauté urbaine	328	353	365	456	480	568	596	490	561	637	554
à fiscalité professionnelle unique	328	353	368	460	489	576	603	490	561	662	562
à fiscalité additionnelle			239	384	406	378	411			470	442
Communauté de communes	290	298	343	411	456	481	518	461			394
à fiscalité professionnelle unique	298	293	335	405	450	479	522	461			393
à fiscalité additionnelle	265	320	404	470	518	510	458				407
Métropole yç la métropole de Lyon	473	297	373	450	484	540	569	603	608	566	573
à fiscalité professionnelle unique	473	297	373	450	484	540	569	603	608	566	573
Communes isolées		622	457		841						769
Groupement à fiscalité professionnelle unique	299	295	343	419	468	509	557	595	595	573	499
Groupement à fiscalité additionnelle	265	320	402	467	510	502	454			470	409

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) A partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Cette part départementale est incluse dans les produits par habitant présentés ici.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	84,8	50,0	25,1	13,4	9,5	6,8	3,9	3,0	1,9	1,3	12,2
Bourgogne-Franche-Comté	59,9	42,0	25,5	13,5	11,8	7,3	3,4	2,8		1,5	20,1
Bretagne	79,0	68,2	38,3	25,3	19,9	13,6	7,2	4,1	3,4	1,0	18,7
Centre-Val de Loire	100,0	70,6	37,7	20,4	15,9	9,4	4,4	3,0	3,5	1,2	22,2
Corse	0,8	2,3	4,7	5,4	2,9	3,1	28,9	0,5	1,2		3,6
Grand-Est	46,8	30,3	20,6	10,3	10,2	5,3	3,4	3,3	3,1	1,8	12,4
Hauts-de-France	67,1	48,5	26,6	14,3	9,8	7,5	4,5	2,3	1,9	0,7	13,7
Normandie	55,9	38,2	26,6	18,3	14,7	13,5	6,1	2,2	2,2	1,0	17,3
Nouvelle Aquitaine	68,8	55,5	36,2	19,8	14,6	11,9	6,4	4,1	2,4	1,6	20,4
Occitanie	61,1	47,9	33,0	19,5	16,3	11,8	11,7	5,4	7,7	1,9	18,0
Pays de la Loire	101,3	83,4	45,2	26,2	19,6	18,8	14,4	10,2	4,1	1,6	20,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	32,1	34,5	22,1	22,7	15,9	12,1	7,9	4,6	6,0	0,9	7,7
France Métropolitaine hors Île-de-France	62,1	47,3	29,8	17,9	14,1	10,4	6,7	4,0	3,6	1,3	15,7
Île-de-France	66,8	48,0	25,0	13,0	9,3	6,2	3,9	2,6	2,1	0,7	3,9
France Métropolitaine	62,2	47,3	29,6	17,6	13,8	10,0	6,2	3,4	2,9	1,2	13,5
Guadeloupe			3,1	13,0	18,0	5,1	6,4	3,7	2,0		4,9
Martinique			3,7	6,1	2,6	2,0	1,9	3,2	2,1		2,4
Guyane	1,1		3,3	5,0	9,8	0,2	5,8	7,5	5,4		6,0
La Réunion						2,2	2,4	2,3	2,2	1,5	2,0
Mayotte						3,2	4,8	6,3	4,7		4,7
Outre-mer	1,1		3,4	8,0	7,0	2,9	4,2	4,1	2,9	1,5	3,4
France entière	62,2	47,3	29,5	17,6	13,7	9,8	6,1	3,5	2,9	1,2	13,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	58,7	44,2	26,3	16,5	12,6	9,1	6,1	4,1	3,7	1,9	10,7
à fiscalité professionnelle unique	58,7	44,2	26,3	16,5	12,6	9,1	6,1	4,1	3,7	1,9	10,7
Communauté urbaine	50,2	35,8	20,8	11,7	10,5	8,8	6,0	1,9	1,5	1,8	6,6
à fiscalité professionnelle unique	50,2	35,8	20,9	11,8	10,4	9,0	5,8	1,9	1,5	1,6	6,7
à fiscalité additionnelle			14,2	9,8	11,8	5,3	11,0			3,0	5,0
Communauté de communes	62,7	48,4	31,7	19,4	15,9	12,5	8,8	8,0			26,6
à fiscalité professionnelle unique	66,3	49,3	32,1	19,7	16,2	12,7	8,9	8,0			26,4
à fiscalité additionnelle	51,2	43,9	29,1	17,0	13,6	10,5	6,3				28,0
Métropole yç la métropole de Lyon	28,4	17,3	13,2	9,7	6,2	5,4	3,4	2,5	2,1	1,0	2,4
à fiscalité professionnelle unique	28,4	17,3	13,2	9,7	6,2	5,4	3,4	2,5	2,1	1,0	2,4
Communes isolées		27,3	14,4		19,5						19,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	65,0	47,9	29,6	17,6	13,7	9,8	6,1	3,5	2,9	1,1	12,6
Groupement à fiscalité additionnelle	51,2	43,9	29,0	16,7	13,5	10,2	6,7			3,0	26,3

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les produits par habitant des trois taxes ménages des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	507	471	435	505	502	529	550	576	558	609	525
Bourgogne-Franche-Comté	367	358	405	492	529	585	610	680		709	503
Bretagne	379	347	358	434	473	509	577	676	625	564	491
Centre-Val de Loire	420	364	396	441	483	554	606	642	674	659	509
Corse	520	436	592	556	347	449	1 371	362	440		505
Grand-Est	288	272	317	376	389	423	413	527	478	535	400
Hauts-de-France	337	314	361	434	474	441	479	523	520	617	453
Normandie	311	331	365	475	622	612	691	660	554	760	532
Nouvelle Aquitaine	391	364	397	462	561	608	710	720	700	753	555
Occitanie	482	439	483	492	615	651	706	837	785	655	613
Pays de la Loire	364	343	327	379	457	455	575	554	631	601	483
Provence-Alpes-Côte d'Azur	607	830	742	633	660	644	719	715	833	571	671
France Métropolitaine hors Île-de-France	387	369	400	460	518	541	594	639	653	618	524
Île-de-France	506	496	509	634	560	648	630	623	647	609	621
France Métropolitaine	389	372	404	468	521	551	601	633	650	616	542
Guadeloupe			413	520	740	466	716	660	679		641
Martinique			432	384	469	428	437	614	742		531
Guyane	2 809		95	704	168	30	138	339	464		316
La Réunion						291	288	446	428	503	440
Mayotte						97	79	91	67		80
Outre-mer	2 809		331	535	465	311	379	467	453	503	432
France entière	390	372	404	468	520	544	588	624	632	613	539

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des trois taxes ménages des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	383	361	398	469	532	550	602	640	631	563	557
à fiscalité professionnelle unique	383	361	398	469	532	550	602	640	631	563	557
Communauté urbaine	389	398	392	476	509	593	618	501	582	658	575
à fiscalité professionnelle unique	389	398	396	480	519	602	624	501	582	683	584
à fiscalité additionnelle			257	403	422	391	436			491	462
Communauté de communes	390	374	406	467	512	525	560	483			454
à fiscalité professionnelle unique	400	370	393	455	503	520	565	483			449
à fiscalité additionnelle	358	394	498	582	596	576	485				492
Métropole yç la métropole de Lyon	580	326	418	470	506	559	584	621	636	611	604
à fiscalité professionnelle unique	580	326	418	470	506	559	584	621	636	611	604
Communes isolées		1 199	737		1 547						1 407
Groupement à fiscalité professionnelle unique	398	368	395	462	515	543	590	624	632	615	541
Groupement à fiscalité additionnelle	358	394	497	574	584	565	481			491	490

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	9,5	42,0	14,4	19,1	18,2	10,3	9,3				10,3
Bourgogne-Franche-Comté	3,4	3,3	3,1	1,2	9,0	0,9					2,2
Bretagne		0,7	0,2	0,1		1,1					0,3
Centre-Val de Loire	3,3	2,9	7,7	1,5	0,4	3,1	2,0				3,1
Corse	26,8	8,6	15,6	11,0	6,7	28,0					10,4
Grand-Est	10,4	6,8	8,4	7,4	13,2	14,7	4,1				6,8
Hauts-de-France	9,2	4,8	6,3	3,4	4,7	2,6	0,9				2,8
Normandie	3,7	15,0	3,5	2,5	4,4	2,5	3,2				3,4
Nouvelle Aquitaine	2,9	2,4	3,0	1,6	3,9						1,4
Occitanie	5,9	6,9	6,6	1,5	1,0	3,2					2,5
Pays de la Loire			0,6	1,7	6,3	1,4	1,0			14,2	3,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,3	3,8	2,1	0,3							0,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	6,5	9,5	6,3	5,1	6,3	4,4	2,3			1,2	3,9
Île-de-France	5,0	2,4	1,8	1,8	2,4	1,2				125,6	27,1
France Métropolitaine	6,5	9,3	6,1	5,0	6,0	4,1	1,9			33,8	8,2
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	6,5	9,3	6,1	5,0	5,9	4,0	1,8			33,0	7,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			0,7	3,6	8,6	2,1	1,4			7,8	4,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communauté de communes	7,4	11,6	9,0	8,7	10,8	9,8	7,1				9,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Métropole yç la métropole de Lyon	31,4	65,5	72,6	95,0	111,3	111,0	107,0				78,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communes isolées		60,2	63,9		80,6						76,4
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Groupement à fiscalité additionnelle	31,4	65,5	72,3	94,0	109,2	107,2	101,5			61,0	77,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,3	6,0	2,3	4,4	3,8	4,5	4,9				2,6
Bourgogne-Franche-Comté	1,8	1,8	2,5	0,7	5,2	0,6					1,5
Bretagne		0,5	0,1	0,1		1,1					0,2
Centre-Val de Loire	1,3	1,8	4,2	1,1	0,2	2,7	1,2				1,8
Corse	16,1	7,9	14,5	13,5	19,8	54,7					13,8
Grand-Est	6,9	4,7	5,0	5,5	8,7	11,0	3,4				4,7
Hauts-de-France	5,8	3,2	4,0	3,3	3,7	2,0	0,7				2,0
Normandie	2,0	7,5	2,9	3,3	4,6	2,3	2,2				2,6
Nouvelle Aquitaine	1,6	1,7	1,9	1,2	2,7						0,9
Occitanie	1,5	1,2	2,1	0,9	0,5	1,2					0,8
Pays de la Loire			0,3	1,3	4,6	1,2	0,6			9,3	2,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,7	1,4	0,5	0,2							0,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,3	3,3	2,7	2,4	3,2	2,9	1,4			0,8	1,9
Île-de-France	2,6	2,0	1,1	1,2	1,5	3,1				194,8	41,9
France Métropolitaine	3,3	3,3	2,6	2,4	3,1	2,9	1,2			51,6	9,4
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	3,3	3,3	2,6	2,4	3,1	2,8	1,1			50,3	9,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			0,3	2,8	7,4	1,8	0,9			5,1	2,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communauté de communes	3,8	4,1	3,9	4,1	5,3	6,9	4,4				4,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Métropole yç la métropole de Lyon	16,0	22,9	31,5	44,3	55,0	78,5	66,7				38,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communes isolées		41,8	25,8		42,2						40,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Groupement à fiscalité additionnelle	16,0	22,9	31,4	44,6	56,0	76,2	63,2			40,0	39,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,5	16,5	1,6	2,2	1,9	5,2	1,0				2,2
Bourgogne-Franche-Comté	2,5	1,9	0,7	0,3	0,9	0,3					0,7
Bretagne		0,5	0,2	-		0,1	0,0				-
Centre-Val de Loire	2,5	2,2	7,1	0,4	0,5	0,3	0,2				2,2
Corse	25,9	9,4	6,0	2,8	2,6	10,1					5,0
Grand-Est	11,0	4,8	6,2	1,1	1,6	6,9	0,2				3,3
Hauts-de-France	7,0	6,1	1,9	0,6	0,5	0,6	-				1,1
Normandie	1,8	34,9	2,3	0,4	0,3	0,1	0,1				3,4
Nouvelle Aquitaine	1,9	1,7	1,0	0,5	0,5			0,0			0,5
Occitanie	3,5	2,2	5,1	0,4	0,0	0,7					1,3
Pays de la Loire	0,3	0,2	0,5	0,3	0,5	0,6	0,1	-		1,1	0,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,9	1,7	0,4	-							-
France Métropolitaine hors Île-de-France	5,0	7,7	2,6	0,7	0,7	1,8	0,2	-		0,1	1,4
Île-de-France	1,3	0,6	0,3	0,1	0,1	0,1	-			1,4	0,3
France Métropolitaine	5,0	7,6	2,5	0,7	0,6	1,7	0,2	-		0,4	1,2
Guadeloupe						2,6	0,1				0,5
Martinique			2,0								0,1
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer			0,9			0,7	0,0				0,1
France entière	5,0	7,6	2,5	0,7	0,6	1,6	0,2	-		0,4	1,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	0,3	0,4	0,1	-		0,1	0,0	-			-
à fiscalité professionnelle unique	0,3	0,4	0,1	-		0,1	0,0	-			-
Communauté urbaine		0,6	-	0,5	0,5	0,8	0,2			0,6	0,4
à fiscalité professionnelle unique		0,6				0,0					0,0
à fiscalité additionnelle			3,3	9,2	4,7	19,6	4,5			4,7	6,2
Communauté de communes	5,6	9,4	3,7	1,2	1,2	3,9	0,6				3,5
à fiscalité professionnelle unique	0,9	0,4	0,1	-	0,1	-	0,0				0,1
à fiscalité additionnelle	20,8	50,6	29,3	13,1	11,6	44,2	9,0				28,7
Métropole yç la métropole de Lyon						0,0				0,4	0,2
à fiscalité professionnelle unique						0,0				0,4	0,2
Communes isolées		26,6	9,2		3,8						6,7
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,8	0,4	0,1	-	-	-	0,0	-		0,4	0,1
Groupement à fiscalité additionnelle	20,8	50,6	29,2	13,0	11,2	42,7	8,6			4,7	27,0

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les produits par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,1	-	0,2	0,4	0,5	0,5	0,9				0,3
Bourgogne-Franche-Comté	-	0,1	0,7	0,3	2,5	0,4					0,4
Bretagne				-		0,1					-
Centre-Val de Loire		0,1	0,2	0,4	0,2	0,8					0,2
Corse			3,1	5,8	8,0	6,7					2,7
Grand-Est	-	-	0,4	2,2	2,4	2,0	2,0				1,0
Hauts-de-France	0,1	0,3	0,4	1,5	1,4	0,9	-				0,5
Normandie	-	0,1	0,5	0,7	4,2	0,8	2,0				0,9
Nouvelle Aquitaine		-	0,4	0,7	1,7						0,3
Occitanie	0,1	0,1	0,5	0,3	0,3	0,7					0,3
Pays de la Loire			0,2	1,5	1,5	1,0	1,0			3,3	1,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur		0,9		0,1							-
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,1	0,1	0,4	0,9	1,2	0,7	0,6			0,3	0,5
Île-de-France			0,1	0,2	1,0	0,1					0,0
France Métropolitaine	0,0	0,1	0,4	0,8	1,2	0,6	0,5			0,2	0,4
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	0,0	0,1	0,4	0,8	1,2	0,6	0,4			0,2	0,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			-	3,2	2,8	1,4	1,4			1,8	1,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>			1,5	59,7	26,1	33,4	38,9			14,0	20,3
Communauté de communes	0,1	0,1	0,5	1,3	2,2	1,3	1,6				0,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>	0,2	0,8	4,3	13,7	22,2	15,3	23,6				8,1
Métropole yç la métropole de Lyon											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communes isolées					9,0						7,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
Groupement à fiscalité additionnelle	0,2	0,8	4,3	15,5	22,5	16,4	24,9			14,0	9,0

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les produits par habitant des impôts économiques des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	15,4	64,5	18,5	26,2	24,3	20,5	16,1				15,4
Bourgogne-Franche-Comté	7,7	7,1	6,9	2,5	17,7	2,3					4,9
Bretagne		1,8	0,4	0,3		2,4	0,0				0,6
Centre-Val de Loire	7,1	7,0	19,2	3,5	1,4	6,8	3,3				7,3
Corse	68,9	25,9	39,2	33,0	37,1	99,5					31,9
Grand-Est	28,3	16,4	20,1	16,3	25,8	34,4	9,7				15,7
Hauts-de-France	22,0	14,4	12,5	8,9	10,2	6,1	1,7				6,4
Normandie	7,5	57,6	9,2	7,0	13,5	5,7	7,6				10,3
Nouvelle Aquitaine	6,3	5,8	6,2	3,9	8,8			0,0			3,1
Occitanie	11,0	10,4	14,4	3,1	1,9	5,9					4,9
Pays de la Loire	0,3	0,2	1,5	4,6	12,9	4,1	2,7	-		27,9	7,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,9	7,8	3,0	0,6							0,3
France Métropolitaine hors Île-de-France	14,9	20,7	12,0	9,2	11,4	9,9	4,5	-		2,4	7,7
Île-de-France	8,9	5,1	3,4	3,4	5,1	4,5				321,7	69,3
France Métropolitaine	14,9	20,3	11,6	8,9	11,0	9,3	3,7	-		86,1	19,2
Guadeloupe						2,6	0,1				0,5
Martinique			2,0								0,1
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer			0,9			0,7	0,0				0,1
France entière	14,9	20,3	11,6	8,9	10,9	9,1	3,5	-		83,9	18,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impôts économiques des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	0,3	0,4	0,1	-		0,1	0,0	-			-
à fiscalité professionnelle unique	0,3	0,4	0,1	-		0,1	0,0	-			-
Communauté urbaine		0,6	1,1	10,1	19,3	6,1	3,8			15,4	8,6
à fiscalité professionnelle unique		0,6				0,0					0,0
à fiscalité additionnelle			46,8	188,0	181,9	142,3	110,0			119,7	127,6
Communauté de communes	16,8	25,2	17,1	15,2	19,5	21,9	13,6				18,0
à fiscalité professionnelle unique	0,9	0,4	0,1	-	0,1	-	0,0				0,1
à fiscalité additionnelle	68,4	139,8	137,7	166,2	200,1	248,9	206,3				154,1
Métropole yç la métropole de Lyon						0,0				101,2	43,1
à fiscalité professionnelle unique						0,0				101,2	43,1
Communes isolées		128,6	98,9		135,6						130,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,8	0,4	0,1	-	-	-	0,0	-		83,4	13,0
Groupement à fiscalité additionnelle	68,4	139,8	137,1	167,0	198,8	242,5	198,2			119,7	152,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des contributions directes des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	523	536	453	531	527	549	566	576	558	609	540
Bourgogne-Franche-Comté	374	365	412	494	547	587	610	680		709	508
Bretagne	379	348	358	435	473	512	577	676	625	564	491
Centre-Val de Loire	427	371	416	444	484	561	610	642	674	659	517
Corse	589	462	631	590	384	549	1 371	362	440		537
Grand-Est	316	288	337	393	415	457	423	527	478	535	416
Hauts-de-France	359	329	374	443	485	447	481	523	520	617	459
Normandie	318	388	375	482	635	617	699	660	554	760	542
Nouvelle Aquitaine	397	370	403	466	570	608	710	720	700	753	558
Occitanie	493	449	497	496	617	657	706	837	785	655	617
Pays de la Loire	365	343	328	384	470	459	577	554	631	629	490
Provence-Alpes-Côte d'Azur	611	838	745	634	660	644	719	715	833	571	671
France Métropolitaine hors Île-de-France	402	390	412	469	529	551	599	639	653	621	532
Île-de-France	515	501	512	637	565	652	630	623	647	930	691
France Métropolitaine	403	392	416	477	532	560	604	633	650	702	561
Guadeloupe			413	520	740	469	716	660	679		642
Martinique			434	384	469	428	437	614	742		531
Guyane	2 809		95	704	168	30	138	339	464		316
La Réunion						291	288	446	428	503	440
Mayotte						97	79	91	67		80
Outre-mer	2 809		332	535	465	312	379	467	453	503	432
France entière	404	392	415	477	531	553	591	624	632	697	557

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des contributions directes des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	383	362	398	469	532	550	602	640	631	563	557
à fiscalité professionnelle unique	383	362	398	469	532	550	602	640	631	563	557
Communauté urbaine	389	399	393	486	528	599	621	501	582	674	584
à fiscalité professionnelle unique	389	399	396	480	519	602	624	501	582	683	584
à fiscalité additionnelle			304	591	604	533	546			611	589
Communauté de communes	407	399	423	482	532	547	573	483			472
à fiscalité professionnelle unique	401	370	393	456	503	520	565	483			449
à fiscalité additionnelle	427	534	636	748	796	825	691				646
Métropole yç la métropole de Lyon	580	326	418	470	506	559	584	621	636	712	647
à fiscalité professionnelle unique	580	326	418	470	506	559	584	621	636	712	647
Communes isolées		1 328	836		1 682						1 537
Groupement à fiscalité professionnelle unique	399	369	395	462	515	543	590	624	632	698	554
Groupement à fiscalité additionnelle	427	534	634	741	783	808	679			611	642

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des contributions directes des communes en 2022

en euros / hab.

Départements	THRS	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
01 Ain	16,9	379,3	13,3	410,1			0,0		0,0	410,1
02 Aisne	9,8	478,1	22,0	512,6	6,0	4,4	1,9	0,5	12,9	525,5
03 Allier	18,1	492,3	27,8	539,5			-		-	539,5
04 Alpes-de-Haute-Provence	54,3	708,6	15,2	780,3						780,3
05 Hautes-Alpes	110,0	835,2	15,9	962,7	6,0	1,7	1,0	0,5	9,2	971,9
06 Alpes-Maritimes	174,8	573,6	2,7	751,3						751,3
07 Ardèche	21,6	393,4	15,4	431,4						431,4
08 Ardennes	7,4	395,1	14,9	418,4	11,8	4,7	19,3	1,4	37,2	455,6
09 Ariège	37,0	488,7	25,5	552,8						552,8
10 Aube	11,7	422,0	19,5	454,1	29,5	19,8	21,8	3,5	74,6	528,7
11 Aude	50,6	616,8	32,0	701,6	1,0	0,3	0,8		2,1	703,7
12 Aveyron	22,5	470,3	27,5	521,9	1,9	1,0	1,4	0,2	4,5	526,4
13 Bouches-du-Rhône	20,7	538,4	4,8	564,1						564,1
14 Calvados	37,4	526,4	19,1	583,7	1,4	0,8	1,5	0,3	4,1	587,8
15 Cantal	36,5	473,7	46,4	558,0						558,0
16 Charente	13,0	510,8	28,8	553,9	5,6	5,2	1,9	1,1	13,8	567,7
17 Charente-Maritime	48,4	599,8	23,6	672,7	5,5	3,2	1,2	1,3	11,2	683,9
18 Cher	21,6	449,3	24,8	496,3	22,5	13,1	16,5	1,6	53,7	550,0
19 Corrèze	21,2	515,4	26,4	564,9						564,9
20 Corse	130,3	369,7	3,6	505,2	10,4	13,8	5,0	2,7	31,9	537,0
21 Côte-d'Or	15,3	556,4	18,4	591,9	2,7	1,9	1,1	0,6	6,3	598,2
22 Côtes-d'Armor	35,8	411,8	31,9	480,8	0,1	-	0,2		0,3	481,1
23 Creuse	31,9	396,9	43,8	473,3			0,5		0,5	473,8
24 Dordogne	28,1	530,2	28,4	588,6	1,9	1,6	0,6	0,5	4,6	593,2
25 Doubs	12,4	429,1	7,0	450,3	1,0	0,6	0,3	0,2	2,1	452,4
26 Drôme	18,1	467,5	17,7	504,5	21,7	11,6	12,7	0,9	46,9	551,4
27 Eure	10,2	397,4	18,9	426,9	1,9	1,8	1,0	1,1	5,8	432,7
28 Eure-et-Loir	13,1	434,3	27,7	475,7			0,3		0,3	476,0
29 Finistère	35,7	447,4	16,3	500,1	0,1	-	-		0,1	500,2
30 Gard	27,0	562,0	14,8	607,1	0,1	0,1	0,1		0,3	607,4
31 Haute-Garonne	12,1	516,8	8,6	537,9	0,7	0,3	0,1	0,2	1,4	539,3
32 Gers	17,4	495,7	57,3	571,9	7,3	3,6	2,9	1,1	14,9	586,8
33 Gironde	31,5	564,3	12,3	608,6						608,6
34 Hérault	49,6	643,3	13,2	707,2			-		-	707,2
35 Ille-et-Vilaine	17,1	435,7	15,0	468,9						468,9
36 Indre	20,6	371,2	32,8	426,7	4,9	3,4	2,6	0,4	11,2	437,9
37 Indre-et-Loire	12,4	437,3	17,5	470,2						470,2
38 Isère	22,1	573,9	9,4	605,7	12,9	2,6	2,7	0,1	18,3	624,0
39 Jura	15,2	460,0	19,0	494,8	1,2	0,7	0,3	0,5	2,8	497,6
40 Landes	42,2	420,8	18,1	483,1	2,3	0,9	1,5	0,1	4,9	488,0
41 Loir-et-Cher	18,9	501,0	26,6	547,4						547,4
42 Loire	8,9	445,2	9,3	465,7	0,5	0,2	-	-	0,8	466,5
43 Haute-Loire	23,6	455,5	30,5	510,8						510,8
44 Loire-Atlantique	29,3	470,5	12,1	512,1			-		-	512,1
45 Loiret	13,9	547,2	16,0	579,4			-		-	579,4
46 Lot	32,7	518,3	39,1	591,8	3,2	0,9	1,4	0,7	6,2	598,0
47 Lot-et-Garonne	14,4	545,7	33,4	595,8	3,3	1,8	0,7	0,6	6,3	602,1
48 Lozère	50,7	491,6	37,7	580,3	3,7	2,9	1,0	0,5	8,1	588,4
49 Maine-et-Loire	8,3	471,6	21,2	501,9			0,1		0,1	502,1
50 Manche	19,8	430,1	26,0	476,5						476,5

Les produits par habitant des contributions directes des communes en 2022 (suite)

en euros / hab.

Départements	THRS	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
51 Marne	10,5	446,3	15,6	475,1	3,2	2,9	3,1	0,7	10,0	485,1
52 Haute-Marne	12,0	387,9	19,6	420,7	5,6	3,0	3,7	0,2	12,5	433,2
53 Mayenne	9,8	385,0	44,3	439,5			0,1		0,1	439,6
54 Meurthe-et-Moselle	5,9	362,1	5,0	374,7	3,8	2,1	1,0	0,5	7,4	382,1
55 Meuse	6,0	355,5	16,6	378,7	8,5	6,6	8,0	1,8	25,0	403,7
56 Morbihan	34,9	466,7	16,2	518,9	1,0	1,0	0,1	0,1	2,3	521,2
57 Moselle	6,8	338,2	10,7	357,7			-		-	357,7
58 Nièvre	35,1	501,5	34,3	571,9	6,7	4,5	1,9	1,5	14,5	586,5
59 Nord	7,8	401,1	8,7	418,5			0,1		0,1	418,6
60 Oise	9,3	475,9	18,3	504,4	7,6	4,8	2,1	1,4	15,9	520,3
61 Orne	14,6	356,6	21,6	393,3	1,6	1,7	0,5	0,6	4,4	397,7
62 Pas-de-Calais	17,6	419,2	12,9	451,4	0,6	0,3	0,3	0,1	1,3	452,7
63 Puy-de-Dôme	15,6	513,4	22,3	553,9						553,9
64 Pyrénées-Atlantiques	57,2	426,5	9,1	494,0						494,0
65 Hautes-Pyrénées	45,1	557,5	10,6	614,1	23,3	4,5	4,5	1,4	33,7	647,8
66 Pyrénées-Orientales	73,9	644,0	11,1	730,4			0,0		0,0	730,5
67 Bas-Rhin	8,7	376,0	11,3	396,5	11,8	9,2	1,3	1,8	24,1	420,6
68 Haut-Rhin	7,8	359,0	15,2	383,7	0,9	0,5	-	0,1	1,6	385,3
69 Rhône	15,4	471,2	4,3	490,9						490,9
70 Haute-Saône	7,6	386,9	15,5	410,3	0,6	0,6	0,3	0,2	1,7	412,0
71 Saône-et-Loire	14,5	455,9	28,2	499,5	1,1	0,9	0,5	0,3	2,8	502,2
72 Sarthe	12,6	376,7	22,8	413,5	21,8	15,1	2,3	7,4	46,6	460,2
73 Savoie	102,8	601,1	9,8	715,0	106,9	18,0	15,7	1,7	142,3	857,3
74 Haute-Savoie	101,1	430,1	7,3	539,1	9,6	4,7	0,7	1,1	16,0	555,1
76 Seine-Maritime	9,8	583,5	11,0	607,2	7,1	5,2	7,5	1,5	21,3	628,6
77 Seine-et-Marne	10,2	602,6	11,8	625,1	0,4	0,3	0,1	0,0	0,8	625,9
78 Yvelines	11,5	541,7	5,1	558,4	0,6	1,6	0,1	-	2,3	560,8
79 Deux-Sèvres	9,3	386,8	33,1	430,2			0,2		0,2	430,5
80 Somme	15,1	438,9	23,6	480,1	11,5	9,2	5,0	2,2	27,9	508,1
81 Tarn	10,9	504,2	18,6	534,7	0,8	0,5	0,5		1,8	536,4
82 Tarn-et-Garonne	11,6	517,3	34,0	564,1	18,1	6,0	18,3	1,9	44,2	608,3
83 Var	117,8	660,8	8,5	788,2			0,1		0,1	788,3
84 Vaucluse	28,0	519,3	21,8	571,9						571,9
85 Vendée	59,5	394,9	22,3	477,2	1,3	0,7	0,3	0,3	2,5	479,6
86 Vienne	13,9	397,6	19,7	433,4			0,1		0,1	433,5
87 Haute-Vienne	16,8	478,5	21,7	519,1			0,4		0,4	519,5
88 Vosges	21,3	406,5	11,1	440,5	11,1	7,2	1,1	1,6	20,9	461,4
89 Yonne	28,2	453,9	32,5	516,9	5,5	3,3	1,3	0,4	10,6	527,5
90 Territoire de Belfort	6,1	408,8	4,9	421,7						421,7
91 Essonne	12,5	611,1	6,4	630,1						630,1
92 Hauts-de-Seine	37,0	646,8	1,4	685,2						685,2
93 Seine-Saint-Denis	16,2	642,3	2,6	661,1						661,1
94 Val-de-Marne	19,3	640,4	2,3	662,1						662,1
95 Val-d'Oise	7,8	547,6	4,2	559,7	1,4	0,8	0,1	0,3	2,6	562,3
France Métropolitaine hors Paris	27,0	498,6	14,0	540,6	3,3	1,7	1,2	0,4	6,6	547,2
75 Paris	85,8	501,7	0,4	587,9	152,1	235,8	1,6		389,6	977,4
France Métropolitaine	29,0	498,7	13,5	542,2	8,2	9,4	1,2	0,4	19,2	561,4
971 Guadeloupe	41,1	580,0	4,9	641,3			0,5		0,5	641,7
972 Martinique	28,1	492,9	2,4	530,7			0,1		0,1	530,7
973 Guyane	14,4	292,3	6,0	316,4						316,4
974 Réunion	10,1	421,3	2,0	439,6						439,6
976 Mayotte	22,9	52,8	4,7	80,4						80,4
Outre-mer	20,8	400,5	3,4	431,7			0,1		0,1	431,8
France entière	28,7	495,6	13,2	538,7	7,9	9,1	1,2	0,4	18,6	557,3

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les produits par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des communes en 2022

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	en euros / hab.										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes											
Bourgogne-Franche-Comté	0,4	0,1	0,2		1,6	2,0					0,4
Bretagne		5,6									0,1
Centre-Val de Loire	0,6	0,6			1,9						0,2
Corse											
Grand-Est		0,2	0,1		1,0			4,5			0,5
Hauts-de-France											
Normandie											
Nouvelle Aquitaine											
Occitanie											
Pays de la Loire											
Provence-Alpes-Côte d'Azur											
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,1	0,2	-		0,3	0,1		0,3			0,1
Île-de-France										194,0	41,4
France Métropolitaine	0,1	0,2	-		0,2	0,1		0,2		50,9	7,8
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	0,1	0,2	-		0,2	0,1		0,2		49,6	7,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Les produits par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ^(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	0,2	0,4	-		0,5			0,4			0,1
à fiscalité professionnelle unique	0,2	0,4	-		0,5			0,4			0,1
Communauté urbaine											
à fiscalité professionnelle unique											
à fiscalité additionnelle											
Communauté de communes	0,1	-	-		0,1	0,2					0,1
à fiscalité professionnelle unique	0,1	-	-		0,1	0,2					0,1
à fiscalité additionnelle											
Métropole y compris la métropole de Lyon										61,0	26,0
à fiscalité professionnelle unique										61,0	26,0
Communes isolées		463,7									44,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,1	0,1	-		0,3	0,1		0,2		50,3	7,9
Groupement à fiscalité additionnelle											

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Les montants par habitant des prélèvements effectués sur les communes au titre des coefficients correcteurs^(a) en 2022

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en euros / hab.</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-117,1	-96,0	-65,1	-72,0	-67,2	-48,4	-36,3	-12,1			-43,3
Bourgogne-Franche-Comté	-69,6	-79,7	-89,5	-123,8	-98,0	-105,3	-75,6	-40,5			-77,2
Bretagne	-29,8	-24,4	-24,2	-31,8	-33,1	-25,4	-19,2	-16,2			-21,8
Centre-Val de Loire	-59,2	-38,5	-67,3	-44,8	-75,8	-48,5	-35,6	-14,4			-43,4
Corse	-71,9	-35,4	-30,8	-10,7	-9,5	-6,3					-14,6
Grand-Est	-54,9	-38,6	-53,2	-79,3	-51,0	-57,5	-28,9	-20,9		-4,9	-41,8
Hauts-de-France	-49,8	-50,0	-77,7	-80,4	-58,0	-54,8	-36,6	-14,4	-15,2	-27,6	-48,1
Normandie	-76,8	-135,7	-110,1	-103,3	-153,8	-166,6	-169,7	-76,0	-19,4	-62,7	-116,5
Nouvelle Aquitaine	-78,2	-64,0	-72,0	-67,0	-84,2	-61,9	-52,3	-23,0			-52,3
Occitanie	-143,4	-125,8	-119,5	-73,5	-111,3	-103,5	-110,5	-103,2	-131,5	-30,9	-95,6
Pays de la Loire	-17,7	-25,1	-21,6	-27,3	-45,6	-34,7	-33,7	-12,1	-11,4	-7,8	-24,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-237,9	-264,3	-155,4	-70,6	-54,1	-44,8	-51,0	-24,3			-34,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	-84,3	-78,6	-74,6	-67,8	-72,5	-62,8	-54,9	-28,7	-16,0	-10,3	-53,2
Île-de-France	-140,5	-122,7	-111,9	-116,4	-53,0	-58,1	-20,0	-16,5	-5,5	-4,7	-21,9
France Métropolitaine	-84,9	-79,7	-76,1	-70,1	-71,2	-62,3	-48,7	-24,0	-10,9	-8,9	-47,4
Guadeloupe			-47,2	-77,1	-75,4	-85,4	-145,3	-175,9	-136,4		-139,8
Martinique			-253,5		-25,6	-57,5	-41,7	-69,3	-38,1		-52,0
Guyane	-3 984,5		-25,9	-716,7	-15,4	-9,8	-23,9	-74,4	-96,0		-86,4
La Réunion						-9,0		-10,8			-3,4
Mayotte							-0,1				-0,1
Outre-mer	-3 984,5		-130,9	-263,7	-33,5	-40,6	-52,7	-66,7	-30,4		-46,5
France entière	-86,6	-79,7	-76,2	-70,7	-70,8	-61,7	-48,9	-26,4	-12,6	-8,6	-47,3

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Ces coefficients sont introduits suite à la réforme de la fiscalité locale en 2021. En effet, les communes perçoivent désormais la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Hors, ce transfert ne coïncide quasiment jamais au montant des recettes perdues. Un mécanisme de correction, les coefficients correcteurs (Coco), est ainsi introduit afin d'égaliser les produits avant et après réforme.

Les montants par habitant des prélèvements effectués sur les communes au titre des coefficients correcteurs^(a) en 2022

<i>en euros / hab.</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	-87,4	-71,9	-83,8	-75,6	-74,4	-63,7	-52,1	-31,1	-23,1	-13,0	-51,8
à fiscalité professionnelle unique	-87,4	-71,9	-83,8	-75,6	-74,4	-63,7	-52,1	-31,1	-23,1	-13,0	-51,8
Communauté urbaine	-78,8	-110,8	-89,4	-79,8	-63,3	-87,0	-73,2	-26,9		-19,1	-47,9
à fiscalité professionnelle unique	-78,8	-110,8	-90,6	-78,6	-56,6	-88,3	-75,4	-26,9		-17,0	-48,1
à fiscalité additionnelle			-37,8	-101,7	-119,6	-59,2	-13,5			-33,5	-45,3
Communauté de communes	-86,4	-81,0	-73,1	-68,0	-71,6	-57,7	-47,4	-16,2			-68,5
à fiscalité professionnelle unique	-94,5	-74,4	-68,1	-67,7	-68,0	-56,1	-47,8	-16,2			-65,5
à fiscalité additionnelle	-60,1	-111,5	-108,8	-70,9	-105,6	-74,3	-41,3				-91,1
Métropole yç la métropole de Lyon	-173,5	-48,4	-54,7	-59,9	-54,0	-58,8	-40,6	-20,4	-2,1	-6,8	-18,4
à fiscalité professionnelle unique	-173,5	-48,4	-54,7	-59,9	-54,0	-58,8	-40,6	-20,4	-2,1	-6,8	-18,4
Communes isolées		-196,5			-51,6						-58,7
Groupement à fiscalité professionnelle unique	-93,5	-74,4	-73,2	-70,6	-68,8	-61,2	-49,1	-26,4	-12,6	-8,3	-45,7
Groupement à fiscalité additionnelle	-60,1	-111,5	-108,3	-72,1	-106,6	-73,4	-39,0			-33,5	-87,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Ces coefficients sont introduits suite à la réforme de la fiscalité locale en 2021. En effet, les communes perçoivent désormais la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Hors, ce transfert ne coïncide quasiment jamais au montant des recettes perdues. Un mécanisme de correction, les coefficients correcteurs (Coco), est ainsi introduit afin d'égaliser les produits avant et après réforme.

Les montants par habitant des versements perçus par les communes au titre des coefficients correcteurs^(a) en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,5	10,9	21,0	26,9	27,0	35,2	38,5	71,6	120,2	132,5	52,5
Bourgogne-Franche-Comté	4,5	5,8	9,3	4,5	8,7	6,3	13,5	6,4		61,6	12,8
Bretagne	6,7	11,0	22,9	28,5	30,9	39,7	60,0	50,7	78,2	126,0	47,5
Centre-Val de Loire	7,6	11,9	13,1	23,1	17,1	35,1	43,5	48,7	43,5	77,7	31,5
Corse	27,5	51,5	65,7	75,3	65,6	126,2	234,2	128,8	125,7		98,5
Grand-Est	16,4	30,2	36,0	28,7	24,5	34,5	41,1	59,3	27,6	80,1	41,6
Hauts-de-France	4,9	7,7	15,8	22,4	31,4	45,3	54,5	70,1	48,1	98,8	41,7
Normandie	1,2	1,6	4,1	3,4	1,6	1,7	3,2	3,7		5,7	3,2
Nouvelle Aquitaine	7,6	9,6	12,0	16,8	19,3	35,3	48,6	91,4	129,2	127,0	45,7
Occitanie	0,9	2,0	6,1	12,3	9,5	18,5	9,9	31,8	14,3	21,4	14,1
Pays de la Loire	7,5	18,3	34,1	43,7	36,1	54,7	45,4	83,1	76,5	93,7	57,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,2	3,1	10,9	29,3	51,1	68,4	51,8	98,6	141,8	203,9	113,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	6,9	10,9	17,4	23,3	24,3	36,7	40,1	66,8	86,9	108,8	45,0
Île-de-France	13,8	23,0	27,7	42,7	75,0	93,3	116,9	170,1	162,0	26,8	116,2
France Métropolitaine	7,0	11,2	17,8	24,3	27,7	42,1	53,9	106,6	123,4	87,3	58,3
Guadeloupe					30,5	0,4					0,7
Martinique			6,0	43,8	18,7	19,5	17,7	3,0			12,0
Guyane					6,0						0,2
La Réunion						44,5	39,6	81,0	92,1	59,9	73,9
Mayotte						47,8	29,9	16,3	14,6		27,4
Outre-mer			2,6	14,9	18,6	22,5	16,9	33,3	48,6	59,9	35,0
France entière	7,0	11,2	17,8	24,2	27,6	41,5	51,8	102,5	116,7	86,6	57,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Ces coefficients sont introduits suite à la réforme de la fiscalité locale en 2021. En effet, les communes perçoivent désormais la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Hors, ce transfert ne coïncide quasiment jamais au montant des recettes perdues. Un mécanisme de correction, les coefficients correcteurs (Coco), est ainsi introduit afin d'égaliser les produits avant et après réforme.

Les montants par habitant des reversements perçus par les communes au titre des coefficients correcteurs^(a) en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	5,1	8,4	14,7	20,7	26,0	34,4	37,3	59,7	65,8	60,4	40,9
à fiscalité professionnelle unique	5,1	8,4	14,7	20,7	26,0	34,4	37,3	59,7	65,8	60,4	40,9
Communauté urbaine	47,3	41,4	24,6	19,7	30,0	42,4	67,4	90,3	130,3	38,7	50,2
à fiscalité professionnelle unique	47,3	41,4	25,2	20,1	31,8	43,4	69,8	90,3	130,3	44,4	53,6
à fiscalité additionnelle			0,7	14,3	14,4	20,0					3,7
Communauté de communes	6,8	11,3	18,2	23,5	23,0	36,9	34,8	49,4			22,8
à fiscalité professionnelle unique	5,6	9,9	17,4	22,5	23,1	32,9	32,1	49,4			21,7
à fiscalité additionnelle	10,9	17,9	23,9	34,0	22,1	78,9	73,1				31,3
Métropole yç la métropole de Lyon		13,2	40,3	60,2	61,8	67,7	91,4	167,1	170,7	95,6	117,3
à fiscalité professionnelle unique		13,2	40,3	60,2	61,8	67,7	91,4	167,1	170,7	95,6	117,3
Communes isolées			32,6								4,3
Groupement à fiscalité professionnelle unique	5,9	10,1	17,2	23,7	28,0	40,2	51,5	102,5	116,7	87,9	58,7
Groupement à fiscalité additionnelle	10,9	17,9	23,8	33,3	21,6	75,4	67,0				29,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Ces coefficients sont introduits suite à la réforme de la fiscalité locale en 2021. En effet, les communes perçoivent désormais la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Hors, ce transfert ne coïncide quasiment jamais au montant des recettes perdues. Un mécanisme de correction, les coefficients correcteurs (Coco), est ainsi introduit afin d'égaliser les produits avant et après réforme.

Les montants par habitant des effets nets des coefficients correcteurs^(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-111,6	-85,1	-44,1	-45,1	-40,2	-13,2	2,1	59,5	120,2	132,5	9,2
Bourgogne-Franche-Comté	-65,1	-74,0	-80,2	-119,3	-89,3	-98,9	-62,1	-34,1		61,6	-64,4
Bretagne	-23,2	-13,4	-1,3	-3,3	-2,2	14,3	40,9	34,5	78,2	126,0	25,8
Centre-Val de Loire	-51,6	-26,6	-54,2	-21,7	-58,8	-13,4	7,9	34,3	43,5	77,7	-11,9
Corse	-44,4	16,0	34,9	64,5	56,2	119,9	234,2	128,8	125,7		83,9
Grand-Est	-38,5	-8,4	-17,2	-50,6	-26,5	-23,0	12,1	38,4	27,6	75,2	-0,3
Hauts-de-France	-44,9	-42,3	-61,8	-58,0	-26,6	-9,5	17,9	55,7	32,8	71,2	-6,4
Normandie	-75,6	-134,0	-105,9	-100,0	-152,2	-164,8	-166,5	-72,3	-19,4	-57,0	-113,3
Nouvelle Aquitaine	-70,6	-54,3	-60,1	-50,1	-65,0	-26,6	-3,7	68,3	129,2	127,0	-6,6
Occitanie	-142,4	-123,8	-113,3	-61,2	-101,8	-85,1	-100,6	-71,4	-117,2	-9,5	-81,5
Pays de la Loire	-10,2	-6,8	12,5	16,4	-9,5	20,0	11,7	71,0	65,2	85,9	33,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-236,7	-261,2	-144,5	-41,2	-3,0	23,7	0,8	74,3	141,8	203,9	79,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	-77,5	-67,7	-57,1	-44,4	-48,1	-26,1	-14,8	38,1	70,9	98,5	-8,2
Île-de-France	-126,7	-99,7	-84,2	-73,7	22,1	35,2	96,9	153,5	156,5	22,1	94,3
France Métropolitaine	-78,0	-68,5	-58,2	-45,9	-43,4	-20,2	5,2	82,6	112,6	78,5	10,9
Guadeloupe			-47,2	-77,1	-44,9	-84,9	-145,3	-175,9	-136,4		-139,1
Martinique			-247,5	43,8	-6,9	-38,0	-24,0	-66,3	-38,1		-40,0
Guyane	-3 984,5		-25,9	-716,7	-9,4	-9,8	-23,9	-74,4	-96,0		-86,3
La Réunion						35,5	39,6	70,2	92,1	59,9	70,5
Mayotte						47,8	29,7	16,3	14,6		27,3
Outre-mer	-3 984,5		-128,3	-248,8	-14,9	-18,0	-35,8	-33,4	18,3	59,9	-11,5
France entière	-79,7	-68,5	-58,4	-46,5	-43,1	-20,1	2,9	76,2	104,0	78,0	10,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Ces coefficients sont introduits suite à la réforme de la fiscalité locale en 2021. En effet, les communes perçoivent désormais la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Hors, ce transfert ne coïncide quasiment jamais au montant des recettes perdues. Un mécanisme de correction, les coefficients correcteurs (Coco), est ainsi introduit afin d'égaliser les produits avant et après réforme.

Les montants par habitant des effets nets des coefficients correcteurs^(a) des communes en 2022

en euros / hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	-82,4	-63,5	-69,2	-54,9	-48,4	-29,2	-14,8	28,6	42,6	47,3	-10,9
à fiscalité professionnelle unique	-82,4	-63,5	-69,2	-54,9	-48,4	-29,2	-14,8	28,6	42,6	47,3	-10,9
Communauté urbaine	-31,5	-69,4	-64,8	-60,1	-33,3	-44,6	-5,9	63,4	130,3	19,6	2,3
à fiscalité professionnelle unique	-31,5	-69,4	-65,5	-58,5	-24,8	-44,9	-5,6	63,4	130,3	27,4	5,5
à fiscalité additionnelle			-37,1	-87,4	-105,1	-39,2	-13,5			-33,5	-41,6
Communauté de communes	-79,6	-69,7	-54,9	-44,5	-48,6	-20,8	-12,6	33,2			-45,6
à fiscalité professionnelle unique	-88,9	-64,5	-50,7	-45,2	-44,9	-23,3	-15,7	33,2			-43,8
à fiscalité additionnelle	-49,2	-93,6	-84,8	-36,9	-83,4	4,5	31,9				-59,8
Métropole yç la métropole de Lyon	-173,5	-35,2	-14,4	0,3	7,8	8,9	50,8	146,7	168,6	88,8	98,9
à fiscalité professionnelle unique	-173,5	-35,2	-14,4	0,3	7,8	8,9	50,8	146,7	168,6	88,8	98,9
Communes isolées		-196,5	32,6		-51,6						-54,4
Groupement à fiscalité professionnelle unique	-87,6	-64,3	-56,0	-46,9	-40,8	-21,0	2,4	76,2	104,0	79,6	13,1
Groupement à fiscalité additionnelle	-49,2	-93,6	-84,5	-38,9	-85,0	1,9	28,0			-33,5	-58,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Ces coefficients sont introduits suite à la réforme de la fiscalité locale en 2021. En effet, les communes perçoivent désormais la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Hors, ce transfert ne coïncide quasiment jamais au montant des recettes perdues. Un mécanisme de correction, les coefficients correcteurs (Coco), est ainsi introduit afin d'égaliser les produits avant et après réforme.

A1.5 - Évolution des bases nettes des communes

Pour calculer les évolutions, les communes sont rattachées en 2021 et 2022 à leurs strates et intercommunalités d'appartenance de 2022.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	en pourcentage										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,3	-2,9	-3,9	-1,8	9,5	9,1	3,2	-6,1	3,2	6,6	2,4
Bourgogne-Franche-Comté	-7,9	-2,0	-8,2	-5,9	-11,1	-8,0	4,7	-4,9		7,0	-3,2
Bretagne	-8,1	-2,3	-12,5	-8,9	-10,2	-9,5	-6,0	6,0	-14,4	20,1	-2,7
Centre-Val de Loire	-11,1	-13,2	-8,0	-4,6	-1,9	0,8	4,2	3,1		8,3	2,1
Corse	-17,3	8,7	5,1	9,8		-20,0					1,5
Grand-Est	-12,0	-11,7	-6,7	-4,9	1,7	-3,2	-2,0	0,8	-5,2	4,9	-0,2
Hauts-de-France	-13,7	-7,7	-2,4	-6,2	3,6	-3,9	-1,9	4,6	19,4	20,3	3,0
Normandie	-12,1	3,3	-6,1	-8,5	-4,2	-0,1	10,0	2,6	1,3	15,0	6,6
Nouvelle Aquitaine	-8,2	-15,5	-5,1	-1,2	2,4	5,1	-2,6	1,0	3,9	17,0	1,4
Occitanie	-0,4	-4,5	-6,6	-6,0	-7,5	-7,7	-11,2	8,1	-5,8	-3,7	-5,4
Pays de la Loire	-19,3	-5,4	-11,0	0,6	1,1	-1,7	-2,7	-6,4	2,0	6,1	-1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,0	13,4	-2,0	-13,0	4,2	-11,3	9,7	3,9	-2,9		-1,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	-8,1	-6,8	-5,8	-4,8	-0,7	-2,6	-1,1	1,4	-0,4	8,8	0,1
Île-de-France	-26,9	-19,1	-6,0	-15,8	-12,1	5,1	-10,1	-9,8			-8,5
France Métropolitaine	-8,2	-7,3	-5,8	-5,2	-1,1	-2,5	-1,5	1,1	-0,4	8,8	-0,1
Guadeloupe					10,5	14,8	4,3	-2,9	10,2		3,8
Martinique					31,1	7,9	9,8	18,1			13,2
Guyane							16,5	20,1			20,0
La Réunion						37,7	16,2	2,0	1,8	-13,1	-5,1
Mayotte											
Outre-mer					-	12,1	7,3	5,4	6,2	-13,1	2,9
France entière	-8,2	-7,3	-5,8	-5,2	-0,7	-1,2	0,0	-	1,9	5,2	0,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	6,8	0,9	-4,4	-4,5	1,3	1,2	-2,7	2,2	1,5	-5,3	-0,1
à fiscalité professionnelle unique	6,8	0,9	-4,4	-4,5	1,3	1,2	-2,7	2,2	1,5	-5,3	-0,1
Communauté urbaine	-18,3	-18,5	2,0	-12,6	-8,8	-2,9	-6,9	-2,9	10,7	10,4	6,4
à fiscalité professionnelle unique	-18,3	-18,5	2,4	-13,5	-10,0	-4,8	-6,2	-2,9	10,7	11,2	6,4
à fiscalité additionnelle			-18,9	15,1	22,0	30,7	-17,2			6,1	6,4
Communauté de communes	-10,2	-9,8	-6,7	-5,5	-1,7	-2,7	4,8	9,6			-3,3
à fiscalité professionnelle unique	-8,0	-7,4	-5,9	-4,0	-1,1	-2,5	4,6	9,6			-2,5
à fiscalité additionnelle	-16,3	-22,6	-10,9	-15,0	-5,8	-4,7	6,9				-9,0
Métropole yc la métropole de Lyon	11,8	96,5	0,9	0,3	6,6	-3,0	4,7	2,0		9,7	7,1
à fiscalité professionnelle unique	11,8	96,5	0,9	0,3	6,6	-3,0	4,7	2,0		9,7	7,1
Communes isolées											
Groupement à fiscalité professionnelle unique	-5,9	-5,1	-5,2	-4,3	-0,2	-1,2	-0,1	-	1,9	5,2	0,7
Groupement à fiscalité additionnelle	-16,3	-22,6	-10,9	-14,8	-5,5	-3,0	5,2			6,1	-6,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,4	4,6	5,0	4,9	4,4	4,2	4,0	3,5	3,8	3,8	4,2
Bourgogne-Franche-Comté	4,7	4,6	4,4	4,2	3,9	3,7	3,2	3,3		4,0	4,0
Bretagne	4,0	4,3	4,7	4,7	4,7	4,8	4,3	3,7	4,0	3,9	4,4
Centre-Val de Loire	4,6	4,3	4,6	4,3	4,2	4,1	4,0	3,9	3,5	3,5	4,1
Corse	3,9	4,6	5,1	5,3	5,1	4,4	5,5	3,3	4,0		4,6
Grand-Est	4,5	4,7	4,5	4,8	4,1	3,8	3,9	3,5	3,5	3,2	4,0
Hauts-de-France	5,0	4,8	4,6	4,2	4,5	4,2	3,9	3,4	3,6	3,7	4,1
Normandie	4,9	4,9	4,9	4,4	4,5	2,6	4,3	3,8	3,9	3,6	4,1
Nouvelle Aquitaine	4,6	4,5	4,8	4,9	4,9	4,8	4,3	4,2	4,0	4,0	4,5
Occitanie	5,0	4,8	4,9	4,8	4,5	4,5	4,2	3,8	3,8	3,8	4,3
Pays de la Loire	4,3	4,2	5,0	4,9	4,8	5,2	4,6	4,6	4,2	3,9	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,3	4,2	4,4	5,1	4,8	4,8	4,3	4,1	3,6	3,7	4,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,7	4,6	4,7	4,7	4,5	4,4	4,2	3,8	3,8	3,7	4,2
Île-de-France	3,9	4,7	4,1	4,1	4,0	4,1	3,8	3,7	4,1	2,9	3,6
France Métropolitaine	4,7	4,6	4,7	4,7	4,5	4,3	4,1	3,7	4,0	3,3	4,0
Guadeloupe			4,0	7,3	5,1	5,1	4,7	4,4	6,0		4,8
Martinique			11,3	3,5	3,2	4,1	4,0	4,3	3,9		4,2
Guyane	3,4		2,6	4,3	6,3	2,9	11,0	4,2	4,0		4,5
La Réunion						5,8	5,7	5,3	5,5	5,0	5,3
Mayotte						4,9	3,1	18,6	7,6		6,5
Outre-mer	3,4		8,7	4,8	3,8	4,8	4,5	4,9	5,2	5,0	4,9
France entière	4,6	4,6	4,7	4,7	4,5	4,3	4,1	3,8	4,0	3,4	4,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	4,3	4,7	4,8	4,7	4,5	4,3	4,1	3,8	4,0	4,2	4,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,3	4,7	4,8	4,7	4,5	4,3	4,1	3,8	4,0	4,2	4,2
Communauté urbaine	5,9	6,5	5,0	4,5	4,9	3,3	3,7	4,0	3,5	3,6	3,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	5,9	6,5	5,0	4,5	4,9	3,3	3,8	4,0	3,5	3,7	3,9
<i>à fiscalité additionnelle</i>			6,7	4,1	4,8	4,4	3,1			3,6	3,8
Communauté de communes	4,7	4,6	4,7	4,6	4,4	4,4	4,2	4,1			4,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,7	4,6	4,7	4,6	4,6	4,4	4,2	4,1			4,6
<i>à fiscalité additionnelle</i>	4,7	4,6	4,5	4,5	3,7	4,1	3,8				4,3
Métropole yc la métropole de Lyon	5,9	4,6	4,5	5,3	4,4	4,5	4,1	3,8	4,1	3,3	3,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	5,9	4,6	4,5	5,3	4,4	4,5	4,1	3,8	4,1	3,3	3,7
Communes isolées		4,0	3,9		4,1						4,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,6	4,6	4,7	4,7	4,5	4,3	4,1	3,8	4,0	3,4	4,1
Groupement à fiscalité additionnelle	4,7	4,6	4,5	4,5	3,7	4,1	3,7			3,6	4,3

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,6	3,6	3,5	3,6	3,8	3,7	3,9	5,0	-5,8	7,0	3,6
Bourgogne-Franche-Comté	3,4	3,5	3,4	3,4	-	2,5	3,8	3,2		-3,0	3,4
Bretagne	3,4	3,3	3,4	3,2	3,3	3,4	4,7	5,2	1,6	2,8	3,4
Centre-Val de Loire	3,3	3,3	3,4	3,3	2,6	3,0	4,2	2,5	2,4	6,0	3,3
Corse	19,3	7,6	2,1	2,9	8,4	9,8	-3,8	1,9	1,0		2,4
Grand-Est	3,4	3,6	3,5	3,3	2,9	4,4	3,0	-7,3	4,2	6,5	3,4
Hauts-de-France	3,4	3,4	3,4	3,6	3,6	4,3	3,4	7,6	11,2	-2,8	3,5
Normandie	3,4	3,4	3,3	3,4	3,4	3,1	4,6	-1,4	-0,3	1,7	3,3
Nouvelle Aquitaine	3,4	3,4	3,4	3,2	3,3	3,2	3,5	1,7	3,1	2,3	3,3
Occitanie	3,2	3,1	2,7	2,3	3,4	3,4	2,3	-0,1	3,5	0,2	2,8
Pays de la Loire	3,3	3,1	3,0	2,6	2,3	2,9	-	2,3	5,8	-0,7	2,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,5	3,1	3,4	-	3,0	3,5	3,4	3,1	2,4	1,5	3,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,4	3,4	3,3	3,2	3,2	3,4	3,3	2,3	3,2	2,4	3,3
Île-de-France	3,4	3,3	3,5	4,0	4,7	4,3	3,5	3,6	-	-3,2	-
France Métropolitaine	3,4	3,4	3,3	3,2	3,2	3,4	3,3	2,7	3,0	0,9	3,3
Guadeloupe			11,7	2,9	3,0	4,1	3,6	3,7	3,4		3,7
Martinique			3,6	3,4	5,3	4,4	3,9	2,4	7,9		4,5
Guyane	3,5		7,9	3,8	2,2	-	-18,8	1,3	0,0		-1,1
La Réunion						4,4	3,2	3,8	3,4	0,2	2,4
Mayotte						3,8	14,9	0,5	7,9		8,9
Outre-mer	3,5		4,9	3,4	4,2	4,0	10,2	1,9	6,7	0,2	5,9
France entière	3,4	3,4	3,3	3,2	3,2	3,4	-	2,6	3,9	0,9	3,3

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	3,4	3,4	3,3	3,3	3,2	3,6	4,5	2,1	4,6	1,2	3,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,4	3,4	3,3	3,3	3,2	3,6	4,5	2,1	4,6	1,2	3,4
Communauté urbaine	3,4	3,4	2,9	2,4	2,7	2,2	-	8,9	6,2	3,7	3,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,4	3,4	2,9	2,3	2,7	2,2	2,2	8,9	6,2	3,2	2,9
<i>à fiscalité additionnelle</i>			3,3	3,9	3,0	2,7	-0,1			6,3	4,0
Communauté de communes	3,4	3,4	3,3	3,2	3,2	3,4	3,8	2,1			3,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,4	3,4	3,3	3,2	3,2	-	4,0	2,1			3,3
<i>à fiscalité additionnelle</i>	3,4	3,4	3,4	3,3	3,5	6,2	0,7				3,4
Métropole yc la métropole de Lyon	3,9	2,9	2,9	3,2	3,6	3,5	3,8	3,4	2,5	0,3	2,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,9	2,9	2,9	3,2	3,6	3,5	3,8	3,4	2,5	0,3	2,5
Communes isolées		3,6	3,2		3,3						3,3
Groupement à fiscalité professionnelle unique	3,4	3,4	3,3	3,2	3,2	3,4	4,1	2,6	3,9	0,8	3,3
Groupement à fiscalité additionnelle	3,4	3,4	3,4	3,3	3,5	6,0	0,6			6,3	3,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,5	9,4	-4,8	7,7	4,1	5,4	0,6				2,8
Bourgogne-Franche-Comté	2,7	-0,9	-1,8	-36,3	6,0	4,0					-1,3
Bretagne		4,4	2,0	-4,9		6,2					4,9
Centre-Val de Loire	-13,7	-16,1	-1,0	7,0	9,3	-40,5	1,4				-8,1
Corse	2,4	2,7	1,7	6,2	0,4	4,6					3,4
Grand-Est	4,8	2,7	2,6	-0,9	-6,2	6,3	-3,5				1,6
Hauts-de-France	6,3	3,3	0,5	0,5	0,9	-4,5	1,1				0,7
Normandie	6,6	7,1	4,2	1,1	1,8	1,5	-1,2				4,8
Nouvelle Aquitaine	4,0	4,6	4,2	6,0	3,4						4,4
Occitanie	1,6	-0,5	1,3	-17,6	-63,4	4,3					-12,2
Pays de la Loire			8,2	2,7	3,3	0,9	8,5			3,6	3,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	3,7	2,3	5,0							3,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,9	5,4	0,1	2,7	-1,7	2,4	-10,5			3,6	0,8
Île-de-France	1,9	-9,5	2,0	7,5	-7,8	-36,7				1,7	1,3
France Métropolitaine	3,9	5,3	0,2	2,8	-1,9	0,5	-15,7			1,7	1,1
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	3,9	5,3	0,2	2,8	-1,9	0,5	-15,7			1,7	1,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			7,4	2,7	4,0	0,9	8,5			3,6	3,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communauté de communes	3,9	5,3	0,2	2,8	-2,4	0,5	-16,3				-0,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Métropole yc la métropole de Lyon	4,6	7,1	5,1	6,7	3,2	5,2	-0,5				4,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communes isolées		4,4	7,0		1,2						2,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
Groupement à fiscalité additionnelle											

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes											
Bourgogne-Franche-Comté	4,8	4,0	5,0		3,6	4,2					4,3
Bretagne		4,0									4,0
Centre-Val de Loire	3,4	4,0			3,6						3,7
Corse											
Grand-Est		3,7	4,3		3,7			3,1			3,2
Hauts-de-France											
Normandie											
Nouvelle Aquitaine											
Occitanie											
Pays de la Loire											
Provence-Alpes-Côte d'Azur											
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,5	4,0	4,9		3,6	4,2		3,1			3,6
Île-de-France										3,0	3,0
France Métropolitaine	4,5	4,0	4,9		3,6	4,2		3,1		3,0	3,0
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	4,5	4,0	4,9		3,6	4,2		3,1		3,0	3,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	3,4	3,9	4,2		3,7			3,1			3,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,4	3,9	4,2		3,7			3,1			3,3
Communauté urbaine											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communauté de communes	4,8	4,0	5,2		3,6	4,2					4,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,8	4,0	5,2		3,6	4,2					4,3
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Métropole yc la métropole de Lyon										3,0	3,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>										3,0	3,0
Communes isolées		4,0									4,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,5	3,9	4,9		3,6	4,2		3,1		3,0	3,0
Groupement à fiscalité additionnelle											

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

A1.6 - Évolution des taux moyens des communes

Pour le calcul des évolutions, les communes sont rattachées en 2020 et 2021 à leurs strates et intercommunalités d'appartenance de 2021. Les évolutions sont communiquées en différences des taux moyens.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	en points										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,01	0,04	0,08	0,10	0,13	0,05	0,09	0,36	-0,08	3,89	0,34
Bourgogne-Franche-Comté	-0,04	-0,04	-0,04	-0,16	-0,15	-0,02	0,11	-0,10		-0,07	-0,07
Bretagne	-0,03	0,00	0,00	-0,01	0,01	0,00	0,06	0,10	-0,02	-0,01	-0,02
Centre-Val de Loire	-0,03	0,01	0,03	0,09	-0,05	0,01	-0,10	0,03	0,00	0,01	-0,03
Corse	0,02	0,02	0,10	0,18	0,05	0,08	0,00	0,06	0,02		0,06
Grand-Est	0,03	-0,01	0,05	0,03	0,08	0,16	-0,04	0,34	0,00	-0,13	-0,06
Hauts-de-France	0,00	0,06	0,00	-0,04	0,04	0,06	-0,10	-0,33	0,66	0,15	-0,10
Normandie	-0,04	-0,03	-0,02	-0,02	0,00	-0,01	-0,06	-0,01	-0,05	-0,13	-0,13
Nouvelle Aquitaine	-0,02	0,00	0,02	0,01	-0,06	0,02	0,62	2,02	2,18	2,29	0,31
Occitanie	-0,01	-0,02	0,01	0,02	-0,03	0,07	0,09	1,82	0,04	1,52	0,32
Pays de la Loire	0,04	0,08	-0,02	-0,05	0,01	-0,03	0,93	-0,26	0,16	-0,02	0,14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,00	0,02	0,02	-0,01	0,06	0,50	0,17	1,81	0,11	2,40	0,50
France Métropolitaine hors Île-de-France	-0,01	0,00	0,03	0,02	0,02	0,14	0,31	1,22	0,27	1,69	0,24
Île-de-France	0,13	0,01	0,01	0,15	-0,05	0,23	0,01	0,16	0,05	0,13	0,12
France Métropolitaine	-0,01	0,00	0,03	0,03	0,02	0,14	0,29	0,96	0,18	0,68	0,22
Guadeloupe			0,29	0,61	-0,10	0,03	0,24	-0,29	0,00		-0,04
Martinique			-0,25	-0,10	0,12	0,06	0,09	-0,04	0,00		0,07
Guyane	-0,47		-0,62	-1,09	0,43	8,13	0,62	0,00	0,00		0,30
La Réunion						0,20	0,03	0,23	-0,06	-0,03	0,00
Mayotte						-0,52	-0,26	0,00	0,00		-0,98
Outre-mer	-0,47		-0,36	-0,15	0,04	-1,08	-0,25	-0,19	0,23	-0,03	-0,22
France entière	-0,01	0,00	0,03	0,03	0,02	0,10	0,25	0,91	0,18	0,67	0,21

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

(a) : Y compris la majoration sur les résidences secondaires

Seules les évolutions des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes

<i>en points</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	-0,01	0,00	0,03	0,04	0,05	0,27	0,47	1,20	0,23	0,05	0,40
à fiscalité professionnelle unique	-0,01	0,00	0,03	0,04	0,05	0,27	0,47	1,20	0,23	0,05	0,40
Communauté urbaine	0,03	-0,22	0,00	-0,13	-0,01	0,04	-0,05	0,04	0,03	0,03	0,01
à fiscalité professionnelle unique	0,03	-0,22	0,00	-0,14	-0,01	0,03	-0,09	0,04	0,03	0,06	0,00
à fiscalité additionnelle			0,13	0,05	-0,14	0,73	0,00			0,00	0,12
Communauté de communes	0,00	0,01	0,03	0,02	0,00	-0,05	-0,07	0,10			0,00
à fiscalité professionnelle unique	-0,01	0,01	0,02	0,01	0,00	-0,08	-0,07	0,10			-0,01
à fiscalité additionnelle	0,03	0,00	0,00	-0,04	-0,01	0,07	-0,01				0,01
Métropole yc la métropole de Lyon	0,06	0,11	0,05	0,03	0,03	0,14	0,05	0,21	0,07	0,74	0,49
à fiscalité professionnelle unique	0,06	0,11	0,05	0,03	0,03	0,14	0,05	0,21	0,07	0,74	0,49
Communes isolées		0,00	0,00		0,00						0,00
Groupement à fiscalité professionnelle unique	-0,01	0,00	0,02	0,02	0,02	0,09	0,26	0,91	0,18	0,68	0,22
Groupement à fiscalité additionnelle	0,03	0,00	0,00	-0,04	-0,01	0,06	0,02			0,00	0,01

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la majoration sur les résidences secondaires

Seules les évolutions des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,18	-0,54	0,03	0,56	0,17	0,22	-0,24	-0,03	0,05	0,04	0,08
Bourgogne-Franche-Comté	0,06	-0,46	-0,35	-0,04	-0,03	-0,32	-0,16	0,10		-0,03	0,12
Bretagne	-0,90	-0,25	0,29	0,18	-0,06	0,20	0,27	-0,29	0,20	0,00	0,39
Centre-Val de Loire	0,83	0,15	-0,14	-0,04	-0,14	-0,20	0,16	-0,09		0,04	0,11
Corse	0,45	0,00	-0,39	-1,01		0,00					-0,50
Grand-Est	0,10	0,09	-0,07	0,12	0,27	0,09	0,27	0,27	0,00	0,15	0,20
Hauts-de-France	0,01	-0,13	-0,08	0,05	-0,59	0,06	-0,32	0,17	-0,29	0,00	0,03
Normandie	-0,19	-0,05	0,17	-0,19	0,71	0,02	0,09	-0,02	0,10	0,34	0,47
Nouvelle Aquitaine	0,10	-0,08	-0,33	-0,17	-0,44	-0,09	0,01	0,10	0,12	0,00	0,06
Occitanie	0,05	-0,10	-0,21	0,14	0,05	0,12	-0,04	0,11	-0,02	0,00	0,09
Pays de la Loire	-0,67	0,33	0,06	0,02	-0,10	-0,16	-0,16	-0,18	-0,36	0,00	-0,07
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,04	-0,83	0,08	-0,02	0,09	0,17	-0,28	-0,05	0,00		0,06
France Métropolitaine hors Île-de-France	-0,01	-0,17	-0,09	0,10	0,00	-0,01	-0,01	0,11	0,20	0,05	0,14
Île-de-France	-0,39	0,18	0,09	-0,17	0,01	0,09	0,01	-0,09			0,09
France Métropolitaine	-0,01	-0,16	-0,08	0,10	0,01	0,00	-0,01	0,09	0,20	0,05	0,15
Guadeloupe					0,00	0,11	0,28	0,07	0,00		0,06
Martinique					0,00	0,36	-0,05	-0,08			0,11
Guyane							0,00	-0,34			-0,32
La Réunion						0,00	-0,10	-0,02	-0,12	0,23	0,18
Mayotte											
Outre-mer					0,26	0,29	0,15	0,03	-0,09	0,23	0,08
France entière	-0,01	-0,16	-0,08	0,10	0,03	0,05	0,03	0,10	0,14	0,09	0,15

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	0,59	-0,11	0,04	0,21	0,08	0,25	0,03	0,12	0,12	0,06	0,14
à fiscalité professionnelle unique	0,59	-0,11	0,04	0,21	0,08	0,25	0,03	0,12	0,12	0,06	0,14
Communauté urbaine	0,00	0,13	0,22	0,28	0,07	-0,29	-0,01	0,07	0,00	0,08	0,16
à fiscalité professionnelle unique	0,00	0,13	0,22	0,30	0,01	-0,30	0,05	0,07	0,00	0,07	0,18
à fiscalité additionnelle			-0,01	0,01	0,01	-0,10	0,00		0,00		-0,06
Communauté de communes	-0,11	-0,12	-0,11	0,06	0,02	-0,08	0,14	-0,88			0,01
à fiscalité professionnelle unique	-0,12	-0,03	-0,12	0,05	-0,02	-0,11	0,14	-0,88			-0,01
à fiscalité additionnelle	0,22	0,03	0,09	0,54	0,43	0,36	0,00				0,36
Métropole yc la métropole de Lyon	0,00	-0,02	-0,25	-0,08	0,33	-0,01	-0,11	0,28		0,22	0,21
à fiscalité professionnelle unique	0,00	-0,02	-0,25	-0,08	0,33	-0,01	-0,11	0,28		0,22	0,21
Communes isolées											
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,03	-0,07	-0,08	0,10	0,02	0,04	0,02	0,10	0,14	0,09	0,15
Groupement à fiscalité additionnelle	0,22	0,03	0,09	0,52	0,43	0,27	0,01			0,00	0,26

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des communes

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,15	0,15	0,20	0,18	0,19	0,29	0,16	0,18	0,34	0,10	0,18
Bourgogne-Franche-Comté	0,16	0,15	0,18	0,39	0,09	0,53	-0,02	-0,01		-0,04	0,15
Bretagne	0,05	0,15	0,22	0,20	0,31	0,32	0,20	0,25	-0,04	-0,03	0,19
Centre-Val de Loire	0,01	0,20	0,18	0,18	0,21	0,15	0,12	0,14	-0,02	2,34	0,41
Corse	0,09	0,01	0,30	0,02	0,21	-0,06	4,79	-0,01	-0,02		0,38
Grand-Est	0,09	0,19	0,21	0,14	0,26	0,18	-0,02	0,33	-0,05	-0,03	0,12
Hauts-de-France	0,03	0,12	0,12	0,07	0,22	0,09	0,14	0,07	-0,03	-1,39	-0,04
Normandie	0,04	0,17	0,18	0,14	0,38	0,37	0,34	-0,11	-0,03	-0,04	0,14
Nouvelle Aquitaine	0,08	0,12	0,14	0,25	0,37	0,42	0,21	-0,18	0,37	-0,02	0,16
Occitanie	-0,04	0,01	-0,28	0,05	0,41	0,18	0,07	-1,60	0,00	-0,04	-0,16
Pays de la Loire	0,05	0,18	0,24	0,30	0,28	0,26	0,50	0,35	0,53	1,93	0,64
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,16	0,28	0,14	0,25	0,34	0,26	0,31	0,87	0,00	2,57	0,95
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,08	0,14	0,13	0,18	0,29	0,26	0,21	0,08	0,13	0,69	0,25
Île-de-France	0,40	0,33	0,25	0,30	0,47	0,65	0,47	0,42	0,35	0,06	0,33
France Métropolitaine	0,08	0,15	0,14	0,19	0,30	0,31	0,27	0,24	0,25	0,45	0,29
Guadeloupe			-1,72	0,14	3,49	-0,02	-0,16	-0,02	-0,03		-0,01
Martinique			0,01	0,01	-0,03	0,00	0,01	0,01	0,03		-0,01
Guyane	4,79		0,20	0,08	0,00	0,20	-0,02	-0,01	-0,03		0,13
La Réunion						-0,02	-0,01	0,96	-0,92	0,00	-0,01
Mayotte						-0,02	0,80	11,14	-0,01		1,20
Outre-mer	4,79		-0,71	0,17	0,89	-0,01	0,08	0,48	-0,54	0,00	0,03
France entière	0,10	0,15	0,14	0,19	0,31	0,31	0,26	0,25	0,22	0,44	0,29

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des communes

<i>en points</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	-0,19	0,01	-0,01	0,15	0,33	0,30	0,20	-0,02	0,07	-0,37	0,09
à fiscalité professionnelle unique	-0,19	0,01	-0,01	0,15	0,33	0,30	0,20	-0,02	0,07	-0,37	0,09
Communauté urbaine	-0,10	0,06	0,25	0,27	0,28	0,43	0,12	0,42	-0,01	-0,05	0,14
à fiscalité professionnelle unique	-0,10	0,06	0,26	0,27	0,29	0,44	0,13	0,42	-0,01	-0,05	0,15
à fiscalité additionnelle			0,08	0,23	0,20	0,19	-0,09			-0,05	0,00
Communauté de communes	0,13	0,18	0,19	0,20	0,29	0,24	0,23	0,35			0,21
à fiscalité professionnelle unique	0,14	0,20	0,20	0,21	0,28	0,25	0,26	0,35			0,22
à fiscalité additionnelle	0,11	0,08	0,16	0,10	0,34	0,06	-0,21				0,12
Métropole yc la métropole de Lyon	0,10	0,44	0,36	0,18	0,31	0,46	0,41	0,56	0,35	0,52	0,50
à fiscalité professionnelle unique	0,10	0,44	0,36	0,18	0,31	0,46	0,41	0,56	0,35	0,52	0,50
Communes isolées		0,09	0,03		0,00						0,01
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,09	0,16	0,14	0,19	0,30	0,32	0,27	0,25	0,22	0,45	0,29
Groupement à fiscalité additionnelle	0,11	0,08	0,16	0,10	0,34	0,07	-0,21			-0,05	0,11

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en points</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,10	0,18	0,16	0,23	0,23	0,19	0,43	0,09	0,78	2,01	0,22
Bourgogne-Franche-Comté	0,08	0,09	0,13	0,09	0,03	-0,16	-0,08	-0,24		-0,70	0,07
Bretagne	0,07	0,15	0,15	0,15	0,10	0,12	-0,16	-0,42	0,22	0,07	0,12
Centre-Val de Loire	0,07	0,15	0,15	0,07	0,16	0,10	-0,03	0,11	0,00	3,11	0,14
Corse	3,26	0,58	0,60	-0,66	0,50	-0,05	0,00	-0,02	0,00		-0,24
Grand-Est	0,04	0,18	0,22	0,26	0,39	0,05	0,11	0,84	0,13	0,31	0,14
Hauts-de-France	0,02	0,06	0,05	0,10	0,07	-0,07	0,32	0,27	-1,02	-0,45	0,09
Normandie	0,03	0,08	0,09	0,01	0,17	0,46	0,59	0,63	-0,01	0,02	0,11
Nouvelle Aquitaine	0,07	0,12	0,16	0,20	0,29	0,43	0,36	-0,48	0,06	0,01	0,15
Occitanie	-0,31	-0,12	-1,20	-0,17	-0,22	-0,12	-0,78	-5,58	-0,30	-1,42	-0,72
Pays de la Loire	0,02	0,10	0,15	0,30	0,26	0,18	0,45	0,19	0,28	-0,09	0,20
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,24	0,35	0,04	0,28	0,29	-0,01	-0,05	0,27	0,14	-0,34	0,14
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,02	0,10	0,04	0,14	0,19	0,16	0,07	-0,35	0,12	0,18	0,06
Île-de-France	0,35	0,31	0,39	0,41	0,04	-0,12	1,13	1,46	-0,27	0,39	0,67
France Métropolitaine	0,02	0,10	0,05	0,15	0,19	0,16	0,18	0,17	-0,03	0,45	0,09
Guadeloupe			2,72	-0,01	0,13	-0,08	-0,04	-0,12	0,00		-0,05
Martinique			-0,04	0,01	0,06	0,01	0,02	0,05	0,00		0,00
Guyane	0,12		-1,02	0,05	0,60	0,01	-3,03	-0,25	0,00		-1,11
La Réunion						-0,18	-0,03	-0,04	-0,83	0,20	-0,09
Mayotte						0,00	0,23	4,08	0,00		0,58
Outre-mer	0,12		0,65	-0,06	-0,33	0,00	-1,39	1,39	-0,51	0,20	-0,41
France entière	0,02	0,10	0,05	0,15	0,19	0,15	-0,21	0,30	-0,36	0,44	0,08

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes

<i>en points</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	-0,32	-0,01	-0,24	0,10	0,16	0,20	-0,59	-0,11	-0,57	0,17	-0,14
à fiscalité professionnelle unique	-0,32	-0,01	-0,24	0,10	0,16	0,20	-0,59	-0,11	-0,57	0,17	-0,14
Communauté urbaine	-0,02	-0,04	0,23	0,12	0,09	0,45	-0,30	0,93	0,44	-0,04	0,14
à fiscalité professionnelle unique	-0,02	-0,04	0,24	0,12	0,13	0,47	-0,28	0,93	0,44	-0,13	0,14
à fiscalité additionnelle			0,01	0,20	-0,11	0,02	-0,51			0,13	0,03
Communauté de communes	0,06	0,13	0,15	0,17	0,21	0,11	-0,18	0,18			0,12
à fiscalité professionnelle unique	0,07	0,15	0,15	0,16	0,14	0,09	-0,17	0,18			0,12
à fiscalité additionnelle	0,04	0,06	0,14	0,27	1,11	-0,13	-0,14				0,13
Métropole y compris la métropole de Lyon	-0,13	0,18	-0,01	0,13	0,06	0,04	0,82	1,23	-0,01	0,57	0,60
à fiscalité professionnelle unique	-0,13	0,18	-0,01	0,13	0,06	0,04	0,82	1,23	-0,01	0,57	0,60
Communes isolées		0,02	0,02		-0,03						0,00
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,02	0,11	0,05	0,14	0,14	0,14	-0,21	0,30	-0,36	0,43	0,07
Groupement à fiscalité additionnelle	0,04	0,06	0,14	0,26	1,01	-0,08	-0,19			0,13	0,13

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes

en points

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,07	-0,09	1,24	0,34	0,72	-0,05	0,21				0,45
Bourgogne-Franche-Comté	0,05	0,08	0,25	2,62	1,05	-0,01					0,34
Bretagne		-0,14	0,11	0,80		-0,01					0,04
Centre-Val de Loire	-1,17	-0,91	0,10	0,16	0,29	-0,99	-0,01				-0,35
Corse	-0,05	-0,07	-0,19	0,20	-0,03	-0,03					-0,03
Grand-Est	0,04	0,05	0,12	-0,25	-0,15	0,14	-0,13				0,02
Hauts-de-France	-0,02	-0,18	-0,07	0,02	-0,01	-0,27	-0,02				-0,10
Normandie	-0,17	-0,02	0,18	0,24	-0,09	0,28	0,00				-0,07
Nouvelle Aquitaine	0,15	0,35	0,10	0,06	0,00						0,10
Occitanie	0,04	-0,33	-0,26	-2,29	-0,60	-0,07					-1,84
Pays de la Loire			0,08	0,09	-0,08	0,14	-0,12		0,01		0,01
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,16	-0,12	-0,06	-0,03							-0,09
France Métropolitaine hors Île-de-France	-0,05	-0,01	0,12	0,23	0,20	-0,05	-1,33			0,01	-0,04
Île-de-France	0,52	-0,19	0,11	0,05	-1,06	-1,86				-0,02	-0,06
France Métropolitaine	-0,04	-0,01	0,12	0,23	0,16	-0,10	-1,69			-0,02	-0,05
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	-0,04	-0,01	0,12	0,23	0,16	-0,10	-1,69			-0,02	-0,05

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes

<i>en points</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			0,04	0,09	-0,03	0,14	-0,12			0,01	0,02
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communauté de communes	-0,05	-0,01	0,12	0,23	0,20	-0,11	-1,75				-0,08
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Métropole yc la métropole de Lyon										-0,02	-0,02
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communes isolées		-0,14	0,00		-0,03						-0,01
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Groupement à fiscalité additionnelle	0,01	0,06	0,15	0,30	0,40	0,05	0,11			0,01	0,15

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en points</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes											
Bourgogne-Franche-Comté	0,46	-0,15	-0,31		-0,27	-0,20					-0,19
Bretagne		0,00									0,00
Centre-Val de Loire	-0,33	-0,38			-0,03						-0,10
Corse											
Grand-Est		-0,81	0,00		0,00			-0,54			-0,47
Hauts-de-France											
Normandie											
Nouvelle Aquitaine											
Occitanie											
Pays de la Loire											
Provence-Alpes-Côte d'Azur											
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,28	-0,26	-0,25		-0,11	-0,20		-0,54			-0,33
Île-de-France									0,00		0,00
France Métropolitaine	0,28	-0,26	-0,25		-0,11	-0,20		-0,54	0,00		0,00
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	0,28	-0,26	-0,25		-0,11	-0,20		-0,54	0,00		0,00

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des communes

<i>en points</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	-0,33	-0,54	0,01		-0,01			-0,54			-0,41
à fiscalité professionnelle unique	-0,33	-0,54	0,01		-0,01			-0,54			-0,41
Communauté urbaine											
à fiscalité professionnelle unique											
à fiscalité additionnelle											
Communauté de communes	0,46	-0,15	-0,36		-0,27	-0,20					-0,19
à fiscalité professionnelle unique	0,46	-0,15	-0,36		-0,27	-0,20					-0,19
à fiscalité additionnelle											
Métropole y compris la métropole de Lyon										0,00	0,00
à fiscalité professionnelle unique										0,00	0,00
Communes isolées		0,00									0,00
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,28	-0,43	-0,25		-0,11	-0,20		-0,54		0,00	0,00
Groupement à fiscalité additionnelle											

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

A1.7 - Évolution des produits des communes

Pour le calcul des évolutions, les communes sont rattachées en 2021 et 2022 à leurs strates et intercommunalités d'appartenance de 2022.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,0	4,2	3,9	3,0	4,9	3,3	0,5	5,0	-7,0	10,6	4,3
Bourgogne-Franche-Comté	2,5	2,3	2,3	3,0	2,6	2,0	4,0	-4,0		2,7	1,8
Bretagne	2,2	4,0	3,3	3,3	3,0	2,1	2,5	8,1	2,6	-8,5	2,5
Centre-Val de Loire	3,2	2,4	3,4	4,0	1,6	1,1	1,8	-0,3	1,0	-2,2	1,9
Corse	3,9	3,8	6,8	7,9	2,1	12,5	7,4	1,9	0,9		6,0
Grand-Est	3,5	2,5	3,2	4,1	6,1	1,0	0,5	-2,5	-3,4	-8,1	-0,2
Hauts-de-France	2,6	2,8	2,8	3,5	1,8	4,7	1,1	-2,9	-3,5	-5,6	0,5
Normandie	2,4	3,8	3,6	2,9	3,0	2,6	-0,5	-6,6	1,2	-11,0	0,8
Nouvelle Aquitaine	2,5	2,8	3,1	3,3	0,7	3,4	6,4	11,1	0,6	-7,8	3,6
Occitanie	2,9	2,7	3,0	3,7	3,3	3,8	4,2	9,9	2,1	13,1	5,4
Pays de la Loire	2,0	2,7	3,2	2,8	3,0	2,1	8,5	-2,6	-3,9	-3,4	2,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,0	3,1	2,4	1,9	2,8	5,8	2,3	9,8	1,1	2,4	3,7
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,9	3,1	3,4	3,3	2,9	3,8	3,9	6,9	0,5	2,0	3,4
Île-de-France	-2,1	0,1	0,0	4,5	2,6	3,5	1,1	1,8	5,1	1,8	2,3
France Métropolitaine	2,9	3,1	3,3	3,3	2,9	3,8	3,7	5,6	2,0	1,9	3,2
Guadeloupe			-4,2	22,5	0,7	2,3	11,0	2,6	10,0		6,2
Martinique			2,0	3,9	3,7	4,3	3,5	11,5	4,2		5,1
Guyane	-12,7		-13,9	-4,7	0,5	-97,9	9,7	-2,9	25,0		1,9
La Réunion						15,6	-7,0	3,2	-3,0	3,1	1,9
Mayotte						-30,7	-31,0	32,8	-13,3		-24,9
Outre-mer	-12,7		-3,7	8,7	2,5	-12,2	-3,9	4,1	3,9	3,1	-0,7
France entière	2,9	3,1	3,3	3,3	2,9	3,2	3,2	5,5	2,1	1,9	3,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

(a) : Y compris la majorations sur les résidences secondaires

Seules les évolutions des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes

Tailles des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	2,8	3,8	2,9	3,6	2,8	4,6	4,9	7,6	1,4	-0,1	4,4
à fiscalité professionnelle unique	2,8	3,8	2,9	3,6	2,8	4,6	4,9	7,6	1,4	-0,1	4,4
Communauté urbaine	-1,3	1,1	3,2	2,8	2,5	0,7	2,0	-6,3	4,9	2,3	1,6
à fiscalité professionnelle unique	-1,3	1,1	3,2	2,8	2,4	-0,0	0,9	-6,3	4,9	1,2	0,8
à fiscalité additionnelle			0,0	2,9	12,0	65,2	52,4			11,6	14,5
Communauté de communes	2,9	3,0	3,4	3,2	2,8	2,3	0,9	5,0			2,9
à fiscalité professionnelle unique	2,8	2,9	3,0	2,6	2,5	1,9	0,8	5,0			2,5
à fiscalité additionnelle	3,1	3,2	4,7	5,0	4,3	4,1	1,7				4,4
Métropole yc la métropole de Lyon	4,8	4,5	2,8	4,3	4,2	3,7	1,6	0,8	3,1	1,9	2,1
à fiscalité professionnelle unique	4,8	4,5	2,8	4,3	4,2	3,7	1,6	0,8	3,1	1,9	2,1
Communes isolées		3,2	3,6		3,5						3,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	2,8	3,0	2,9	3,0	2,7	3,1	3,2	5,5	2,1	1,9	3,0
Groupement à fiscalité additionnelle	3,1	3,2	4,7	5,0	4,3	4,4	3,8			11,6	4,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la majorations sur les résidences secondaires

Seules les évolutions des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,4	-7,7	-3,7	2,4	10,9	11,0	1,5	-6,2	3,5	6,8	2,9
Bourgogne-Franche-Comté	-7,4	-5,7	-10,7	-6,2	-11,2	-10,0	3,7	-4,3		6,9	-2,5
Bretagne	-14,2	-4,1	-10,7	-7,8	-10,5	-8,4	-4,6	4,5	-13,4	20,1	-0,5
Centre-Val de Loire	-5,2	-12,3	-8,9	-4,8	-2,8	-0,3	5,3	2,6		8,5	2,7
Corse	-15,3	8,7	3,4	4,1		-20,0					-0,9
Grand-Est	-11,4	-11,1	-7,2	-4,0	3,6	-2,7	-0,4	2,2	-5,2	5,8	1,0
Hauts-de-France	-13,6	-8,6	-2,9	-5,9	0,4	-3,6	-3,5	5,4	18,0	20,3	3,2
Normandie	-14,1	2,7	-4,7	-9,9	0,9	0,0	10,6	2,5	1,9	16,9	9,5
Nouvelle Aquitaine	-7,3	-16,0	-7,4	-2,5	-0,7	4,5	-2,5	1,5	4,4	17,0	1,7
Occitanie	0,0	-5,3	-8,1	-5,0	-7,2	-6,9	-11,4	8,8	-6,0	-3,7	-4,8
Pays de la Loire	-22,5	-3,3	-10,7	0,7	0,5	-2,7	-3,6	-7,2	0,2	6,1	-1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10,4	5,6	-1,4	-13,1	4,8	-10,3	7,8	3,6	-2,9		-0,7
France Métropolitaine hors Île-de-France	-8,2	-8,1	-6,4	-4,2	-0,6	-2,6	-1,2	2,0	0,7	9,1	1,0
Île-de-France	-30,1	-17,8	-5,2	-17,1	-12,0	5,6	-10,0	-10,2			-8,0
France Métropolitaine	-8,3	-8,5	-6,4	-4,5	-1,0	-2,4	-1,5	1,6	0,7	9,1	0,8
Guadeloupe					10,5	15,5	6,1	-2,5	10,2		4,1
Martinique					31,1	10,0	9,5	17,7			13,8
Guyane							16,5	18,4			18,4
La Réunion						37,7	15,5	2,0	1,3	-12,1	-4,3
Mayotte											
Outre-mer					20,9	13,8	8,2	5,6	5,8	-12,1	3,3
France entière	-8,3	-8,5	-6,4	-4,5	-0,4	-0,9	0,2	2,8	2,6	5,7	1,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes

	<i>en pourcentage</i>										
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	12,0	-0,0	-4,1	-3,1	1,8	2,8	-2,5	2,8	2,1	-5,0	0,6
à fiscalité professionnelle unique	12,0	-0,0	-4,1	-3,1	1,8	2,8	-2,5	2,8	2,1	-5,0	0,6
Communauté urbaine	-18,3	-17,7	3,5	-10,8	-8,4	-4,8	-6,9	-2,6	10,7	10,8	7,3
à fiscalité professionnelle unique	-18,3	-17,7	4,0	-11,6	-9,9	-6,6	-5,8	-2,6	10,7	11,6	7,5
à fiscalité additionnelle			-18,9	15,1	22,1	29,8	-17,2			6,1	6,0
Communauté de communes	-11,1	-10,7	-7,4	-5,2	-1,6	-3,2	5,7	4,6			-3,2
à fiscalité professionnelle unique	-9,1	-7,6	-6,7	-3,7	-1,2	-3,2	5,5	4,6			-2,5
à fiscalité additionnelle	-15,1	-22,4	-10,4	-12,4	-3,7	-2,8	7,0				-7,1
Métropole yç la métropole de Lyon	11,9	96,0	-0,8	-0,3	9,0	-3,1	3,9	3,4		10,9	8,3
à fiscalité professionnelle unique	11,9	96,0	-0,8	-0,3	9,0	-3,1	3,9	3,4		10,9	8,3
Communes isolées											
Groupement à fiscalité professionnelle unique	-5,6	-5,7	-5,7	-3,5	-0,1	-0,9	0,1	2,8	2,6	5,7	1,5
Groupement à fiscalité additionnelle	-15,1	-22,4	-10,4	-12,3	-3,4	-1,5	5,3			6,1	-4,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,9	5,1	5,7	5,5	5,0	5,1	4,5	4,0	4,7	4,1	4,8
Bourgogne-Franche-Comté	5,2	5,1	5,0	5,3	4,2	5,0	3,2	3,3		3,9	4,4
Bretagne	4,2	4,8	5,4	5,2	5,6	5,6	4,9	4,3	3,9	3,8	5,0
Centre-Val de Loire	4,6	4,9	5,1	4,8	4,7	4,5	4,3	4,2	3,5	9,0	5,2
Corse	4,4	4,6	6,5	5,4	6,1	4,2	26,5	3,3	4,0		6,1
Grand-Est	4,8	5,4	5,3	5,3	5,0	4,4	3,9	4,4	3,4	3,1	4,4
Hauts-de-France	5,1	5,1	4,9	4,4	5,1	4,4	4,2	3,5	3,5	0,8	4,0
Normandie	5,0	5,4	5,4	4,7	5,3	3,4	5,0	3,6	3,9	3,5	4,4
Nouvelle Aquitaine	4,9	4,9	5,2	5,5	5,9	5,9	4,8	3,8	4,8	4,0	4,9
Occitanie	4,8	4,9	4,2	5,0	5,4	4,9	4,4	0,7	3,8	3,7	4,0
Pays de la Loire	4,5	4,7	5,7	5,7	5,6	5,9	6,0	5,5	5,5	8,6	6,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,8	5,0	4,8	5,9	5,9	5,6	5,2	6,4	3,7	11,2	6,9
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,9	5,1	5,1	5,2	5,3	5,1	4,7	4,0	4,1	5,5	4,9
Île-de-France	5,5	6,0	5,0	5,0	5,5	6,0	5,1	5,0	5,4	3,3	4,8
France Métropolitaine	4,9	5,1	5,1	5,2	5,3	5,2	4,8	4,4	4,7	5,0	4,9
Guadeloupe			0,6	7,6	10,6	5,1	4,4	4,4	6,0		4,8
Martinique			11,4	3,5	3,1	4,1	4,0	4,3	4,0		4,2
Guyane	15,6		3,0	4,5	6,3	3,3	11,0	4,2	3,9		4,7
La Réunion						5,8	5,7	7,5	3,4	5,0	5,2
Mayotte						4,8	7,7	107,1	7,5		15,9
Outre-mer	15,6		6,8	5,2	5,6	4,8	4,7	6,0	4,0	5,0	5,0
France entière	5,0	5,1	5,1	5,2	5,3	5,2	4,8	4,4	4,7	5,0	4,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	3,7	4,7	4,8	5,1	5,4	5,1	4,6	3,7	4,2	3,3	4,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,7	4,7	4,8	5,1	5,4	5,1	4,6	3,7	4,2	3,3	4,4
Communauté urbaine	5,6	6,7	5,8	5,3	5,6	4,3	4,1	5,1	3,5	3,5	4,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	5,6	6,7	5,8	5,3	5,7	4,3	4,1	5,1	3,5	3,6	4,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>			6,9	4,9	5,4	4,9	2,8			3,4	3,8
Communauté de communes	5,1	5,1	5,3	5,2	5,3	5,0	4,8	4,9			5,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	5,1	5,2	5,3	5,2	5,4	5,1	4,9	4,9			5,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>	5,1	4,9	5,0	4,8	4,7	4,3	3,1				4,7
Métropole yç la métropole de Lyon	6,2	6,2	5,7	5,9	5,3	5,8	5,2	5,4	5,3	5,3	5,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	6,2	6,2	5,7	5,9	5,3	5,8	5,2	5,4	5,3	5,3	5,4
Communes isolées		4,3	4,0		4,1						4,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,9	5,1	5,2	5,2	5,4	5,2	4,8	4,4	4,7	5,0	4,9
Groupement à fiscalité additionnelle	5,1	4,9	5,0	4,8	4,8	4,3	3,1			3,4	4,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,7	4,0	3,8	4,0	4,3	4,1	4,6	5,2	-4,3	12,9	4,1
Bourgogne-Franche-Comté	3,7	3,8	3,9	3,6	3,4	2,1	3,6	2,7		-4,1	3,6
Bretagne	3,5	3,6	3,7	3,6	3,5	3,6	4,4	4,4	1,9	3,0	3,7
Centre-Val de Loire	3,5	3,8	3,8	3,5	3,0	3,3	4,1	2,8	2,3	15,0	3,7
Corse	26,0	8,5	3,0	2,1	9,1	9,8	-3,8	1,9	1,0		2,1
Grand-Est	3,7	4,4	4,2	4,0	4,0	4,5	3,2	-5,9	4,5	7,2	3,9
Hauts-de-France	3,4	3,6	3,5	3,8	3,7	4,2	3,9	8,1	9,4	-5,5	3,8
Normandie	3,5	3,8	3,6	3,5	3,9	4,5	6,2	-0,1	-0,3	1,7	3,7
Nouvelle Aquitaine	3,5	3,7	3,7	3,6	3,8	4,0	4,1	1,0	3,2	2,3	3,6
Occitanie	2,7	2,9	1,1	2,1	3,1	3,2	1,4	-6,0	3,1	-2,0	1,8
Pays de la Loire	3,4	3,4	3,4	3,4	2,9	3,3	3,8	2,7	6,4	-0,9	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,0	3,7	3,5	4,0	3,5	3,5	3,3	3,7	2,7	0,0	3,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,5	3,7	3,4	3,5	3,6	3,7	3,5	1,7	3,4	2,9	3,5
Île-de-France	4,5	4,1	4,4	4,8	4,8	4,1	5,2	6,4	2,2	-1,4	4,4
France Métropolitaine	3,5	3,7	3,5	3,5	3,6	3,7	3,7	3,0	3,0	2,2	3,5
Guadeloupe			15,1	2,9	3,1	4,0	3,6	3,4	3,4		3,6
Martinique			3,4	3,5	5,6	4,5	4,0	2,5	7,9		4,5
Guyane	4,2		6,3	4,0	3,0	3,4	-21,6	0,9	0,0		-2,9
La Réunion						3,9	3,1	3,7	0,9	1,2	2,1
Mayotte						3,9	18,4	75,1	7,9		19,5
Outre-mer	4,2		6,9	3,3	3,6	4,0	3,0	6,0	3,0	1,2	4,0
France entière	3,5	3,7	3,5	3,5	3,6	3,7	3,6	3,2	3,0	2,2	3,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	2,4	3,4	2,8	3,5	3,6	4,0	3,4	1,9	3,1	1,7	3,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	2,4	3,4	2,8	3,5	3,6	4,0	3,4	1,9	3,1	1,7	3,1
Communauté urbaine	3,3	3,2	3,7	2,7	2,9	3,1	1,5	10,9	7,0	3,6	3,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,3	3,2	3,7	2,6	2,9	3,1	1,7	10,9	7,0	2,8	3,4
<i>à fiscalité additionnelle</i>			3,3	4,5	2,7	2,8	-0,8			6,6	4,1
Communauté de communes	3,6	3,8	3,7	3,6	3,7	3,6	3,4	2,4			3,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,6	3,8	3,7	3,5	3,5	3,4	3,6	2,4			3,6
<i>à fiscalité additionnelle</i>	3,6	3,6	3,8	3,9	5,7	6,0	0,5				3,8
Métropole yç la métropole de Lyon	3,5	3,4	2,8	3,5	3,8	3,5	5,5	5,9	2,5	2,0	3,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,5	3,4	2,8	3,5	3,8	3,5	5,5	5,9	2,5	2,0	3,9
Communes isolées		3,6	3,3		3,3						3,3
Groupement à fiscalité professionnelle unique	3,5	3,7	3,4	3,5	3,5	3,6	3,7	3,2	3,0	2,1	3,5
Groupement à fiscalité additionnelle	3,6	3,6	3,8	3,9	5,5	5,9	0,3			6,6	3,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises^(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,9	9,1	-0,9	9,0	7,0	5,1	1,6				4,5
Bourgogne-Franche-Comté	3,1	-0,3	-0,4	-28,7	11,3	3,9					0,6
Bretagne		3,9	2,6	-0,9		6,2					5,1
Centre-Val de Loire	-18,5	-19,8	-0,5	7,9	10,9	-42,9	1,3				-9,6
Corse	2,1	2,1	0,5	7,4	0,0	4,4					3,1
Grand-Est	5,1	3,1	3,4	-2,3	-7,0	7,2	-4,3				1,7
Hauts-de-France	6,2	2,0	0,0	0,7	0,8	-6,0	1,1				0,1
Normandie	5,2	6,9	5,4	2,7	1,2	3,1	-1,2				4,3
Nouvelle Aquitaine	4,9	6,6	4,8	6,4	3,5						4,9
Occitanie	1,8	-1,5	-0,3	-25,5	-64,2	4,1					-19,5
Pays de la Loire			8,9	3,4	2,8	1,8	7,9			3,6	3,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,1	3,2	2,1	4,7							2,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,6	5,3	0,8	3,8	-0,7	2,2	-16,0			3,6	0,7
Île-de-France	5,6	-10,6	2,6	7,7	-13,3	-42,3				1,5	0,9
France Métropolitaine	3,6	5,2	0,8	3,9	-1,1	0,0	-22,2			1,6	0,8
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	3,6	5,2	0,8	3,9	-1,1	0,0	-22,2			1,6	0,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises^(a) des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			7,9	3,4	3,8	1,8	7,9			3,6	3,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communauté de communes	3,7	5,3	0,8	3,9	-1,4	-0,0	-22,9				-0,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Métropole yç la métropole de Lyon	4,7	7,5	5,9	8,1	5,4	5,4	0,0				
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communes isolées		3,9	7,0		1,1						1,9
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Groupement à fiscalité additionnelle	4,7	7,5	5,9	8,0	5,3	5,3	0,3			3,6	5,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,8	-6,7	-20,0	-14,5	-14,1	-3,1	-14,6				-12,2
Bourgogne-Franche-Comté	-10,0	-7,6	-2,7	-48,9	-0,2	-4,4					-7,2
Bretagne		3,5	-13,2	16,1		-1,2					-1,3
Centre-Val de Loire	-43,6	-13,8	-8,3	-17,9	-16,4	-34,1	-9,7				-15,9
Corse	13,8	-9,5	1,0	14,7	0,0	-9,2					-2,1
Grand-Est	-1,8	-2,9	-11,9	-6,2	-21,7	4,8	7,1				-5,6
Hauts-de-France	17,1	9,5	-12,4	1,5	-16,8	-13,9	-2,3				-7,4
Normandie	-0,8	1,5	-1,6	-4,9	-4,4	-3,3	1,6				-1,6
Nouvelle Aquitaine	5,0	8,0	-5,4	-3,0	-1,2						-2,4
Occitanie	-1,8	-2,3	-0,7	-22,3	-58,1	-11,5					-24,9
Pays de la Loire			-9,5	-7,0	19,8	-5,0	-5,9			-15,9	-9,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,0	-1,7	-9,9	-9,6							-7,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,2	-1,4	-9,6	-8,7	-12,3	-4,4	-15,8			-15,9	-8,6
Île-de-France	11,8	-16,5	4,1	6,5	-17,6	0,8				-3,2	-3,3
France Métropolitaine	1,3	-1,7	-9,4	-8,3	-12,5	-3,9	-21,3			-3,3	-4,2
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	1,3	-1,7	-9,4	-8,3	-12,5	-3,9	-21,3			-3,3	-4,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			-13,5	-7,0	30,8	-5,0	-5,9			-15,9	-10,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communauté de communes	1,4	-1,6	-9,3	-8,4	-15,3	-3,9	-21,8				-8,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Métropole yç la métropole de Lyon	2,5	0,3	-6,8	-3,8	-9,3	0,7	-6,9				
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Communes isolées		3,5	-20,4		-1,1						-2,7
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
<i>à fiscalité additionnelle</i>											
Groupement à fiscalité additionnelle	2,5	0,3	-6,8	-3,9	-6,8	0,5	-6,8			-15,9	-4,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	6,8	4,0	-12,6	-7,9	2,0	1,9	2,2				-1,1
Bourgogne-Franche-Comté	23,3	16,0	8,8	-35,2	0,4	2,4					10,4
Bretagne		7,4	79,4	379,2		52,2	-				92,4
Centre-Val de Loire	34,1	-5,8	2,2	18,5	29,0	-43,2	1,5				1,9
Corse	8,7	9,8	2,7	16,8	-4,4	9,6					7,9
Grand-Est	17,9	66,6	5,6	-4,4	-3,8	1,9	6,6				9,6
Hauts-de-France	20,4	10,0	9,1	3,3	24,0	0,0	9,2				10,6
Normandie	2,4	2,3	-10,5	4,0	-4,0	2,1	1,2				-0,3
Nouvelle Aquitaine	43,3	6,5	19,3	7,9	2,6			-			16,2
Occitanie	7,0	4,2	1,7	-1,3	-52,4	5,5					0,2
Pays de la Loire	-	33,9	47,4	15,8	15,9	3,2	7,6	74,7		7,7	13,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,3	3,1	2,5	6,0							2,7
France Métropolitaine hors Île-de-France	16,6	7,8	2,2	-2,4	2,4	1,9	-10,1	93,8		7,7	4,4
Île-de-France	11,2	5,6	-3,3	26,1	-18,6	-34,6				10,3	7,7
France Métropolitaine	16,6	7,8	2,2	-2,2	2,2	1,6	-11,1	93,8		9,8	4,5
Guadeloupe						1,5	-				5,4
Martinique			-59,4								-59,4
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer			-59,4			1,5	-				-8,1
France entière	16,6	7,8	2,1	-2,2	2,2	1,6	-10,6	93,8		9,8	4,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	73,4	-4,0	1,9	38,9		23,0	-	93,8			14,1
à fiscalité professionnelle unique	73,4	-4,0	1,9	38,9		23,0	-	93,8			14,1
Communauté urbaine		-	66,3	7,7	13,7	3,4	7,6			7,7	9,2
à fiscalité professionnelle unique		-									-
à fiscalité additionnelle			66,3	7,7	13,7	3,0	7,6			7,7	7,3
Communauté de communes	16,3	7,8	2,0	-2,9	1,9	1,2	-12,4				4,0
à fiscalité professionnelle unique	54,9	38,8	-35,0	-49,6	-17,8	-89,2	-99,8				-9,4
à fiscalité additionnelle	12,3	6,8	3,5	-0,5	3,6	2,2	2,9				4,6
Métropole yç la métropole de Lyon										10,3	10,3
à fiscalité professionnelle unique										10,3	10,3
Communes isolées		11,1	23,8		-6,9						4,2
Groupement à fiscalité professionnelle unique	55,8	30,9	-25,3	-32,6	-17,8	-22,9	-92,2	93,8		10,3	3,0
Groupement à fiscalité additionnelle	12,3	6,8	3,5	-0,3	3,9	2,3	3,1			7,7	4,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe sur les surfaces commerciales des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	9,2	-5,3	0,1	-28,7	15,0	2,5	16,6				0,6
Bourgogne-Franche-Comté	1,3	-13,7	-4,2	-43,9	2,5	-0,3					-5,9
Bretagne				-3,1		20,4					14,9
Centre-Val de Loire		-10,1	-23,5	-0,5	6,3	-55,0					-36,9
Corse			8,9	22,9	17,4	-1,0					11,0
Grand-Est	0,0	10,9	3,2	-0,9	-3,3	1,5	13,0				2,8
Hauts-de-France	2,5	16,5	2,3	1,3	2,2	-3,0	12,6				1,2
Normandie	16,2	-3,8	0,6	-2,7	7,8	7,0	2,7				4,1
Nouvelle Aquitaine		0,0	8,0	8,5	11,0						9,3
Occitanie	4,0	-25,6	18,3	-52,9	-44,4	5,4					-31,3
Pays de la Loire			21,0	-12,2	7,8	37,8	16,8			-0,1	4,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur		6,9		-1,1							3,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,0	0,3	3,1	-8,5	3,0	-0,9	-4,7			-0,1	-1,6
Île-de-France			-31,2	-0,7	47,1	-4,6					-38,3
France Métropolitaine	4,0	0,3	2,4	-8,4	4,7	-1,0	-13,9			-0,1	-2,8
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	4,0	0,3	2,4	-8,4	4,7	-1,0	-13,9			-0,1	-2,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe sur les surfaces commerciales des communes

<i>en pourcentage</i>											
Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communauté urbaine			0,0	-12,2	16,3	37,8	16,8			-0,1	4,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>			0,0	-12,2	16,3	37,8	16,8			-0,1	4,6
Communauté de communes	4,0	0,3	2,4	-7,7	4,3	-4,7	-17,2				-4,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
<i>à fiscalité additionnelle</i>	4,0	7,7	4,5	1,5	9,6	5,0	10,7				6,0
Métropole yç la métropole de Lyon											
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>											
Communes isolées					-30,6						-30,6
Groupement à fiscalité professionnelle unique											
Groupement à fiscalité additionnelle	4,0	7,7	4,5	-0,9	10,1	8,2	11,5			-0,1	5,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits des contributions directes des communes

en pourcentage

Départements	THRS	FB	FnB	CFE	CVAE	IFER	TASCOM
01 Ain	0,5	5,7	4,6			-97,1	
02 Aisne	-5,2	3,8	3,8	3,3	2,0	5,5	-11,2
03 Allier	2,1	3,9	3,7				
04 Alpes-de-Haute-Provence	3,3	4,2	3,2				
05 Hautes-Alpes	3,2	4,4	4,3	2,6	-7,0	3,3	3,8
06 Alpes-Maritimes	3,3	4,9	1,7				
07 Ardèche	-0,1	5,9	3,4				
08 Ardennes	1,8	3,6	4,5	3,6	-3,2	1,9	13,1
09 Ariège	4,5	5,0	1,4				
10 Aube	3,2	3,9	3,3	4,1	2,4	4,6	6,4
11 Aude	3,0	-4,1	-6,5	6,8	-1,2	1,6	
12 Aveyron	3,6	4,4	3,7	3,1	3,1	2,0	-15,7
13 Bouches-du-Rhône	10,6	10,4	3,4				
14 Calvados	2,7	4,5	3,9	3,5	-14,5	1,6	13,3
15 Cantal	3,1	4,0	3,2				
16 Charente	-0,8	4,7	3,6	7,4	0,6	9,1	7,5
17 Charente-Maritime	5,3	4,8	4,2	4,6	-1,4	27,6	12,4
18 Cher	5,3	4,8	3,7	-11,3	-16,5	-0,6	-39,5
19 Corrèze	4,2	3,8	3,4				
20 Corse	6,0	6,1	2,1	3,1	-2,1	7,9	11,0
21 Côte-d'Or	-1,1	4,3	2,9	-9,9	-20,4	-8,8	-14,9
22 Côtes-d'Armor	3,3	4,2	3,3	3,9	3,5	148,9	
23 Creuse	0,9	4,1	3,6			19,1	
24 Dordogne	1,9	2,4	2,4	3,8	1,2	1,3	9,9
25 Doubs	10,5	4,8	4,0	3,7	1,4	12,0	1,3
26 Drôme	1,0	5,0	4,3	2,8	-7,1	2,4	7,3
27 Eure	0,6	5,9	3,7	4,7	1,4	-33,3	7,4
28 Eure-et-Loir	4,0	4,9	3,7			93,5	
29 Finistère	3,4	5,1	3,6	7,0	-20,4	16,0	
30 Gard	1,3	4,4	3,4	2,3	6,1	4,5	
31 Haute-Garonne	6,7	4,9	3,8	7,5	-10,2	5,0	14,3
32 Gers	-1,3	4,2	3,5	2,7	-4,7	1,0	9,1
33 Gironde	-1,2	5,5	3,3				
34 Hérault	10,9	4,6	0,7			218,7	
35 Ille-et-Vilaine	0,5	5,4	4,5				
36 Indre	1,0	3,7	3,5	2,5	-12,8	11,9	-17,2
37 Indre-et-Loire	2,3	8,0	4,0				
38 Isère	8,6	4,5	5,8	5,9	-2,0	1,2	24,0
39 Jura	2,4	4,7	3,7	-24,4	-34,3	-25,3	-22,7
40 Landes	3,2	5,6	3,6	4,5	-21,8	15,0	7,5
41 Loir-et-Cher	2,4	4,2	3,4				
42 Loire	2,7	4,3	3,6	0,2	-12,8	10,7	12,1
43 Haute-Loire	-0,3	4,4	3,8				
44 Loire-Atlantique	2,6	8,6	4,0			18,2	
45 Loiret	-1,7	4,2	3,9			185,0	
46 Lot	3,6	4,9	3,8	4,3	-1,3	11,3	65,5
47 Lot-et-Garonne	5,7	4,8	4,0	2,9	-3,0	-5,6	0,9
48 Lozère	2,8	3,8	4,4	10,9	4,5	73,1	9,9
49 Maine-et-Loire	-4,6	4,6	2,4			42,0	
50 Manche	2,2	4,7	3,6				

Évolution de 2021 à 2022 des produits des contributions directes des communes (suite)

en pourcentage

Départements		THRS	FB	FnB	CFE	CVAE	IFER	TASCOM
51	Marne	0,2	3,7	3,6	5,8	-1,5	62,2	4,5
52	Haute-Marne	4,2	3,6	3,6	3,7	-4,9	8,4	5,6
53	Mayenne	0,5	4,5	3,6			1,6	
54	Meurthe-et-Moselle	-1,1	4,6	4,4	5,8	-5,1	6,3	-9,7
55	Meuse	6,6	3,7	3,4	6,2	0,2	54,8	3,9
56	Morbihan	2,3	4,7	3,3	5,1	-0,8	65,6	14,9
57	Moselle	-3,0	4,4	5,0			-33,0	
58	Nièvre	0,3	4,0	3,7	8,1	5,7	15,6	10,3
59	Nord	-0,1	4,2	4,2			-5,9	
60	Oise	-1,1	4,3	3,8	2,1	-15,7	12,4	9,5
61	Orne	2,6	3,9	3,0	6,6	-1,6	5,9	2,7
62	Pas-de-Calais	2,8	4,4	3,3	-33,6	-43,3	-1,9	-44,3
63	Puy-de-Dôme	-6,8	5,1	3,6				
64	Pyrénées-Atlantiques	11,6	5,9	4,0				
65	Hautes-Pyrénées	3,5	3,6	3,5	0,5	-4,8	3,4	2,6
66	Pyrénées-Orientales	3,4	5,0	3,0			-	
67	Bas-Rhin	-4,2	5,0	3,1	5,1	-3,2	3,9	5,3
68	Haut-Rhin	-3,0	5,2	4,3	13,7	-5,2	2,7	-3,5
69	Rhône	7,3	4,3	3,3				
70	Haute-Saône	1,3	4,3	3,7	-2,7	-2,3	64,5	-3,1
71	Saône-et-Loire	2,2	4,2	3,7	6,9	7,0	7,6	-1,3
72	Sarthe	7,5	4,3	3,8	3,7	-10,0	8,8	4,6
73	Savoie	5,8	5,0	5,2	10,6	-17,2	1,0	2,6
74	Haute-Savoie	4,6	6,1	4,0	-17,7	-15,2	-37,6	-7,9
76	Seine-Maritime	-4,5	4,0	4,0	4,2	-0,9	2,5	2,1
77	Seine-et-Marne	2,3	4,9	5,0	0,7	-2,7	7,2	-38,7
78	Yvelines	-1,5	6,0	3,6	4,8	26,2	8,0	4,0
79	Deux-Sèvres	0,1	4,6	3,6			72,7	
80	Somme	0,2	1,4	3,4	3,1	1,6	15,3	8,3
81	Tarn	0,5	3,8	3,1	5,6	4,7	18,9	
82	Tarn-et-Garonne	0,7	4,7	3,4	4,7	-0,5	1,9	6,4
83	Var	2,4	5,5	4,6			1,5	
84	Vaucluse	2,6	4,5	2,8				
85	Vendée	3,0	5,7	3,0	2,5	-2,4	48,6	-1,7
86	Vienne	1,5	5,1	4,1			4,9	
87	Haute-Vienne	2,3	4,5	4,2			70,5	
88	Vosges	6,4	3,6	3,2	-18,6	-30,2	-22,1	-9,8
89	Yonne	-0,3	4,4	3,9	8,6	-4,0	51,0	-4,2
90	Territoire de Belfort	0,8	4,7	3,2				
91	Essonne	10,7	4,1	4,7				
92	Hauts-de-Seine	10,5	6,1	2,3				
93	Seine-Saint-Denis	-2,3	5,3	8,2				
94	Val-de-Marne	1,7	5,2	5,5				
95	Val-d'Oise	4,4	4,5	2,7	-54,6	-54,7	-47,4	-41,1
France Métropolitaine hors Paris		3,5	5,0	3,5	-0,3	-8,9	4,3	-2,8
75	Paris	0,3	2,9	-6,4	1,5	-3,2	10,3	
France Métropolitaine		3,2	4,9	3,5	0,8	-4,2	4,5	-2,8
971	Guadeloupe	6,2	4,8	3,6			5,4	
972	Martinique	5,1	4,2	4,5			-59,4	
973	Guyane	1,9	4,7	-2,9				
974	Réunion	1,9	5,2	2,1				
976	Mayotte	-24,9	15,9	19,5				
Outre-mer		-0,7	5,0	4,0			-8,1	
France entière		3,1	4,9	3,5	0,8	-4,2	4,5	-2,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	en pourcentage										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes											
Bourgogne-Franche-Comté	11,5	1,5	0,3		-0,6	1,0					1,3
Bretagne		4,0									4,0
Centre-Val de Loire	-0,1	1,3			3,4						2,7
Corse											
Grand-Est		-1,2	4,3		3,7			-3,3			-2,0
Hauts-de-France											
Normandie											
Nouvelle Aquitaine											
Occitanie											
Pays de la Loire											
Provence-Alpes-Côte d'Azur											
France Métropolitaine hors Île-de-France	8,2	2,5	1,8		2,4	1,0		-3,3			-0,3
Île-de-France										2,9	2,9
France Métropolitaine	8,2	2,5	1,8		2,4	1,0		-3,3		2,9	2,9
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	8,2	2,5	1,8		2,4	1,0		-3,3		2,9	2,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères(a) des communes

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	en pourcentage										
	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Type d'EPCI de rattachement en 2022											
Communauté d'agglomération	-0,1	0,3	4,3		3,5			-3,3			-1,3
à fiscalité professionnelle unique	-0,1	0,3	4,3		3,5			-3,3			-1,3
Communauté urbaine											
à fiscalité professionnelle unique											
à fiscalité additionnelle											
Communauté de communes	11,5	1,5	-0,1		-0,6	1,0					1,3
à fiscalité professionnelle unique	11,5	1,5	-0,1		-0,6	1,0					1,3
à fiscalité additionnelle											
Métropole y compris la métropole de Lyon										2,9	2,9
à fiscalité professionnelle unique										2,9	2,9
Communes isolées		4,0									4,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique	8,2	0,4	1,8		2,4	1,0		-3,3		2,9	2,9
Groupement à fiscalité additionnelle											

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

A1.8 - Évolution des produits des communes : décomposition en effet base et effet taux

L'évolution du produit des taxes « ménages » et de la CFE se décompose en un effet base et un effet taux. Le premier est lié à l'évolution des bases en neutralisant l'évolution des taux, c'est-à-dire une évolution calculée à taux constants. On calcule le produit N-1 en utilisant les bases N-1 et les taux N-1, on calcule un produit N avec les bases N mais les taux N-1. C'est le produit qu'on aurait obtenu si les taux étaient restés ceux de N-1 et que seules les bases avaient évolué. L'effet base est l'évolution de ces deux produits. À l'inverse, l'effet taux est une évolution calculée à base constante.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,98	4,17	3,86	3,00	4,29	2,90	-0,54	1,85	-7,04	-5,76	1,99
Bourgogne-Franche-Comté	2,46	2,31	2,25	3,05	2,57	1,96	4,01	-3,96		2,69	1,85
Bretagne	2,15	4,01	3,29	3,33	2,99	2,09	2,51	8,10	2,63	-8,52	2,52
Centre-Val de Loire	3,23	2,40	3,43	4,04	1,62	1,07	1,82	-0,28	0,99	-2,24	1,92
Corse	3,93	3,78	6,44	7,39	2,06	12,49	7,39	1,73	0,84		5,77
Grand-Est	3,53	2,52	3,16	4,09	6,10	1,00	0,49	-2,62	-3,43	-8,09	-0,24
Hauts-de-France	2,56	2,82	2,81	3,49	1,77	4,73	1,08	-2,86	-3,47	-5,57	0,47
Normandie	2,37	3,80	3,62	2,90	3,03	2,62	-0,47	-6,57	1,17	-11,03	0,78
Nouvelle Aquitaine	2,47	2,82	3,06	2,95	0,73	3,33	2,66	2,32	-6,91	-16,39	0,57
Occitanie	2,91	2,72	3,03	3,68	3,25	3,59	3,39	1,29	2,12	5,46	3,24
Pays de la Loire	2,03	2,71	3,16	2,83	2,96	2,06	2,44	-3,00	-4,62	-4,20	1,06
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,02	3,10	2,25	1,85	2,38	2,71	1,36	1,58	0,62	-5,12	0,54
France Métropolitaine hors Île-de-France	2,90	3,13	3,33	3,21	2,74	3,01	2,01	1,02	-0,68	-4,91	1,48
Île-de-France	-2,14	0,14	0,02	4,46	2,59	2,19	0,77	0,70	4,42	0,62	1,35
France Métropolitaine	2,87	3,07	3,26	3,23	2,74	2,98	1,92	0,94	0,99	-2,01	1,45
Guadeloupe			-4,16	22,46	0,66	2,27	10,97	2,61	10,03		6,20
Martinique			1,99	3,91	3,71	4,30	3,46	11,46	4,15		5,12
Guyane	-12,75		-13,95	-4,74	0,53	-97,94	9,69	-2,87	25,05		1,89
La Réunion						15,61	-6,99	3,17	-3,02	3,09	1,85
Mayotte						-30,72	-30,97	32,77	-13,27		-24,90
Outre-mer	-12,75		-3,72	8,72	2,47	-12,20	-3,92	4,12	3,88	3,09	-0,71
France entière	2,86	3,07	3,25	3,25	2,74	2,42	1,57	1,09	1,12	-1,96	1,40

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Seules les évolutions des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des communes liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,00		0,07	0,00	0,56	0,44	1,00	3,10		17,37	2,26
Bourgogne-Franche-Comté			0,00				0,00				
Bretagne	0,00	0,00									
Centre-Val de Loire	0,00	0,00			0,00						
Corse	0,00	0,00	0,36	0,51				0,21	0,06		0,22
Grand-Est	0,00	0,00		0,00	0,00		0,03	0,16			0,02
Hauts-de-France	0,00	0,00	0,00				0,02	-0,01			0,00
Normandie						0,00					
Nouvelle Aquitaine			0,01	0,33	-0,02	0,09	3,60	8,54	8,06	10,24	3,05
Occitanie				0,06		0,23	0,76	8,45		7,25	2,10
Pays de la Loire	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	5,95	0,38	0,74	0,87	1,46
Provence-Alpes-Côte d'Azur			0,15	0,01	0,39	3,05	0,97	8,06	0,52	7,98	3,12
France Métropolitaine hors Île-de-France			0,06	0,06	0,14	0,78	1,82	5,83	1,17	7,29	1,90
Île-de-France	0,00	0,00			0,02	1,32	0,28	1,05	0,65	1,14	0,97
France Métropolitaine			0,06	0,06	0,14	0,80	1,71	4,64	0,99	3,98	1,72
Guadeloupe					0,00						
Martinique			0,00	0,00	0,00						
Guyane	0,01			0,00	0,00	0,00	0,00				
La Réunion								0,00			
Mayotte								0,00			
Outre-mer	0,01		0,00	0,00	0,00						
France entière			0,06	0,06	0,14	0,77	1,61	4,41	0,95	3,94	1,68

Source : DGCL. Données DGFI, REI.

(a) Seules les évolutions des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les communes ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des communes liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,41	4,55	4,91	4,87	4,38	4,20	3,92	3,48	3,74	3,74	4,15
Bourgogne-Franche-Comté	4,73	4,61	4,43	4,16	3,93	3,68	3,21	3,27		3,93	3,96
Bretagne	4,04	4,35	4,73	4,66	4,71	4,77	4,31	3,66	3,91	3,94	4,41
Centre-Val de Loire	4,44	4,32	4,61	4,33	4,21	4,13	4,04	3,92	3,54	3,44	4,10
Corse	3,91	4,56	5,02	5,43	5,13	4,43	5,51	3,28	4,05		4,54
Grand-Est	4,42	4,64	4,48	4,74	4,08	3,76	3,87	3,39	3,52	3,20	3,91
Hauts-de-France	4,90	4,76	4,54	4,16	4,50	4,25	3,93	3,36	3,55	3,66	4,00
Normandie	4,86	4,91	4,92	4,40	4,52	2,72	4,27	3,85	3,91	3,62	4,08
Nouvelle Aquitaine	4,62	4,49	4,79	4,81	4,88	4,78	4,26	4,12	3,96	4,06	4,46
Occitanie	4,91	4,84	4,88	4,80	4,46	4,53	4,24	3,72	3,76	3,77	4,28
Pays de la Loire	4,30	4,17	4,97	4,80	4,81	5,04	4,55	4,57	4,18	3,93	4,54
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,35	4,04	4,37	5,06	4,77	4,86	4,36	4,10	3,64	3,68	4,15
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,66	4,61	4,72	4,66	4,51	4,34	4,14	3,77	3,78	3,71	4,20
Île-de-France	4,03	4,65	4,12	4,04	4,15	4,17	3,88	3,71	4,12	2,94	3,73
France Métropolitaine	4,65	4,61	4,69	4,62	4,48	4,32	4,09	3,75	3,95	3,52	4,09
Guadeloupe			4,10	7,66	5,65	5,06	4,53	4,38	6,02		4,82
Martinique			11,36	3,49	3,23	4,08	3,97	4,27	3,93		4,13
Guyane	3,39		2,74	4,31	6,66	2,93	10,83	4,28	3,95		4,52
La Réunion						5,76	5,62	5,33	5,47	5,05	5,30
Mayotte						4,80	3,56	18,65	7,61		6,26
Outre-mer	3,39		8,07	5,11	4,17	4,79	4,61	4,78	5,03	5,05	4,87
France entière	4,64	4,61	4,69	4,62	4,48	4,33	4,11	3,79	4,02	3,55	4,11

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) À partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des communes liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,47	0,52	0,73	0,58	0,63	0,89	0,52	0,53	0,91	0,34	0,60
Bourgogne-Franche-Comté	0,45	0,46	0,53	1,09	0,23	1,28	0,00	-0,02		-0,05	0,45
Bretagne	0,11	0,39	0,61	0,56	0,86	0,83	0,54	0,58	-0,03	-0,09	0,52
Centre-Val de Loire	0,19	0,58	0,51	0,44	0,50	0,36	0,21	0,31	-0,04	5,42	1,01
Corse	0,42	0,08	1,42	-0,02	0,93	-0,21	19,89	-0,02	-0,06		1,53
Grand-Est	0,33	0,68	0,75	0,57	0,87	0,60	0,01	0,99	-0,10	-0,07	0,45
Hauts-de-France	0,17	0,33	0,35	0,22	0,53	0,18	0,28	0,14	-0,05	-2,77	-0,04
Normandie	0,12	0,47	0,43	0,33	0,79	0,64	0,69	-0,23	-0,05	-0,07	0,35
Nouvelle Aquitaine	0,27	0,37	0,40	0,68	0,96	1,06	0,54	-0,30	0,80	-0,06	0,45
Occitanie	-0,06	0,02	-0,66	0,15	0,92	0,40	0,13	-2,87	-0,01	-0,10	-0,32
Pays de la Loire	0,17	0,48	0,69	0,89	0,77	0,80	1,36	0,93	1,24	4,44	1,69
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,48	0,91	0,45	0,83	1,05	0,69	0,77	2,24	0,02	7,25	2,66
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,24	0,43	0,40	0,53	0,77	0,69	0,53	0,22	0,32	1,71	0,69
Île-de-France	1,39	1,25	0,86	0,91	1,29	1,76	1,22	1,21	1,21	0,38	1,07
France Métropolitaine	0,26	0,46	0,43	0,56	0,81	0,82	0,66	0,60	0,76	1,39	0,77
Guadeloupe			-3,33	-0,08	4,72	0,01	-0,11	-0,02	-0,06		0,02
Martinique			0,02	0,02	-0,08	-0,01	0,02	0,04	0,06		0,03
Guyane	11,76		0,25	0,18	-0,35	0,33	0,16	-0,07	-0,05		0,20
La Réunion						0,02	0,06	2,08	-1,94	-0,05	-0,06
Mayotte						-0,02	3,97	74,53	-0,15		9,03
Outre-mer	11,76		-1,13	0,06	1,34	0,01	0,10	1,17	-0,96	-0,05	0,13
France entière	0,30	0,46	0,43	0,56	0,81	0,81	0,64	0,62	0,65	1,36	0,75

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) À partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,57	3,64	3,51	3,72	3,94	3,75	4,21	5,16	-4,34	12,99	3,79
Bourgogne-Franche-Comté	3,38	3,49	3,47	3,34	3,24	1,89	3,73	2,70		-4,06	3,30
Bretagne	3,38	3,25	3,38	3,25	3,33	3,38	4,39	4,40	1,94	2,97	3,38
Centre-Val de Loire	3,32	3,35	3,37	3,21	2,70	3,10	4,17	2,78	2,36	6,40	3,32
Corse	25,69	8,47	2,67	2,13	9,15	9,85	-3,78	1,91	1,00		2,02
Grand-Est	3,47	3,86	3,63	3,46	2,84	3,66	3,34	-6,08	4,51	7,22	3,41
Hauts-de-France	3,37	3,40	3,38	3,69	3,67	4,38	3,67	8,16	9,39	-2,92	3,67
Normandie	3,39	3,38	3,29	3,33	3,35	2,92	6,05	-0,12	-0,36	1,74	3,35
Nouvelle Aquitaine	3,33	3,48	3,45	3,24	3,39	3,53	3,79	2,08	3,16	2,33	3,39
Occitanie	3,28	3,14	2,82	2,47	3,21	3,50	2,41	-0,49	3,06	-1,96	2,76
Pays de la Loire	3,32	3,09	2,99	2,65	2,39	2,87	2,56	2,26	6,36	-1,03	2,79
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,75	3,25	3,38	3,73	3,11	3,46	3,05	3,40	2,74	0,00	3,21
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,39	3,44	3,33	3,21	3,22	3,40	3,35	2,37	3,40	2,73	3,30
Île-de-France	3,40	3,25	3,63	4,14	4,52	3,95	4,97	6,00	1,96	-1,35	3,95
France Métropolitaine	3,39	3,43	3,34	3,24	3,27	3,43	3,54	3,38	2,89	2,10	3,34
Guadeloupe			15,20	2,89	3,10	3,96	3,57	3,44	3,42		3,64
Martinique			3,39	3,49	5,61	4,48	4,00	2,55	7,94		4,52
Guyane	3,52		6,30	4,09	3,02	3,40	-21,60	0,87	-0,03		-2,89
La Réunion						3,90	3,13	3,65	3,22	1,25	2,95
Mayotte						3,86	10,38	0,53	7,91		7,51
Outre-mer	3,52		6,93	3,30	3,64	4,02	1,09	2,15	3,92	1,25	2,53
France entière	3,39	3,43	3,34	3,24	3,28	3,44	3,44	3,30	2,98	2,08	3,33

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,16	0,32	0,28	0,31	0,32	0,33	0,40	0,00	0,00	-0,09	0,27
Bourgogne-Franche-Comté	0,33	0,27	0,37	0,25	0,12	0,24	-0,09	0,00		0,00	0,30
Bretagne	0,11	0,29	0,31	0,32	0,21	0,26	0,04	0,01	0,00	-0,01	0,27
Centre-Val de Loire	0,17	0,45	0,44	0,25	0,29	0,16	-0,02	0,00	-0,01	8,07	0,39
Corse	0,26	0,02	0,28	-0,04	-0,02	-0,09	0,00	-0,03	0,00		0,05
Grand-Est	0,22	0,53	0,53	0,52	1,16	0,80	-0,16	0,23	0,01	0,00	0,47
Hauts-de-France	0,07	0,17	0,11	0,10	0,04	-0,15	0,21	-0,04	0,01	-2,62	0,08
Normandie	0,14	0,38	0,29	0,13	0,56	1,49	0,14	0,00	0,07	0,00	0,38
Nouvelle Aquitaine	0,18	0,20	0,27	0,35	0,41	0,45	0,26	-1,08	0,00	-0,01	0,24
Occitanie	-0,57	-0,24	-1,62	-0,34	-0,13	-0,26	-0,99	-5,49	0,00	0,00	-0,94
Pays de la Loire	0,08	0,33	0,41	0,70	0,50	0,45	1,17	0,42	0,00	0,12	0,51
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,23	0,47	0,11	0,30	0,40	0,01	0,20	0,31	0,00	-0,01	0,19
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,06	0,25	0,09	0,27	0,33	0,29	0,11	-0,68	0,00	0,16	0,14
Île-de-France	1,08	0,83	0,75	0,63	0,25	0,15	0,22	0,42	0,22	0,00	0,46
France Métropolitaine	0,08	0,26	0,11	0,28	0,32	0,29	0,13	-0,37	0,08	0,14	0,16
Guadeloupe			-0,05	-0,03	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Martinique			0,02	-0,01	0,01	-0,03	0,00	-0,01	0,00		-0,01
Guyane	0,70		0,02	-0,07	-0,03	-0,01	0,01	0,00	0,00		0,00
La Réunion						0,00	-0,01	0,01	-2,21	0,00	-0,78
Mayotte						0,00	7,23	74,19	0,00		11,12
Outre-mer	0,70		0,00	-0,03	0,00	0,00	1,91	3,75	-0,87	0,00	1,47
France entière	0,08	0,26	0,11	0,28	0,32	0,28	0,20	-0,11	-0,01	0,13	0,17

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

**Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises^(a) des communes
liée à l'effet base**

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,83	9,04	-1,18	8,73	4,06	5,30	0,65				3,91
Bourgogne-Franche-Comté	2,76	-0,76	-0,70	-31,27	6,93	4,04					-0,68
Bretagne		4,43	2,84	-4,94		6,20					4,95
Centre-Val de Loire	-18,25	-20,40	-0,67	6,30	9,33	-42,97	1,41				-9,80
Corse	2,38	2,22	0,35	6,74	0,42	4,59					3,14
Grand-Est	4,95	2,72	2,55	-2,19	-9,40	6,53	-2,42				1,13
Hauts-de-France	6,34	2,49	-0,19	0,47	0,87	-5,91	1,15				0,10
Normandie	5,24	6,81	4,00	1,29	1,25	1,69	-1,20				3,66
Nouvelle Aquitaine	4,71	6,24	4,47	6,17	3,58						4,72
Occitanie	1,35	-1,76	-0,34	-26,13	-64,23	4,18					-19,67
Pays de la Loire			8,37	2,72	2,84	1,15	8,47		3,55		3,50
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,92	3,30	2,25	4,98							2,73
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,51	5,23	0,37	3,51	-2,63	2,03	-16,13			3,55	0,22
Île-de-France	5,19	-10,76	2,42	7,73	-12,91	-42,39				1,66	1,02
France Métropolitaine	3,52	5,11	0,39	3,58	-2,94	-0,11	-22,27			1,71	0,72
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	3,52	5,11	0,39	3,58	-2,94	-0,11	-22,27			1,71	0,72

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

**Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises^(a) des communes
liée à l'effet taux**

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2022	Moins de 250 hab.	De 250 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
*	0,03	0,01	0,28	0,25	2,78	-0,16	0,93				0,52
Bourgogne-Franche-Comté	0,31	0,42	0,34	3,74	4,05	-0,11					1,32
Bretagne		-0,52	-0,28	4,22		-0,01					0,18
Centre-Val de Loire	-0,33	0,70	0,12	1,48	1,42	0,07	-0,12				0,21
Corse	-0,28	-0,10	0,11	0,63	-0,44	-0,18					0,00
Grand-Est	0,16	0,32	0,87	-0,13	2,60	0,60	-1,88				0,61
Hauts-de-France	-0,15	-0,47	0,22	0,19	-0,06	-0,05	-0,08				0,04
Normandie	-0,07	0,06	1,35	1,39	-0,06	1,40	0,00				0,58
Nouvelle Aquitaine	0,16	0,38	0,29	0,22	-0,11						0,21
Occitanie	0,43	0,27	0,09	0,79	0,02	-0,11					0,15
Pays de la Loire			0,52	0,69	-0,03	0,62	-0,56		0,03		0,09
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,17	-0,12	-0,17	-0,23							-0,14
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,10	0,08	0,38	0,32	1,93	0,16	0,12			0,03	0,43
Île-de-France	0,37	0,23	0,19	-0,03	-0,39	0,18				-0,11	-0,11
France Métropolitaine	0,10	0,08	0,38	0,31	1,87	0,16	0,12			-0,11	0,10
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
La Réunion											
Mayotte											
Outre-mer											
France entière	0,10	0,08	0,38	0,31	1,87	0,16	0,12			-0,11	0,10

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A1.9 Compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes

Les compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes en 2022

en millions d'euros

Départements	TH	FB	FnB	CFE	CVAE
01 Ain	-	22,2	0,9		
02 Aisne		20,7	1,4	2,0	-
03 Allier		9,3	1,2		
04 Alpes-de-Haute-Provence		11,4	0,3		
05 Hautes-Alpes		5,6	0,2	0,1	-
06 Alpes-Maritimes	0,1	13,0	0,1		
07 Ardèche		14,5	0,6		
08 Ardennes		16,8	0,6	3,1	-
09 Ariège		6,2	0,5		
10 Aube		17,3	0,8	6,4	-
11 Aude		11,4	1,7	0,3	
12 Aveyron		11,0	1,0	0,3	-
13 Bouches-du-Rhône	1,4	68,4	1,0		
14 Calvados		19,2	1,4	0,6	
15 Cantal		5,1	0,8		
16 Charente		17,1	1,2	1,2	-
17 Charente-Maritime	0,1	11,7	1,8	1,2	-
18 Cher		13,3	0,9	5,1	-
19 Corrèze		8,7	0,8		
20 Corse	0,1	4,8	1,9	3,5	-
21 Côte-d'Or		15,7	1,2	0,3	-
22 Côtes-d'Armor		15,2	2,4	-	
23 Creuse		2,2	0,7		
24 Dordogne		8,6	1,4	0,3	-
25 Doubs		16,9	0,4	0,2	-
26 Drôme		23,1	1,1	7,6	-
27 Eure		24,7	1,5	0,4	
28 Eure-et-Loir		16,4	1,4		
29 Finistère		17,1	1,7	-	
30 Gard	-	22,0	1,5	-	
31 Haute-Garonne	-	47,9	1,4	0,4	-
32 Gers		4,9	1,5	0,7	-
33 Gironde		43,4	2,2		
34 Hérault	-	20,4	1,7		
35 Ille-et-Vilaine		28,1	1,9		
36 Indre		5,2	1,0	0,5	-
37 Indre-et-Loire		17,4	1,3		
38 Isère	0,2	69,4	1,2	11,8	
39 Jura		10,7	0,7	0,1	
40 Landes		12,2	1,2	0,3	-
41 Loir-et-Cher		15,4	1,1		
42 Loire		19,3	0,8	0,1	-
43 Haute-Loire		7,5	0,8		
44 Loire-Atlantique	0,3	41,4	1,9		
45 Loiret		30,7	1,3		
46 Lot		4,8	0,7	0,1	-
47 Lot-et-Garonne		10,2	1,4	0,4	-
48 Lozère		2,3	0,5	0,2	-
49 Maine-et-Loire		27,0	2,2		
50 Manche		42,0	1,6		

Les compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes en 2022 (suite)

en millions d'euros

Départements	TH	FB ^(a)	FnB	CFE	CVAE
51 Marne		22,7	1,1	1,0	-
52 Haute-Marne		7,1	0,5	0,3	-
53 Mayenne		12,1	1,8		
54 Meurthe-et-Moselle		15,8	0,4	1,5	-
55 Meuse		8,1	0,4	0,8	-
56 Morbihan		20,0	1,5	0,4	
57 Moselle		31,8	1,2		
58 Nièvre		5,0	0,9	0,4	-
59 Nord	-	120,2	2,5		
60 Oise	-	33,8	1,9	2,7	
61 Orne		7,9	1,0	0,2	-
62 Pas-de-Calais		52,3	2,2	0,4	
63 Puy-de-Dôme		24,6	1,8		
64 Pyrénées-Atlantiques	0,2	13,1	0,7		
65 Hautes-Pyrénées		8,4	0,3	2,3	-
66 Pyrénées-Orientales		6,9	0,6		
67 Bas-Rhin	0,5	33,0	1,6	7,1	-
68 Haut-Rhin		28,2	1,4	0,2	
69 Rhône	-	46,0	0,9		
70 Haute-Saône		8,1	0,4	0,1	-
71 Saône-et-Loire		20,0	1,9	0,2	-
72 Sarthe		15,9	1,5	2,8	-
73 Savoie		17,2	0,5	8,5	-
74 Haute-Savoie	0,1	17,5	0,7	1,8	-
76 Seine-Maritime		94,3	1,7	5,4	-
77 Seine-et-Marne	-	58,8	1,6	0,2	
78 Yvelines		28,9	0,5	0,1	
79 Deux-Sèvres		10,4	1,7		
80 Somme		25,5	1,8	3,5	-
81 Tarn		12,0	1,0	0,2	-
82 Tarn-et-Garonne		11,4	1,2	3,2	-
83 Var	0,3	9,6	0,7		
84 Vaucluse		16,0	1,5		
85 Vendée		20,5	1,7	0,1	-
86 Vienne		13,4	1,0		
87 Haute-Vienne		7,7	0,9		
88 Vosges		13,3	0,6	2,1	-
89 Yonne		9,3	1,3	1,0	-
90 Territoire de Belfort		3,9	0,1		
91 Essonne		34,5	0,5		
92 Hauts-de-Seine		16,4	-		
93 Seine-Saint-Denis		50,4	-		
94 Val-de-Marne		26,5	-		
95 Val-d'Oise		25,6	0,3	0,5	
France Métropolitaine hors Paris	3,4	1 994,0	104,6	94,0	0,1
75 Paris		15,0	-	24,9	0,1
France Métropolitaine	3,4	2 008,9	104,6	118,9	0,1
971 Guadeloupe		8,3	4,2		
972 Martinique		9,8	1,6		
973 Guyane		8,1	0,9		
974 Réunion		24,9	3,5		
976 Mayotte	11,9	12,9			
Outre-mer	11,9	63,9	10,4		
France entière	15,3	2 072,8	115,0	118,9	0,1

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

A partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Les compensations relatives à cette TFPB départementale sont désormais perçues par les communes.

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes en 2022

en euros / hab.

Départements	TH	FB	FnB	CFE	CVAE
01 Ain	-	33,2	1,4		
02 Aisne		38,0	2,6	3,6	-
03 Allier		27,1	3,5		
04 Alpes-de-Haute-Provence		67,4	1,7		
05 Hautes-Alpes		38,5	1,7	1,0	-
06 Alpes-Maritimes	0,1	11,7	0,1		
07 Ardèche		43,1	1,9		
08 Ardennes		60,7	2,0	11,0	-
09 Ariège		39,2	3,0		
10 Aube		54,4	2,4	20,0	-
11 Aude		29,9	4,5	0,7	
12 Aveyron		38,1	3,4	1,1	-
13 Bouches-du-Rhône	0,7	33,1	0,5		
14 Calvados		27,1	1,9	0,8	
15 Cantal		34,3	5,7		
16 Charente		47,3	3,3	3,2	-
17 Charente-Maritime	0,1	17,6	2,7	1,8	-
18 Cher		42,9	2,9	16,6	-
19 Corrèze		35,2	3,3		
20 Corse	0,2	14,0	5,6	10,2	-
21 Côte-d'Or		28,7	2,1	0,6	-
22 Côtes-d'Armor		24,6	3,9	-	
23 Creuse		18,7	5,6		
24 Dordogne		20,4	3,2	0,8	-
25 Doubs		30,3	0,8	0,4	-
26 Drôme		43,5	2,1	14,4	-
27 Eure		40,4	2,4	0,7	
28 Eure-et-Loir		37,1	3,2		
29 Finistère		18,2	1,8	-	
30 Gard	-	28,9	2,0	-	
31 Haute-Garonne	-	33,6	1,0	0,3	-
32 Gers		24,9	7,4	3,5	-
33 Gironde		26,3	1,3		
34 Hérault	-	17,1	1,4		
35 Ille-et-Vilaine		25,4	1,7		
36 Indre		23,0	4,4	2,3	-
37 Indre-et-Loire		27,9	2,0		
38 Isère	0,1	53,5	0,9	9,1	
39 Jura		39,8	2,5	0,5	
40 Landes		28,6	2,9	0,7	-
41 Loir-et-Cher		45,4	3,3		
42 Loire		24,7	1,0	0,1	-
43 Haute-Loire		32,1	3,5		
44 Loire-Atlantique	0,2	28,4	1,3		
45 Loiret		44,1	1,9		
46 Lot		26,5	4,0	0,6	-
47 Lot-et-Garonne		30,2	4,3	1,2	-
48 Lozère		29,0	6,0	2,2	-
49 Maine-et-Loire		32,2	2,6		
50 Manche		82,2	3,2		

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes en 2022 (suite)

en euros / hab.

Départements	TH	FB ^(a)	FnB	CFE	CVAE
51 Marne		39,2	1,9	1,7	-
52 Haute-Marne		40,2	2,8	1,6	-
53 Mayenne		38,2	5,8		
54 Meurthe-et-Moselle		21,2	0,5	1,9	-
55 Meuse		42,9	2,2	4,0	-
56 Morbihan		25,6	1,9	0,6	
57 Moselle		29,9	1,2		
58 Nièvre		24,0	4,2	1,9	-
59 Nord		-	45,5	0,9	
60 Oise	0,1	39,8	2,2	3,2	
61 Orne		27,4	3,4	0,8	-
62 Pas-de-Calais		35,1	1,5	0,2	
63 Puy-de-Dôme		36,4	2,7		
64 Pyrénées-Atlantiques	0,2	18,7	0,9		
65 Hautes-Pyrénées		35,5	1,1	9,8	-
66 Pyrénées-Orientales		14,2	1,2		
67 Bas-Rhin	0,4	28,5	1,4	6,1	-
68 Haut-Rhin		36,1	1,8	0,3	
69 Rhône	-	24,2	0,5		
70 Haute-Saône		33,4	1,9	0,4	-
71 Saône-et-Loire		35,3	3,4	0,3	-
72 Sarthe		27,4	2,7	4,8	-
73 Savoie		38,2	1,1	19,0	-
74 Haute-Savoie	0,1	20,6	0,8	2,1	-
76 Seine-Maritime		73,9	1,4	4,3	-
77 Seine-et-Marne	-	40,9	1,1	0,1	
78 Yvelines		19,6	0,3	0,1	
79 Deux-Sèvres		27,0	4,3		
80 Somme		43,9	3,0	6,0	-
81 Tarn		30,0	2,5	0,4	-
82 Tarn-et-Garonne		42,6	4,3	11,8	-
83 Var	0,3	8,8	0,6		
84 Vaucluse		28,0	2,7		
85 Vendée		29,2	2,5	0,1	-
86 Vienne		29,9	2,3		
87 Haute-Vienne		20,2	2,5		
88 Vosges		35,3	1,6	5,5	-
89 Yonne		27,0	3,8	2,9	-
90 Territoire de Belfort		27,3	0,4		
91 Essonne		26,2	0,4		
92 Hauts-de-Seine		10,0	-		
93 Seine-Saint-Denis		30,5	-		
94 Val-de-Marne		18,7	-		
95 Val-d'Oise		20,3	0,2	0,4	
France Métropolitaine hors Paris	0,1	31,1	1,6	1,5	-
75 Paris		6,9	-	11,4	-
France Métropolitaine	0,1	30,3	1,6	1,8	-
971 Guadeloupe		21,2	10,9		
972 Martinique		26,5	4,5		
973 Guyane		28,4	3,3		
974 Réunion		28,5	4,1		
976 Mayotte	45,4	49,0			
Outre-mer	5,5	29,3	4,8		
France entière	0,2	30,3	1,7	1,7	-

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

A partir de 2021, les communes perçoivent la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte des recettes de la THRP. Les compensations relatives à cette TFPB départementale sont désormais perçues par les communes.

Annexe 2 - Indicateurs de référence de la fiscalité des Groupements à Fiscalité Propre (GFP)

A2.1 - Données de cadrage des GFP

Structure des GFP en 2022

en nombre de GFP

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	53	46	26	26	9	4	164
Bourgogne-Franche-Comté	52	43	6	7	5		113
Bretagne	2	24	14	12	7	1	60
Centre-Val de Loire	30	29	8	6	5	1	79
Corse	15	2		2			19
Grand-Est	43	62	22	14	7	2	150
Hauts-de-France	4	37	19	14	15	1	90
Normandie	11	28	15	9	5	1	69
Nouvelle Aquitaine	50	55	21	17	9	2	154
Occitanie	69	47	23	11	9	2	161
Pays de la Loire	2	30	18	10	7	2	69
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13	6	10	7	3	52
France Métropolitaine hors Île-de-France	344	416	178	138	85	19	1 180
Île-de-France		18	10	7	11	6	52
France Métropolitaine	344	434	188	145	96	25	1 232
Guadeloupe	1			4	1		6
Martinique				1	2		3
Guyane	1		1	1	1		4
La Réunion					5		5
Mayotte			2	3			5
Outre-mer	2		3	9	9		23
France entière	346	434	191	154	105	25	1 255

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Structure des GFP en 2022

en nombre de GFP

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		2	17	114	89	5	227
à fiscalité professionnelle unique		2	17	114	89	5	227
Communauté urbaine				2	9	3	14
à fiscalité professionnelle unique				2	8	3	13
à fiscalité additionnelle					1		1
Communauté de communes	346	432	174	38	2		992
à fiscalité professionnelle unique	248	373	163	37	2		823
à fiscalité additionnelle	98	59	11	1			169
Métropole yc la métropole de Lyon					5	17	22
à fiscalité professionnelle unique					5	17	22
Groupement à fiscalité professionnelle unique	248	375	180	153	104	25	1 085
Groupement à fiscalité additionnelle	98	59	11	1	1		170

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A2.2 - Bases nettes par habitant des GFP

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	948	262	253	116	122	67	186
Bourgogne-Franche-Comté	190	143	156	80	63		118
Bretagne	777	201	219	263	195	53	199
Centre-Val de Loire	193	137	99	88	69	56	102
Corse	954	998		200			626
Grand-Est	86	72	46	43	46	51	55
Hauts-de-France	85	57	88	122	41	31	60
Normandie	238	279	255	83	79	45	147
Nouvelle Aquitaine	288	246	127	318	85	177	200
Occitanie	465	274	197	232	199	76	216
Pays de la Loire	1 378	115	103	490	81	47	154
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 149	595	456	742	707	170	401
France Métropolitaine hors Île-de-France	443	196	168	219	141	95	175
Île-de-France		99	90	118	57	13	30
France Métropolitaine	443	192	164	214	130	60	148
Guadeloupe	263			192	187		193
Martinique				133	145		142
Guyane	51		70	22	80		58
La Réunion					46		46
Mayotte			114	91			97
Outre-mer	177		100	129	79		96
France entière	441	192	163	209	125	60	146

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Seules les bases de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		93	204	201	136	139	160
à fiscalité professionnelle unique		93	204	201	136	139	160
Communauté urbaine				57	95	55	79
à fiscalité professionnelle unique				57	97	55	80
à fiscalité additionnelle					72		72
Communauté de communes	441	192	158	247	106		224
à fiscalité professionnelle unique	400	196	146	250	106		211
à fiscalité additionnelle	561	172	336	124			324
Métropole yç la métropole de Lyon					61	53	54
à fiscalité professionnelle unique					61	53	54
Groupement à fiscalité professionnelle unique	400	195	153	209	126	60	140
Groupement à fiscalité additionnelle	561	172	336	124	72		304

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Seules les bases de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes			0,3	0,5		0,3	0,2
Bourgogne-Franche-Comté	0,2		2,9		0,4		0,3
Bretagne					2,9		0,9
Centre-Val de Loire		0,2	0,3	1,1	0,9		0,5
Corse							
Grand-Est		0,1		1,7	1,1		0,6
Hauts-de-France		0,3					0,0
Normandie		0,2		0,7		8,1	1,4
Nouvelle Aquitaine	0,3	0,7	0,3		0,5		0,3
Occitanie			1,5	0,2	0,7	0,6	0,5
Pays de la Loire						0,1	0,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur							
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,1	0,2	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4
Île-de-France							
France Métropolitaine	0,1	0,2	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane							
La Réunion							
Mayotte							
Outre-mer							
France entière	0,1	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération			1,7	0,3	0,4		0,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>			1,7	0,3	0,4		0,4
Communauté urbaine							
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>							
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	0,1	0,2	0,2	0,5			0,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	0,1	0,2	0,2	0,6			0,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Métropole yc la métropole de Lyon					1,9	0,3	0,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					1,9	0,3	0,4
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,1	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3
Groupement à fiscalité additionnelle							

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 728	1 056	1 172	830	1 407	1 562	1 274
Bourgogne-Franche-Comté	930	1 004	1 162	1 083	1 355		1 117
Bretagne	1 249	898	452	1 102	981	1 224	947
Centre-Val de Loire	804	848	823	690	902		738
Corse	1 184	689		1 110			1 087
Grand-Est	774	1 026	1 137	1 128	1 270	1 370	1 148
Hauts-de-France	444	755	753	941	700		614
Normandie	857	978	819	918	733		724
Nouvelle Aquitaine	936	943	903	1 153	1 163	429	929
Occitanie	1 103	881	972	1 099	1 019	1 460	1 103
Pays de la Loire	1 615	833	773	1 138	677	1 270	950
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 707	1 192	1 062	1 237	1 066	1 430	1 313
France Métropolitaine hors Île-de-France	1 094	941	920	1 024	1 010	1 109	1 017
Île-de-France		1 150	1 249	1 106	990	283	497
France Métropolitaine	1 094	950	938	1 028	1 008	760	920
Guadeloupe	1 017			728	1 495		934
Martinique				848	1 175		1 088
Guyane	122		978		606		425
La Réunion					195		195
Mayotte			342	153			197
Outre-mer	655		550	470	524		509
France entière	1 091	950	933	992	967	760	907

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		1 093	1 085	1 022	920	1 384	993
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		1 093	1 085	1 022	920	1 384	993
Communauté urbaine				1 062	979	1 356	1 108
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				1 062	942	1 356	1 095
<i>à fiscalité additionnelle</i>					1 285		1 285
Communauté de communes	1 091	949	916	886	1 104		955
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	1 027	927	884	884	1 104		922
<i>à fiscalité additionnelle</i>	1 279	1 101	1 388	933			1 202
Métropole yc la métropole de Lyon					1 425	669	718
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					1 425	669	718
Groupement à fiscalité professionnelle unique	1 027	928	905	992	963	760	894
Groupement à fiscalité additionnelle	1 279	1 101	1 388	933	1 285		1 208

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux d'habitation des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 282	805	888	624	1 026	1 075	922
Bourgogne-Franche-Comté	777	787	888	780	983		848
Bretagne	1 048	731	362	876	771	862	738
Centre-Val de Loire	663	600	644	528	641		545
Corse	981	492		857			862
Grand-Est	602	743	806	782	917	908	813
Hauts-de-France	343	568	597	703	489		451
Normandie	698	721	649	680	481		528
Nouvelle Aquitaine	774	772	711	933	910	350	746
Occitanie	902	705	786	872	808	1 028	853
Pays de la Loire	1 393	635	595	937	484	914	716
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 416	1 004	897	1 034	872	1 080	1 030
<i>France Métropolitaine hors Île-de-France</i>	<i>877</i>	<i>725</i>	<i>712</i>	<i>789</i>	<i>751</i>	<i>796</i>	<i>766</i>
Île-de-France		930	958	902	687	173	341
<i>France Métropolitaine</i>	<i>877</i>	<i>734</i>	<i>725</i>	<i>794</i>	<i>742</i>	<i>533</i>	<i>686</i>
Guadeloupe	831			636	905		711
Martinique				705	907		853
Guyane	109		469		472		301
La Réunion					153		153
Mayotte			274	126			161
<i>Outre-mer</i>	<i>539</i>		<i>338</i>	<i>403</i>	<i>389</i>		<i>392</i>
<i>France entière</i>	<i>875</i>	<i>734</i>	<i>720</i>	<i>769</i>	<i>712</i>	<i>533</i>	<i>677</i>

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux d'habitation des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		812	823	790	677	850	733
à fiscalité professionnelle unique		812	823	790	677	850	733
Communauté urbaine				782	728	1 013	824
à fiscalité professionnelle unique				782	707	1 013	819
à fiscalité additionnelle					897		897
Communauté de communes	875	733	709	698	819		744
à fiscalité professionnelle unique	838	727	686	696	819		725
à fiscalité additionnelle	982	778	1 037	757			886
Métropole yc la métropole de Lyon					1 041	477	513
à fiscalité professionnelle unique					1 041	477	513
Groupement à fiscalité professionnelle unique	838	727	701	769	710	533	668
Groupement à fiscalité additionnelle	982	778	1 037	757	897		887

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	446	251	285	205	381	487	351
Bourgogne-Franche-Comté	153	217	274	304	373		270
Bretagne	200	167	91	227	210	362	209
Centre-Val de Loire	141	248	179	162	261		193
Corse	203	197		252			224
Grand-Est	172	284	332	345	354	461	335
Hauts-de-France	101	187	156	238	211		164
Normandie	160	258	169	237	253		196
Nouvelle Aquitaine	162	171	192	220	253	79	183
Occitanie	201	176	186	227	211	432	250
Pays de la Loire	223	197	177	201	194	355	234
Provence-Alpes-Côte d'Azur	291	188	165	203	193	350	283
France Métropolitaine hors Île-de-France	217	216	209	235	259	314	251
Île-de-France		220	291	204	303	110	156
France Métropolitaine	217	216	213	233	266	227	233
Guadeloupe	186			92	590		223
Martinique				143	268		235
Guyane	13		509		134		125
La Réunion					41		41
Mayotte			69	27			37
Outre-mer	116		212	67	135		117
France entière	217	216	213	222	255	227	230

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		281	263	232	242	534	260
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		281	263	232	242	534	260
Communauté urbaine				280	251	344	283
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				280	235	344	276
<i>à fiscalité additionnelle</i>					388		388
Communauté de communes	217	216	207	187	285		211
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	189	200	198	188	285		197
<i>à fiscalité additionnelle</i>	297	324	351	176			315
Métropole yc la métropole de Lyon					384	193	205
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					384	193	205
Groupement à fiscalité professionnelle unique	189	200	205	223	253	227	226
Groupement à fiscalité additionnelle	297	324	351	176	388		321

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	64,9	41,3	35,2	25,7	19,6	5,2	23,7
Bourgogne-Franche-Comté	117,7	82,3	93,0	44,7	11,2		62,3
Bretagne	94,2	63,2	50,4	48,6	20,5	10,4	37,6
Centre-Val de Loire	141,4	90,1	52,6	56,6	27,6	7,8	58,5
Corse	4,7	12,0		2,0			4,4
Grand-Est	165,4	68,7	44,8	21,1	13,2	22,6	44,5
Hauts-de-France	191,1	88,7	73,9	34,1	15,8	5,7	34,7
Normandie	205,4	100,6	79,8	75,9	21,8	6,8	60,2
Nouvelle Aquitaine	77,7	59,9	60,4	44,2	15,2	8,4	39,1
Occitanie	58,1	36,3	29,1	20,1	16,4	2,7	23,3
Pays de la Loire	153,5	105,5	70,7	42,6	26,1	8,4	46,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33,0	46,8	29,6	33,8	14,1	7,0	15,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	95,7	69,2	53,5	36,7	17,7	7,4	36,5
Île-de-France		43,5	32,4	26,0	5,4	4,9	8,0
France Métropolitaine	95,7	68,0	52,4	36,2	16,0	6,4	31,2
Guadeloupe	14,2			6,8	7,2		7,1
Martinique				13,3	9,3		10,4
Guyane	5,5		17,5	3,4	12,7		9,8
La Réunion					6,4		6,4
Mayotte			69,1	25,0			35,4
Outre-mer	10,7		52,2	12,7	7,7		11,2
France entière	95,2	68,0	52,4	34,7	15,3	6,4	30,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		27,9	39,8	32,4	16,4	10,1	22,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		27,9	39,8	32,4	16,4	10,1	22,1
Communauté urbaine				39,4	12,1	21,2	16,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				39,4	12,0	21,2	16,7
<i>à fiscalité additionnelle</i>					13,2		13,2
Communauté de communes	95,2	68,3	53,7	42,0	32,6		64,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	91,0	66,4	53,5	40,1	32,6		61,8
<i>à fiscalité additionnelle</i>	107,5	81,0	57,7	102,5			86,4
Métropole yc la métropole de Lyon					5,7	5,2	5,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					5,7	5,2	5,2
Groupement à fiscalité professionnelle unique	91,0	66,1	52,0	34,2	15,3	6,4	28,5
Groupement à fiscalité additionnelle	107,5	81,0	57,7	102,5	13,2		80,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la cotisation foncière des entreprises des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	656	385	440	373	413	479	439
Bourgogne-Franche-Comté	197	270	302	387	389		314
Bretagne	246	235	213	267	295	361	275
Centre-Val de Loire	199	395	274	277	401	343	341
Corse	227	410		213			244
Grand-Est	268	343	346	359	358	454	360
Hauts-de-France	227	260	246	273	338	327	303
Normandie	223	329	248	271	493	340	348
Nouvelle Aquitaine	224	247	280	321	329	416	313
Occitanie	240	279	259	314	310	471	326
Pays de la Loire	239	268	269	282	384	377	325
Provence-Alpes-Côte d'Azur	319	348	319	407	451	388	395
France Métropolitaine hors Île-de-France	296	304	299	325	369	412	347
Île-de-France		288	302	408	405	452	432
France Métropolitaine	296	303	299	329	374	429	363
Guadeloupe	179			171	856		348
Martinique				204	533		445
Guyane	20		939	30	195		212
La Réunion					325		325
Mayotte			59	118			104
Outre-mer	115		346	140	390		308
France entière	295	303	300	317	376	429	361

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases nettes par habitant de la cotisation foncière des entreprises des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		304	329	321	370	565	366
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		304	329	321	370	565	366
Communauté urbaine				268	417	359	391
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				268	418	359	389
<i>à fiscalité additionnelle</i>					406		406
Communauté de communes	295	303	297	305	312		300
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	262	287	288	307	312		287
<i>à fiscalité additionnelle</i>	394	409	424	255			402
Métropole yc la métropole de Lyon					385	420	418
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					385	420	418
Groupement à fiscalité professionnelle unique	262	287	292	317	375	429	359
Groupement à fiscalité additionnelle	394	409	424	255	406		403

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 177	889	1 138	1 118	1 239	1 579	1 261
Bourgogne-Franche-Comté	385	354	610	1 188	986		699
Bretagne		306	467	809	1 173	1 277	847
Centre-Val de Loire	432	597	769	766	1 163	1 361	876
Corse	1 284	1 918		1 152			1 308
Grand-Est	262	331	395	780	1 256	1 216	752
Hauts-de-France	282	583	561	868	789	935	772
Normandie	748	682	843	855	1 103	1 255	945
Nouvelle Aquitaine	766	767	714	1 127	1 266	1 543	1 083
Occitanie	915	1 008	1 087	1 128	1 288	1 477	1 194
Pays de la Loire	1 172	315	143	654	854	1 301	719
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 231	1 448	1 490	1 800	2 015	1 455	1 598
France Métropolitaine hors Île-de-France	743	637	732	1 022	1 165	1 396	1 023
Île-de-France		1 294	1 221	1 301	1 419	1 526	1 482
France Métropolitaine	743	667	757	1 035	1 201	1 451	1 109
Guadeloupe	1 177			1 070	1 516		1 188
Martinique				896	1 221		1 134
Guyane	152		675	163	674		485
La Réunion					1 054		1 054
Mayotte			185	229			219
Outre-mer	762		345	664	1 079		916
France entière	743	667	752	1 011	1 191	1 451	1 103

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les bases par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		1 068	1 052	1 044	1 186	1 716	1 172
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		1 068	1 052	1 044	1 186	1 716	1 172
Communauté urbaine				1 021	1 103	1 348	1 180
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				1 021	1 089	1 348	1 177
<i>à fiscalité additionnelle</i>					1 215		1 215
Communauté de communes	743	664	719	898	1 028		721
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	706	665	711	897	1 028		716
<i>à fiscalité additionnelle</i>	851	660	837	924			758
Métropole yc la métropole de Lyon					1 407	1 432	1 431
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					1 407	1 432	1 431
Groupement à fiscalité professionnelle unique	706	668	747	1 012	1 191	1 451	1 116
Groupement à fiscalité additionnelle	851	660	837	924	1 215		793

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A2.3 - Taux moyens des GFP

Les taux moyens des trois taxes « ménages » sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme des bases.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,67	5,38	4,36	8,61	6,95	8,49	6,26
Bourgogne-Franche-Comté	8,01	7,88	12,74	9,78	9,57		8,86
Bretagne	13,70	10,49	10,62	10,51	11,05	13,64	10,85
Centre-Val de Loire	8,29	7,39	8,17	8,70	9,21	8,91	8,26
Corse	7,48	1,04		11,33			6,68
Grand-Est	9,89	6,95	9,25	7,30	13,34	10,21	9,29
Hauts-de-France	6,86	7,54	11,55	11,31	13,47	12,12	11,47
Normandie	13,89	6,87	7,86	10,04	9,86	8,35	8,37
Nouvelle Aquitaine	8,52	8,89	9,91	7,74	8,64	8,73	8,53
Occitanie	9,41	11,05	11,19	10,53	11,17	14,61	10,94
Pays de la Loire	10,34	8,68	7,84	9,45	9,63	10,01	9,28
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,89	7,58	6,91	4,98	5,42	9,56	6,73
France Métropolitaine hors Île-de-France	7,77	7,99	8,33	8,34	8,50	9,86	8,41
Île-de-France		4,79	5,77	7,81	7,24	7,21	6,89
France Métropolitaine	7,77	7,92	8,26	8,32	8,42	9,63	8,35
Guadeloupe	13,25			6,96	11,71		8,39
Martinique				7,35	10,77		9,91
Guyane	16,73		12,26	12,46	1,80		4,87
La Réunion					6,79		6,79
Mayotte			14,79	3,12			6,37
Outre-mer	13,66		14,21	6,35	8,51		7,94
France entière	7,78	7,92	8,30	8,25	8,42	9,63	8,34

Source : DGCL. Données DGFIP, REL.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seuls les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		14,48	11,23	8,90	8,07	8,23	8,57
à fiscalité professionnelle unique		14,48	11,23	8,90	8,07	8,23	8,57
Communauté urbaine				12,41	10,25	8,60	9,95
à fiscalité professionnelle unique				12,41	9,79	8,60	9,60
à fiscalité additionnelle					15,41		15,41
Communauté de communes	7,78	7,90	7,89	6,38	8,96		7,69
à fiscalité professionnelle unique	8,95	8,32	8,67	6,39	8,96		8,28
à fiscalité additionnelle	5,36	4,69	2,79	5,58			4,75
Métropole yc la métropole de Lyon					12,06	10,02	10,17
à fiscalité professionnelle unique					12,06	10,02	10,17
Groupement à fiscalité professionnelle unique	8,95	8,34	9,03	8,26	8,37	9,63	8,65
Groupement à fiscalité additionnelle	5,36	4,69	2,79	5,58	15,41		4,94

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seuls les taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes			3,88	8,22		8,57	7,58
Bourgogne-Franche-Comté	10,05		8,37		9,17		8,76
Bretagne					10,16		10,16
Centre-Val de Loire		7,56	8,74	9,25	7,52		8,15
Corse							
Grand-Est		10,84		10,85	10,84		10,85
Hauts-de-France		12,03					12,03
Normandie		7,62		10,63		8,35	8,54
Nouvelle Aquitaine	9,41	11,35	8,77		8,74		9,97
Occitanie			13,11	11,25	12,76	12,08	12,66
Pays de la Loire						10,14	10,14
Provence-Alpes-Côte d'Azur							
France Métropolitaine hors Île-de-France	9,64	10,77	10,15	10,01	10,25	8,91	9,86
Île-de-France							
France Métropolitaine	9,64	10,77	10,15	10,01	10,25	8,91	9,86
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane							
La Réunion							
Mayotte							
Outre-mer							
France entière	9,64	10,77	10,15	10,01	10,25	8,91	9,86

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération			10,79	10,84	10,52		10,65
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>			10,79	10,84	10,52		10,65
Communauté urbaine							
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>							
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	9,64	10,77	9,59	8,55			9,70
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	9,64	10,77	9,59	8,55			9,70
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Métropole yc la métropole de Lyon					9,68	8,91	9,13
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					9,68	8,91	9,13
Groupement à fiscalité professionnelle unique	9,64	10,77	10,15	10,01	10,25	8,91	9,86
Groupement à fiscalité additionnelle							

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,58	2,54	2,31	2,11	2,72	1,19	2,12
Bourgogne-Franche-Comté	5,29	4,06	4,75	2,99	1,82		3,33
Bretagne	7,34	2,28	2,07	1,30	1,93	1,73	1,81
Centre-Val de Loire	2,77	2,71	2,35	1,57	5,46		3,50
Corse	3,40	6,02		4,41			4,07
Grand-Est	7,03	5,25	3,81	2,72	3,33	3,52	3,91
Hauts-de-France	4,82	4,32	3,38	3,24	4,08		3,81
Normandie	11,21	8,16	5,27	5,48	2,21		5,42
Nouvelle Aquitaine	4,01	3,72	3,35	3,10	2,33	2,79	3,09
Occitanie	4,71	4,27	3,89	5,83	4,01	8,60	5,65
Pays de la Loire	6,62	4,51	2,67	2,39	7,04	5,22	4,53
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,44	1,91	3,81	1,92	1,62	3,94	3,35
France Métropolitaine hors Île-de-France	5,05	4,11	3,37	2,96	3,15	3,72	3,55
Île-de-France		2,69	2,79	1,77	1,45	3,09	2,36
France Métropolitaine	5,05	4,04	3,33	2,90	2,91	3,62	3,43
Guadeloupe	9,52			4,59	0,50		3,05
Martinique				9,14	1,81		3,34
Guyane	6,01		3,00		1,96		2,25
La Réunion					2,00		2,00
Mayotte			5,28	3,36			4,14
Outre-mer	9,25		3,96	5,67	1,60		2,96
France entière	5,06	4,04	3,33	2,99	2,85	3,62	3,43

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		9,80	4,07	3,14	2,39	2,20	2,71
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		9,80	4,07	3,14	2,39	2,20	2,71
Communauté urbaine				7,08	3,95	3,81	4,04
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				7,08	2,44	3,81	3,27
<i>à fiscalité additionnelle</i>					13,04		13,04
Communauté de communes	5,06	4,00	3,23	2,09	5,54		3,78
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,52	3,49	3,15	1,99	5,54		3,38
<i>à fiscalité additionnelle</i>	6,34	6,83	4,00	5,04			6,08
Métropole yc la métropole de Lyon					4,47	3,87	3,95
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					4,47	3,87	3,95
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,52	3,54	3,27	2,97	2,68	3,62	3,24
Groupement à fiscalité additionnelle	6,34	6,83	4,00	5,04	13,04		6,65

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	11,95	9,31	8,94	10,00	10,87	21,17	10,86
Bourgogne-Franche-Comté	10,81	9,13	8,51	5,80	10,77		9,28
Bretagne	6,93	6,58	5,67	6,84	12,54	14,20	7,76
Centre-Val de Loire	6,48	5,90	6,48	5,80	8,44	20,98	6,67
Corse	23,36	32,34		37,80			29,38
Grand-Est	10,89	11,02	12,55	11,27	12,44	12,34	11,44
Hauts-de-France	5,01	9,56	9,90	10,71	16,57	27,86	11,49
Normandie	20,50	15,09	14,23	15,37	16,65	22,23	15,84
Nouvelle Aquitaine	14,58	13,26	12,64	9,53	15,20	15,96	12,83
Occitanie	27,68	17,31	22,24	20,74	22,47	61,03	23,13
Pays de la Loire	3,92	8,35	5,91	7,27	8,58	14,10	7,75
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29,10	8,75	11,25	8,42	19,41	15,54	13,37
France Métropolitaine hors Île-de-France	13,60	10,52	10,79	10,17	14,16	18,66	11,79
Île-de-France		9,21	11,62	11,60	23,97	16,96	14,98
France Métropolitaine	13,60	10,48	10,82	10,22	14,63	18,10	11,94
Guadeloupe	27,88			15,34	24,39		18,39
Martinique				13,91	11,93		12,61
Guyane	13,96		17,09	18,96	22,89		21,20
La Réunion					9,69		9,69
Mayotte			3,93	1,91			2,84
Outre-mer	25,00		5,37	7,38	13,54		9,84
France entière	13,60	10,48	10,75	10,15	14,58	18,10	11,92

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		12,33	12,37	10,21	14,20	21,51	12,35
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		12,33	12,37	10,21	14,20	21,51	12,35
Communauté urbaine				17,45	16,31	11,29	14,31
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				17,45	15,61	11,29	13,89
<i>à fiscalité additionnelle</i>					21,54		21,54
Communauté de communes	13,60	10,48	10,62	9,54	10,64		11,12
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	12,42	9,89	10,18	9,89	10,64		10,43
<i>à fiscalité additionnelle</i>	16,52	13,70	16,60	5,11			14,88
Métropole y compris la métropole de Lyon					24,29	19,05	19,42
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					24,29	19,05	19,42
Groupement à fiscalité professionnelle unique	12,42	9,89	10,36	10,25	14,50	18,10	11,56
Groupement à fiscalité additionnelle	16,52	13,70	16,60	5,11	21,54		14,96

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	17,86	21,82	21,19	24,90	25,71	28,79	24,93
Bourgogne-Franche-Comté	18,87	21,96	23,78	24,84	26,94		24,13
Bretagne	21,79	23,65	24,05	24,88	26,37	28,78	25,79
Centre-Val de Loire	17,42	20,15	23,27	23,24	25,22	23,41	22,75
Corse	10,38	14,81		22,35			15,96
Grand-Est	14,31	16,91	20,71	22,52	26,08	26,26	22,07
Hauts-de-France	18,92	17,83	21,98	26,53	30,59	33,61	28,25
Normandie	16,02	18,29	21,79	22,86	24,31	26,02	22,80
Nouvelle Aquitaine	26,10	25,74	26,23	25,68	27,79	33,18	28,12
Occitanie	28,45	29,95	34,19	33,64	34,63	36,67	33,96
Pays de la Loire	17,31	24,01	24,41	24,70	21,83	29,94	25,29
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28,09	29,62	30,71	29,87	29,64	31,03	30,45
France Métropolitaine hors Île-de-France	20,25	22,05	24,19	25,78	27,58	30,74	26,58
Île-de-France		21,36	22,81	23,88	24,31	27,41	26,54
France Métropolitaine	20,25	22,02	24,12	25,67	27,08	29,26	26,57
Guadeloupe	27,28			24,86	25,06		25,02
Martinique				19,85	22,50		22,18
Guyane	19,99		25,89	25,89	26,66		26,24
La Réunion					25,36		25,36
Mayotte			43,82	17,32			20,87
Outre-mer	26,76		27,94	21,94	24,62		24,41
France entière	20,26	22,02	24,17	25,56	26,87	29,26	26,51

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		27,07	27,88	26,20	26,83	25,64	26,54
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		27,07	27,88	26,20	26,83	25,64	26,54
Communauté urbaine				23,44	27,06	25,16	26,36
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				23,44	28,76	25,16	27,40
<i>à fiscalité additionnelle</i>					12,59		12,59
Communauté de communes	20,26	21,99	23,72	23,43	26,06		22,45
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	26,65	25,01	25,57	23,94	26,06		25,25
<i>à fiscalité additionnelle</i>	7,92	7,80	5,03	3,33			7,28
Métropole yc la métropole de Lyon					27,04	29,90	29,73
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					27,04	29,90	29,73
Groupement à fiscalité professionnelle unique	26,65	25,02	25,84	25,68	27,07	29,26	27,39
Groupement à fiscalité additionnelle	7,92	7,80	5,03	3,33	12,59		7,69

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	8,99	7,94	8,49	8,62	8,30	6,43	7,65
Bourgogne-Franche-Comté	8,87	8,45	8,94	9,01	7,56		8,32
Bretagne		8,44	9,24	9,18	9,27	7,50	8,84
Centre-Val de Loire	4,31	6,34	7,67	10,27	9,23	10,86	8,76
Corse	15,19	16,10		18,53			16,67
Grand-Est	11,17	10,44	8,33	10,94	8,62	9,90	9,56
Hauts-de-France	10,46	12,98	12,85	11,55	11,48	13,39	12,22
Normandie	13,68	10,45	10,93	11,85	11,53	8,07	10,73
Nouvelle Aquitaine	5,03	8,16	9,97	9,61	7,72	8,55	8,40
Occitanie	9,04	11,90	10,83	11,77	12,60	9,70	11,11
Pays de la Loire	13,52	9,84	10,48	10,98	8,38	8,18	8,90
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11,90	11,23	13,33	11,77	11,25	12,31	11,97
France Métropolitaine hors Île-de-France	9,10	9,87	10,08	10,43	9,87	9,47	9,83
Île-de-France		6,71	4,58	3,79	5,79	5,70	5,65
France Métropolitaine	9,10	9,59	9,62	10,04	9,19	7,80	8,79
Guadeloupe	14,00			17,43	19,07		17,88
Martinique				17,51	15,60		16,00
Guyane	11,55		11,97	13,09	14,57		13,99
La Réunion					16,18		16,18
Mayotte			16,48	14,40			14,81
Outre-mer	13,80		13,60	16,98	16,24		16,35
France entière	9,13	9,59	9,64	10,33	9,72	7,80	8,99

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Les taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP en 2022

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		5,06	11,38	10,12	9,98	6,46	9,68
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		5,06	11,38	10,12	9,98	6,46	9,68
Communauté urbaine				9,54	10,34	7,94	9,40
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				9,54	10,88	7,94	9,63
<i>à fiscalité additionnelle</i>					6,38		6,38
Communauté de communes	9,13	9,63	9,36	11,22	8,92		9,68
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	8,52	9,18	9,54	11,23	8,92		9,52
<i>à fiscalité additionnelle</i>	10,60	12,68	7,03	10,75			10,83
Métropole yc la métropole de Lyon					6,78	7,94	7,86
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					6,78	7,94	7,86
Groupement à fiscalité professionnelle unique	8,52	9,14	9,82	10,32	9,76	7,80	8,95
Groupement à fiscalité additionnelle	10,60	12,68	7,03	10,75	6,38		10,31

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

A2.4 - Produits par habitant des GFP

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	53,7	14,1	11,0	10,0	8,5	5,7	11,6
Bourgogne-Franche-Comté	15,3	11,2	19,9	7,9	6,1		10,5
Bretagne	106,5	21,1	23,3	27,6	21,6	7,2	21,6
Centre-Val de Loire	16,0	10,1	8,1	7,7	6,3	5,0	8,5
Corse	71,4	10,4		22,6			41,9
Grand-Est	8,5	5,0	4,2	3,1	6,1	5,3	5,1
Hauts-de-France	5,9	4,3	10,2	13,8	5,6	3,8	6,9
Normandie	33,0	19,2	20,1	8,3	7,8	3,7	12,3
Nouvelle Aquitaine	24,6	21,9	12,6	24,6	7,3	15,4	17,0
Occitanie	43,8	30,3	22,0	24,4	22,2	11,1	23,6
Pays de la Loire	142,4	9,9	8,1	46,3	7,8	4,7	14,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	90,6	45,1	31,5	36,9	38,3	16,2	27,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	34,4	15,7	14,0	18,3	12,0	9,4	14,7
Île-de-France		4,8	5,2	9,2	4,1	0,9	2,1
France Métropolitaine	34,4	15,2	13,5	17,8	10,9	5,8	12,3
Guadeloupe	34,9			13,4	21,9		16,2
Martinique				9,8	15,6		14,0
Guyane	8,5		8,6	2,8	1,4		2,8
La Réunion					3,1		3,1
Mayotte			16,9	2,9			6,2
Outre-mer	24,2		14,2	8,2	6,7		7,6
France entière	34,3	15,2	13,5	17,2	10,6	5,8	12,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seuls les produits la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		13,5	22,9	17,9	11,0	11,4	13,7
à fiscalité professionnelle unique		13,5	22,9	17,9	11,0	11,4	13,7
Communauté urbaine				7,0	9,7	4,7	7,9
à fiscalité professionnelle unique				7,0	9,5	4,7	7,7
à fiscalité additionnelle					11,1		11,1
Communauté de communes	34,3	15,2	12,5	15,7	9,5		17,2
à fiscalité professionnelle unique	35,8	16,3	12,7	16,0	9,5		17,4
à fiscalité additionnelle	30,0	8,0	9,4	6,9			15,4
Métropole yç la métropole de Lyon					7,4	5,3	5,5
à fiscalité professionnelle unique					7,4	5,3	5,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	35,8	16,3	13,8	17,3	10,6	5,8	12,1
Groupement à fiscalité additionnelle	30,0	8,0	9,4	6,9	11,1		15,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seuls les produits la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont présentés ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021 .

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes			0,01	0,04		0,02	0,02
Bourgogne-Franche-Comté	0,02		0,24		0,03		0,03
Bretagne					0,30		0,09
Centre-Val de Loire		0,02	0,03	0,11	0,07		0,04
Corse							
Grand-Est		0,01		0,18	0,11		0,06
Hauts-de-France		0,03					0,00
Normandie		0,01		0,07		0,68	0,12
Nouvelle Aquitaine	0,03	0,09	0,03		0,05		0,03
Occitanie			0,19	0,02	0,09	0,07	0,07
Pays de la Loire						0,01	0,00
Provence-Alpes-Côte d'Azur							
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,01	0,02	0,04	0,04	0,06	0,04	0,04
Île-de-France							
France Métropolitaine	0,01	0,02	0,04	0,04	0,05	0,02	0,03
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane							
La Réunion							
Mayotte							
Outre-mer							
France entière	0,01	0,02	0,04	0,03	0,04	0,02	0,03

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération			0,18	0,03	0,04		0,04
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>			<i>0,18</i>	<i>0,03</i>	<i>0,04</i>		0,04
Communauté urbaine							
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>							
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	0,01	0,02	0,02	0,05			0,02
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	<i>0,01</i>	<i>0,02</i>	<i>0,02</i>	<i>0,05</i>			0,02
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Métropole yc la métropole de Lyon					0,18	0,03	0,04
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					<i>0,18</i>	<i>0,03</i>	0,04
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,01	0,02	0,04	0,03	0,05	0,02	0,03
Groupement à fiscalité additionnelle							

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	79,1	26,8	27,1	17,5	38,3	18,6	27,1
Bourgogne-Franche-Comté	49,2	40,7	55,3	32,4	24,6		37,2
Bretagne	91,6	20,5	9,3	14,3	18,9	21,2	17,2
Centre-Val de Loire	22,3	23,0	19,4	10,8	49,2		25,8
Corse	40,2	41,5		49,0			44,3
Grand-Est	54,4	53,9	43,3	30,6	42,3	48,2	44,8
Hauts-de-France	21,4	32,6	25,5	30,5	28,6		23,4
Normandie	96,1	79,9	43,1	50,3	16,2		39,2
Nouvelle Aquitaine	37,5	35,1	30,2	35,8	27,1	12,0	28,7
Occitanie	51,9	37,6	37,8	64,0	40,8	125,6	62,3
Pays de la Loire	107,0	37,5	20,6	27,2	47,7	66,3	43,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	127,0	22,8	40,5	23,8	17,3	56,4	43,9
France Métropolitaine hors Île-de-France	55,2	38,7	31,0	30,3	31,8	41,3	36,1
Île-de-France		30,9	34,8	19,6	14,4	8,8	11,7
France Métropolitaine	55,2	38,4	31,2	29,8	29,3	27,6	31,6
Guadeloupe	96,8			33,4	7,5		28,5
Martinique				77,5	21,2		36,3
Guyane	7,3		29,4		11,9		9,5
La Réunion					3,9		3,9
Mayotte			18,0	5,1			8,2
Outre-mer	60,6		21,7	26,6	8,4		15,1
France entière	55,3	38,4	31,1	29,6	27,6	27,6	31,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		107,1	44,1	32,0	22,0	30,5	26,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		107,1	44,1	32,0	22,0	30,5	26,9
Communauté urbaine				75,2	38,6	51,6	44,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				75,2	23,0	51,6	35,8
<i>à fiscalité additionnelle</i>					167,6		167,6
Communauté de communes	55,3	37,9	29,6	18,5	61,2		36,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	46,4	32,4	27,9	17,6	61,2		31,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>	81,1	75,2	55,5	47,1			73,1
Métropole yc la métropole de Lyon					63,8	25,9	28,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					63,8	25,9	28,4
Groupement à fiscalité professionnelle unique	46,4	32,9	29,6	29,5	25,8	27,6	29,0
Groupement à fiscalité additionnelle	81,1	75,2	55,5	47,1	167,6		80,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	7,8	3,9	3,1	2,6	2,1	1,1	2,6
Bourgogne-Franche-Comté	12,7	7,5	7,9	2,6	1,2		5,8
Bretagne	6,5	4,2	2,9	3,3	2,6	1,5	2,9
Centre-Val de Loire	9,2	5,3	3,4	3,3	2,3	1,6	3,9
Corse	1,1	3,9		0,7			1,3
Grand-Est	18,0	7,6	5,6	2,4	1,6	2,8	5,1
Hauts-de-France	9,6	8,5	7,3	3,6	2,6	1,6	4,0
Normandie	42,1	15,2	11,4	11,7	3,6	1,5	9,5
Nouvelle Aquitaine	11,3	7,9	7,6	4,2	2,3	1,3	5,0
Occitanie	16,1	6,3	6,5	4,2	3,7	1,7	5,4
Pays de la Loire	6,0	8,8	4,2	3,1	2,2	1,2	3,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,6	4,1	3,3	2,8	2,7	1,1	2,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	13,0	7,3	5,8	3,7	2,5	1,4	4,3
Île-de-France		4,0	3,8	3,0	1,3	0,8	1,2
France Métropolitaine	13,0	7,1	5,7	3,7	2,3	1,2	3,7
Guadeloupe	4,0			1,0	1,7		1,3
Martinique				1,8	1,1		1,3
Guyane	0,8		3,0	0,6	2,9		2,1
La Réunion					0,6		0,6
Mayotte			2,7	0,5			1,0
Outre-mer	2,7		2,8	0,9	1,0		1,1
France entière	13,0	7,1	5,6	3,5	2,2	1,2	3,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		3,4	4,9	3,3	2,3	2,2	2,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		3,4	4,9	3,3	2,3	2,2	2,7
Communauté urbaine				6,9	2,0	2,4	2,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				6,9	1,9	2,4	2,3
<i>à fiscalité additionnelle</i>					2,9		2,9
Communauté de communes	13,0	7,2	5,7	4,0	3,5		7,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	11,3	6,6	5,4	4,0	3,5		6,4
<i>à fiscalité additionnelle</i>	17,8	11,1	9,6	5,2			12,9
Métropole y compris la métropole de Lyon					1,4	1,0	1,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					1,4	1,0	1,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique	11,3	6,5	5,4	3,5	2,2	1,2	3,3
Groupement à fiscalité additionnelle	17,8	11,1	9,6	5,2	2,9		12,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Les produits par habitant des trois taxes ménages des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	140,5	44,8	41,3	30,1	48,9	25,5	41,3
Bourgogne-Franche-Comté	77,2	59,5	83,3	42,8	31,9		53,5
Bretagne	204,7	45,7	35,5	45,3	43,3	29,9	41,8
Centre-Val de Loire	47,4	38,5	30,9	21,9	58,0	6,7	38,2
Corse	112,7	55,8		72,3			87,4
Grand-Est	80,9	66,5	53,2	36,3	50,2	56,3	55,1
Hauts-de-France	36,8	45,4	42,9	47,9	36,8	5,3	34,3
Normandie	171,2	114,2	74,6	70,3	27,7	5,9	61,2
Nouvelle Aquitaine	73,4	65,0	50,4	64,6	36,8	28,7	50,8
Occitanie	111,8	74,2	66,5	92,6	66,9	138,4	91,4
Pays de la Loire	255,4	56,3	32,9	76,6	57,7	72,3	61,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	227,2	72,0	75,3	63,5	58,3	73,7	73,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	102,6	61,7	50,8	52,4	46,4	52,1	55,2
Île-de-France		39,7	43,8	31,8	19,8	10,5	15,0
France Métropolitaine	102,6	60,7	50,4	51,4	42,6	34,5	47,7
Guadeloupe	135,7			47,8	31,2		46,0
Martinique				89,1	37,9		51,6
Guyane	16,6		41,0	3,4	16,2		14,5
La Réunion					7,6		7,6
Mayotte			37,7	8,5			15,4
Outre-mer	87,5		38,8	35,8	16,2		23,8
France entière	102,6	60,7	50,2	50,4	40,4	34,5	46,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des trois taxes ménages des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		124,0	72,2	53,2	35,3	44,1	43,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		124,0	72,2	53,2	35,3	44,1	43,4
Communauté urbaine				89,1	50,3	58,7	55,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				89,1	34,4	58,7	45,8
<i>à fiscalité additionnelle</i>					181,6		181,6
Communauté de communes	102,6	60,3	47,8	38,3	74,1		60,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	93,5	55,2	46,0	37,6	74,1		55,1
<i>à fiscalité additionnelle</i>	128,9	94,3	74,5	59,2			101,3
Métropole yc la métropole de Lyon					72,7	32,3	34,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					72,7	32,3	34,9
Groupement à fiscalité professionnelle unique	93,5	55,7	48,8	50,3	38,6	34,5	44,4
Groupement à fiscalité additionnelle	128,9	94,3	74,5	59,2	181,6		107,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation foncière des entreprises des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	117,2	84,0	93,2	92,9	106,1	137,8	109,5
Bourgogne-Franche-Comté	37,2	59,4	71,9	96,2	104,7		75,8
Bretagne	53,7	55,6	51,3	66,4	77,7	103,9	70,8
Centre-Val de Loire	34,6	79,7	63,9	64,3	101,2	80,4	77,5
Corse	23,5	60,7		47,5			39,0
Grand-Est	38,4	58,0	71,7	80,9	93,3	119,1	79,5
Hauts-de-France	43,0	46,4	54,1	72,5	103,5	110,0	85,7
Normandie	35,7	60,1	54,0	61,9	119,9	88,6	79,4
Nouvelle Aquitaine	58,3	63,5	73,6	82,3	91,5	138,0	88,0
Occitanie	68,4	83,5	88,6	105,8	107,5	172,5	110,6
Pays de la Loire	41,4	64,3	65,6	69,6	83,8	112,8	82,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	89,8	103,0	97,9	121,7	133,8	120,5	120,3
France Métropolitaine hors Île-de-France	60,0	67,0	72,3	83,7	101,9	126,7	92,2
Île-de-France		61,5	68,9	97,5	98,5	123,8	114,6
France Métropolitaine	60,0	66,7	72,1	84,4	101,4	125,5	96,4
Guadeloupe	48,9			42,5	214,5		87,1
Martinique				40,5	120,0		98,7
Guyane	4,0		243,0	7,7	51,9		55,8
La Réunion					82,4		82,4
Mayotte			25,8	20,4			21,7
Outre-mer	30,7		96,8	30,6	96,0		75,2
France entière	59,9	66,7	72,5	80,9	100,9	125,5	95,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation foncière des entreprises des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		82,3	91,7	84,0	99,2	144,8	97,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		82,3	91,7	84,0	99,2	144,8	97,1
Communauté urbaine				62,8	112,8	90,3	102,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				62,8	120,3	90,3	106,7
<i>à fiscalité additionnelle</i>					51,1		51,1
Communauté de communes	59,9	66,6	70,3	71,6	81,4		67,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	69,7	71,8	73,6	73,5	81,4		72,5
<i>à fiscalité additionnelle</i>	31,2	31,9	21,3	8,5			29,3
Métropole yc la métropole de Lyon					104,1	125,7	124,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					104,1	125,7	124,3
Groupement à fiscalité professionnelle unique	69,7	71,9	75,5	81,4	101,6	125,5	98,4
Groupement à fiscalité additionnelle	31,2	31,9	21,3	8,5	51,1		31,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	32,7	47,6	55,8	60,6	72,2	154,6	88,2
Bourgogne-Franche-Comté	24,4	38,9	53,1	68,8	79,1		54,1
Bretagne	41,6	42,9	41,9	55,8	59,2	99,0	58,4
Centre-Val de Loire	25,2	54,0	47,8	56,8	77,5	81,0	60,7
Corse	13,0	41,3		50,3			33,2
Grand-Est	24,2	36,7	54,2	52,2	63,2	85,0	54,1
Hauts-de-France	36,8	33,8	35,6	48,0	55,0	86,1	54,6
Normandie	32,3	35,4	41,9	50,2	79,3	76,2	57,4
Nouvelle Aquitaine	33,4	37,2	45,9	49,4	66,7	79,4	54,7
Occitanie	27,2	35,6	37,4	53,7	48,0	97,7	53,8
Pays de la Loire	28,0	48,3	49,1	49,8	66,6	93,1	64,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28,0	39,0	47,2	57,7	66,2	65,1	61,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	27,8	40,2	46,3	54,6	64,4	96,7	61,5
Île-de-France		35,9	36,7	51,7	78,8	153,7	129,1
France Métropolitaine	27,8	40,0	45,8	54,4	66,5	120,8	74,1
Guadeloupe	9,1			14,1	94,4		34,7
Martinique				19,5	45,0		38,2
Guyane	1,8		35,3	4,2	25,5		18,6
La Réunion					33,0		33,0
Mayotte			4,8	9,6			8,4
Outre-mer	6,2		14,8	12,1	39,0		29,4
France entière	27,7	40,0	45,4	51,7	64,2	120,8	72,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		45,1	55,7	53,6	62,5	80,9	60,6
à fiscalité professionnelle unique		45,1	55,7	53,6	62,5	80,9	60,6
Communauté urbaine				59,5	64,8	65,5	64,8
à fiscalité professionnelle unique				59,5	68,4	65,5	66,9
à fiscalité additionnelle					35,2		35,2
Communauté de communes	27,7	40,0	44,3	45,0	72,3		40,3
à fiscalité professionnelle unique	34,1	43,7	46,6	46,2	72,3		44,1
à fiscalité additionnelle	9,0	15,0	10,1	5,2			12,0
Métropole yc la métropole de Lyon					78,9	127,6	124,5
à fiscalité professionnelle unique					78,9	127,6	124,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	34,1	43,8	47,5	52,0	64,5	120,8	75,1
Groupement à fiscalité additionnelle	9,0	15,0	10,1	5,2	35,2		13,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	15,7	16,5	9,4	13,6	6,7	6,5	10,2
Bourgogne-Franche-Comté	15,0	9,8	9,0	8,3	5,9		9,2
Bretagne	59,4	8,7	8,9	8,6	5,2	4,4	7,3
Centre-Val de Loire	15,6	38,1	12,1	7,8	6,9	4,7	15,7
Corse	5,1	7,4		6,0			5,8
Grand-Est	22,8	19,6	13,9	10,9	8,1	6,5	12,9
Hauts-de-France	47,8	21,1	15,6	9,4	13,4	4,6	12,6
Normandie	6,5	14,1	8,1	8,8	10,7	4,6	9,5
Nouvelle Aquitaine	17,4	15,0	20,0	8,2	5,7	5,9	10,8
Occitanie	23,2	11,4	10,1	7,3	8,3	5,0	9,7
Pays de la Loire	6,3	9,0	12,5	6,5	10,0	4,6	8,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,9	15,2	10,5	12,9	7,8	9,1	10,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	18,1	16,1	12,2	9,8	8,5	6,4	10,6
Île-de-France		9,3	8,7	7,9	4,9	4,4	4,9
France Métropolitaine	18,1	15,8	12,0	9,7	8,0	5,5	9,5
Guadeloupe	2,0			5,3	9,6		6,3
Martinique				9,1	3,3		4,8
Guyane	6,7		17,3	2,4	6,2		6,1
La Réunion					5,2		5,2
Mayotte			1,5	1,3			1,3
Outre-mer	3,9		6,6	4,2	5,3		5,0
France entière	18,0	15,8	12,0	9,4	7,8	5,5	9,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		6,0	10,5	8,5	7,3	5,7	7,7
à fiscalité professionnelle unique		6,0	10,5	8,5	7,3	5,7	7,7
Communauté urbaine				7,7	13,3	6,6	10,8
à fiscalité professionnelle unique				7,7	14,9	6,6	11,6
à fiscalité additionnelle							
Communauté de communes	18,0	15,9	12,1	12,5	6,7		14,6
à fiscalité professionnelle unique	21,2	17,0	12,5	12,9	6,7		15,5
à fiscalité additionnelle	8,8	8,4	7,2				8,1
Métropole yc la métropole de Lyon					5,2	5,5	5,5
à fiscalité professionnelle unique					5,2	5,5	5,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	21,2	16,9	12,3	9,4	7,9	5,5	9,5
Groupement à fiscalité additionnelle	8,8	8,4	7,2				7,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,8	7,4	9,4	13,9	15,4	12,0	11,7
Bourgogne-Franche-Comté	4,1	9,9	17,4	20,2	17,6		13,4
Bretagne	7,8	11,5	12,8	13,9	19,4	14,6	15,1
Centre-Val de Loire	3,5	9,9	13,1	13,8	17,4	15,0	13,0
Corse	4,3	13,0		15,9			10,6
Grand-Est	3,3	6,7	12,6	14,8	16,1	14,4	12,0
Hauts-de-France	2,8	5,4	8,1	14,8	15,0	10,8	11,9
Normandie	2,9	7,3	14,2	13,0	15,2	14,9	12,7
Nouvelle Aquitaine	8,5	11,7	12,0	17,2	18,3	16,1	14,8
Occitanie	5,2	10,0	12,0	16,5	16,2	12,6	12,7
Pays de la Loire	5,8	9,4	14,3	15,1	11,9	15,3	13,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,4	9,8	11,6	13,3	16,8	12,0	12,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	5,2	8,9	12,0	15,0	16,2	13,0	12,9
Île-de-France		5,9	8,3	11,4	13,8	7,9	9,0
France Métropolitaine	5,2	8,8	11,8	14,9	15,9	10,9	12,1
Guadeloupe				3,6	21,9		8,2
Martinique				3,7	12,0		9,7
Guyane			4,1	1,0	8,1		5,0
La Réunion					9,8		9,8
Mayotte			1,4	2,6			2,3
Outre-mer			2,3	2,9	10,9		8,0
France entière	5,2	8,8	11,7	14,1	15,5	10,9	12,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		29,2	17,8	15,1	15,4	12,7	15,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		29,2	17,8	15,1	15,4	12,7	15,2
Communauté urbaine				16,6	15,1	14,1	14,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				16,6	17,0	14,1	15,9
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	5,2	8,6	11,0	10,4	10,5		9,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	6,8	9,8	11,7	10,7	10,5		10,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>	0,5	0,4	0,1	0,0			0,4
Métropole yc la métropole de Lyon					17,2	10,5	11,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					17,2	10,5	11,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique	6,8	10,0	12,3	14,2	15,7	10,9	12,5
Groupement à fiscalité additionnelle	0,5	0,4	0,1	0,0			0,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impôts économiques des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	171,5	155,5	167,7	180,9	200,4	310,8	219,7
Bourgogne-Franche-Comté	80,7	118,1	151,4	193,4	207,2		152,5
Bretagne	162,4	118,8	114,9	144,7	161,5	221,9	151,5
Centre-Val de Loire	78,9	181,7	137,0	142,8	203,1	181,1	166,8
Corse	46,0	122,4		119,7			88,6
Grand-Est	88,7	121,0	152,4	158,8	180,7	225,0	158,6
Hauts-de-France	130,4	106,7	113,5	144,7	186,9	211,6	164,8
Normandie	77,3	116,9	118,2	133,9	225,2	184,3	159,0
Nouvelle Aquitaine	117,6	127,4	151,5	157,1	182,2	239,4	168,2
Occitanie	124,0	140,5	148,1	183,3	180,1	287,8	186,9
Pays de la Loire	81,5	131,0	141,5	141,1	172,3	226,0	167,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	147,1	167,0	167,1	205,6	224,6	206,8	204,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	111,1	132,3	142,8	163,1	191,1	242,8	177,1
Île-de-France		112,6	122,6	168,5	195,9	289,9	257,7
France Métropolitaine	111,1	131,4	141,8	163,4	191,8	262,7	192,2
Guadeloupe	60,0			65,5	340,4		136,3
Martinique				72,7	180,2		151,5
Guyane	12,6		299,7	15,3	91,7		85,5
La Réunion					130,4		130,4
Mayotte			33,5	33,8			33,7
Outre-mer	40,8		120,5	49,9	151,1		117,5
France entière	110,7	131,4	141,5	156,1	188,4	262,7	189,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impôts économiques des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		162,7	175,7	161,2	184,4	244,1	180,5
à fiscalité professionnelle unique		162,7	175,7	161,2	184,4	244,1	180,5
Communauté urbaine				146,7	206,0	176,5	193,4
à fiscalité professionnelle unique				146,7	220,6	176,5	201,1
à fiscalité additionnelle					86,2		86,2
Communauté de communes	110,7	131,2	137,7	139,4	171,0		131,4
à fiscalité professionnelle unique	131,7	142,5	144,4	143,2	171,0		142,1
à fiscalité additionnelle	49,5	55,7	38,8	13,8			49,8
Métropole yc la métropole de Lyon					205,4	269,3	265,2
à fiscalité professionnelle unique					205,4	269,3	265,2
Groupement à fiscalité professionnelle unique	131,7	142,6	147,7	157,1	189,7	262,7	195,5
Groupement à fiscalité additionnelle	49,5	55,7	38,8	13,8	86,2		52,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des contributions directes des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	312,0	200,2	209,0	211,0	249,3	336,3	261,0
Bourgogne-Franche-Comté	157,9	177,5	234,7	236,2	239,1		206,0
Bretagne	367,1	164,5	150,4	190,0	204,8	251,8	193,3
Centre-Val de Loire	126,3	220,2	167,9	164,7	261,0	187,7	205,0
Corse	158,7	178,2		192,0			176,0
Grand-Est	169,6	187,5	205,5	195,1	230,9	281,3	213,7
Hauts-de-France	167,3	152,0	156,4	192,6	223,7	216,9	199,2
Normandie	248,6	231,2	192,8	204,3	252,9	190,3	220,2
Nouvelle Aquitaine	191,0	192,4	201,9	221,8	219,0	268,2	219,0
Occitanie	235,8	214,7	214,6	275,9	246,9	426,2	278,2
Pays de la Loire	337,0	187,3	174,4	217,7	230,0	298,2	228,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	374,3	239,0	242,4	269,1	282,9	280,5	277,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	213,7	194,0	193,6	215,5	237,5	294,9	232,3
Île-de-France		152,2	166,4	200,3	215,7	300,4	272,6
France Métropolitaine	213,7	192,1	192,2	214,8	234,4	297,2	239,8
Guadeloupe	195,7			113,3	371,6		182,3
Martinique				161,8	218,2		203,1
Guyane	29,2		340,7	18,8	107,9		100,0
La Réunion					138,0		138,0
Mayotte			71,2	42,3			49,1
Outre-mer	128,2		159,2	85,7	167,3		141,3
France entière	213,3	192,1	191,8	206,5	228,8	297,2	236,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des contributions directes des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		286,7	247,9	214,5	219,8	288,2	223,9
à fiscalité professionnelle unique		286,7	247,9	214,5	219,8	288,2	223,9
Communauté urbaine				235,8	256,3	235,2	248,4
à fiscalité professionnelle unique				235,8	254,9	235,2	247,0
à fiscalité additionnelle					267,8		267,8
Communauté de communes	213,3	191,5	185,6	177,7	245,1		191,9
à fiscalité professionnelle unique	225,2	197,7	190,4	180,9	245,1		197,3
à fiscalité additionnelle	178,4	150,1	113,3	73,0			151,1
Métropole yc la métropole de Lyon					278,1	301,6	300,1
à fiscalité professionnelle unique					278,1	301,6	300,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	225,2	198,3	196,5	207,4	228,3	297,2	239,9
Groupement à fiscalité additionnelle	178,4	150,1	113,3	73,0	267,8		160,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des contributions directes des GFP en 2022

en euros / hab.

Départements	THRS	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
01 Ain	5,7	20,2	3,1	29,1	93,7	61,6	17,8	12,5	185,7	214,7
02 Aisne	4,2	26,2	5,2	35,5	54,7	39,3	16,9	11,4	122,3	157,8
03 Allier	11,7	13,6	4,6	29,9	79,9	47,9	12,3	14,0	154,1	184,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	43,5	73,3	4,9	121,7	133,6	48,8	30,5	12,5	225,3	347,1
05 Hautes-Alpes	58,6	60,2	5,6	124,4	101,3	43,9	18,7	12,7	176,5	300,9
06 Alpes-Maritimes	41,3	67,9	1,3	110,5	139,0	64,4	7,6	12,8	223,8	334,3
07 Ardèche	18,8	30,6	3,9	53,2	100,4	50,2	28,9	9,8	189,2	242,4
08 Ardennes	5,5	59,5	7,5	72,5	63,7	45,0	24,9	10,1	143,8	216,2
09 Ariège	33,9	78,3	13,2	125,4	126,0	36,4	15,5	12,3	190,2	315,6
10 Aube	4,3	19,6	4,3	28,2	56,8	35,6	21,1	8,7	122,1	150,3
11 Aude	33,7	78,4	10,3	122,4	96,5	37,3	14,7	12,7	161,3	283,7
12 Aveyron	19,7	26,2	8,6	54,4	102,8	50,0	26,9	10,8	190,5	244,9
13 Bouches-du-Rhône	9,7	30,4	1,2	41,4	119,4	71,3	10,5	11,2	212,4	253,8
14 Calvados	20,8	34,4	8,8	64,0	70,9	57,0	5,7	15,4	149,0	213,0
15 Cantal	31,2	19,6	8,7	59,6	75,9	42,4	23,3	11,8	153,5	213,2
16 Charente	8,4	20,3	5,7	34,4	66,2	60,3	8,4	13,4	148,4	182,7
17 Charente-Maritime	36,0	22,5	4,5	63,0	68,3	44,4	7,7	14,8	135,1	198,1
18 Cher	8,9	18,7	6,4	34,0	66,3	46,2	8,7	10,1	131,3	165,3
19 Corrèze	16,6	21,9	5,7	44,2	90,9	53,6	16,2	13,3	174,0	218,2
20 Corse	41,9	44,3	1,3	87,4	39,0	33,2	5,8	10,6	88,6	176,0
21 Côte-d'Or	7,2	31,2	5,3	43,8	89,8	65,8	10,0	13,4	179,0	222,7
22 Côtes-d'Armor	28,9	16,0	5,1	50,0	67,4	50,9	9,3	16,1	143,7	193,8
23 Creuse	34,2	32,2	6,2	72,6	55,4	29,7	13,2	13,1	111,4	183,9
24 Dordogne	17,6	68,2	10,1	95,9	62,1	35,5	6,7	14,2	118,5	214,4
25 Doubs	6,5	28,3	3,1	37,9	84,3	61,2	8,5	15,0	168,9	206,9
26 Drôme	9,0	49,0	3,5	61,5	98,9	62,9	10,2	11,6	183,5	245,0
27 Eure	7,9	41,3	11,3	60,4	63,1	56,3	5,9	10,4	135,7	196,1
28 Eure-et-Loir	9,7	41,7	4,6	56,0	74,7	56,5	14,9	14,6	160,6	216,5
29 Finistère	23,7	20,9	2,4	47,4	65,5	52,5	7,2	15,7	141,0	188,4
30 Gard	21,3	22,1	2,2	45,8	90,1	43,3	7,8	11,8	153,0	198,8
31 Haute-Garonne	11,4	137,7	3,1	152,3	158,1	82,9	6,3	13,4	260,7	412,9
32 Gers	16,3	38,4	13,4	68,0	57,6	34,4	10,1	8,9	111,1	179,1
33 Gironde	11,7	12,1	2,2	26,0	111,3	67,4	11,3	16,0	206,0	232,0
34 Hérault	30,6	19,2	3,1	53,2	106,5	53,4	7,0	13,6	180,5	233,7
35 Ille-et-Vilaine	12,0	18,9	2,5	33,5	78,4	71,7	6,2	13,3	169,7	203,1
36 Indre	11,2	34,8	7,8	53,8	56,2	41,4	16,0	12,6	126,2	180,0
37 Indre-et-Loire	7,2	8,4	2,7	18,3	71,8	62,3	15,8	12,5	162,4	180,7
38 Isère	7,7	33,1	2,1	42,9	110,9	71,4	10,9	11,4	204,6	247,6
39 Jura	16,1	57,9	5,2	79,2	68,4	53,4	10,2	13,1	145,0	224,2
40 Landes	28,3	34,9	5,1	68,4	93,8	46,5	12,5	15,9	168,7	237,1
41 Loir-et-Cher	11,3	12,0	3,7	27,0	85,1	59,4	20,8	13,2	178,5	205,4
42 Loire	7,3	30,5	2,3	40,1	88,5	54,4	5,5	10,9	159,3	199,4
43 Haute-Loire	19,4	20,0	6,0	45,3	68,1	43,5	9,1	9,9	130,6	175,9
44 Loire-Atlantique	15,1	48,6	1,7	65,4	103,4	75,5	10,7	14,9	204,5	269,9
45 Loiret	6,4	38,0	2,3	46,7	92,6	75,1	16,7	13,6	197,9	244,7
46 Lot	27,8	49,8	10,7	88,3	87,3	42,2	7,3	12,1	148,9	237,2
47 Lot-et-Garonne	10,7	30,6	13,9	55,2	77,1	47,3	6,5	13,9	144,8	200,0
48 Lozère	24,2	42,5	11,7	78,4	53,7	32,2	15,6	8,6	110,1	188,5
49 Maine-et-Loire	4,6	17,1	2,9	24,5	66,5	61,6	7,1	13,2	148,6	173,1
50 Manche	19,6	48,6	15,3	83,5	92,8	53,3	16,8	14,1	177,0	260,4

Les produits par habitant des contributions directes des GFP en 2022 (suite)

en euros / hab.

Départements	THRS	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
51 Marne	5,9	39,9	10,4	56,1	81,8	64,2	15,9	14,7	176,6	232,7
52 Haute-Marne	8,9	66,6	12,5	88,9	60,3	44,1	21,5	14,0	139,9	228,9
53 Mayenne	7,5	22,0	9,9	39,3	78,1	68,9	8,4	11,9	167,4	206,7
54 Meurthe-et-Moselle	6,7	69,2	1,9	77,8	72,8	46,6	10,2	12,1	141,6	219,5
55 Meuse	8,8	91,5	18,5	118,9	55,8	36,6	22,5	8,5	123,4	242,3
56 Morbihan	27,6	10,7	2,4	40,7	68,5	51,3	7,3	16,3	143,5	184,1
57 Moselle	3,2	26,3	2,3	32,0	78,9	47,5	18,3	12,8	157,6	189,6
58 Nièvre	20,3	31,0	9,7	61,1	58,9	35,9	9,4	12,0	116,2	177,3
59 Nord	3,5	10,0	2,5	15,9	104,4	66,8	11,6	11,3	194,1	210,0
60 Oise	4,4	38,4	4,7	47,6	71,4	50,3	10,2	12,0	143,9	191,4
61 Orne	19,5	104,2	26,4	150,1	48,2	44,8	6,1	12,1	111,1	261,1
62 Pas-de-Calais	13,0	26,9	3,4	43,3	78,5	44,1	10,8	14,0	147,5	190,8
63 Puy-de-Dôme	12,6	25,6	2,9	41,1	92,9	61,2	7,1	12,7	173,8	214,9
64 Pyrénées-Atlantiques	23,3	40,1	2,5	66,0	113,9	59,0	7,9	14,8	195,6	261,6
65 Hautes-Pyrénées	25,4	41,7	5,3	72,4	92,0	36,7	9,4	13,3	151,4	223,7
66 Pyrénées-Orientales	55,7	28,9	2,7	87,2	111,7	43,6	13,1	14,5	182,8	270,0
67 Bas-Rhin	4,4	51,9	4,1	60,4	95,1	70,0	5,4	10,0	180,4	240,8
68 Haut-Rhin	4,5	32,2	4,9	41,5	95,8	63,1	7,7	13,7	180,3	221,8
69 Rhône	5,2	9,8	1,2	16,1	143,0	181,3	6,9	10,4	341,6	357,7
70 Haute-Saône	7,8	38,2	6,3	52,5	52,5	40,3	8,0	11,7	112,6	165,1
71 Saône-et-Loire	12,3	36,3	7,3	55,9	71,8	54,0	7,7	13,8	147,3	203,2
72 Sarthe	8,4	81,8	6,6	96,8	55,0	38,5	5,4	5,6	104,4	201,3
73 Savoie	28,5	65,2	2,5	96,2	135,9	61,8	11,9	12,5	222,0	318,2
74 Haute-Savoie	23,9	34,0	2,3	60,3	103,1	61,7	6,0	14,1	184,9	245,2
76 Seine-Maritime	5,2	22,5	3,0	31,0	93,4	62,5	11,2	11,9	179,0	210,1
77 Seine-et-Marne	5,1	18,5	3,2	26,9	96,7	55,2	8,4	13,2	173,5	200,3
78 Yvelines	5,8	31,2	1,3	38,2	98,6	87,0	5,4	11,2	202,3	240,5
79 Deux-Sèvres	9,0	26,2	10,0	45,1	74,0	66,8	14,4	14,6	169,8	214,9
80 Somme	13,3	52,9	10,4	76,6	67,5	46,0	21,2	9,8	144,6	221,2
81 Tarn	10,8	64,4	7,5	82,7	73,2	45,3	12,0	12,2	142,6	225,3
82 Tarn-et-Garonne	7,6	77,1	11,6	96,3	93,3	42,0	7,0	11,2	153,5	249,8
83 Var	43,3	55,1	3,2	101,6	99,5	46,0	7,9	14,5	167,8	269,4
84 Vaucluse	19,4	14,5	2,8	36,7	126,5	55,4	8,8	15,4	206,1	242,8
85 Vendée	32,3	40,3	3,1	75,8	80,7	62,9	7,3	16,5	167,4	243,1
86 Vienne	7,1	47,9	3,8	58,8	74,1	50,3	21,0	13,6	159,0	217,8
87 Haute-Vienne	10,9	29,8	4,4	45,1	64,6	42,2	8,4	13,7	128,9	174,0
88 Vosges	6,2	38,4	3,4	48,0	60,7	41,1	8,4	13,2	123,4	171,4
89 Yonne	13,1	40,2	7,7	61,0	68,7	42,5	14,1	12,4	137,7	198,7
90 Territoire de Belfort	4,9	59,1	1,5	65,5	99,9	60,8	4,1	14,1	178,9	244,3
91 Essonne	5,7	24,9	2,2	32,8	124,3	74,4	5,4	11,5	215,6	248,4
92 Hauts-de-Seine										
93 Seine-Saint-Denis										
94 Val-de-Marne										
95 Val-d'Oise	2,6	35,6	1,6	39,9	110,5	58,1	5,4	11,3	185,2	225,1
France Métropolitaine hors Paris	13,8	35,4	4,1	53,4	93,5	62,2	10,2	12,8	178,7	232,1
75 Paris			0,6	0,6	120,0	172,7	4,1	7,0	303,7	304,3
France Métropolitaine	12,3	31,6	3,7	47,7	96,4	74,1	9,5	12,1	192,2	239,8
971 Guadeloupe	16,2	28,5	1,3	46,0	87,1	34,7	6,3	8,2	136,3	182,3
972 Martinique	14,0	36,3	1,3	51,6	98,7	38,2	4,8	9,7	151,5	203,1
973 Guyane	2,8	9,5	2,1	14,5	55,8	18,6	6,1	5,0	85,5	100,0
974 Réunion	3,1	3,9	0,6	7,6	82,4	33,0	5,2	9,8	130,4	138,0
976 Mayotte	6,2	8,2	1,0	15,4	21,7	8,4	1,3	2,3	33,7	49,1
Outre-mer	7,6	15,1	1,1	23,8	75,2	29,4	5,0	8,0	117,5	141,3
France entière	12,2	31,1	3,6	46,9	95,7	72,7	9,4	12,0	189,8	236,7

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les produits par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	105,8	70,5	96,6	96,4	102,9	101,5	96,5
Bourgogne-Franche-Comté	34,2	29,9	54,5	107,0	74,6		58,1
Bretagne		25,8	43,2	74,3	108,7	95,8	74,9
Centre-Val de Loire	18,6	37,9	59,0	78,7	107,3	147,7	76,8
Corse	195,0	308,9		213,5			218,1
Grand-Est	29,3	34,5	32,9	85,4	108,3	120,4	71,9
Hauts-de-France	29,5	75,7	72,1	100,3	90,6	125,3	94,4
Normandie	102,4	71,3	92,1	101,3	127,1	101,3	101,3
Nouvelle Aquitaine	38,5	62,5	71,2	108,3	97,8	131,9	91,0
Occitanie	82,7	120,0	117,8	132,8	162,4	143,2	132,7
Pays de la Loire	158,4	31,0	15,0	71,8	71,5	106,5	64,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	146,4	162,7	198,6	211,8	226,7	179,1	191,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	67,6	62,9	73,7	106,6	115,0	132,2	100,6
Île-de-France		86,9	55,9	49,4	82,2	87,0	83,8
France Métropolitaine	67,6	64,0	72,8	103,9	110,3	113,1	97,4
Guadeloupe	164,7			186,6	289,0		212,4
Martinique				157,0	190,4		181,4
Guyane	17,6		80,8	21,3	98,2		67,9
La Réunion					170,5		170,5
Mayotte			30,4	33,0			32,4
Outre-mer	105,1		46,9	112,8	175,2		149,8
France entière	67,8	64,0	72,5	104,4	115,8	113,1	99,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Les produits par habitant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		54,1	119,7	105,7	118,3	110,9	113,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		54,1	119,7	105,7	118,3	110,9	113,4
Communauté urbaine				97,4	114,1	107,1	110,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				97,4	118,5	107,1	113,4
<i>à fiscalité additionnelle</i>					77,5		77,5
Communauté de communes	67,8	64,0	67,3	100,7	91,7		69,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	60,1	61,1	67,9	100,8	91,7		68,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>	90,2	83,7	58,9	99,3			82,2
Métropole yc la métropole de Lyon					95,4	113,7	112,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					95,4	113,7	112,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	60,1	61,0	73,3	104,5	116,2	113,1	99,8
Groupement à fiscalité additionnelle	90,2	83,7	58,9	99,3	77,5		81,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Les produits par habitant de la taxe Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	9,7	8,0	8,0	6,7	6,5	3,8	6,3
Bourgogne-Franche-Comté	3,4	3,7	3,4	2,2	3,1		3,2
Bretagne		2,8	2,9	4,9	4,3		3,4
Centre-Val de Loire	4,0	3,2	6,0		2,8	6,6	3,5
Corse	6,0	8,0		12,1			8,9
Grand-Est	2,9	4,4	3,2	5,8	4,5		3,7
Hauts-de-France	2,5	4,7	6,0	4,6	8,4	6,2	6,5
Normandie	1,7	5,1	8,2	4,6	4,8		4,6
Nouvelle Aquitaine	3,2	8,2	4,1	8,0	2,7	4,5	5,3
Occitanie	5,1	9,5	5,1	5,7	16,4	8,5	9,3
Pays de la Loire		4,9	6,0	5,8	2,4		3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,1	10,7	16,5	20,0	15,7	8,9	12,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	5,4	5,9	5,9	6,6	7,0	5,0	6,1
Île-de-France		5,4	6,1	5,7	5,9	2,2	3,2
France Métropolitaine	5,4	5,9	5,9	6,6	6,8	3,8	5,5
Guadeloupe				5,1			3,6
Martinique				7,0	11,7		10,5
Guyane							
La Réunion					6,9		6,9
Mayotte			0,9	6,4			5,1
Outre-mer			0,6	5,0	6,6		5,8
France entière	5,4	5,9	5,8	6,5	6,8	3,8	5,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant de la taxe Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		2,3	5,1	6,4	7,4	12,5	7,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		2,3	5,1	6,4	7,4	12,5	7,4
Communauté urbaine					5,5	1,2	3,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					6,2	1,2	4,1
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	5,4	5,9	5,9	7,0	11,7		6,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	5,0	5,9	5,8	7,0	11,7		5,9
<i>à fiscalité additionnelle</i>	6,5	6,3	7,5	8,0			6,6
Métropole yc la métropole de Lyon					1,6	3,2	3,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					1,6	3,2	3,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	5,0	5,9	5,7	6,5	6,9	3,8	5,5
Groupement à fiscalité additionnelle	6,5	6,3	7,5	8,0			6,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les montants par habitant des transferts de TVA^(a) au profit des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	84,9	95,7	98,9	125,7	125,8	251,3	156,0
Bourgogne-Franche-Comté	86,3	97,8	155,3	150,4	150,6		124,1
Bretagne	120,2	128,8	129,4	136,8	175,7	220,6	157,6
Centre-Val de Loire	80,8	91,5	100,8	111,5	129,0	162,9	113,3
Corse	86,3	42,5		141,8			105,1
Grand-Est	92,5	90,5	127,4	102,5	197,2	166,7	133,8
Hauts-de-France	63,2	80,9	116,6	118,3	140,1	108,4	119,0
Normandie	126,8	80,1	81,8	106,3	122,7	118,3	104,2
Nouvelle Aquitaine	97,7	104,5	119,5	122,8	151,1	154,2	128,8
Occitanie	98,9	132,4	127,8	158,3	163,2	233,2	160,9
Pays de la Loire	128,7	97,9	101,3	128,0	135,9	152,8	126,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	86,9	125,4	109,9	124,7	140,1	174,9	154,2
France Métropolitaine hors Île-de-France	92,3	100,6	113,8	125,6	149,4	185,7	137,3
Île-de-France		91,4	65,0	139,1	145,6	27,0	55,3
France Métropolitaine	92,3	100,2	111,3	126,2	148,9	118,6	122,0
Guadeloupe	118,5			76,0	100,8		83,6
Martinique				55,5	102,4		89,9
Guyane	14,9		72,6	15,6	8,2		17,7
La Réunion					62,9		62,9
Mayotte			37,1	4,8			12,4
Outre-mer	76,6		48,7	43,1	67,4		59,2
France entière	92,2	100,2	110,5	120,9	142,1	118,6	120,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) A partir de 2021, une fraction du produit de la TVA est transférée aux GFP en compensation de la perte des recettes de la THRP.

Les montants par habitant des transferts de TVA^(a) au profit des GFP en 2022

en euros / hab.

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		224,0	138,8	125,5	133,6	134,2	131,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		224,0	138,8	125,5	133,6	134,2	131,3
Communauté urbaine				143,2	158,9	142,5	152,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				143,2	151,1	142,5	147,6
<i>à fiscalité additionnelle</i>					222,9		222,9
Communauté de communes	92,2	99,4	107,4	103,8	118,2		101,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	100,2	104,1	110,0	105,2	118,2		105,8
<i>à fiscalité additionnelle</i>	68,8	68,3	67,5	58,0			68,0
Métropole yc la métropole de Lyon					208,7	115,9	121,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					208,7	115,9	121,8
Groupement à fiscalité professionnelle unique	100,2	104,9	113,1	121,3	141,0	118,6	121,7
Groupement à fiscalité additionnelle	68,8	68,3	67,5	58,0	222,9		79,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) A partir de 2021, une fraction du produit de la TVA est transférée aux GFP en compensation de la perte des recettes de la THRP.

A2.5 - Évolution des bases nettes des GFP

Pour calculer les évolutions, les GFP sont rattachés en 2021 et 2022 à leurs strates d'appartenance de 2022.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	<i>en pourcentage</i>						Ensemble
	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes			21,8	-22,8		-2,7	-9,8
Bourgogne-Franche-Comté	6,4		9,0		7,2		8,2
Bretagne					9,5		9,5
Centre-Val de Loire		-17,3	-22,1	16,2	27,6		11,6
Corse							
Grand-Est		-19,1		-0,3	-7,9		-4,6
Hauts-de-France		-9,7					-9,7
Normandie		4,0		10,3		11,8	11,4
Nouvelle Aquitaine	2,6	-9,4	21,3		14,8		2,2
Occitanie			-9,5	21,2	11,2	6,2	1,4
Pays de la Loire						77,4	77,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur							
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,0	-10,4	-0,5	-	7,7	9,3	3,4
Île-de-France							
France Métropolitaine	4,0	-10,4	-0,5	-	7,7	9,3	3,4
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane							
La Réunion							
Mayotte							
Outre-mer							
France entière	4,0	-10,4	-0,5	-	7,7	9,3	3,4

Source : DGCL. Données DGFI, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération			1,0	2,9	10,6		7,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>			1,0	2,9	10,6		7,0
Communauté urbaine							
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>							
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	4,0	-10,4	-1,8	-13,6			-8,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,0	-10,4	-1,8	-13,6			-8,1
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Métropole yc la métropole de Lyon					2,0	9,3	7,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					2,0	9,3	7,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,0	-10,4	-0,5	-	7,7	9,3	3,4
Groupement à fiscalité additionnelle							

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,2	10,0	4,2	8,3	4,5	4,2	5,4
Bourgogne-Franche-Comté	4,4	4,1	3,8	27,0	3,9		7,2
Bretagne	4,3	4,6	21,0	15,3	16,9	4,5	12,4
Centre-Val de Loire	13,8	7,1	4,3	74,3	4,1		11,6
Corse	4,8	5,3		4,2			4,6
Grand-Est	4,1	4,2	8,2	4,2	3,9	3,6	4,6
Hauts-de-France	3,8	4,2	4,4	20,6	4,0		7,7
Normandie	4,1	4,5	14,2	4,5	4,0		6,1
Nouvelle Aquitaine	7,2	9,3	4,6	4,4	4,1	4,3	5,5
Occitanie	4,3	4,5	4,6	26,6	4,0	4,3	6,8
Pays de la Loire	4,8	4,7	19,6	15,4	3,9	4,4	8,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,1	4,8	5,1	108,5	4,5	4,1	10,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	5,2	5,8	7,4	17,3	5,0	4,2	7,2
Île-de-France		4,2	4,2	4,1	3,6	41,1	16,5
France Métropolitaine	5,2	5,7	7,2	16,6	4,8	8,6	8,1
Guadeloupe	6,2			4,7	4,3		4,6
Martinique				4,6	4,2		4,3
Guyane	2,6		4,0		4,5		4,3
La Réunion					6,0		6,0
Mayotte			4,4	8,4			6,8
Outre-mer	5,9		4,2	5,0	4,7		4,8
France entière	5,2	5,7	7,2	16,2	4,8	8,6	8,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		3,8	8,9	17,9	5,1	3,9	9,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		3,8	8,9	17,9	5,1	3,9	9,2
Communauté urbaine				4,0	4,0	98,8	28,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				4,0	4,0	98,8	31,5
<i>à fiscalité additionnelle</i>					3,7		3,7
Communauté de communes	5,2	5,7	6,9	10,9	4,6		6,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	5,6	6,0	7,2	11,2	4,6		6,9
<i>à fiscalité additionnelle</i>	4,3	4,2	4,1	4,0			4,2
Métropole yc la métropole de Lyon					3,9	4,2	4,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					3,9	4,2	4,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	5,6	6,0	7,4	16,3	4,8	8,6	8,2
Groupement à fiscalité additionnelle	4,3	4,2	4,1	4,0	3,7		4,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,6	3,5	3,5	3,6	3,6	4,8	3,7
Bourgogne-Franche-Comté	3,4	3,4	3,4	3,4	2,6		3,4
Bretagne	3,5	3,5	3,5	3,4	2,8	6,3	3,5
Centre-Val de Loire	3,4	3,3	3,3	3,4	3,2	3,3	3,3
Corse	4,5	0,1		1,8			2,4
Grand-Est	3,4	3,5	3,9	1,6	3,3	3,6	3,4
Hauts-de-France	3,4	3,4	3,4	3,4	4,0	2,2	3,5
Normandie	3,4	-	19,2	3,1	3,2	3,0	6,5
Nouvelle Aquitaine	3,5	3,4	3,3	3,4	3,9	2,7	3,4
Occitanie	3,4	3,3	-0,4	-	2,8	-12,5	1,8
Pays de la Loire	-	3,2	3,0	2,2	3,5	-0,2	2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,5	3,2	3,3	3,1	2,9	2,6	3,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,4	3,4	4,9	3,0	3,3	2,4	3,6
Île-de-France		4,0	3,4	3,8	4,1	1,9	-
France Métropolitaine	3,4	3,4	4,8	3,1	3,4	2,2	3,5
Guadeloupe	3,0			3,7	4,3		3,8
Martinique				3,1	5,2		4,5
Guyane	2,7		3,5	-5,1	-1,7		-1,1
La Réunion					2,4		2,4
Mayotte			4,4	2,2			3,2
Outre-mer	2,9		4,3	2,4	2,4		2,8
France entière	3,4	3,4	4,8	3,1	3,3	2,2	3,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		3,4	3,3	3,2	3,4	3,4	3,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		3,4	3,3	3,2	3,4	3,4	3,3
Communauté urbaine				2,5	3,6	-	3,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				2,5	3,5	-	2,9
<i>à fiscalité additionnelle</i>					4,0		4,0
Communauté de communes	3,4	3,4	4,9	2,6	3,2		3,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,4	3,4	5,1	-	3,2		3,8
<i>à fiscalité additionnelle</i>	3,5	3,4	3,4	3,5			3,4
Métropole yc la métropole de Lyon					2,1	2,0	2,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					2,1	2,0	2,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique	3,4	3,4	4,9	3,0	3,3	2,2	3,5
Groupement à fiscalité additionnelle	3,5	3,4	3,4	3,5	4,0		3,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,7	5,1	3,1	4,4	3,1	4,4	4,2
Bourgogne-Franche-Comté	5,0	4,6	3,5	4,0	2,6		3,7
Bretagne	3,4	3,4	5,9	5,3	3,6	3,7	4,3
Centre-Val de Loire	2,6	4,3	2,2	3,5	3,4	4,5	3,6
Corse	3,0	8,6		1,5			3,6
Grand-Est	4,4	4,1	3,8	4,7	3,3	2,7	3,7
Hauts-de-France	1,7	3,9	4,0	3,8	3,9	3,4	3,8
Normandie	5,9	5,1	3,5	2,8	2,5	1,6	3,1
Nouvelle Aquitaine	3,3	4,1	4,5	4,4	3,5	3,4	3,8
Occitanie	3,2	3,9	4,4	3,0	4,3	3,0	3,6
Pays de la Loire	2,1	4,4	4,6	5,3	4,0	6,4	5,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,6	2,6	3,9	3,8	4,7	2,3	3,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,3	4,3	3,9	4,1	3,6	3,5	3,8
Île-de-France		5,9	2,6	1,8	1,7	2,2	2,2
France Métropolitaine	4,3	4,4	3,8	4,0	3,3	2,9	3,5
Guadeloupe	5,7			3,5	2,3		2,7
Martinique				3,8	5,1		4,9
Guyane	4,2		27,8	4,9	3,5		13,7
La Réunion					6,5		6,5
Mayotte			13,6	13,3			13,3
Outre-mer	5,6		26,0	5,9	5,3		6,2
France entière	4,3	4,4	4,1	4,1	3,4	2,9	3,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2020 à 2021 des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2021	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		6,7	2,6	4,0	3,5	3,1	3,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		6,7	2,6	4,0	3,5	3,1	3,6
Communauté urbaine				3,2	3,5	3,1	3,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				3,2	3,5	3,1	3,4
<i>à fiscalité additionnelle</i>					3,5		3,5
Communauté de communes	4,3	4,3	4,3	4,4	4,2		4,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	3,8	4,1	4,4	4,4	4,2		4,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>	5,4	5,6	2,9	4,5			5,1
Métropole yc la métropole de Lyon					2,9	2,9	2,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					2,9	2,9	2,9
Groupement à fiscalité professionnelle unique	3,8	4,1	4,2	4,1	3,4	2,9	3,5
Groupement à fiscalité additionnelle	5,4	5,6	2,9	4,5	3,5		4,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,2	4,5	4,4	4,4	4,8	4,0	4,3
Bourgogne-Franche-Comté	6,4	3,0	4,1	3,7	3,9		3,9
Bretagne		4,5	8,3	0,8	4,0	4,5	3,8
Centre-Val de Loire	4,3	4,3	4,6	9,3	3,8	3,9	4,6
Corse	4,7	6,4		3,8			4,7
Grand-Est	2,3	1,7	4,0	5,3	4,3	1,9	3,5
Hauts-de-France	3,7	6,0	4,4	4,5	9,9	3,9	6,5
Normandie	3,9	5,5	4,0	17,1	5,7	4,2	6,8
Nouvelle Aquitaine	0,9	2,6	4,4	4,5	3,9	4,7	3,9
Occitanie	6,2	4,7	4,3	4,2	4,0	4,5	4,5
Pays de la Loire	4,5	21,1	-22,4	4,5	4,0	5,4	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,2	4,7	4,3	4,4	4,0	4,4	4,3
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,4	4,7	3,8	4,9	4,9	4,2	4,5
Île-de-France		4,1	4,5	4,2	4,0	4,3	4,3
France Métropolitaine	4,4	4,6	3,9	4,9	4,7	4,3	4,5
Guadeloupe	6,4			4,7	3,4		4,3
Martinique				3,9	4,5		4,4
Guyane	2,4		5,0	10,2	4,5		5,2
La Réunion					5,6		5,6
Mayotte			4,1	6,2			5,8
Outre-mer	6,1		4,7	4,8	5,0		5,0
France entière	4,4	4,6	3,9	4,9	4,7	4,3	4,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des bases nettes de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		3,3	3,7	5,0	4,9	4,3	4,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		3,3	3,7	5,0	4,9	4,3	4,8
Communauté urbaine				3,3	4,0	5,1	4,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				3,3	4,0	5,1	4,4
<i>à fiscalité additionnelle</i>					3,6		3,6
Communauté de communes	4,4	4,7	3,9	4,8	4,7		4,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,1	4,8	3,9	4,8	4,7		4,4
<i>à fiscalité additionnelle</i>	5,3	3,5	4,4	4,1			4,3
Métropole yc la métropole de Lyon					4,0	4,2	4,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					4,0	4,2	4,2
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,1	4,8	3,8	4,9	4,8	4,3	4,5
Groupement à fiscalité additionnelle	5,3	3,5	4,4	4,1	3,6		4,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A2.6 - Évolution des taux moyens des GFP

Pour le calcul des évolutions, les GFP sont rattachés en 2021 et 2022 à leurs strates d'appartenance de 2022. Les évolutions sont communiquées en différences des taux moyens.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,03	-0,05	-0,07	-0,02	0,01	-0,01	-0,05
Bourgogne-Franche-Comté	0,00	0,03	0,04	0,01	0,01		0,02
Bretagne	-0,02	0,01	0,00	0,01	-0,01	0,00	-0,01
Centre-Val de Loire	0,00	-0,01	0,04	0,04	0,05	0,00	0,01
Corse	-0,04	0,09		-0,01			-0,07
Grand-Est	-0,02	-0,03	0,01	-0,11	0,05	-0,04	-0,09
Hauts-de-France	0,01	0,00	0,07	0,02	0,01	0,00	0,01
Normandie	-0,01	0,01	0,01	-0,02	0,08	0,00	0,00
Nouvelle Aquitaine	0,00	-0,01	0,09	-0,01	-0,01	0,03	0,00
Occitanie	0,00	0,01	-0,01	-0,01	0,00	0,06	0,01
Pays de la Loire	0,00	0,02	-0,04	0,00	0,17	0,00	0,02
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,01	0,01	0,03	0,01	-0,02	-0,01	-0,02
France Métropolitaine hors Île-de-France	-0,02	-0,01	0,00	0,00	0,01	0,03	-0,01
Île-de-France		0,03	-0,06	0,01	0,04	0,03	0,03
France Métropolitaine	-0,02	-0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	-0,01
Guadeloupe	0,00			-0,13	0,00		-0,05
Martinique				0,00	-0,03		-0,02
Guyane	0,00		0,00	0,00	0,00		-0,70
La Réunion					0,00		0,00
Mayotte			-0,15	0,08			-0,27
Outre-mer	-0,07		-0,28	0,05	-0,01		-0,04
France entière	-0,02	-0,01	-0,01	0,01	0,01	0,01	-0,01

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seules les évolutions des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		0,22	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
à fiscalité professionnelle unique		0,22	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
Communauté urbaine				-0,07	0,04	-0,00	0,06
à fiscalité professionnelle unique				-0,07	0,01	-0,00	0,02
à fiscalité additionnelle					-0,07		-0,07
Communauté de communes	-0,02	-0,01	-0,02	0,01	-0,01		-0,01
à fiscalité professionnelle unique	0,00	-0,00	-0,01	0,01	-0,01		0,00
à fiscalité additionnelle	-0,02	0,01	-0,01	0,01			-0,01
Métropole yc la métropole de Lyon					-0,02	0,04	0,03
à fiscalité professionnelle unique					-0,02	0,04	0,03
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,00	-0,00	-0,01	0,01	0,00	0,01	-0,00
Groupement à fiscalité additionnelle	-0,02	0,01	-0,01	0,01	-0,07		0,01

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seules les évolutions des taux moyens de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes			0,00	0,00		0,00	-0,19
Bourgogne-Franche-Comté	0,00		0,00		0,00		-0,01
Bretagne					0,00		0,00
Centre-Val de Loire		0,00	0,00	0,01	0,00		-0,02
Corse							
Grand-Est		0,00		0,01	-0,13		-0,05
Hauts-de-France		0,00					0,00
Normandie		0,00		0,00		0,00	0,00
Nouvelle Aquitaine	0,00	-0,01	0,00		0,00		-0,15
Occitanie			0,01	0,00	-0,05	0,00	-0,05
Pays de la Loire						0,00	0,00
Provence-Alpes-Côte d'Azur							
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,00	-0,01	-0,34	0,14	-0,09	-0,01	-0,08
Île-de-France							
France Métropolitaine	0,00	-0,01	-0,34	0,14	-0,09	-0,01	-0,08
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane							
La Réunion							
Mayotte							
Outre-mer							
France entière	0,00	-0,01	-0,34	0,14	-0,09	-0,01	-0,08

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération			-0,18	0,01	-0,01		-0,04
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>			-0,18	0,01	-0,01		-0,04
Communauté urbaine							
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>							
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	0,00	-0,01	-0,50	0,09			-0,11
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	0,00	-0,01	-0,50	0,09			-0,11
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Métropole yc la métropole de Lyon					-0,29	-0,01	-0,11
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					-0,29	-0,01	-0,11
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,00	-0,01	-0,34	0,14	-0,09	-0,01	-0,08
Groupement à fiscalité additionnelle							

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,12	0,08	0,00	0,23	0,20	0,21	0,17
Bourgogne-Franche-Comté	0,09	0,14	-0,01	-0,11	0,28		0,13
Bretagne	0,03	0,15	-0,13	0,28	0,21	0,00	0,15
Centre-Val de Loire	-0,05	0,16	0,75	-0,03	0,01		0,03
Corse	0,27	0,00		0,01			0,13
Grand-Est	0,13	0,57	-0,05	0,35	-0,01	2,26	0,56
Hauts-de-France	0,20	0,08	0,18	-0,09	0,74		0,33
Normandie	0,01	0,25	-0,18	0,44	0,15		0,18
Nouvelle Aquitaine	0,11	0,22	0,29	0,71	0,62	0,00	0,44
Occitanie	0,25	0,15	0,45	-0,76	1,45	-0,01	0,35
Pays de la Loire	0,00	0,82	0,17	0,35	0,63	-0,01	0,24
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-0,01	0,00	1,29	0,46	0,08	0,16	0,11
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,11	0,24	0,19	0,19	0,42	0,30	0,27
Île-de-France		0,46	0,38	0,05	0,00	1,53	0,69
France Métropolitaine	0,11	0,26	0,20	0,18	0,37	0,43	0,30
Guadeloupe	0,00			0,01	0,00		0,01
Martinique				0,00	0,02		0,02
Guyane	0,00		0,00		0,00		0,00
La Réunion					0,00		0,00
Mayotte			-0,01	-0,02			-0,04
Outre-mer	0,01		0,00	-0,01	0,01		0,01
France entière	0,11	0,26	0,20	0,17	0,35	0,43	0,29

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		0,00	0,13	0,16	0,39	0,39	0,32
à fiscalité professionnelle unique		0,00	0,13	0,16	0,39	0,39	0,32
Communauté urbaine				1,64	0,19	2,00	0,69
à fiscalité professionnelle unique				1,64	0,22	2,00	0,97
à fiscalité additionnelle					0,02		0,02
Communauté de communes	0,11	0,26	0,21	0,07	1,01		0,20
à fiscalité professionnelle unique	0,11	0,25	0,23	0,08	1,01		0,21
à fiscalité additionnelle	0,12	0,33	0,07	0,00			0,20
Métropole yc la métropole de Lyon					0,23	0,33	0,32
à fiscalité professionnelle unique					0,23	0,33	0,32
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,11	0,25	0,22	0,17	0,36	0,43	0,31
Groupement à fiscalité additionnelle	0,12	0,33	0,07	0,00	0,02		0,18

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,10	0,13	0,05	0,12	0,03	0,68	0,14
Bourgogne-Franche-Comté	0,22	0,10	0,04	-0,01	-0,22		0,10
Bretagne	0,02	-0,01	0,04	0,05	-0,10	0,58	0,03
Centre-Val de Loire	0,07	0,20	0,28	0,04	-0,01	0,02	0,12
Corse	0,14	-0,29		0,00			-0,13
Grand-Est	0,26	0,86	0,12	0,00	0,02	0,17	0,41
Hauts-de-France	0,13	0,21	0,05	-0,01	0,30	-0,20	0,13
Normandie	-0,02	0,22	-1,85	-0,08	0,76	-0,06	-0,29
Nouvelle Aquitaine	0,44	0,58	0,12	0,31	-0,72	-0,10	0,27
Occitanie	0,75	0,21	1,34	0,42	4,30	7,35	1,31
Pays de la Loire	0,20	0,10	0,10	0,05	0,12	0,15	0,09
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,15	0,00	-0,01	-0,02	0,04	0,01	0,01
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,27	0,30	0,00	0,07	0,49	0,20	0,21
Île-de-France		0,32	0,80	0,13	0,14	0,25	0,29
France Métropolitaine	0,27	0,30	0,02	0,07	0,47	0,22	0,21
Guadeloupe	0,01			0,16	0,05		0,12
Martinique				-0,03	0,10		0,04
Guyane	-0,52		0,00	-0,27	-0,07		-0,12
La Réunion					-0,11		-0,11
Mayotte			0,00	0,06			0,04
Outre-mer	-0,10		-0,01	0,05	-0,11		-0,05
France entière	0,27	0,30	0,02	0,07	0,45	0,22	0,21

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		-0,06	-0,06	0,09	0,53	0,08	0,26
à fiscalité professionnelle unique		-0,06	-0,06	0,09	0,53	0,08	0,26
Communauté urbaine				-0,38	0,09	0,08	0,04
à fiscalité professionnelle unique				-0,38	0,10	0,08	0,04
à fiscalité additionnelle					0,03		0,03
Communauté de communes	0,27	0,30	0,03	0,04	-0,09		0,20
à fiscalité professionnelle unique	0,21	0,24	0,02	0,05	-0,09		0,16
à fiscalité additionnelle	0,41	0,59	0,26	-0,00			0,46
Métropole y compris la métropole de Lyon					-0,19	0,27	0,24
à fiscalité professionnelle unique					-0,19	0,27	0,24
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,21	0,24	0,01	0,07	0,45	0,22	0,18
Groupement à fiscalité additionnelle	0,41	0,59	0,26	-0,00	0,03		0,46

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,04	0,49	0,03	-0,01	-0,01	0,03	0,05
Bourgogne-Franche-Comté	0,55	0,08	0,34	-0,01	0,06		0,10
Bretagne	0,02	0,01	-0,05	0,07	-0,01	-0,03	0,00
Centre-Val de Loire	0,12	0,69	-0,01	0,00	0,01	-0,03	0,19
Corse	0,43	0,16		-0,03			0,14
Grand-Est	0,11	0,46	0,08	0,11	0,09	0,00	0,14
Hauts-de-France	0,23	0,34	0,07	0,20	0,02	-0,01	0,08
Normandie	0,03	0,10	0,23	0,01	0,36	-0,01	0,16
Nouvelle Aquitaine	0,02	0,13	0,04	-0,03	0,00	-0,01	0,01
Occitanie	0,15	0,10	1,94	0,45	0,17	-0,03	0,33
Pays de la Loire	-0,17	0,17	0,04	0,01	0,03	0,04	0,08
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,04	-0,07	-0,09	-0,01	-0,27	-0,01	-0,08
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,07	0,27	0,28	0,05	0,06	-0,01	0,09
Île-de-France		-0,06	2,26	0,03	0,01	0,07	0,10
France Métropolitaine	0,07	0,26	0,38	0,06	0,06	0,04	0,09
Guadeloupe	0,08			-0,01	-0,04		-0,03
Martinique				-0,10	0,01		0,00
Guyane	-0,08		0,00	0,06	-0,03		-0,05
La Réunion					-0,11		-0,11
Mayotte			-1,29	0,10			-0,07
Outre-mer	0,08		-0,38	-0,10	-0,06		-0,05
France entière	0,07	0,26	0,38	0,05	0,04	0,04	0,08

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		-0,30	-0,04	0,07	0,04	0,21	0,06
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		-0,30	-0,04	0,07	0,04	0,21	0,06
Communauté urbaine				0,03	0,08	-0,01	0,06
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				0,03	0,09	-0,01	0,06
<i>à fiscalité additionnelle</i>					0,05		0,05
Communauté de communes	0,07	0,26	0,44	0,00	-0,02		0,26
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	0,08	0,33	0,46	0,00	-0,02		0,30
<i>à fiscalité additionnelle</i>	0,26	0,12	0,06	-0,01			0,16
Métropole yc la métropole de Lyon					-0,01	0,02	0,02
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					-0,01	0,02	0,02
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,08	0,33	0,39	0,05	0,04	0,04	0,09
Groupement à fiscalité additionnelle	0,26	0,12	0,06	-0,01	0,05		0,15

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,32	0,14	0,30	0,31	0,42	0,20	0,27
Bourgogne-Franche-Comté	-0,09	0,09	-0,02	0,12	0,00		0,04
Bretagne		0,37	0,60	0,30	0,37	1,80	0,66
Centre-Val de Loire	0,10	0,24	0,28	0,24	0,32	0,00	0,23
Corse	0,42	0,00		-0,01			0,16
Grand-Est	0,02	0,29	0,21	0,11	0,26	-0,04	0,15
Hauts-de-France	-0,94	0,46	0,35	0,00	0,52	0,00	0,26
Normandie	1,32	0,07	0,24	-0,40	-0,02	0,00	0,04
Nouvelle Aquitaine	-0,25	-0,41	0,38	0,15	-0,75	-0,53	-0,33
Occitanie	0,00	0,28	0,30	0,24	0,23	0,00	0,16
Pays de la Loire	0,00	-2,17	-0,15	0,46	0,00	0,30	0,04
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,27	0,24	0,47	0,46	0,35	0,13	0,25
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,15	0,06	0,30	0,22	0,18	0,11	0,16
Île-de-France		0,16	0,14	0,20	0,14	0,19	0,18
France Métropolitaine	0,15	0,07	0,29	0,22	0,18	0,14	0,17
Guadeloupe	2,00			-0,40	2,93		0,76
Martinique				0,00	0,02		0,01
Guyane	0,00		0,00	-0,06	-0,01		-0,02
La Réunion					0,00		0,00
Mayotte			1,78	0,00			0,35
Outre-mer	1,84		0,63	-0,28	0,30		0,19
France entière	0,16	0,07	0,29	0,20	0,19	0,14	0,17

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Évolution de 2021 à 2022 des taux moyens de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP

en points

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		0,00	0,35	0,15	0,23	0,28	0,21
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		0,00	0,35	0,15	0,23	0,28	0,21
Communauté urbaine				0,00	0,06	-0,02	0,02
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				0,00	0,06	-0,02	0,02
<i>à fiscalité additionnelle</i>					-0,01		-0,01
Communauté de communes	0,16	0,07	0,28	0,42	0,00		0,19
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	0,26	0,03	0,28	0,43	0,00		0,20
<i>à fiscalité additionnelle</i>	-0,12	0,41	0,20	0,00			0,16
Métropole y compris la métropole de Lyon					0,00	0,14	0,13
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					0,00	0,14	0,13
Groupement à fiscalité professionnelle unique	0,26	0,03	0,29	0,20	0,19	0,14	0,17
Groupement à fiscalité additionnelle	-0,12	0,41	0,20	0,00	-0,01		0,14

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

A2.7 - Évolution des produits des GFP

Pour le calcul des évolutions, les GFP sont rattachés en 2021 et 2022 à leurs strates d'appartenance de 2022.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	en pourcentage						Ensemble
	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	3,6	1,9	0,3	2,5	2,3	-4,2	1,3
Bourgogne-Franche-Comté	2,0	2,6	3,8	-1,0	5,4		2,6
Bretagne	4,0	4,5	4,0	3,4	1,5	-8,4	2,5
Centre-Val de Loire	2,9	1,7	5,1	-0,3	1,5	5,8	2,3
Corse	4,4	20,6		3,6			4,7
Grand-Est	4,6	2,6	3,3	-0,1	-4,6	-6,4	-0,8
Hauts-de-France	5,8	2,5	1,0	2,3	0,4	-1,8	1,1
Normandie	2,5	3,6	3,1	1,9	-0,6	-7,7	1,8
Nouvelle Aquitaine	2,5	3,7	0,8	2,0	-0,4	-1,1	1,6
Occitanie	3,2	2,9	3,5	1,3	3,7	6,1	3,3
Pays de la Loire	3,7	3,6	0,2	2,9	3,6	-7,9	1,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,2	2,4	2,9	1,9	0,2	-0,7	0,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,3	3,1	2,5	2,2	1,3	-1,3	1,8
Île-de-France		0,6	0,1	-0,1	3,9	5,0	3,0
France Métropolitaine	3,3	3,0	2,4	2,1	1,4	-0,9	1,9
Guadeloupe	16,0			3,0	9,1		5,8
Martinique				4,5	4,6		4,6
Guyane	-3,0		5,9	-34,7	10,7		-12,0
La Réunion					1,9		1,9
Mayotte			-28,8	-17,0			-25,0
Outre-mer	12,9		-23,8	-1,9	4,9		-0,2
France entière	3,3	3,0	2,0	2,0	1,6	-0,9	1,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seules les évolutions des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		4,2	2,0	2,1	1,7	5,4	2,1
à fiscalité professionnelle unique		4,2	2,0	2,1	1,7	5,4	2,1
Communauté urbaine				2,1	4,1	-5,1	2,1
à fiscalité professionnelle unique				2,1	3,0	-5,1	1,1
à fiscalité additionnelle					13,2		13,2
Communauté de communes	3,3	3,0	1,9	1,6	4,9		2,7
à fiscalité professionnelle unique	3,1	2,9	1,9	1,5	4,9		2,6
à fiscalité additionnelle	4,2	4,3	2,7	8,8			4,1
Métropole yc la métropole de Lyon					-5,0	-1,9	-2,1
à fiscalité professionnelle unique					-5,0	-1,9	-2,1
Groupement à fiscalité professionnelle unique	3,1	2,9	1,9	2,0	1,4	-0,9	1,7
Groupement à fiscalité additionnelle	4,2	4,3	2,7	8,8	13,2		4,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Hors majoration sur les résidences secondaires - les GFP n'en perçoivent pas.

Seules les évolutions des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes			21,8	-22,8		-2,7	-12,0
Bourgogne-Franche-Comté	6,4		9,0		7,2		8,1
Bretagne					9,5		9,5
Centre-Val de Loire		-17,3	-22,1	16,3	27,6		11,3
Corse							
Grand-Est		-19,1		-0,1	-9,0		-5,1
Hauts-de-France		-9,7					-9,7
Normandie		4,0		10,3		11,8	11,4
Nouvelle Aquitaine	2,6	-9,5	21,3		14,8		0,6
Occitanie			-9,5	21,2	10,8	6,2	1,0
Pays de la Loire						77,5	77,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur							
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,0	-10,5	-3,7	-2,4	6,7	9,1	2,6
Île-de-France							
France Métropolitaine	4,0	-10,5	-3,7	-2,4	6,7	9,1	2,6
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane							
La Réunion							
Mayotte							
Outre-mer							
France entière	4,0	-10,5	-3,7	-2,4	6,7	9,1	2,6

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les logements vacants des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération			-0,6	3,0	10,4		6,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>			-0,6	3,0	10,4		6,6
Communauté urbaine							
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>							
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	4,0	-10,5	-	-12,7			-9,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,0	-10,5	-	-12,7			-9,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Métropole yc la métropole de Lyon					-0,9	9,1	5,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					-0,9	9,1	5,8
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,0	-10,5	-3,7	-2,4	6,7	9,1	2,6
Groupement à fiscalité additionnelle							

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	6,9	13,6	4,2	21,5	12,7	26,7	14,5
Bourgogne-Franche-Comté	6,3	7,8	3,7	22,6	22,5		11,5
Bretagne	4,7	12,1	13,8	46,7	31,5	4,5	22,4
Centre-Val de Loire	11,9	13,7	53,3	70,7	4,2		12,7
Corse	13,9	5,2		4,5			8,0
Grand-Est	6,0	16,8	6,9	19,4	3,8	190,0	22,3
Hauts-de-France	8,2	6,1	10,3	17,4	26,8		18,0
Normandie	4,2	7,8	10,4	13,6	11,7		9,7
Nouvelle Aquitaine	10,2	16,2	14,6	35,2	41,7	4,3	22,8
Occitanie	10,1	8,4	18,1	11,9	62,9	4,3	13,8
Pays de la Loire	4,8	27,9	27,9	35,3	14,1	4,3	14,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,1	4,6	58,7	173,5	10,0	8,6	14,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	7,5	12,4	13,8	25,1	21,3	13,3	15,9
Île-de-France		25,9	20,6	7,1	3,5	179,7	64,7
France Métropolitaine	7,5	12,9	14,1	24,5	19,9	23,1	18,3
Guadeloupe	6,2			5,0	4,6		5,1
Martinique				4,5	5,3		4,9
Guyane	2,6		4,0		4,4		4,2
La Réunion					-		-
Mayotte			4,2	7,7			5,8
Outre-mer	6,0		4,1	4,9	5,3		5,0
France entière	7,5	12,9	14,0	23,2	19,5	23,1	18,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		3,9	12,7	24,2	25,3	25,9	24,0
à fiscalité professionnelle unique		3,9	12,7	24,2	25,3	25,9	24,0
Communauté urbaine				35,3	9,1	318,9	55,3
à fiscalité professionnelle unique				35,3	14,2	318,9	86,6
à fiscalité additionnelle					3,8		3,8
Communauté de communes	7,5	13,0	14,3	14,8	28,0		12,3
à fiscalité professionnelle unique	8,3	14,3	15,5	15,7	28,0		-
à fiscalité additionnelle	6,3	9,6	6,0	4,1			7,8
Métropole yc la métropole de Lyon					9,4	13,8	13,2
à fiscalité professionnelle unique					9,4	13,8	13,2
Groupement à fiscalité professionnelle unique	8,3	14,0	15,0	23,4	21,0	23,1	19,5
Groupement à fiscalité additionnelle	6,3	9,6	6,0	4,1	3,8		7,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,5	5,0	4,2	4,9	3,9	-	5,0
Bourgogne-Franche-Comté	5,6	4,5	3,8	3,2	0,5		4,5
Bretagne	3,8	3,3	4,3	4,2	-	10,9	3,8
Centre-Val de Loire	4,5	6,9	8,0	4,1	3,0	3,4	5,3
Corse	5,1	-0,8		1,8			1,9
Grand-Est	5,9	12,2	4,9	1,6	3,5	5,1	7,2
Hauts-de-France	6,2	5,7	-	3,3	5,9	1,5	4,7
Normandie	3,2	5,0	5,5	2,5	8,2	2,7	4,6
Nouvelle Aquitaine	6,7	8,2	4,3	6,8	-0,9	2,0	5,6
Occitanie	6,3	4,6	6,0	3,0	27,1	-0,5	7,9
Pays de la Loire	9,2	4,5	4,8	2,9	5,0	0,9	4,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,0	3,3	3,3	2,9	3,0	2,6	3,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	5,5	6,4	4,8	3,7	7,0	3,5	5,4
Île-de-France		7,8	11,0	5,0	4,7	3,5	5,0
France Métropolitaine	5,5	6,4	5,0	3,8	6,8	3,5	5,4
Guadeloupe	3,0			4,7	4,4		4,5
Martinique				2,9	6,1		4,9
Guyane	-1,0		3,5	-6,4	-2,0		-
La Réunion					1,3		1,3
Mayotte			4,4	5,3			4,7
Outre-mer	2,5		4,0	3,1	1,6		2,3
France entière	5,5	6,4	5,0	3,8	6,6	3,5	5,4

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		2,9	2,8	4,2	7,3	3,8	5,5
à fiscalité professionnelle unique		2,9	2,8	4,2	7,3	3,8	5,5
Communauté urbaine				0,2	4,2	3,2	3,3
à fiscalité professionnelle unique				0,2	4,2	3,2	3,2
à fiscalité additionnelle					4,2		4,2
Communauté de communes	5,5	6,4	5,3	3,1	2,3		5,7
à fiscalité professionnelle unique	5,2	6,0	5,3	3,1	2,3		5,4
à fiscalité additionnelle	6,1	8,1	5,0	3,4			6,7
Métropole y compris la métropole de Lyon					1,3	3,5	3,3
à fiscalité professionnelle unique					1,3	3,5	3,3
Groupement à fiscalité professionnelle unique	5,2	6,0	5,0	3,8	6,7	3,5	5,2
Groupement à fiscalité additionnelle	6,1	8,1	5,0	3,4	4,2		6,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,4	7,5	3,3	4,4	3,0	4,5	4,4
Bourgogne-Franche-Comté	8,1	5,0	5,0	3,9	2,8		4,1
Bretagne	3,4	3,5	5,6	5,6	3,5	3,6	4,2
Centre-Val de Loire	3,3	8,0	2,1	3,5	3,5	4,4	4,5
Corse	7,5	9,8		1,3			4,5
Grand-Est	5,2	7,0	4,2	5,2	3,7	2,7	4,4
Hauts-de-France	2,9	5,9	4,4	4,6	4,0	3,3	4,1
Normandie	6,1	5,7	4,6	2,8	4,1	1,6	3,8
Nouvelle Aquitaine	3,4	4,6	4,7	4,2	3,5	3,4	3,9
Occitanie	3,7	4,2	10,7	4,4	4,9	3,0	4,6
Pays de la Loire	1,1	5,2	4,8	5,3	4,2	6,6	5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,8	2,3	3,6	3,8	3,8	2,3	2,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,7	5,6	5,1	4,4	3,8	3,5	4,2
Île-de-France		5,6	13,9	1,9	1,7	2,5	2,6
France Métropolitaine	4,7	5,6	5,5	4,2	3,5	3,1	3,8
Guadeloupe	6,0			3,5	2,1		2,6
Martinique				3,3	5,2		5,0
Guyane	3,8		27,8	5,1	3,4		13,5
La Réunion					6,0		6,0
Mayotte			10,4	13,9			12,9
Outre-mer	5,9		24,3	5,4	5,0		6,0
France entière	4,7	5,6	5,8	4,3	3,6	3,1	3,9

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		5,5	2,4	4,2	3,6	3,9	3,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		5,5	2,4	4,2	3,6	3,9	3,8
Communauté urbaine				3,3	3,8	3,1	3,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				3,3	3,8	3,1	3,6
<i>à fiscalité additionnelle</i>					3,9		3,9
Communauté de communes	4,7	5,6	6,3	4,3	4,1		5,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	4,1	5,5	6,3	4,3	4,1		5,4
<i>à fiscalité additionnelle</i>	9,0	7,2	4,2	4,2			7,4
Métropole yc la métropole de Lyon					2,8	3,0	3,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					2,8	3,0	3,0
Groupement à fiscalité professionnelle unique	4,1	5,5	5,8	4,3	3,6	3,1	3,8
Groupement à fiscalité additionnelle	9,0	7,2	4,2	4,2	3,9		7,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-5,5	0,7	-1,2	-3,7	-3,6	-0,4	-1,4
Bourgogne-Franche-Comté	-1,0	-1,4	-1,0	-3,2	0,7		-0,8
Bretagne	-3,9	2,9	2,3	4,7	-0,4	-0,9	1,3
Centre-Val de Loire	-7,7	-0,2	-0,2	4,0	-8,0	0,2	-3,0
Corse	-9,3	-2,7		-1,7			-3,2
Grand-Est	-4,4	1,0	-3,9	-9,2	-3,6	-6,3	-4,6
Hauts-de-France	-8,1	0,5	-0,7	-1,3	-3,6	1,5	-1,2
Normandie	-2,6	-1,2	-3,4	-3,1	-5,5	1,4	-3,0
Nouvelle Aquitaine	-0,6	-5,5	-5,2	-9,3	-1,3	-9,7	-6,0
Occitanie	1,4	-0,9	0,1	-2,2	-2,1	-5,9	-3,1
Pays de la Loire	2,9	-0,4	-2,0	-3,3	-8,6	-1,3	-3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-5,6	-15,7	-3,5	-1,2	-3,5	-4,9	-4,6
France Métropolitaine hors Île-de-France	-2,8	-1,2	-2,0	-3,4	-3,5	-2,7	-2,8
Île-de-France		-13,2	7,0	-17,6	-7,9	-2,9	-3,7
France Métropolitaine	-2,8	-1,8	-1,6	-4,1	-4,3	-2,8	-3,1
Guadeloupe	19,7			6,8	-2,8		-0,1
Martinique				9,5	-1,8		-0,4
Guyane	-39,6		7,4	20,3	4,2		5,7
La Réunion					-1,3		-1,3
Mayotte			15,5	6,9			7,9
Outre-mer	7,0		9,1	8,0	-1,3		0,0
France entière	-2,8	-1,8	-1,6	-3,9	-4,1	-2,8	-3,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		-3,3	-4,8	-4,1	-4,5	-10,4	-5,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		-3,3	-4,8	-4,1	-4,5	-10,4	-5,0
Communauté urbaine				-6,0	-2,9	3,1	-1,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				-6,0	-2,7	3,1	-0,9
<i>à fiscalité additionnelle</i>					-6,3		-6,3
Communauté de communes	-2,8	-1,8	-1,1	-2,9	-0,1		-1,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	-2,7	-1,8	-1,0	-2,9	-0,1		-1,7
<i>à fiscalité additionnelle</i>	-3,7	-0,9	-6,3	1,3			-2,3
Métropole yc la métropole de Lyon					-3,2	-2,5	-2,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					-3,2	-2,5	-2,5
Groupement à fiscalité professionnelle unique	-2,7	-1,8	-1,5	-3,9	-4,1	-2,8	-3,1
Groupement à fiscalité additionnelle	-3,7	-0,9	-6,3	1,3	-6,3		-3,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 du produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	6,4	7,0	4,6	2,6	5,1	4,7	4,7
Bourgogne-Franche-Comté	12,7	8,0	5,3	1,9	6,4		7,8
Bretagne	9,5	10,8	7,3	7,2	8,3	13,4	8,7
Centre-Val de Loire	6,3	5,7	7,1	9,0	8,8	7,3	6,6
Corse	1,2	1,6		6,4			3,6
Grand-Est	9,9	6,9	3,1	-6,9	5,9	5,6	4,2
Hauts-de-France	9,1	9,0	10,0	2,8	3,4	6,7	5,9
Normandie	4,3	3,1	11,3	5,4	-4,3	7,6	2,4
Nouvelle Aquitaine	9,3	7,0	4,3	12,8	6,3	7,4	7,4
Occitanie	3,7	6,9	10,0	8,6	6,7	5,1	6,5
Pays de la Loire	20,0	10,0	11,0	7,7	5,2	6,5	8,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,5	6,3	7,2	4,8	6,1	-0,2	2,5
France Métropolitaine hors Île-de-France	7,3	7,0	6,9	3,8	4,5	3,9	5,6
Île-de-France		6,1	7,4	4,7	4,9	5,4	5,5
France Métropolitaine	7,3	7,0	6,9	3,9	4,5	4,4	5,6
Guadeloupe	-8,4			18,1	-0,2		9,8
Martinique				5,5	10,5		7,9
Guyane	5,8		11,9	86,4	2,9		12,6
La Réunion					14,4		14,4
Mayotte			95,0	46,9			57,2
Outre-mer	1,1		19,5	19,2	10,2		12,9
France entière	7,3	7,0	7,0	4,3	4,8	4,4	5,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 du produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		13,1	7,1	3,6	6,1	3,9	5,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		13,1	7,1	3,6	6,1	3,9	5,1
Communauté urbaine				-5,9	-0,1	7,1	1,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				-5,9	-0,1	7,1	1,0
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	7,3	7,0	7,0	6,2	5,4		7,0
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	6,9	6,9	6,8	6,2	5,4		6,8
<i>à fiscalité additionnelle</i>	10,4	8,5	12,5				9,8
Métropole yc la métropole de Lyon					5,7	4,3	4,4
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					5,7	4,3	4,4
Groupement à fiscalité professionnelle unique	6,9	6,9	6,8	4,3	4,8	4,4	5,5
Groupement à fiscalité additionnelle	10,4	8,5	12,5				9,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe sur les surfaces commerciales des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,2	9,5	13,2	6,6	9,8	0,4	5,9
Bourgogne-Franche-Comté	7,7	11,1	11,2	10,1	13,0		11,4
Bretagne	-26,6	9,4	9,4	9,1	17,5	5,8	11,8
Centre-Val de Loire	2,0	14,1	7,1	14,4	6,8	-	8,7
Corse	19,9	23,7		-14,5			-5,0
Grand-Est	11,9	11,8	11,3	8,6	8,1	17,4	10,8
Hauts-de-France	-4,7	7,8	10,5	5,7	1,6	-2,0	2,7
Normandie	6,8	7,7	9,4	10,4	3,2	8,0	7,0
Nouvelle Aquitaine	11,6	14,0	6,4	16,6	10,1	6,5	10,9
Occitanie	9,4	4,6	18,8	9,1	9,7	7,9	9,6
Pays de la Loire	10,8	1,6	9,4	7,3	7,7	3,2	5,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,4	2,8	7,2	6,6	6,8	0,4	3,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	8,5	9,3	10,8	8,8	8,1	3,7	7,6
Île-de-France		1,7	18,1	6,1	2,6	4,0	4,0
France Métropolitaine	8,5	9,0	11,1	8,7	7,4	3,8	7,1
Guadeloupe				-8,4	-6,2		-6,9
Martinique				10,1	-2,2		-1,0
Guyane			1,9	-14,7	-8,6		-8,2
La Réunion					7,5		7,5
Mayotte			10,7	-2,4			-0,7
Outre-mer			5,4	-4,2	1,8		1,1
France entière	8,5	9,0	11,0	8,5	7,1	3,8	7,0

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe sur les surfaces commerciales des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		23,3	8,4	8,6	6,8	3,7	7,3
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		23,3	8,4	8,6	6,8	3,7	7,3
Communauté urbaine				10,0	7,1	13,8	9,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				10,0	7,1	13,8	9,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	8,5	8,8	11,5	7,6	12,1		9,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	8,5	8,7	11,5	7,6	12,1		9,6
<i>à fiscalité additionnelle</i>	7,0	23,9	17,3	0,0			16,1
Métropole yc la métropole de Lyon					9,3	3,1	3,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					9,3	3,1	3,7
Groupement à fiscalité professionnelle unique	8,5	9,0	11,0	8,5	7,1	3,8	7,0
Groupement à fiscalité additionnelle	7,0	23,9	17,3	0,0			16,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits des contributions directes des GFP

en pourcentage

Départements	THRS	FB	FnB	CFE	CVAE	IFER	TASCOM
01 Ain	-0,9	30,0	5,5	2,8	-0,0	3,7	12,1
02 Aisne	-3,8	24,4	5,4	3,8	-5,5	6,5	7,9
03 Allier	1,9	3,5	3,6	3,3	0,5	5,4	11,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	3,0	36,9	3,0	2,6	-3,2	3,0	9,1
05 Hautes-Alpes	3,6	4,1	2,1	3,6	-3,8	3,6	1,3
06 Alpes-Maritimes	0,1	13,2	0,9	2,3	-6,7	4,2	0,9
07 Ardèche	-0,3	8,3	2,7	3,7	-2,5	4,5	4,2
08 Ardennes	1,6	3,9	6,4	6,5	-2,0	7,9	12,1
09 Ariège	4,2	8,4	12,3	28,8	12,9	16,7	85,8
10 Aube	1,5	20,1	5,5	3,5	-7,2	12,3	6,9
11 Aude	3,1	252,6	38,4	3,2	-4,4	4,9	10,1
12 Aveyron	3,6	4,2	3,4	2,3	-0,5	2,7	8,5
13 Bouches-du-Rhône	-0,9	4,2	3,0	2,6	-4,0	-0,6	1,5
14 Calvados	2,9	18,3	7,6	4,2	-1,8	6,1	9,5
15 Cantal	3,3	77,8	2,7	4,0	-2,6	3,9	13,3
16 Charente	-0,6	7,3	5,8	4,3	-14,2	6,8	6,9
17 Charente-Maritime	2,6	25,7	4,1	4,2	-0,1	13,2	18,3
18 Cher	5,4	3,6	3,7	13,3	-1,6	13,6	16,2
19 Corrèze	3,2	21,1	4,3	2,8	-1,7	3,3	13,1
20 Corse	4,7	8,0	1,9	4,5	-3,2	3,6	-5,0
21 Côte-d'Or	-0,0	28,1	3,7	4,4	-2,0	7,8	9,6
22 Côtes-d'Armor	3,0	54,6	3,0	4,5	5,6	9,1	14,9
23 Creuse	1,1	3,8	3,6	2,6	-7,3	8,9	17,5
24 Dordogne	2,2	33,4	9,7	2,0	-3,8	11,7	10,6
25 Doubs	11,2	4,5	3,9	3,3	2,6	5,0	12,8
26 Drôme	1,0	4,5	6,1	4,4	0,7	4,4	5,2
27 Eure	1,7	4,5	3,2	1,6	-6,1	8,6	7,5
28 Eure-et-Loir	4,3	15,7	7,7	3,5	-5,0	8,9	10,4
29 Finistère	3,2	29,9	3,4	4,2	0,8	7,4	13,3
30 Gard	1,1	5,7	2,3	4,8	-1,2	8,3	6,8
31 Haute-Garonne	6,1	5,9	8,0	2,9	-7,4	6,8	5,1
32 Gers	-0,9	8,6	5,5	2,3	0,6	4,7	5,5
33 Gironde	-1,7	9,8	3,0	4,1	-8,3	6,2	10,6
34 Hérault	3,7	14,7	-2,1	6,1	-0,4	8,4	8,8
35 Ille-et-Vilaine	0,8	12,2	6,9	4,5	0,8	9,9	7,1
36 Indre	0,9	28,0	4,5	3,7	-4,2	8,7	11,0
37 Indre-et-Loire	2,3	22,1	3,5	4,8	-0,5	3,7	9,1
38 Isère	3,9	17,5	9,5	3,8	-1,3	2,3	7,2
39 Jura	2,5	4,6	5,0	5,5	-1,5	5,7	14,9
40 Landes	3,1	19,7	4,6	4,8	-4,6	9,3	14,0
41 Loir-et-Cher	3,1	40,6	6,9	1,9	-5,8	4,9	6,4
42 Loire	3,6	49,1	3,2	4,3	-3,2	5,0	2,4
43 Haute-Loire	0,3	9,0	7,2	4,0	-2,7	3,9	2,2
44 Loire-Atlantique	0,2	8,8	3,4	6,7	-6,6	4,7	2,6
45 Loiret	-1,2	4,4	5,7	3,6	-2,9	6,6	5,4
46 Lot	3,6	12,9	4,1	6,6	-2,2	5,5	9,5
47 Lot-et-Garonne	6,3	14,9	8,1	3,8	1,0	6,0	6,6
48 Lozère	2,6	6,2	4,1	2,7	2,4	8,1	8,8
49 Maine-et-Loire	-3,2	12,5	4,0	4,3	1,6	12,0	11,5
50 Manche	2,7	8,9	5,8	8,6	-7,8	3,9	12,4

Évolution de 2021 à 2022 des produits des contributions directes^(a) des GFP (suite)

en pourcentage

Départements	THRS	FB	FnB	CFE	CVAE	IFER	TASCOM
51 Marne	0,1	9,3	9,3	2,3	-4,2	9,1	24,5
52 Haute-Marne	4,4	10,3	5,3	3,0	-5,9	6,3	16,2
53 Mayenne	0,6	4,8	3,7	3,9	-1,3	7,2	7,1
54 Meurthe-et-Moselle	-2,6	5,9	7,5	2,3	-1,4	3,0	7,4
55 Meuse	8,8	19,1	7,9	8,8	-3,8	7,1	9,8
56 Morbihan	2,4	6,9	0,9	3,8	-0,3	8,3	13,6
57 Moselle	-3,6	13,9	4,9	6,8	-9,2	-2,8	5,5
58 Nièvre	0,3	71,8	5,6	3,5	4,2	10,1	0,9
59 Nord	0,4	14,3	4,3	3,5	1,2	3,5	1,2
60 Oise	-1,7	11,7	2,9	3,9	-1,9	7,2	5,9
61 Orne	2,5	13,6	2,7	5,5	3,7	6,4	9,9
62 Pas-de-Calais	2,8	8,7	6,6	5,5	-4,8	7,6	2,4
63 Puy-de-Dôme	-4,7	18,6	4,4	11,5	-3,8	6,0	7,3
64 Pyrénées-Atlantiques	2,0	28,5	4,4	3,7	-7,7	5,4	3,9
65 Hautes-Pyrénées	4,1	18,0	13,6	4,6	-13,2	2,8	12,4
66 Pyrénées-Orientales	3,3	7,8	2,1	5,3	2,5	5,7	16,8
67 Bas-Rhin	-4,9	88,3	4,6	3,6	-5,3	4,3	9,1
68 Haut-Rhin	-2,2	8,4	10,8	3,9	-2,5	4,4	12,8
69 Rhône	-5,4	4,5	3,7	3,1	-0,2	5,2	1,3
70 Haute-Saône	0,9	4,5	3,9	3,8	3,9	10,9	6,4
71 Saône-et-Loire	3,4	5,6	4,6	4,0	-2,1	4,2	15,8
72 Sarthe	9,0	8,0	5,8	4,9	-2,6	15,8	-6,1
73 Savoie	6,2	4,1	5,0	6,5	-2,8	3,4	6,1
74 Haute-Savoie	3,5	9,0	4,6	5,9	-7,0	14,3	8,4
76 Seine-Maritime	-2,0	4,5	3,5	2,3	-1,7	-1,2	2,3
77 Seine-et-Marne	1,1	9,7	6,8	3,1	-14,5	5,1	6,9
78 Yvelines	-2,0	612,9	4,6	1,9	-5,4	5,5	1,7
79 Deux-Sèvres	1,2	16,6	3,5	3,9	0,9	10,0	19,0
80 Somme	0,5	44,2	4,3	4,7	-3,0	8,6	1,6
81 Tarn	0,9	11,7	3,9	1,6	2,2	7,9	11,4
82 Tarn-et-Garonne	0,4	6,2	5,7	4,8	0,9	5,4	5,4
83 Var	0,9	28,1	5,1	3,9	-3,2	6,2	8,8
84 Vaucluse	2,7	4,4	1,2	3,4	-5,4	6,5	0,5
85 Vendée	3,1	54,6	3,0	3,8	-2,0	10,9	10,3
86 Vienne	2,0	20,4	3,5	4,1	-9,3	4,5	8,3
87 Haute-Vienne	1,9	55,3	9,3	3,7	-2,7	13,3	10,9
88 Vosges	5,1	20,1	5,4	8,6	1,9	8,5	10,8
89 Yonne	0,9	6,8	5,1	4,0	-6,0	13,6	10,2
90 Territoire de Belfort	1,2	10,7	1,2	5,7	-3,6	3,4	14,1
91 Essonne	10,7	34,2	5,5	4,2	-11,5	3,9	-0,4
92 Hauts-de-Seine							
93 Seine-Saint-Denis							
94 Val-de-Marne							
95 Val-d'Oise	4,8	17,3	5,8	4,5	-4,7	5,8	5,5
France Métropolitaine hors Paris	1,9	18,3	5,4	4,1	-3,4	5,5	7,3
75 Paris	2,9		2,1	2,1	-2,1	5,9	4,9
France Métropolitaine	1,9	18,3	5,4	3,8	-3,1	5,6	7,1
971 Guadeloupe	5,8	5,1	4,5	2,6	-0,1	9,8	-6,9
972 Martinique	4,6	4,9	4,9	5,0	-0,4	7,9	-1,0
973 Guyane	-12,0	4,2	-1,7	13,5	5,7	12,6	-8,2
974 Réunion	1,9	5,9	1,3	6,0	-1,3	14,4	7,5
976 Mayotte	-25,0	5,8	4,7	12,9	7,9	57,2	-0,7
Outre-mer	-0,2	5,0	2,3	6,0	0,0	12,9	1,1
France entière	1,8	18,1	5,4	3,9	-3,1	5,7	7,0

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	9,1	6,4	8,2	8,4	10,5	7,4	8,2
Bourgogne-Franche-Comté	5,3	4,1	3,9	5,1	3,8		4,4
Bretagne		9,3	15,8	4,2	8,3	37,5	12,1
Centre-Val de Loire	6,7	8,4	8,6	11,9	7,5	3,9	7,5
Corse	7,7	6,4		3,8			5,7
Grand-Est	2,4	4,6	6,6	6,4	7,5	1,5	5,3
Hauts-de-France	-4,9	9,9	7,3	4,5	15,1	3,9	8,8
Normandie	15,0	6,2	6,3	13,2	5,5	4,2	7,2
Nouvelle Aquitaine	-3,9	-2,3	8,5	6,2	-5,3	-1,4	-0,1
Occitanie	6,2	7,3	7,3	6,3	5,9	4,4	6,0
Pays de la Loire	4,4	-0,8	-23,5	9,0	4,0	9,5	5,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,6	7,0	8,2	8,6	7,4	5,5	6,5
France Métropolitaine hors Île-de-France	6,1	5,4	7,0	7,2	6,8	5,4	6,3
Île-de-France		6,6	7,8	9,9	6,5	7,8	7,6
France Métropolitaine	6,1	5,5	7,0	7,3	6,8	6,2	6,5
Guadeloupe	24,2			2,3	22,2		8,9
Martinique				3,8	4,6		4,4
Guyane	2,4		5,0	9,7	4,4		5,0
La Réunion					5,6		5,6
Mayotte			16,7	6,2			8,4
Outre-mer	22,4		9,8	3,1	7,0		6,2
France entière	6,3	5,5	7,1	7,0	6,8	6,2	6,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères^(a) des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		3,4	7,1	6,5	7,4	8,9	7,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		3,4	7,1	6,5	7,4	8,9	7,2
Communauté urbaine				3,3	4,5	4,9	4,6
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>				3,3	4,6	4,9	4,6
<i>à fiscalité additionnelle</i>					3,5		3,5
Communauté de communes	6,3	5,5	7,1	8,8	4,7		6,5
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	7,4	5,2	7,0	9,0	4,7		6,7
<i>à fiscalité additionnelle</i>	4,1	6,9	7,4	4,1			5,9
Métropole y compris la métropole de Lyon					3,9	6,0	5,9
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					3,9	6,0	5,9
Groupement à fiscalité professionnelle unique	7,4	5,2	7,1	7,0	6,8	6,2	6,5
Groupement à fiscalité additionnelle	4,1	6,9	7,4	4,1	3,5		5,7

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) : Y compris la part incitative à la TEOM

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	14,4	24,8	44,3	79,3	15,7	236,7	54,9
Bourgogne-Franche-Comté	31,1	36,9	48,7	91,0	15,3		34,0
Bretagne		212,8	21,1	56,8	70,2		66,3
Centre-Val de Loire	54,2	54,8	38,8		2,1	-	66,1
Corse	9,6	-		13,1			26,7
Grand-Est	42,9	47,1	16,2	17,9	37,0		30,9
Hauts-de-France	6,6	30,3	39,7	1,5	160,4	-	119,1
Normandie	25,3	61,6	102,6	122,1	-		169,2
Nouvelle Aquitaine	21,4	12,2	3,9	33,3	72,2	2,0	19,9
Occitanie	12,6	17,9	14,7	17,7	5,1	122,6	22,4
Pays de la Loire		54,4	36,7	9,1	484,7		49,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-6,3	16,2	28,5	12,7	21,9	2,1	10,1
France Métropolitaine hors Île-de-France	15,3	30,8	34,5	31,3	45,5	59,7	39,1
Île-de-France		3,3	138,1	31,1	33,5	32,3	33,9
France Métropolitaine	15,3	29,4	37,7	31,3	43,9	52,0	38,5
Guadeloupe				-4,2			-4,2
Martinique				-	0,0		21,7
Guyane							
La Réunion					31,4		31,4
Mayotte			-0,8	148,6			134,3
Outre-mer			-0,8	70,1	18,5		28,9
France entière	15,3	29,4	37,6	32,8	41,5	52,0	38,1

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations des GFP

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Communauté d'agglomération		2,0	29,8	37,4	45,9	30,0	40,8
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>		2,0	29,8	37,4	45,9	30,0	40,8
Communauté urbaine					15,3	2,1	13,7
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					15,3	2,1	13,7
<i>à fiscalité additionnelle</i>							
Communauté de communes	15,3	29,5	38,4	20,4	3,7		28,1
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>	15,2	33,5	42,2	21,2	3,7		31,2
<i>à fiscalité additionnelle</i>	15,6	9,1	6,2	1,4			10,2
Métropole yc la métropole de Lyon					75,6	63,8	64,2
<i>à fiscalité professionnelle unique</i>					75,6	63,8	64,2
Groupement à fiscalité professionnelle unique	15,2	33,4	40,9	33,2	41,5	52,0	39,8
Groupement à fiscalité additionnelle	15,6	9,1	6,2	1,4			10,2

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A2.8 - Évolution des produits des GFP : décomposition en effet base et effet taux

L'évolution du produit des taxes « ménages » et de la CFE se décompose en un effet base et un effet taux. Le premier est lié à l'évolution des bases en neutralisant l'évolution des taux, c'est-à-dire une évolution calculée à taux constants. On calcule le produit N-1 en utilisant les bases N-1 et les taux N-1, on calcule un produit N avec les bases N mais les taux N-1. C'est le produit qu'on aurait obtenu si les taux étaient restés ceux de N-1 et que seules les bases avaient évolué. L'effet base est l'évolution de ces deux produits. À l'inverse, l'effet taux est une évolution calculée à base constante.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP liée à l'effet base

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	en pourcentage						Ensemble
	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	3,64	1,88	0,32	2,50	2,26	-4,22	1,33
Bourgogne-Franche-Comté	1,97	2,61	3,83	-0,95	5,42		2,62
Bretagne	3,95	4,50	3,99	3,39	1,52	-8,40	2,49
Centre-Val de Loire	2,87	1,65	5,12	-0,25	1,51	5,79	2,29
Corse	4,43	20,56		3,65			4,70
Grand-Est	4,58	2,55	3,26	-0,16	-4,60	-6,38	-0,86
Hauts-de-France	5,75	2,48	1,00	2,33	0,36	-1,76	1,07
Normandie	2,52	3,61	3,08	1,92	-0,60	-7,72	1,84
Nouvelle Aquitaine	2,53	3,71	0,81	2,04	-0,37	-1,08	1,62
Occitanie	3,23	2,90	3,51	1,29	3,74	6,09	3,33
Pays de la Loire	3,72	3,59	0,22	2,91	3,62	-7,87	1,85
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,25	2,44	2,88	1,89	0,23	-0,73	0,76
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,31	3,07	2,46	2,21	1,26	-1,30	1,83
Île-de-France		0,61	0,14	-0,12	3,89	5,03	2,98
France Métropolitaine	3,31	3,03	2,41	2,15	1,40	-0,90	1,86
Guadeloupe	16,02			3,04	9,12		5,81
Martinique				4,53	4,56		4,56
Guyane	-2,96		5,87	-34,70	10,73		-12,04
La Réunion					1,86		1,86
Mayotte			-28,76	-17,00			-25,00
Outre-mer	12,87		-23,81	-1,94	4,92		-0,18
France entière	3,34	3,03	1,95	2,02	1,58	-0,90	1,82

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) Seules les évaluations des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires^(a) des GFP liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes			0,00				
Bourgogne-Franche-Comté	0,00	0,01	0,00				0,00
Bretagne						0,00	
Centre-Val de Loire	0,00	0,01	0,00	0,00			0,00
Corse		0,00					
Grand-Est	0,04	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01
Hauts-de-France	0,00	0,04	0,02	0,00	0,01	0,00	0,01
Normandie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Nouvelle Aquitaine					0,00		
Occitanie	0,01	0,00	0,00		0,00		0,00
Pays de la Loire		0,00					
Provence-Alpes-Côte d'Azur							
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Île-de-France		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
France Métropolitaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Guadeloupe							
Martinique							
Guyane	0,00			0,00	0,00		
La Réunion							
Mayotte			0,00	0,00			0,00
Outre-mer	0,00						
France entière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

(a) Seules les évolutions des produits de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) entre 2021 et 2022 sont présentées ici car les GFP ne perçoivent plus la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP), suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 prévoit la suppression de la THRP d'ici 2023 et un nouveau schéma de financement des collectivités entrant en vigueur au 1er janvier 2021.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des GFP liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	4,19	4,91	4,17	4,02	4,57	4,02	4,30
Bourgogne-Franche-Comté	4,48	4,04	3,69	3,86	3,93		4,06
Bretagne	4,69	4,66	4,43	4,36	4,02	4,46	4,35
Centre-Val de Loire	3,93	3,78	4,25	4,65	4,28		4,16
Corse	4,78	5,28		4,46			4,68
Grand-Est	3,98	4,09	3,99	4,25	3,75	3,65	3,97
Hauts-de-France	3,77	4,19	4,16	3,81	3,92		3,99
Normandie	4,16	4,43	4,33	4,47	4,12		4,36
Nouvelle Aquitaine	4,62	4,30	4,34	4,64	3,97	4,26	4,36
Occitanie	4,44	4,58	4,56	4,26	4,10	4,29	4,33
Pays de la Loire	4,86	4,96	4,94	5,32	3,73	4,41	4,43
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,95	4,67	4,85	4,53	4,62	3,98	4,09
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,29	4,37	4,28	4,31	4,06	4,16	4,22
Île-de-France		4,11	4,29	4,17	3,47	3,71	3,79
France Métropolitaine	4,29	4,36	4,28	4,31	4,01	4,14	4,20
Guadeloupe	6,21			4,80	4,29		4,89
Martinique				4,57	4,21		4,42
Guyane	2,58		3,97		4,47		4,27
La Réunion					5,95		5,95
Mayotte			4,36	7,68			5,93
Outre-mer	6,02		4,18	4,86	4,76		4,82
France entière	4,30	4,36	4,28	4,34	4,03	4,14	4,21

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties^(a) des GFP liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,64	8,24	0,03	16,82	7,81	21,82	9,80
Bourgogne-Franche-Comté	1,70	3,61	-0,01	18,07	17,91		7,11
Bretagne	-0,01	7,13	8,99	40,57	26,46	0,04	17,31
Centre-Val de Loire	7,69	9,52	47,05	63,09	-0,03		8,23
Corse	8,71	-0,05		0,00			3,20
Grand-Est	1,98	12,23	2,75	14,58	0,01	179,80	17,61
Hauts-de-France	4,29	1,83	5,93	13,05	22,03		13,50
Normandie	0,00	3,21	5,84	8,75	7,24		5,16
Nouvelle Aquitaine	5,32	11,44	9,83	29,23	36,27	0,00	17,66
Occitanie	5,40	3,64	12,98	7,35	56,51	-0,01	9,09
Pays de la Loire	-0,03	21,88	21,89	28,49	10,01	-0,13	9,56
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,09	-0,04	51,36	161,69	5,16	4,39	9,88
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,10	7,72	9,10	19,96	16,57	8,75	11,16
Île-de-France		20,91	15,63	2,77	0,05	169,71	58,70
France Métropolitaine	3,10	8,16	9,46	19,34	15,25	18,22	13,52
Guadeloupe	0,01			0,18	0,26		0,17
Martinique				-0,05	1,04		0,41
Guyane	0,05		-0,02		-0,03		-0,02
La Réunion					-0,04		-0,04
Mayotte			-0,16	-0,02			-0,10
Outre-mer	0,01		-0,10	0,07	0,51		0,21
France entière	3,08	8,16	9,37	18,04	14,82	18,22	13,29

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(a) D'importantes modifications législatives sont intervenues en 2021, ce qui explique certaines fortes évolutions présentées ici.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des GFP liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,80	3,45	3,55	3,97	3,41	6,99	4,10
Bourgogne-Franche-Comté	3,45	3,41	3,46	3,27	0,29		3,23
Bretagne	3,51	3,52	3,34	3,20	2,42	7,34	3,34
Centre-Val de Loire	3,40	3,30	3,20	3,35	2,88	3,25	3,24
Corse	4,16	-0,78		1,83			1,59
Grand-Est	3,40	3,72	3,90	-0,29	3,20	4,87	3,38
Hauts-de-France	3,41	3,37	3,35	2,97	4,63	1,07	3,44
Normandie	3,32	3,57	36,19	2,77	3,16	1,46	9,79
Nouvelle Aquitaine	3,54	3,45	3,22	3,05	3,93	2,15	3,34
Occitanie	3,43	3,28	-1,02	1,05	2,09	-5,10	1,55
Pays de la Loire	3,02	3,21	2,94	1,80	3,59	-0,99	2,65
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,59	3,34	2,91	2,70	3,18	2,26	2,87
France Métropolitaine hors Île-de-France	3,47	3,44	8,17	2,63	3,25	2,20	4,01
Île-de-France		4,46	3,33	4,26	4,29	3,29	3,71
France Métropolitaine	3,47	3,46	8,01	2,69	3,33	2,53	3,99
Guadeloupe	2,97			3,78	4,25		3,87
Martinique				3,03	5,73		4,69
Guyane	1,01		3,48	-6,02	-1,70		-1,41
La Réunion					1,92		1,92
Mayotte			4,35	5,26			4,68
Outre-mer	2,74		4,04	2,71	1,82		2,31
France entière	3,47	3,46	7,98	2,70	3,27	2,53	3,98

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des GFP liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,67	1,53	0,59	0,87	0,46	1,18	0,90
Bourgogne-Franche-Comté	2,11	1,09	0,36	-0,11	0,22		1,24
Bretagne	0,24	-0,26	0,93	0,98	-0,41	3,28	0,45
Centre-Val de Loire	1,06	3,44	4,65	0,72	0,13	0,11	1,95
Corse	0,92	-0,03		-0,01			0,31
Grand-Est	2,45	8,17	0,93	1,90	0,29	0,21	3,66
Hauts-de-France	2,66	2,25	0,50	0,35	1,24	0,42	1,19
Normandie	-0,08	1,41	-22,52	-0,22	4,85	1,24	-4,77
Nouvelle Aquitaine	3,07	4,58	1,04	3,68	-4,62	-0,12	2,22
Occitanie	2,77	1,24	7,11	1,92	24,51	4,89	6,28
Pays de la Loire	5,96	1,23	1,78	1,10	1,34	1,91	1,44
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,40	-0,07	0,37	0,22	-0,13	0,35	0,17
France Métropolitaine hors Île-de-France	1,97	2,85	-3,08	1,08	3,65	1,25	1,36
Île-de-France		3,16	7,45	0,70	0,40	0,16	1,27
France Métropolitaine	1,97	2,86	-2,75	1,06	3,39	0,92	1,35
Guadeloupe	0,01			0,90	0,19		0,58
Martinique				-0,08	0,34		0,18
Guyane	-1,94		0,00	-0,41	-0,30		-0,28
La Réunion					-0,59		-0,59
Mayotte			0,01	0,01			0,01
Outre-mer	-0,22		0,00	0,35	-0,22		-0,05
France entière	1,97	2,86	-2,73	1,05	3,24	0,92	1,34

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises des GFP liée à l'effet base

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,13	3,96	3,23	4,42	3,04	4,28	4,03
Bourgogne-Franche-Comté	5,26	4,64	3,50	3,83	2,63		3,63
Bretagne	3,37	3,48	5,68	5,33	3,57	3,75	4,22
Centre-Val de Loire	2,94	3,92	2,12	3,61	3,44	4,51	3,54
Corse	3,50	9,76		1,35			3,52
Grand-Est	4,55	3,90	3,92	4,69	3,21	2,71	3,61
Hauts-de-France	1,95	4,12	4,37	3,77	3,97	3,37	3,83
Normandie	6,05	5,23	3,78	2,85	2,44	1,60	2,95
Nouvelle Aquitaine	3,35	4,02	4,41	4,33	3,45	3,43	3,77
Occitanie	3,14	3,82	4,73	2,91	4,40	3,04	3,63
Pays de la Loire	1,20	4,49	4,54	5,32	4,10	6,57	5,23
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,75	2,38	3,60	3,88	4,71	2,37	3,09
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,08	4,04	4,03	4,11	3,61	3,46	3,76
Île-de-France		5,72	2,72	1,68	1,74	2,29	2,26
France Métropolitaine	4,08	4,11	3,97	3,97	3,35	2,97	3,42
Guadeloupe	5,72			3,63	2,25		2,78
Martinique				3,78	5,20		5,04
Guyane	4,08		27,77	4,89	3,52		13,53
La Réunion					6,31		6,31
Mayotte			10,29	13,75			12,76
Outre-mer	5,63		24,24	5,56	5,20		6,13
France entière	4,09	4,11	4,26	4,01	3,50	2,97	3,49

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Évolution de 2021 à 2022 des produits de la cotisation foncière des entreprises des GFP liée à l'effet taux

en pourcentage

Taille des GFP en nombre d'habitants en 2022	Moins de 15 000 hab.	De 15 000 à 30 000 hab.	De 30 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	De 100 000 à 300 000 hab.	300 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,26	3,40	0,03	-0,05	-0,03	0,21	0,40
Bourgogne-Franche-Comté	2,73	0,39	1,44	0,07	0,17		0,49
Bretagne	0,07	0,01	-0,04	0,28	-0,03	-0,10	0,03
Centre-Val de Loire	0,33	3,92	0,02	-0,12	0,05	-0,12	0,94
Corse	3,87	0,03		0,00			0,98
Grand-Est	0,64	2,98	0,29	0,46	0,46	-0,02	0,75
Hauts-de-France	0,94	1,75	-0,01	0,77	0,02	-0,05	0,23
Normandie	0,05	0,44	0,77	-0,02	1,60	-0,03	0,81
Nouvelle Aquitaine	0,04	0,59	0,24	-0,10	0,02	-0,03	0,09
Occitanie	0,53	0,40	5,70	1,40	0,43	-0,07	0,97
Pays de la Loire	-0,05	0,67	0,21	-0,03	0,09	-0,01	0,14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,02	-0,05	0,01	-0,09	-0,90	-0,09	-0,25
France Métropolitaine hors Île-de-France	0,59	1,49	1,03	0,25	0,16	0,00	0,39
Île-de-France		-0,12	10,86	0,24	-0,03	0,22	0,35
France Métropolitaine	0,59	1,42	1,48	0,25	0,13	0,09	0,38
Guadeloupe	0,30			-0,16	-0,17		-0,16
Martinique				-0,51	-0,04		-0,09
Guyane	-0,29		0,02	0,23	-0,12		-0,04
La Réunion					-0,26		-0,26
Mayotte			0,07	0,17			0,14
Outre-mer	0,27		0,03	-0,15	-0,18		-0,16
France entière	0,59	1,42	1,45	0,24	0,11	0,09	0,37

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A2.9 Compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des GFP

Les compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des GFP en 2022

en milliers d'euros

Départements	TH	FB	FnB	CFE	CVAE
01 Ain		635,4	0,6	24 060,3	10,7
02 Aisne		990,8	26,6	10 825,5	10,7
03 Allier		281,8	1,2	8 938,1	13,6
04 Alpes-de-Haute-Provence		731,8	-	10 713,2	15,5
05 Hautes-Alpes		375,9	5,4	3 523,4	17,0
06 Alpes-Maritimes		1 570,1		21 867,0	21,1
07 Ardèche		1 664,2	0,9	13 967,5	15,9
08 Ardennes		5 448,0	5,8	10 339,0	4,5
09 Ariège		642,7	0,1	9 323,3	13,9
10 Aube		629,7	14,0	5 893,4	7,2
11 Aude		408,2	3,4	8 602,8	25,4
12 Aveyron		810,1	16,4	13 059,6	11,5
13 Bouches-du-Rhône		4 085,6		72 725,9	109,9
14 Calvados		1 258,0	5,5	13 668,4	28,4
15 Cantal		245,5	4,4	4 863,0	4,0
16 Charente		658,2	21,6	10 822,0	15,9
17 Charente-Maritime		370,9	24,9	7 838,7	43,7
18 Cher		510,2	20,1	6 844,1	11,4
19 Corrèze		234,6	0,7	8 727,6	5,0
20 Corse		734,6	104,4	8 567,2	7,0
21 Côte-d'Or		676,0	19,1	12 571,5	17,7
22 Côtes-d'Armor		302,1	0,2	13 451,3	11,9
23 Creuse		125,7	0,5	2 326,6	7,7
24 Dordogne		684,0	16,7	6 041,4	20,9
25 Doubs		1 007,6	17,6	16 649,3	34,1
26 Drôme		1 051,6	7,1	13 314,9	26,8
27 Eure		1 355,4	61,1	16 124,6	4,7
28 Eure-et-Loir		374,0	0,1	11 687,4	3,7
29 Finistère		605,2	2,8	16 370,3	20,6
30 Gard		897,1	2,2	17 215,3	24,6
31 Haute-Garonne	2,2	6 871,9	14,2	52 946,7	84,9
32 Gers		350,5	10,9	3 440,0	2,6
33 Gironde	1,7	722,2	12,1	46 141,9	106,6
34 Hérault	39,0	499,4	-	23 224,7	99,3
35 Ille-et-Vilaine		1 146,4	0,3	26 280,5	44,8
36 Indre		401,0	45,8	4 461,9	2,4
37 Indre-et-Loire		1 013,6	0,2	14 275,4	14,5
38 Isère		5 543,0	1,3	54 199,2	21,1
39 Jura		1 035,4	4,8	8 043,0	4,6
40 Landes		892,6	78,5	13 249,3	20,1
41 Loir-et-Cher		360,9	2,9	10 267,9	12,3
42 Loire		952,0	2,8	20 937,3	28,9
43 Haute-Loire		238,8	0,2	7 053,4	9,0
44 Loire-Atlantique	28,9	3 140,8	0,1	45 526,3	61,6
45 Loiret		670,3	0,1	21 900,3	6,6
46 Lot		401,1	38,0	5 172,9	23,5
47 Lot-et-Garonne		355,4	70,9	7 908,5	20,4
48 Lozère		193,4	3,2	1 641,5	1,3
49 Maine-et-Loire		708,0	0,2	18 490,7	22,5
50 Manche		3 759,8	0,2	27 901,5	12,7

Les compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des GFP en 2022 (suite)

en milliers d'euros

Départements		TH	FB	FnB	CFE	CVAE
51	Marne		2 317,8	62,9	15 809,8	19,6
52	Haute-Marne		1 024,9	18,8	4 397,7	9,3
53	Mayenne		882,8	0,4	10 596,6	12,8
54	Meurthe-et-Moselle		2 259,7	10,1	16 829,9	16,9
55	Meuse		1 724,6	79,7	5 368,7	2,1
56	Morbihan		344,0	0,6	17 329,8	29,2
57	Moselle		3 996,4	1,8	36 039,1	23,3
58	Nièvre		117,0	15,9	3 536,5	6,5
59	Nord		2 620,2	2,5	117 072,9	103,0
60	Oise		3 035,3	53,3	22 667,1	4,8
61	Orne		1 932,6	77,3	5 332,5	7,2
62	Pas-de-Calais		3 412,8	6,2	42 185,6	42,4
63	Puy-de-Dôme		1 117,8	1,6	21 534,1	37,8
64	Pyrénées-Atlantiques		440,8	-	20 411,0	20,7
65	Hauts-Pyrénées		539,2	10,0	7 244,0	15,5
66	Pyrénées-Orientales		297,9	-	10 179,0	16,4
67	Bas-Rhin		3 081,8	34,8	32 706,3	15,7
68	Haut-Rhin		2 787,5	2,8	32 313,9	15,3
69	Rhône		879,2	1,5	56 548,2	138,9
70	Haute-Saône		703,0	2,9	6 248,9	3,7
71	Saône-et-Loire		1 108,4	20,6	15 096,6	21,0
72	Sarthe		3 121,0	8,4	11 517,7	10,1
73	Savoie		2 281,0	6,1	16 577,6	16,0
74	Haute-Savoie		1 202,4	0,6	22 869,0	35,6
76	Seine-Maritime		10 287,8	45,4	59 967,6	23,2
77	Seine-et-Marne		1 352,7	4,6	23 969,9	2,2
78	Yvelines		160,2	1,8	30 330,4	20,2
79	Deux-Sèvres		753,0	0,9	9 347,8	10,8
80	Somme		2 621,9	125,4	13 425,4	6,4
81	Tarn		278,4	15,8	10 201,6	16,3
82	Tarn-et-Garonne		3 858,5	74,9	10 188,0	27,1
83	Var		559,2		11 865,3	63,4
84	Vaucluse		370,8	0,4	20 183,9	43,5
85	Vendée		1 568,0	1,6	21 118,6	23,2
86	Vienne		1 274,7	0,1	13 081,1	4,7
87	Haute-Vienne		492,0	3,7	6 958,6	23,1
88	Vosges		1 079,5	3,0	9 214,1	10,4
89	Yonne		939,1	3,3	7 482,8	4,2
90	Territoire de Belfort		392,8	0,1	4 218,1	2,3
91	Essonne		587,0	-	27 851,9	9,3
92	Hauts-de-Seine					
93	Seine-Saint-Denis					
94	Val-de-Marne					
95	Val-d'Oise		4 790,2	1,6	43 413,9	10,3
France Métropolitaine hors Paris		71,8	131 215,0	1 371,1	1 687 217,2	2 089,4
75	Paris				115 810,0	256,5
France Métropolitaine		71,8	131 215,0	1 371,1	1 803 027,2	2 345,9
971	Guadeloupe		105,8	36,7	10 003,9	1 006,5
972	Martinique		933,8	307,0	9 743,2	930,7
973	Guyane		393,0	19,8	9 913,8	538,0
974	Réunion		161,8	38,2	23 948,9	4 308,4
976	Mayotte	3 210,0	2 657,1		1 024,3	502,2
Outre-mer		3 210,0	4 251,5	401,8	54 634,2	7 285,8
France entière		3 281,8	135 466,5	1 772,9	1 857 661,4	9 631,7

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des GFP en 2022

en euros / hab.

Départements	TH	FB	FnB	CFE	CVAE
01 Ain		1,0	-	36,6	-
02 Aisne		1,8	-	19,9	-
03 Allier		0,8	-	26,0	-
04 Alpes-de-Haute-Provence		4,0	-	58,2	0,1
05 Hautes-Alpes		2,8	-	26,3	0,1
06 Alpes-Maritimes		1,4	-	19,7	-
07 Ardèche		4,6	-	38,4	-
08 Ardennes		19,7	-	37,3	-
09 Ariège		4,1	-	59,3	0,1
10 Aube		2,0	-	18,6	-
11 Aude		1,1	-	22,8	0,1
12 Aveyron		2,9	0,1	46,1	-
13 Bouches-du-Rhône		2,0	-	34,7	0,1
14 Calvados		1,7	-	19,0	-
15 Cantal		1,6	-	32,5	-
16 Charente		1,8	0,1	30,0	-
17 Charente-Maritime		0,6	-	11,7	0,1
18 Cher		1,7	0,1	22,3	-
19 Corrèze		0,9	-	35,0	-
20 Corse		2,1	0,3	24,8	-
21 Côte-d'Or		1,2	-	22,7	-
22 Côtes-d'Armor		0,5	-	22,1	-
23 Creuse		1,1	-	19,7	0,1
24 Dordogne		1,6	-	14,4	-
25 Doubs		1,8	-	30,3	0,1
26 Drôme		2,1	-	27,1	0,1
27 Eure		2,3	0,1	27,3	-
28 Eure-et-Loir		0,8	-	26,1	-
29 Finistère		0,6	-	17,4	-
30 Gard		1,3	-	24,0	-
31 Haute-Garonne	-	4,8	-	37,2	0,1
32 Gers		1,7	0,1	17,1	-
33 Gironde	-	0,4	-	27,9	0,1
34 Hérault	-	0,4	-	19,5	0,1
35 Ille-et-Vilaine		1,0	-	22,8	-
36 Indre		1,8	0,2	19,6	-
37 Indre-et-Loire		1,6	-	22,9	-
38 Isère		4,2	-	41,0	-
39 Jura		3,9	-	30,0	-
40 Landes		2,1	0,2	30,9	-
41 Loir-et-Cher		1,1	-	30,8	-
42 Loire		1,2	-	27,0	-
43 Haute-Loire		1,0	-	30,1	-
44 Loire-Atlantique	-	2,2	-	31,5	-
45 Loiret		1,0	-	31,3	-
46 Lot		2,2	0,2	27,8	0,1
47 Lot-et-Garonne		1,0	0,2	23,3	0,1
48 Lozère		2,4	-	20,4	-
49 Maine-et-Loire		0,8	-	22,1	-
50 Manche		7,4	-	54,6	-

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des GFP en 2022 (suite)

en euros / hab.

Départements	TH	FB	FnB	CFE	CVAE
51 Marne		4,0	0,1	27,5	-
52 Haute-Marne		5,7	0,1	24,3	0,1
53 Mayenne		2,8	-	33,5	-
54 Meurthe-et-Moselle		3,0	-	22,6	-
55 Meuse		9,2	0,4	28,7	-
56 Morbihan		0,5	-	22,9	-
57 Moselle		3,7	-	33,7	-
58 Nièvre		0,6	0,1	17,1	-
59 Nord		1,0	-	44,1	-
60 Oise		3,6	0,1	26,8	-
61 Orne		6,5	0,3	18,0	-
62 Pas-de-Calais		2,3	-	28,7	-
63 Puy-de-Dôme		1,7	-	31,8	0,1
64 Pyrénées-Atlantiques		0,6	-	29,2	-
65 Hautes-Pyrénées		2,3	-	30,5	0,1
66 Pyrénées-Orientales		0,6	-	20,6	-
67 Bas-Rhin		2,7	-	28,3	-
68 Haut-Rhin		3,6	-	41,4	-
69 Rhône		0,5	-	29,9	0,1
70 Haute-Saône		2,8	-	25,0	-
71 Saône-et-Loire		2,0	-	26,8	-
72 Sarthe		5,5	-	20,1	-
73 Savoie		5,1	-	37,4	-
74 Haute-Savoie		1,4	-	26,9	-
76 Seine-Maritime		7,9	-	46,3	-
77 Seine-et-Marne		1,1	-	19,4	-
78 Yvelines		0,1	-	20,1	-
79 Deux-Sèvres		2,0	-	24,3	-
80 Somme		4,7	0,2	23,9	-
81 Tarn		0,7	-	25,8	-
82 Tarn-et-Garonne		14,4	0,3	38,1	0,1
83 Var		0,5	-	11,0	0,1
84 Vaucluse		0,6	-	33,3	0,1
85 Vendée		2,2	-	30,2	-
86 Vienne		2,8	-	29,2	-
87 Haute-Vienne		1,3	-	18,3	0,1
88 Vosges		2,9	-	24,5	-
89 Yonne		2,7	-	21,6	-
90 Territoire de Belfort		2,7	-	29,2	-
91 Essonne		0,5	-	21,8	-
92 Hauts-de-Seine					
93 Seine-Saint-Denis					
94 Val-de-Marne					
95 Val-d'Oise		3,9	-	35,7	-
France Métropolitaine hors Paris	-	2,2	-	28,5	-
75 Paris				16,2	-
France Métropolitaine	-	2,0	-	27,2	-
971 Guadeloupe		0,3	0,1	25,7	2,6
972 Martinique		2,5	0,8	26,4	2,5
973 Guyane		1,4	0,1	34,9	1,9
974 Réunion		0,2	-	27,5	4,9
976 Mayotte	12,2	10,1		3,9	1,9
Outre-mer	1,5	2,0	0,2	25,1	3,3
France entière	-	2,0	-	27,1	0,1

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Annexe 3 - Indicateurs de référence de la fiscalité des départements

A3.1 - Produits des impôts économiques des départements

Les produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des départements en 2020, 2021 et 2022

Départements	Montants en milliers d'€			Évolution en %	
	2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022
01 Ain	37 712	36 203	36 216	-4,0	-
02 Aisne	22 016	22 153	21 137	+0,6	-4,6
03 Allier	14 748	14 596	14 688	-1,0	+0,6
04 Alpes-de-Haute-Provence	7 819	7 875	7 635	+0,7	-3,1
05 Hautes-Alpes	6 040	5 915	5 696	-2,1	-3,7
06 Alpes-Maritimes	72 865	67 847	63 316	-6,9	-6,7
07 Ardèche	14 350	14 810	14 652	+3,2	-1,1
08 Ardennes	12 498	12 501	12 223	-	-2,2
09 Ariège	5 003	5 840	5 089	+16,7	-12,9
10 Aube	16 192	16 234	15 590	+0,3	-4,0
11 Aude	12 965	13 289	12 692	+2,5	-4,5
12 Aveyron	13 293	13 235	13 205	-0,4	-0,2
13 Bouches-du-Rhône	135 272	136 795	131 261	+1,1	-4,0
14 Calvados	37 894	37 107	36 381	-2,1	-2,0
15 Cantal	5 949	5 803	5 659	-2,5	-2,5
16 Charente	22 086	24 174	20 987	+9,5	-13,2
17 Charente-Maritime	28 251	28 200	28 170	-0,2	-0,1
18 Cher	16 551	17 123	16 202	+3,5	-5,4
19 Corrèze	11 775	12 008	11 822	+2,0	-1,5
20 Corse	-	-	-	-	-
21 Côte-d'Or	33 939	33 736	32 808	-0,6	-2,8
22 Côtes-d'Armor	26 954	26 275	27 707	-2,5	+5,5
23 Creuse	3 411	3 428	3 174	+0,5	-7,4
24 Dordogne	14 803	14 517	14 009	-1,9	-3,5
25 Doubs	32 218	29 558	30 317	-8,3	+2,6
26 Drôme	36 326	35 287	34 766	-2,9	-1,5
27 Eure	31 421	33 375	31 425	+6,2	-5,8
28 Eure-et-Loir	23 372	23 361	22 189	-	-5,0
29 Finistère	42 940	43 508	43 883	+1,3	+0,9
30 Gard	29 454	29 323	28 984	-0,4	-1,2
31 Haute-Garonne	119 927	113 497	105 061	-5,4	-7,4
32 Gers	6 831	6 699	6 726	-1,9	+0,4
33 Gironde	105 714	107 500	98 610	+1,7	-8,3
34 Hérault	56 635	56 929	56 683	+0,5	-0,4
35 Ille-et-Vilaine	71 365	71 695	72 212	+0,5	+0,7
36 Indre	9 394	9 464	9 009	+0,7	-4,8
37 Indre-et-Loire	35 803	34 576	34 410	-3,4	-0,5
38 Isère	87 965	86 947	85 717	-1,2	-1,4
39 Jura	12 763	13 159	12 876	+3,1	-2,2
40 Landes	18 737	18 980	18 033	+1,3	-5,0
41 Loir-et-Cher	17 975	18 743	17 686	+4,3	-5,6
42 Loire	40 663	38 873	37 591	-4,4	-3,3
43 Haute-Loire	9 138	9 298	9 062	+1,7	-2,5
44 Loire-Atlantique	102 979	103 913	97 070	+0,9	-6,6
45 Loiret	48 113	47 913	46 480	-0,4	-3,0
46 Lot	7 258	6 940	6 815	-4,4	-1,8
47 Lot-et-Garonne	15 159	14 711	14 814	-3,0	+0,7
48 Lozère	2 584	2 452	2 515	-5,1	+2,6
49 Maine-et-Loire	43 368	45 043	45 752	+3,9	+1,6
50 Manche	25 649	26 224	24 179	+2,2	-7,8

Les produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des départements en 2020, 2021 et 2022 (suite)

Départements	Montants en millions d'€			Évolution en %	
	2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022
51 Marne	35 708	35 735	34 265	+0,1	-4,1
52 Haute-Marne	8 074	8 018	7 550	-0,7	-5,8
53 Mayenne	18 830	19 563	19 326	+3,9	-1,2
54 Meurthe-et-Moselle	32 468	32 434	31 942	-0,1	-1,5
55 Meuse	7 642	7 428	7 189	-2,8	-3,2
56 Morbihan	36 784	35 837	35 824	-2,6	-
57 Moselle	48 550	49 836	45 295	+2,6	-9,1
58 Nièvre	7 803	7 173	7 479	-8,1	+4,3
59 Nord	156 784	154 579	156 333	-1,4	+1,1
60 Oise	43 997	42 800	41 381	-2,7	-3,3
61 Orne	11 863	11 476	11 893	-3,3	+3,6
62 Pas-de-Calais	61 925	62 253	59 034	+0,5	-5,2
63 Puy-de-Dôme	40 108	38 204	36 906	-4,7	-3,4
64 Pyrénées-Atlantiques	37 493	39 704	36 639	+5,9	-7,7
65 Hautes-Pyrénées	9 654	9 882	8 660	+2,4	-12,4
66 Pyrénées-Orientales	18 514	18 502	18 982	-0,1	+2,6
67 Bas-Rhin	88 493	85 530	81 174	-3,3	-5,1
68 Haut-Rhin	47 080	45 198	44 065	-4,0	-2,5
69 Rhône	32 524	31 558	31 515	-3,0	-0,1
70 Haute-Saône	8 777	8 594	8 955	-2,1	+4,2
71 Saône-et-Loire	29 441	28 238	27 744	-4,1	-1,7
72 Sarthe	30 266	28 973	27 595	-4,3	-4,8
73 Savoie	35 313	33 722	31 552	-4,5	-6,4
74 Haute-Savoie	56 969	54 162	49 984	-4,9	-7,7
76 Seine-Maritime	80 566	78 015	76 834	-3,2	-1,5
77 Seine-et-Marne	91 767	91 151	77 416	-0,7	-15,1
78 Yvelines	119 944	119 854	114 043	-0,1	-4,8
79 Deux-Sèvres	23 223	22 721	22 934	-2,2	+0,9
80 Somme	29 919	29 162	28 474	-2,5	-2,4
81 Tarn	15 210	15 689	16 101	+3,2	+2,6
82 Tarn-et-Garonne	11 132	11 297	11 379	+1,5	+0,7
83 Var	44 997	45 846	44 388	+1,9	-3,2
84 Vaucluse	32 545	30 882	29 227	-5,1	-5,4
85 Vendée	39 976	40 223	39 416	+0,6	-2,0
86 Vienne	22 002	22 100	20 060	+0,4	-9,2
87 Haute-Vienne	15 720	14 607	14 219	-7,1	-2,7
88 Vosges	17 111	16 940	16 132	-1,0	-4,8
89 Yonne	14 915	14 880	14 009	-0,2	-5,9
90 Territoire de Belfort	5 918	8 078	7 789	+36,5	-3,6
91 Essonne	87 519	92 969	84 029	+6,2	-9,6
92 Hauts-de-Seine	371 159	370 019	356 986	-0,3	-3,5
93 Seine-Saint-Denis	117 064	103 865	111 611	-11,3	+7,5
94 Val-de-Marne	101 419	99 728	99 529	-1,7	-0,2
95 Val-d'Oise	69 228	67 906	63 556	-1,9	-6,4
France Métropolitaine hors Paris	3 822 536	3 782 966	3 652 595	-1,0	-3,4
75 Paris	-	-	-	-	-
France Métropolitaine	3 822 536	3 782 966	3 652 595	-1,0	-3,4
971 Guadeloupe	12 557	12 016	12 009	-4,3	-0,1
972 Martinique	-	-	-	-	-
973 Guyane	-	-	-	-	-
974 Réunion	26 841	25 858	25 518	-3,7	-1,3
976 Mayotte	5 425	1 857	1 984	-65,8	+6,8
Outre-mer	44 824	39 731	39 510	-11,4	-0,6
France entière	3 867 359	3 822 696	3 692 105	-1,2	-3,4

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des départements en 2020, 2021 et 2022

Départements	Montants en euros / hab.			Évolution en %	
	2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022
01 Ain	57,2	54,5	54,2	-4,7	-0,7
02 Aisne	40,3	40,6	38,9	+0,8	-4,2
03 Allier	42,5	42,2	42,6	-0,8	+1,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	46,4	46,7	45,2	+0,6	-3,2
05 Hautes-Alpes	41,4	40,7	39,1	-1,7	-4,0
06 Alpes-Maritimes	66,4	61,7	57,1	-7,1	-7,4
07 Ardèche	42,9	44,1	43,4	+2,9	-1,6
08 Ardennes	44,6	44,9	44,1	+0,6	-1,7
09 Ariège	31,8	37,2	32,3	+16,8	-13,0
10 Aube	51,1	51,2	49,1	+0,3	-4,0
11 Aude	34,2	34,8	33,1	+1,8	-4,8
12 Aveyron	45,9	45,7	45,5	-0,5	-0,4
13 Bouches-du-Rhône	66,0	66,4	63,5	+0,6	-4,5
14 Calvados	53,5	52,4	51,3	-2,1	-2,1
15 Cantal	39,6	38,7	37,8	-2,2	-2,4
16 Charente	61,1	67,0	58,1	+9,6	-13,3
17 Charente-Maritime	42,8	42,5	42,2	-0,6	-0,8
18 Cher	53,1	55,1	52,3	+3,7	-5,0
19 Corrèze	47,3	48,4	47,7	+2,3	-1,3
20 Corse	-	-	-	-	-
21 Côte-d'Or	62,2	61,9	60,1	-0,5	-2,9
22 Côtes-d'Armor	43,7	42,5	44,8	-2,6	+5,3
23 Creuse	27,9	28,3	26,4	+1,4	-6,7
24 Dordogne	34,9	34,2	33,1	-1,9	-3,5
25 Doubs	58,3	53,2	54,4	-8,7	+2,1
26 Drôme	69,2	66,8	65,6	-3,5	-1,9
27 Eure	51,1	54,4	51,3	+6,5	-5,8
28 Eure-et-Loir	52,7	52,8	50,2	+0,2	-4,9
29 Finistère	46,0	46,4	46,7	+1,0	+0,5
30 Gard	38,9	38,6	38,0	-0,6	-1,5
31 Haute-Garonne	86,6	80,9	73,8	-6,6	-8,7
32 Gers	34,5	33,8	34,0	-2,0	+0,4
33 Gironde	65,8	66,1	59,8	+0,5	-9,5
34 Hérault	48,7	48,4	47,5	-0,7	-1,8
35 Ille-et-Vilaine	65,8	65,5	65,4	-0,4	-0,2
36 Indre	41,2	41,8	40,0	+1,5	-4,2
37 Indre-et-Loire	57,9	55,8	55,3	-3,6	-0,8
38 Isère	68,5	67,5	66,1	-1,5	-2,0
39 Jura	47,4	48,9	48,0	+3,3	-2,0
40 Landes	44,6	44,9	42,3	+0,6	-5,7
41 Loir-et-Cher	52,8	55,3	52,3	+4,8	-5,4
42 Loire	52,3	50,0	48,2	-4,5	-3,6
43 Haute-Loire	39,0	39,7	38,7	+1,6	-2,5
44 Loire-Atlantique	72,4	72,1	66,6	-0,4	-7,7
45 Loiret	69,5	69,1	66,9	-0,6	-3,2
46 Lot	40,4	38,6	37,9	-4,4	-1,9
47 Lot-et-Garonne	44,4	43,2	43,6	-2,7	+0,9
48 Lozère	32,2	30,6	31,3	-5,1	+2,5
49 Maine-et-Loire	52,1	53,9	54,6	+3,5	+1,3
50 Manche	50,0	51,2	47,3	+2,4	-7,6

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des départements en 2020, 2021 et 2022 (suite)

Départements	Montants en euros / hab.			Évolution en %	
	2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022
51 Marne	61,5	61,7	59,2	+0,3	-4,0
52 Haute-Marne	44,7	44,8	42,5	+0,2	-5,0
53 Mayenne	59,4	61,8	61,0	+3,9	-1,2
54 Meurthe-et-Moselle	43,6	43,5	42,8	-0,1	-1,6
55 Meuse	39,7	38,9	37,9	-1,9	-2,6
56 Morbihan	47,7	46,2	45,9	-3,1	-0,7
57 Moselle	45,7	46,9	42,5	+2,6	-9,4
58 Nièvre	36,7	34,0	35,6	-7,4	+5,0
59 Nord	59,5	58,6	59,2	-1,5	+1,1
60 Oise	52,3	50,7	48,8	-3,1	-3,6
61 Orne	40,7	39,6	41,3	-2,7	+4,2
62 Pas-de-Calais	41,6	41,8	39,7	+0,6	-5,1
63 Puy-de-Dôme	60,0	56,7	54,5	-5,5	-3,8
64 Pyrénées-Atlantiques	53,9	56,8	52,2	+5,5	-8,1
65 Hautes-Pyrénées	41,2	42,0	36,7	+2,0	-12,5
66 Pyrénées-Orientales	38,4	38,2	38,9	-0,4	+1,8
67 Bas-Rhin	77,5	74,4	70,2	-4,0	-5,6
68 Haut-Rhin	60,5	58,0	56,4	-4,2	-2,8
69 Rhône	17,4	16,7	16,6	-3,8	-1,0
70 Haute-Saône	36,1	35,5	37,1	-1,7	+4,5
71 Saône-et-Loire	51,7	49,7	48,9	-3,8	-1,6
72 Sarthe	52,2	50,0	47,6	-4,2	-4,8
73 Savoie	79,6	75,6	70,3	-5,1	-7,0
74 Haute-Savoie	68,8	64,6	59,0	-6,0	-8,8
76 Seine-Maritime	63,2	61,1	60,2	-3,3	-1,5
77 Seine-et-Marne	64,6	63,8	53,8	-1,3	-15,6
78 Yvelines	82,0	81,7	77,4	-0,3	-5,3
79 Deux-Sèvres	60,4	59,0	59,5	-2,3	+0,9
80 Somme	51,4	50,2	49,0	-2,2	-2,3
81 Tarn	38,2	39,3	40,2	+3,0	+2,3
82 Tarn-et-Garonne	42,1	42,6	42,7	+1,2	+0,1
83 Var	41,8	42,3	40,6	+1,0	-4,0
84 Vaucluse	57,0	54,1	51,0	-5,1	-5,6
85 Vendée	57,6	57,6	56,0	-0,1	-2,8
86 Vienne	49,2	49,3	44,7	+0,3	-9,4
87 Haute-Vienne	41,2	38,4	37,5	-6,8	-2,4
88 Vosges	45,1	44,9	42,9	-0,6	-4,3
89 Yonne	43,0	43,0	40,7	-	-5,3
90 Territoire de Belfort	40,6	55,7	53,9	+37,1	-3,2
91 Essonne	66,8	70,9	63,9	+6,2	-10,0
92 Hauts-de-Seine	228,3	226,2	217,6	-0,9	-3,8
93 Seine-Saint-Denis	71,8	63,4	67,6	-11,8	+6,7
94 Val-de-Marne	72,6	70,9	70,3	-2,3	-0,9
95 Val-d'Oise	55,9	54,4	50,4	-2,7	-7,2
France Métropolitaine hors Paris	60,1	59,2	57,0	-1,4	-3,8
75 Paris	-	-	-	-	-
France Métropolitaine	58,0	57,3	55,1	-1,3	-3,8
971 Guadeloupe	31,7	30,5	30,8	-3,6	+0,8
972 Martinique	-	-	-	-	-
973 Guyane	-	-	-	-	-
974 Réunion	31,1	29,9	29,3	-3,9	-1,9
976 Mayotte	20,6	7,1	7,5	-65,8	+6,8
Outre-mer	20,6	18,3	18,1	-11,5	-0,7
France entière	56,9	56,0	53,9	-1,5	-3,8

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2022

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFER sur les							Ensemble des IFER
	éoliennes	hydroliennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photo- voltaïques	barrages hydrauliques	stations radioélec- triques	installations de gaz naturel	
01 Ain	70	-	5 825	44	790	941	213	7 882
02 Aisne	2 666	-	-	115	-	809	150	3 740
03 Allier	127	-	674	375	38	537	172	1 922
04 Alpes-de-Haute-Provence	-	5	-	1 202	1 568	325	64	3 165
05 Hautes-Alpes	-	-	-	237	915	306	29	1 487
06 Alpes-Maritimes	1	-	-	36	527	2 331	41	2 936
07 Ardèche	400	-	5 955	257	1 123	453	25	8 213
08 Ardennes	1 434	-	4 881	20	1 328	433	120	8 216
09 Ariège	-	-	-	115	1 032	259	38	1 443
10 Aube	2 102	-	4 263	114	15	489	125	7 108
11 Aude	1 044	2	-	597	136	701	123	2 602
12 Aveyron	783	13	-	386	3 575	419	86	5 262
13 Bouches-du-Rhône	90	-	3 056	1 202	485	3 617	446	8 896
14 Calvados	358	-	-	41	-	885	157	1 440
15 Cantal	251	1	-	432	1 415	240	8	2 347
16 Charente	372	-	-	319	4	626	179	1 501
17 Charente-Maritime	639	-	-	404	-	874	109	2 025
18 Cher	555	-	4 263	85	1	522	76	5 502
19 Corrèze	21	3	-	260	1 682	475	55	2 496
20 Corse	-	-	-	-	-	-	-	-
21 Côte-d'Or	714	-	-	144	1	1 109	130	2 098
22 Côtes-d'Armor	863	-	-	45	19	896	88	1 911
23 Creuse	181	1	-	135	134	241	42	734
24 Dordogne	-	2	-	413	89	750	169	1 422
25 Doubs	450	1	-	46	110	810	60	1 476
26 Drôme	336	27	5 955	469	1 277	805	181	9 050
27 Eure	184	-	-	8	24	753	156	1 125
28 Eure-et-Loir	1 559	-	-	210	-	671	138	2 578
29 Finistère	486	1	771	31	12	1 254	141	2 697
30 Gard	27	-	-	945	514	1 143	99	2 727
31 Haute-Garonne	106	-	-	619	466	2 196	166	3 553
32 Gers	-	-	-	301	4	325	152	782
33 Gironde	-	-	6 023	2 874	3	2 384	222	11 506
34 Hérault	609	-	-	714	106	1 734	105	3 267
35 Ille-et-Vilaine	280	-	-	75	390	1 468	127	2 340
36 Indre	679	-	-	127	112	390	115	1 423
37 Indre-et-Loire	-	-	5 890	87	-	984	108	7 069
38 Isère	11	-	4 512	187	5 351	1 709	273	12 041
39 Jura	42	-	146	13	620	508	108	1 438
40 Landes	-	-	-	2 073	3	816	180	3 072
41 Loir-et-Cher	104	-	2 977	179	1	657	194	4 113
42 Loire	-	4	-	72	238	1 010	100	1 423
43 Haute-Loire	162	-	-	139	188	302	31	823
44 Loire-Atlantique	985	-	2 595	229	-	1 891	292	5 992
45 Loiret	437	-	5 792	122	-	1 059	128	7 538
46 Lot	14	-	-	150	214	355	14	747
47 Lot-et-Garonne	0	-	-	532	73	426	91	1 122
48 Lozère	94	-	-	62	249	181	-	587
49 Maine-et-Loire	406	-	-	295	-	1 053	112	1 865
50 Manche	307	-	4 328	50	3	586	78	5 351

Les produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2022 (suite)

en milliers d'euros

Départements	Montants des IFER sur les							Ensemble des IFER
	éoliennes	hydroliennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photo- voltaïques	barrages hydrauliques	stations radioélec- triques	installations de gaz naturel	
51 Marne	2 336	-	-	166	1	1 033	166	3 702
52 Haute-Marne	1 001	-	-	40	3	424	112	1 580
53 Mayenne	389	-	-	47	8	449	48	940
54 Meurthe-et-Moselle	289	7	1 402	480	35	1 204	236	3 654
55 Meuse	1 229	-	-	446	4	464	179	2 322
56 Morbihan	885	-	-	50	13	972	124	2 044
57 Moselle	699	23	11 020	199	25	1 703	295	13 963
58 Nièvre	123	-	-	149	39	376	58	745
59 Nord	813	-	11 862	272	-	3 391	432	16 770
60 Oise	1 299	-	-	36	-	1 121	236	2 692
61 Orne	105	-	-	42	11	368	69	595
62 Pas-de-Calais	2 616	-	-	11	-	1 978	283	4 889
63 Puy-de-Dôme	123	1	-	127	159	1 077	101	1 588
64 Pyrénées-Atlantiques	-	10	-	277	661	1 026	139	2 113
65 Hautes-Pyrénées	-	-	-	56	1 269	376	61	1 761
66 Pyrénées-Orientales	318	7	-	579	199	708	23	1 834
67 Bas-Rhin	62	1	-	192	942	1 554	147	2 898
68 Haut-Rhin	-	-	-	79	1 151	958	116	2 304
69 Rhône	1	-	-	15	88	691	120	914
70 Haute-Saône	80	-	-	7	12	470	107	676
71 Saône-et-Loire	28	14	-	134	5	919	253	1 354
72 Sarthe	137	-	-	150	-	949	154	1 390
73 Savoie	-	23	-	23	6 910	805	69	7 830
74 Haute-Savoie	-	17	-	1	901	1 029	81	2 030
76 Seine-Maritime	1 119	-	13 515	71	-	1 647	244	16 597
77 Seine-et-Marne	38	-	1 484	69	11	2 006	282	3 889
78 Yvelines	-	-	-	73	16	1 805	230	2 125
79 Deux-Sèvres	1 006	-	-	242	-	468	63	1 780
80 Somme	4 672	-	-	21	-	809	173	5 676
81 Tarn	557	-	-	492	475	527	41	2 092
82 Tarn-et-Garonne	-	-	4 263	430	146	337	86	5 262
83 Var	121	-	-	1 090	160	1 950	104	3 425
84 Vaucluse	25	1	-	412	1 065	922	121	2 546
85 Vendée	696	-	-	220	-	913	137	1 966
86 Vienne	589	-	4 865	324	38	701	78	6 595
87 Haute-Vienne	273	2	-	177	138	626	75	1 290
88 Vosges	114	-	-	26	41	662	133	976
89 Yonne	781	-	-	256	27	750	71	1 885
90 Territoire de Belfort	-	-	-	-	-	157	31	188
91 Essonne	51	-	-	-	-	1 567	162	1 781
92 Hauts-de-Seine	-	-	417	1	-	1 780	29	2 226
93 Seine-Saint-Denis	-	-	203	1	-	1 764	46	2 014
94 Val-de-Marne	-	-	308	1	-	1 453	42	1 804
95 Val-d'Oise	-	-	-	-	-	1 215	118	1 333
France Métropolitaine hors Paris	42 526	167	117 243	25 069	39 387	89 813	11 888	326 093
75 Paris	-	-	-	-	-	-	-	-
France Métropolitaine	42 526	167	117 243	25 069	39 387	89 813	11 888	326 093
971 Guadeloupe	61	9	620	81	16	549	-	1 335
972 Martinique	-	-	-	-	-	-	-	-
973 Guyane	-	-	-	-	-	-	-	-
974 Réunion	24	-	789	466	251	1 250	-	2 779
976 Mayotte	-	-	-	42	-	129	-	171
Outre-mer	85	9	1 409	588	266	1 928	-	4 285
France entière	42 610	176	118 652	25 657	39 653	91 741	11 888	330 379

Source : DGCL. Données DGFI, REI.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2022

en euros / hab.

Départements	Montants des IFR sur les							Ensemble des IFR
	éoliennes	hydroliennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photo- voltaïques	barrages hydrauliques	stations radioélec- triques	installations de gaz naturel	
01 Ain	0,1	-	8,7	0,1	1,2	1,4	0,3	11,8
02 Aisne	4,9	-	-	0,2	0,0	1,5	0,3	6,9
03 Allier	0,4	-	2,0	1,1	0,1	1,6	0,5	5,6
04 Alpes-de-Haute-Provence	-	-	-	7,1	9,3	1,9	0,4	18,7
05 Hautes-Alpes	-	-	-	1,6	6,3	2,1	0,2	10,2
06 Alpes-Maritimes	-	-	-	-	0,5	2,1	0,0	2,6
07 Ardèche	1,2	-	17,7	0,8	3,3	1,3	0,1	24,4
08 Ardennes	5,2	-	17,6	0,1	4,8	1,6	0,4	29,7
09 Ariège	-	-	-	0,7	6,6	1,6	0,2	9,2
10 Aube	6,6	-	13,4	0,4	-	1,5	0,4	22,4
11 Aude	2,7	-	-	1,6	0,4	1,8	0,3	6,8
12 Aveyron	2,7	-	-	1,3	12,3	1,4	0,3	18,1
13 Bouches-du-Rhône	-	-	1,5	0,6	0,2	1,7	0,2	4,3
14 Calvados	0,5	-	-	0,1	-	1,2	0,2	2,0
15 Cantal	1,7	-	-	2,9	9,5	1,6	0,1	15,7
16 Charente	1,0	-	-	0,9	-	1,7	0,5	4,2
17 Charente-Maritime	1,0	-	-	0,6	-	1,3	0,2	3,0
18 Cher	1,8	-	13,8	0,3	-	1,7	0,2	17,8
19 Corrèze	0,1	-	-	1,0	6,8	1,9	0,2	10,1
20 Corse	-	-	-	-	-	-	-	-
21 Côte-d'Or	1,3	-	-	0,3	-	2,0	0,2	3,8
22 Côtes-d'Armor	1,4	-	-	0,1	-	1,4	0,1	3,1
23 Creuse	1,5	-	-	1,1	1,1	2,0	0,4	6,1
24 Dordogne	-	-	-	1,0	0,2	1,8	0,4	3,4
25 Doubs	0,8	-	-	0,1	0,2	1,5	0,1	2,6
26 Drôme	0,6	0,1	11,2	0,9	2,4	1,5	0,3	17,1
27 Eure	0,3	-	-	-	-	1,2	0,3	1,8
28 Eure-et-Loir	3,5	-	-	0,5	-	1,5	0,3	5,8
29 Finistère	0,5	-	0,8	-	-	1,3	0,2	2,9
30 Gard	-	-	-	1,2	0,7	1,5	0,1	3,6
31 Haute-Garonne	0,1	-	-	0,4	0,3	1,5	0,1	2,5
32 Gers	-	-	-	1,5	-	1,6	0,8	3,9
33 Gironde	-	-	3,7	1,7	-	1,4	0,1	7,0
34 Hérault	0,5	-	-	0,6	0,1	1,5	0,1	2,7
35 Ille-et-Vilaine	0,3	-	-	0,1	0,4	1,3	0,1	2,1
36 Indre	3,0	-	-	0,6	0,5	1,7	0,5	6,3
37 Indre-et-Loire	-	-	9,5	0,1	-	1,6	0,2	11,4
38 Isère	-	-	3,5	0,1	4,1	1,3	0,2	9,3
39 Jura	0,2	-	0,5	0,1	2,3	1,9	0,4	5,4
40 Landes	-	-	-	4,9	-	1,9	0,4	7,2
41 Loir-et-Cher	0,3	-	8,8	0,5	-	1,9	0,6	12,2
42 Loire	-	-	-	0,1	0,3	1,3	0,1	1,8
43 Haute-Loire	0,7	-	-	0,6	0,8	1,3	0,1	3,5
44 Loire-Atlantique	0,7	-	1,8	0,2	-	1,3	0,2	4,1
45 Loiret	0,6	-	8,3	0,2	-	1,5	0,2	10,8
46 Lot	0,1	-	-	0,8	1,2	2,0	0,1	4,2
47 Lot-et-Garonne	0,0	-	-	1,6	0,2	1,3	0,3	3,3
48 Lozère	1,2	-	-	0,8	3,1	2,3	-	7,3
49 Maine-et-Loire	0,5	-	-	0,4	-	1,3	0,1	2,2
50 Manche	0,6	-	8,5	0,1	-	1,1	0,2	10,5

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2022 (suite)

en euros / hab.

Départements	Montants des IFER sur les							Ensemble des IFER
	éoliennes	hydroliennes	centrales nucléaires ou thermiques à flamme	centrales photo- voltaïques	barrages hydrauliques	stations radioélec- triques	installations de gaz naturel	
51 Marne	4,0	-	-	0,3	-	1,8	0,3	6,4
52 Haute-Marne	5,6	-	-	0,2	-	2,4	0,6	8,9
53 Mayenne	1,2	-	-	0,1	-	1,4	0,2	3,0
54 Meurthe-et-Moselle	0,4	-	1,9	0,6	-	1,6	0,3	4,9
55 Meuse	6,5	-	-	2,4	-	2,4	0,9	12,3
56 Morbihan	1,1	-	-	0,1	-	1,2	0,2	2,6
57 Moselle	0,7	-	10,3	0,2	-	1,6	0,3	13,1
58 Nièvre	0,6	-	-	0,7	0,2	1,8	0,3	3,6
59 Nord	0,3	-	4,5	0,1	-	1,3	0,2	6,4
60 Oise	1,5	-	-	-	-	1,3	0,3	3,2
61 Orne	0,4	-	-	0,1	-	1,3	0,2	2,1
62 Pas-de-Calais	1,8	-	-	-	-	1,3	0,2	3,3
63 Puy-de-Dôme	0,2	-	-	0,2	0,2	1,6	0,1	2,3
64 Pyrénées-Atlantiques	-	-	-	0,4	0,9	1,5	0,2	3,0
65 Hautes-Pyrénées	-	-	-	0,2	5,4	1,6	0,3	7,5
66 Pyrénées-Orientales	0,7	-	-	1,2	0,4	1,5	-	3,8
67 Bas-Rhin	0,1	-	-	0,2	0,8	1,3	0,1	2,5
68 Haut-Rhin	-	-	-	0,1	1,5	1,2	0,1	2,9
69 Rhône	-	-	-	-	-	0,4	0,1	0,5
70 Haute-Saône	0,3	-	-	-	-	1,9	0,4	2,8
71 Saône-et-Loire	-	-	-	0,2	-	1,6	0,4	2,4
72 Sarthe	0,2	-	-	0,3	-	1,6	0,3	2,4
73 Savoie	-	0,1	-	0,1	15,4	1,8	0,2	17,4
74 Haute-Savoie	-	-	-	-	1,1	1,2	0,1	2,4
76 Seine-Maritime	0,9	-	10,6	0,1	-	1,3	0,2	13,0
77 Seine-et-Marne	-	-	1,0	-	-	1,4	0,2	2,7
78 Yvelines	-	-	-	-	-	1,2	0,2	1,4
79 Deux-Sèvres	2,6	-	-	0,6	-	1,2	0,2	4,6
80 Somme	8,0	-	-	-	-	1,4	0,3	9,8
81 Tarn	1,4	-	-	1,2	1,2	1,3	0,1	5,2
82 Tarn-et-Garonne	-	-	16,0	1,6	0,5	1,3	0,3	19,7
83 Var	0,1	-	-	1,0	0,1	1,8	0,1	3,1
84 Vaucluse	-	-	-	0,7	1,9	1,6	0,2	4,4
85 Vendée	1,0	-	-	0,3	-	1,3	0,2	2,8
86 Vienne	1,3	-	10,8	0,7	0,1	1,6	0,2	14,7
87 Haute-Vienne	0,7	-	-	0,5	0,4	1,7	0,2	3,4
88 Vosges	0,3	-	-	0,1	0,1	1,8	0,4	2,6
89 Yonne	2,3	-	-	0,7	0,1	2,2	0,2	5,5
90 Territoire de Belfort	-	-	-	-	-	1,1	0,2	1,3
91 Essonne	-	-	-	-	-	1,2	0,1	1,4
92 Hauts-de-Seine	-	-	0,3	-	-	1,1	-	1,4
93 Seine-Saint-Denis	-	-	0,1	-	-	1,1	-	1,2
94 Val-de-Marne	-	-	0,2	-	-	1,0	-	1,3
95 Val-d'Oise	-	-	-	-	-	1,0	0,1	1,1
France Métropolitaine hors Paris	0,7	-	1,8	0,4	0,6	1,4	0,2	5,1
75 Paris	-	-	-	-	-	-	-	-
France Métropolitaine	0,6	-	1,8	0,4	0,6	1,4	0,2	4,9
971 Guadeloupe	0,2	-	1,6	0,2	-	1,4	-	3,4
972 Martinique	-	-	-	-	-	-	-	-
973 Guyane	-	-	-	-	-	-	-	-
974 Réunion	-	-	0,9	0,5	0,3	1,4	-	3,2
976 Mayotte	-	-	-	0,2	-	0,5	-	0,6
Outre-mer	-	-	0,6	0,3	0,1	0,9	-	2,0
France entière	0,6	-	1,7	0,4	0,6	1,3	0,2	4,8

Source : DGCL. Données DGFIPI, REI.

Les montants des transferts de TVA au profit des départements en 2022

Départements	Montants en milliers d'€
01 Ain	136 282
02 Aisne	180 303
03 Allier	105 636
04 Alpes-de-Haute-Provence	61 468
05 Hautes-Alpes	67 871
06 Alpes-Maritimes	288 670
07 Ardèche	79 172
08 Ardennes	75 019
09 Ariège	46 665
10 Aube	75 925
11 Aude	136 611
12 Aveyron	79 926
13 Bouches-du-Rhône	443 108
14 Calvados	194 882
15 Cantal	40 318
16 Charente	101 912
17 Charente-Maritime	196 725
18 Cher	77 534
19 Corrèze	71 051
20 Corse	-
21 Côte-d'Or	164 859
22 Côtes-d'Armor	132 523
23 Creuse	30 327
24 Dordogne	128 762
25 Doubs	131 774
26 Drôme	129 974
27 Eure	128 046
28 Eure-et-Loir	100 222
29 Finistère	194 776
30 Gard	241 119
31 Haute-Garonne	444 280
32 Gers	58 497
33 Gironde	398 807
34 Hérault	356 755
35 Ille-et-Vilaine	251 733
36 Indre	42 557
37 Indre-et-Loire	125 406
38 Isère	314 390
39 Jura	81 663
40 Landes	94 241
41 Loir-et-Cher	93 967
42 Loire	161 275
43 Haute-Loire	63 930
44 Loire-Atlantique	290 949
45 Loiret	178 709
46 Lot	54 546
47 Lot-et-Garonne	108 857
48 Lozère	23 876
49 Maine-et-Loire	195 178
50 Manche	141 906

Départements	Montants en milliers d'€
51 Marne	116 697
52 Haute-Marne	43 715
53 Mayenne	63 191
54 Meurthe-et-Moselle	166 483
55 Meuse	52 231
56 Morbihan	160 680
57 Moselle	197 439
58 Nièvre	67 119
59 Nord	525 910
60 Oise	212 611
61 Orne	80 073
62 Pas-de-Calais	329 649
63 Puy-de-Dôme	189 526
64 Pyrénées-Atlantiques	147 535
65 Hautes-Pyrénées	84 438
66 Pyrénées-Orientales	156 157
67 Bas-Rhin	-
68 Haut-Rhin	363 807
69 Rhône	72 243
70 Haute-Saône	65 579
71 Saône-et-Loire	140 229
72 Sarthe	134 350
73 Savoie	106 036
74 Haute-Savoie	176 343
76 Seine-Maritime	445 608
77 Seine-et-Marne	394 208
78 Yvelines	382 642
79 Deux-Sèvres	81 124
80 Somme	160 530
81 Tarn	128 126
82 Tarn-et-Garonne	86 425
83 Var	315 013
84 Vaucluse	130 685
85 Vendée	145 078
86 Vienne	89 613
87 Haute-Vienne	95 515
88 Vosges	108 128
89 Yonne	93 042
90 Territoire de Belfort	33 371
91 Essonne	383 601
92 Hauts-de-Seine	367 432
93 Seine-Saint-Denis	472 459
94 Val-de-Marne	368 759
95 Val-d'Oise	339 851
France Métropolitaine hors Paris	15 596 234
75 Paris	-
France Métropolitaine	15 596 234
971 Guadeloupe	116 325
972 Martinique	-
973 Guyane	-
974 Réunion	118 440
976 Mayotte	10 995
Outre-mer	245 760
France entière	15 841 994

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A3.2 - Compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des départements en 2022

Départements	CVAE	
	Montants en milliers d'€	Évolutions en %
01 Ain	9,5	-8,4
02 Aisne	7,5	-18,5
03 Allier	10,1	33,6
04 Alpes-de-Haute-Provence	11,4	12,3
05 Hautes-Alpes	16,6	15,5
06 Alpes-Maritimes	18,4	8,8
07 Ardèche	11,7	-17,1
08 Ardennes	3,9	-15,3
09 Ariège	11,8	-7,6
10 Aube	6,9	2,6
11 Aude	21,8	-23,9
12 Aveyron	8,2	6,2
13 Bouches-du-Rhône	90,5	-12,7
14 Calvados	24,6	9,4
15 Cantal	2,0	0,4
16 Charente	15,4	2,0
17 Charente-Maritime	43,6	0,9
18 Cher	10,6	22,0
19 Corrèze	4,0	22,7
20 Corse	-	-
21 Côte-d'Or	16,7	6,4
22 Côtes-d'Armor	10,1	-1,7
23 Creuse	6,7	4,6
24 Dordogne	15,0	4,1
25 Doubs	28,5	19,0
26 Drôme	27,9	22,3
27 Eure	4,1	7,4
28 Eure-et-Loir	3,2	4,7
29 Finistère	18,1	-25,7
30 Gard	22,1	-14,0
31 Haute-Garonne	74,3	24,6
32 Gers	3,0	-11,3
33 Gironde	93,4	14,9
34 Hérault	83,3	-32,1
35 Ille-et-Vilaine	38,8	-1,5
36 Indre	1,5	-8,8
37 Indre-et-Loire	12,4	0,5
38 Isère	17,6	18,6
39 Jura	3,9	12,8
40 Landes	17,1	23,7
41 Loir-et-Cher	10,5	37,5
42 Loire	23,2	-7,0
43 Haute-Loire	6,2	18,1
44 Loire-Atlantique	54,3	5,5
45 Loiret	4,6	7,4
46 Lot	18,9	-18,3
47 Lot-et-Garonne	18,3	-7,1
48 Lozère	0,8	104,5
49 Maine-et-Loire	19,0	8,0
50 Manche	10,5	8,5

Départements	CVAE	
	Montants en milliers d'€	Évolutions en %
51 Marne	17,7	-9,6
52 Haute-Marne	7,8	-1,1
53 Mayenne	10,8	9,1
54 Meurthe-et-Moselle	16,4	-9,3
55 Meuse	2,2	-48,8
56 Morbihan	26,3	13,5
57 Moselle	20,7	4,9
58 Nièvre	7,2	11,6
59 Nord	85,4	-10,7
60 Oise	4,2	-37,2
61 Orne	5,9	-2,1
62 Pas-de-Calais	36,0	29,2
63 Puy-de-Dôme	31,1	7,0
64 Pyrénées-Atlantiques	18,1	7,2
65 Hautes-Pyrénées	15,4	9,6
66 Pyrénées-Orientales	14,0	-1,5
67 Bas-Rhin	14,2	-5,5
68 Haut-Rhin	12,1	16,5
69 Rhône	10,7	8,5
70 Haute-Saône	2,2	-20,4
71 Saône-et-Loire	17,9	13,3
72 Sarthe	10,3	25,5
73 Savoie	19,5	-1,8
74 Haute-Savoie	35,0	1,3
76 Seine-Maritime	21,2	-3,7
77 Seine-et-Marne	2,5	-13,6
78 Yvelines	13,6	15,7
79 Deux-Sèvres	5,4	14,0
80 Somme	6,2	-11,7
81 Tarn	13,5	-11,6
82 Tarn-et-Garonne	25,1	6,6
83 Var	52,8	-7,3
84 Vaucluse	37,1	-0,6
85 Vendée	23,0	2,1
86 Vienne	2,8	7,8
87 Haute-Vienne	20,0	46,8
88 Vosges	9,4	-3,8
89 Yonne	4,4	-3,0
90 Territoire de Belfort	2,0	-5,6
91 Essonne	7,3	0,7
92 Hauts-de-Seine	124,5	31,7
93 Seine-Saint-Denis	19,7	-31,0
94 Val-de-Marne	7,1	-14,3
95 Val-d'Oise	5,6	9,5
France Métropolitaine hors Paris	1 836,9	0,6
75 Paris	-	-
France Métropolitaine	1 836,9	0,6
971 Guadeloupe	892,0	-0,4
972 Martinique	-	-
973 Guyane	-	-
974 Réunion	3 819,7	-0,8
976 Mayotte	442,2	-7,1
Outre-mer	5 154,0	-1,3
France entière	6 990,9	-0,8

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

A3.3 - Synthèse de la fiscalité directe locale des départements en 2022

Montants en milliers d'€

Départements	Impôts économiques		Transferts de TVA	Total	Évolutions en %
	Produits	Allocations			
01 Ain	44 099	9	136 282	180 391	(+7,2%)
02 Aisne	24 877	7	180 303	205 188	(+7,9%)
03 Allier	16 609	10	105 636	122 256	(+8,4%)
04 Alpes-de-Haute-Provence	10 799	11	61 468	72 279	(+7,8%)
05 Hautes-Alpes	7 184	17	67 871	75 071	(+8,3%)
06 Alpes-Maritimes	66 252	18	288 670	354 941	(+6,3%)
07 Ardèche	22 865	12	79 172	102 049	(+7,4%)
08 Ardennes	20 439	4	75 019	95 462	(+7,4%)
09 Ariège	6 532	12	46 665	53 209	(+6,8%)
10 Aube	22 698	7	75 925	98 630	(+7,0%)
11 Aude	15 294	22	136 611	151 928	(+8,2%)
12 Aveyron	18 467	8	79 926	98 402	(+7,7%)
13 Bouches-du-Rhône	140 157	90	443 108	583 355	(+5,9%)
14 Calvados	37 821	25	194 882	232 727	(+7,6%)
15 Cantal	8 006	2	40 318	48 325	(+7,7%)
16 Charente	22 488	15	101 912	124 415	(+4,9%)
17 Charente-Maritime	30 196	44	196 725	226 964	(+8,3%)
18 Cher	21 704	11	77 534	99 248	(+6,5%)
19 Corrèze	14 319	4	71 051	85 373	(+7,7%)
20 Corse	-	-	-	0	-
21 Côte-d'Or	34 906	17	164 859	199 782	(+7,3%)
22 Côtes-d'Armor	29 618	10	132 523	162 152	(+8,9%)
23 Creuse	3 908	7	30 327	34 241	(+7,8%)
24 Dordogne	15 431	15	128 762	144 208	(+8,2%)
25 Doubs	31 793	29	131 774	163 595	(+8,2%)
26 Drôme	43 817	28	129 974	173 819	(+6,8%)
27 Eure	32 551	4	128 046	160 601	(+6,2%)
28 Eure-et-Loir	24 766	3	100 222	124 991	(+6,7%)
29 Finistère	46 580	18	194 776	241 374	(+7,9%)
30 Gard	31 712	22	241 119	272 853	(+8,3%)
31 Haute-Garonne	108 614	74	444 280	552 969	(+5,9%)
32 Gers	7 508	3	58 497	66 008	(+8,5%)
33 Gironde	110 116	93	398 807	509 016	(+5,5%)
34 Hérault	59 950	83	356 755	416 787	(+8,1%)
35 Ille-et-Vilaine	74 552	39	251 733	326 324	(+7,5%)
36 Indre	10 433	2	42 557	52 991	(+6,9%)
37 Indre-et-Loire	41 479	12	125 406	166 898	(+7,1%)
38 Isère	97 758	18	314 390	412 165	(+6,9%)
39 Jura	14 313	4	81 663	95 980	(+7,8%)
40 Landes	21 105	17	94 241	115 363	(+7,1%)
41 Loir-et-Cher	21 799	10	93 967	115 777	(+6,8%)
42 Loire	39 014	23	161 275	200 312	(+6,9%)
43 Haute-Loire	9 885	6	63 930	73 821	(+7,9%)
44 Loire-Atlantique	103 061	54	290 949	394 065	(+5,0%)
45 Loiret	54 018	5	178 709	232 732	(+6,7%)
46 Lot	7 562	19	54 546	62 126	(+8,2%)
47 Lot-et-Garonne	15 937	18	108 857	124 812	(+8,4%)
48 Lozère	3 102	1	23 876	26 979	(+8,9%)
49 Maine-et-Loire	47 618	19	195 178	242 815	(+8,1%)
50 Manche	29 530	10	141 906	171 447	(+6,5%)

Synthèse de la fiscalité directe locale des départements en 2022 (suite)

Montants en milliers d'€

Départements	Impôts économiques		Transferts de TVA	Total	Évolutions en %
	Produits	Allocations			
51 Marne	37 967	18	116 697	154 682	(+6,3%)
52 Haute-Marne	9 130	8	43 715	52 853	(+7,0%)
53 Mayenne	20 266	11	63 191	83 468	(+6,9%)
54 Meurthe-et-Moselle	35 597	16	166 483	202 096	(+7,5%)
55 Meuse	9 511	2	52 231	61 744	(+8,6%)
56 Morbihan	37 868	26	160 680	198 574	(+7,7%)
57 Moselle	59 258	21	197 439	256 718	(+4,9%)
58 Nièvre	8 224	7	67 119	75 351	(+9,1%)
59 Nord	173 103	85	525 910	699 099	(+7,4%)
60 Oise	44 072	4	212 611	256 687	(+7,3%)
61 Orne	12 487	6	80 073	92 566	(+8,8%)
62 Pas-de-Calais	63 923	36	329 649	393 608	(+7,1%)
63 Puy-de-Dôme	38 494	31	189 526	228 051	(+7,2%)
64 Pyrénées-Atlantiques	38 753	18	147 535	186 306	(+5,7%)
65 Hautes-Pyrénées	10 421	15	84 438	94 874	(+7,0%)
66 Pyrénées-Orientales	20 816	14	156 157	176 987	(+8,8%)
67 Bas-Rhin	84 072	14	-	84 086	(-4,8%)
68 Haut-Rhin	46 369	12	363 807	410 188	(+8,1%)
69 Rhône	32 429	11	72 243	104 682	(+6,4%)
70 Haute-Saône	9 630	2	65 579	75 211	(+9,0%)
71 Saône-et-Loire	29 098	18	140 229	169 345	(+7,6%)
72 Sarthe	28 986	10	134 350	163 345	(+7,0%)
73 Savoie	39 381	20	106 036	145 437	(+5,1%)
74 Haute-Savoie	52 014	35	176 343	228 392	(+5,2%)
76 Seine-Maritime	93 431	21	445 608	539 060	(+7,4%)
77 Seine-et-Marne	81 306	2	394 208	475 516	(+4,6%)
78 Yvelines	116 167	14	382 642	498 824	(+5,9%)
79 Deux-Sèvres	24 713	5	81 124	105 843	(+7,7%)
80 Somme	34 150	6	160 530	194 686	(+7,7%)
81 Tarn	18 193	14	128 126	146 332	(+8,7%)
82 Tarn-et-Garonne	16 640	25	86 425	103 091	(+8,2%)
83 Var	47 813	53	315 013	362 878	(+7,8%)
84 Vaucluse	31 773	37	130 685	162 496	(+6,5%)
85 Vendée	41 382	23	145 078	186 483	(+7,0%)
86 Vienne	26 655	3	89 613	116 271	(+5,5%)
87 Haute-Vienne	15 509	20	95 515	111 044	(+8,0%)
88 Vosges	17 108	9	108 128	125 245	(+7,5%)
89 Yonne	15 894	4	93 042	108 941	(+7,5%)
90 Territoire de Belfort	7 977	2	33 371	41 351	(+6,8%)
91 Essonne	85 809	7	383 601	469 418	(+5,6%)
92 Hauts-de-Seine	359 212	125	367 432	726 768	(+2,7%)
93 Seine-Saint-Denis	113 625	20	472 459	586 103	(+9,2%)
94 Val-de-Marne	101 332	7	368 759	470 098	(+7,3%)
95 Val-d'Oise	64 889	6	339 851	404 746	(+6,7%)
France Métropolitaine hors Paris	3 978 688	1 837	15 596 234	19 576 759	(+6,8%)
75 Paris	-	-	-	0	-
France Métropolitaine	3 978 688	1 837	15 596 234	19 576 759	(+6,8%)
971 Guadeloupe	13 344	892	116 325	130 560	(+8,5%)
972 Martinique	-	-	-	-	-
973 Guyane	-	-	-	-	-
974 Réunion	28 297	3 820	118 440	150 557	(+7,3%)
976 Mayotte	2 154	442	10 995	13 592	(+8,9%)
Outre-mer	43 795	5 154	245 760	294 709	(+7,9%)
France entière	4 022 483	6 991	15 841 994	19 871 468	(+6,8%)

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les évolutions sont calculées y compris les transferts de TVA et les compensations d'exonération de la TFPB.

Annexe 4 - Indicateurs de référence de la fiscalité des régions et des Collectivités Territoriales Uniques (CTU)

A4.1 - Impôts économiques des régions et CTU

Les produits de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des régions et des CTU en 2020, 2021 et 2022

Régions et CTU	Montants en milliers d'€			Évolution en %		Montants en €/hab.			Évolution en %	
	2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022	2020	2021	2022	2020-2021	2021-2022
Auvergne-Rhône-Alpes	1 194 942					147				
Bourgogne-Franche-Comté	310 271					108				
Bretagne	378 759					111				
Centre-Val de Loire	321 699					122				
Corse	48 037	14 842	14 412	-69,1	-2,9	141	43	42	-69,4	-3,43
Grand-Est	668 048					118				
Hauts-de-France	669 563					110				
Normandie	398 671					117				
Nouvelle Aquitaine	677 262					111				
Occitanie	656 339					110				
Pays de la Loire	500 892					130				
Provence-Alpes-Côte d'Azur	637 294					125				
France Métropolitaine hors Île-de-France	6 461 777	14 842	14 412	-99,8	-2,9	121	0	0	-99,8	-3,26
Île-de-France	3 172 250					258				
France Métropolitaine	9 634 027	14 842	14 412	-99,8	-2,9	146	0	0	-99,8	-3,26
Guadeloupe	26 718					67				
Martinique	42 130	12 565	12 513	-70,2	-0,4	112	34	34	-69,9	0,76
Guyane	16 348	4 445	4 696	-72,8	5,7	60	16	17	-73,5	3,57
Réunion	57 108					66				
Mayotte										
Outre-mer	142 303	17 009	17 209	-88,0	1,2	66	8	8	-88,1	1,02
France entière	9 776 330	31 851	31 621	-99,7	-0,7	144	0	0	-99,7	-1,09

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.

Les produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des régions en 2020, 2021 et 2022

Régions	Montants en milliers d'euros									Évolution 2021-2022 en %		
	2020			2021			2022			IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER
	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER			
Auvergne-Rhône-Alpes	34 494	47 683	82 177	34 558	46 048	80 606	36 159	44 649	80 808	+4,6	-3,0	+0,2
Bourgogne-Franche-Comté	27 170	17 768	44 938	24 547	17 159	41 705	23 452	16 637	40 089	-4,5	-3,0	-3,9
Bretagne	8 329	20 682	29 011	8 312	19 973	28 286	8 678	19 366	28 044	+4,4	-3,0	-0,9
Centre-Val de Loire	16 117	15 849	31 966	15 802	15 306	31 108	15 803	14 841	30 644	+0,0	-3,0	-1,5
Corse	2 561	4 343	4 343	2 473	2 473	2 473	2 398	2 398	2 398		-3,0	-3,0
Grand-Est	28 067	30 923	58 990	27 027	29 863	56 890	28 466	28 955	57 421	+5,3	-3,0	+0,9
Hauts-de-France	29 899	31 029	60 929	26 286	29 966	56 251	26 732	29 055	55 787	+1,7	-3,0	-0,8
Normandie	8 634	20 588	29 223	8 902	19 883	28 784	9 071	19 278	28 350	+1,9	-3,0	-1,5
Nouvelle Aquitaine	17 091	37 337	54 428	17 219	36 057	53 276	18 648	34 961	53 609	+8,3	-3,0	+0,6
Occitanie	16 388	34 618	51 006	16 641	33 431	50 072	18 216	32 415	50 631	+9,5	-3,0	+1,1
Pays de la Loire	15 369	20 878	36 247	14 851	20 162	35 012	15 461	19 549	35 010	+4,1	-3,0	-0,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 941	31 779	44 720	12 534	30 689	43 224	12 841	29 757	42 597	+2,4	-3,0	-1,4
France Métropolitaine hors Île-de-France	214 499	311 695	527 977	206 678	301 009	507 687	213 526	291 860	505 387	+3,3	-3,0	-0,5
Île-de-France	64 803	60 701	125 504	66 533	58 620	125 153	63 654	56 838	120 492	-4,3	-3,0	-3,7
France Métropolitaine	279 302	372 396	653 481	273 211	359 629	632 840	277 180	348 698	625 878	+1,5	-3,0	-1,1
Guadeloupe		2 473	2 589		2 388	2 388		2 315	2 315		-3,0	-3,0
Martinique		2 521	2 894		2 434	2 434		2 360	2 360		-3,0	-3,0
Guyane		844	1 301		815	815		790	790		-3,0	-3,0
Réunion		3 414	3 414		3 296	3 296		3 196	3 196		-3,0	-3,0
Mayotte		306	306		295	295		286	286		-3,0	-3,0
Outre-mer		9 556	10 503		9 229	9 229		8 948	8 948		-3,0	-3,0
France entière	279 302	381 952	663 984	273 211	368 858	642 069	277 180	357 647	634 827	+1,5	-3,0	-1,1

Source : DGCL. Données DGFIPI, REI.

(1) IFER sur le matériel roulant ferroviaire ; (2) IFER sur les répartiteurs principaux

Les produits par habitants des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des régions en 2020, 2021 et 2022

Régions	Montants en €/hab.									Évolution 2021-2022 en %		
	2020			2021			2022			IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER
	IFER MR (1)	IFER RP (2)	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER			
Auvergne-Rhône-Alpes	4,2	5,9	10,1	4,2	5,6	9,9	4,4	5,4	9,8	+4,0	-3,6	-0,3
Bourgogne-Franche-Comté	9,4	6,2	15,6	8,5	6,0	14,5	8,1	5,8	13,9	-4,4	-3,0	-3,8
Bretagne	2,4	6,1	8,5	2,4	5,8	8,3	2,5	5,6	8,1	+3,8	-3,6	-1,4
Centre-Val de Loire	6,1	6,0	12,1	6,0	5,8	11,8	6,0	5,6	11,6	+0,0	-3,0	-1,5
Corse		7,5	12,8		7,2	12,2		6,9	11,6		-3,6	-3,6
Grand-Est	5,0	5,5	10,4	4,8	5,3	10,1	5,0	5,1	10,1	+5,2	-3,1	+0,8
Hauts-de-France	4,9	5,1	10,0	4,3	4,9	9,2	4,4	4,8	9,1	+1,7	-3,0	-0,8
Normandie	2,5	6,0	8,6	2,6	5,8	8,5	2,7	5,7	8,3	+2,0	-3,0	-1,4
Nouvelle Aquitaine	2,8	6,1	8,9	2,8	5,9	8,7	3,0	5,7	8,7	+7,8	-3,5	+0,1
Occitanie	2,7	5,8	8,5	2,8	5,6	8,3	3,0	5,4	8,4	+8,6	-3,8	+0,3
Pays de la Loire	4,0	5,4	9,4	3,8	5,2	9,0	4,0	5,0	9,0	+3,4	-3,7	-0,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,5	6,2	8,8	2,4	6,0	8,4	2,5	5,8	8,3	+1,9	-3,6	-2,0
France Métropolitaine hors Île-de-France	4,0	5,8	9,9	3,8	5,6	9,4	4,0	5,4	9,4	+2,9	-3,4	-0,8
Île-de-France	5,3	4,9	10,2	5,4	4,8	10,2	5,1	4,6	9,7	-4,7	-3,4	-4,1
France Métropolitaine	4,2	5,7	9,9	4,1	5,4	9,6	4,2	5,3	9,4	+1,1	-3,4	-1,5
Guadeloupe		6,2	6,5		6,1	6,1		5,9	5,9		-2,2	-2,2
Martinique		6,7	7,7		6,5	6,5		6,4	6,4		-1,9	-1,9
Guyane		3,1	4,8		2,9	2,9		2,8	2,8		-5,0	-5,0
Réunion		4,0	4,0		3,8	3,8		3,7	3,7		-3,6	-3,6
Mayotte		1,2	1,2		1,1	1,1		1,1	1,1		-3,0	-3,0
Outre-mer		4,4	4,8		4,2	4,2		4,1	4,1		-3,2	-3,2
France entière	4,1	5,6	9,8	4,0	5,4	9,4	4,0	5,2	9,3	+1,1	-3,4	-1,5

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

(1) IFER sur le matériel roulant ferroviaire ; (2) IFER sur les répartiteurs principaux

Les produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des CTU en 2022

en milliers d'euros

Collectivités Territoriales Uniques	Montants des IFER sur les								Ensemble des IFER
	<i>éoliennes</i>	<i>hydroliennes</i>	<i>centrales nucléaires ou thermiques à flamme</i>	<i>centrales photo- voltaïques</i>	<i>barrages hydrauliques</i>	<i>stations radioélec- triques</i>	<i>installations de gaz naturel</i>	<i>installations géothermiques</i>	
Auvergne-Rhône-Alpes									
Bourgogne-Franche-Comté									
Bretagne									
Centre-Val de Loire									
Corse	42	4	438	428	289	821			2 022
Grand-Est									
Hauts-de-France									
Normandie									
Nouvelle Aquitaine									
Occitanie									
Pays de la Loire									
Provence-Alpes-Côte d'Azur									
France Métropolitaine hors Île-de-France	42	4	438	428	289	821			2 022
Île-de-France									
France Métropolitaine	42	4	438	428	289	821			2 022
Guadeloupe								118	118
Martinique	28		360	44	8	514	5		958
Guyane			125	159	217	485			986
Réunion									
Mayotte									
Outre-mer	28		485	203	225	999	5	118	2 063
France entière	70	4	923	631	514	1 820	5	118	4 085

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des CTU en 2022

en €/hab.

Collectivités Territoriales Uniques	Montants des IFER sur les								Ensemble des IFER
	<i>éoliennes</i>	<i>hydroliennes</i>	<i>centrales nucléaires ou thermiques à flamme</i>	<i>centrales photo- voltaïques</i>	<i>barrages hydrauliques</i>	<i>stations radioélec- triques</i>	<i>installations de gaz naturel</i>	<i>installations géothermiques</i>	
Auvergne-Rhône-Alpes									
Bourgogne-Franche-Comté									
Bretagne									
Centre-Val de Loire									
Corse	0,12	0,01	1,27	1,24	0,84	2,38			-
Grand-Est									
Hauts-de-France									
Normandie									
Nouvelle Aquitaine									
Occitanie									
Pays de la Loire									
Provence-Alpes-Côte d'Azur									
France Métropolitaine hors Île-de-France	-	-	0,01	0,01	0,01	0,02			-
Île-de-France									
France Métropolitaine	-	-	0,01	0,01	-	0,01			-
Guadeloupe								0,30	-
Martinique	0,08		0,97	0,12	0,02	1,39	0,01		-
Guyane			0,44	0,56	0,76	1,71			-
Réunion									
Mayotte									
Outre-mer	0,01		0,22	0,09	0,10	0,46	-	0,05	-
France entière	-	-	0,01	0,01	0,01	0,03	-	-	0,04

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

Les montants des transferts de TVA au profit des régions et des CTU en 2022

Régions et CTU	Montants en milliers d'€	Montants en €/hab.
Auvergne-Rhône-Alpes	1 335 209	162,5
Bourgogne-Franche-Comté	401 237	139,3
Bretagne	446 818	129,7
Centre-Val de Loire	393 982	149,7
Corse	99 769	288,7
Grand-Est	813 516	143,6
Hauts-de-France	921 674	151,2
Normandie	566 620	166,8
Nouvelle Aquitaine	842 340	137,0
Occitanie	885 646	146,2
Pays de la Loire	548 419	140,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	782 880	151,8
France Métropolitaine hors Île-de-France	8 038 110	149,0
Île-de-France	2 530 617	204,5
France Métropolitaine	10 568 727	159,4
Guadeloupe	41 306	105,9
Martinique	128 307	347,3
Guyane	70 190	247,1
Réunion	85 728	98,4
Mayotte		
Outre-mer	325 531	149,5
France entière	10 894 257	159,1

Source : DGCL. Données DGFiP, REI.